

TUNISIE LEASING TL

Société Anonyme au capital de 28.000.000 dinars
Siège Social : Centre Urbain Nord Av Hédi KARRAY 1082 Mahrajène
RC n° B 134091997

Tel : 70 132 000 Fax : 71 236 625

Tunisie Leasing est notée BBB+ à long terme avec perspective d'évolution stable et F2 à court terme par l'agence de notation Fitch Ratings en date du 14/03/2007

Document de référence « TL 2007 »

Ce document de référence a été enregistré par le CMF le 24 OCT. 2007 sous le n° 07.003 donné en application de l'article 14 du règlement du Conseil du Marché Financier relatif à l'appel public à l'épargne. Il devra être actualisé régulièrement par les informations périodiques, permanentes et occasionnelles. Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par le Conseil du Marché Financier. Ce document de référence a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cet enregistrement effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la société n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Responsable de l'information :

Mr Mondher ZID

Directeur financier à TUNISIE LEASING

Tel. : 70 132 000 Fax : 71 236 625

E-mail : mondher.zid@tunisieleasing.com.tn

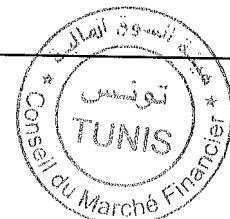
Intermédiaire en Bourse chargé de l'opération

TUNISIE VALEURS, Intermédiaire en Bourse.

17 Rue de Jérusalem 1002 Tunis

Tel : 71 794 822 Fax : 71 795 641

Le présent document de référence est mis à la disposition du public auprès de Tunisie Leasing – Centre Urbain Nord Av Hédi KARRAY 1082 Mahrajène – Tunisie Valeurs – 17, rue de Jérusalem 1002 Tunis – et sur le site Internet du CMF : www.cmf.org.tn



SOMMAIRE

<i>Présentation résumée de la société</i>	4
Chapitre 1- Responsables du document de référence et responsables du contrôle des comptes	8
1.1. Responsables du document de référence	8
1.2. Attestation des Responsables du document de référence	8
1.3. Responsables du contrôle des comptes.....	8
1.4. Attestation de l'intermédiaire en Bourse chargé du document de référence	11
1.5. Responsable de l'information	11
Chapitre 2- Renseignements de caractère général concernant l'émetteur et son capital	12
2.1. Renseignements de caractère général concernant TUNISIE LEASING.....	12
2.2. Renseignements de caractère général concernant le capital social.....	14
2.3. Tableau d'évolution du capital social.....	15
2.4. Répartition du capital et des droits de vote au 15/05/2007.....	16
2.5. Description sommaire du groupe TUNISIE LEASING au 31/12/2006.....	18
2.6. Relations avec les autres parties liées au 31/12/2006.....	27
2.7. Dividendes.....	27
2.8. Marché des titres de l'émetteur.....	27
2.9. Notation de la société.....	28
Chapitre 3- Renseignements concernant l'activité de TUNISIE LEASING	35
3.1. Présentation de la société.....	35
3.2. Organisation de la société.....	35
3.3. Description de l'activité au 31/12/2006.....	37
3.4. Evolution de l'activité au 30/06/2007.....	40
3.5. Les facteurs de risques et la nature spéculative de l'activité de la société.....	44
3.6. Analyse SWOT.....	44
3.7. Dépendance de l'émetteur.....	45
3.8. Litige ou arbitrage.....	45
3.9. Effectif moyen et son évolution.....	45
3.10. Politique d'investissement de Tunisie Leasing.....	46
Chapitre 4- Patrimoine, situation financière, résultats	47
4.1. Patrimoine de la société au 31/12/2006.....	47
4.2. Patrimoine de la société au 30/06/2007.....	51
4.3. Etats financiers comparés au 31/12/2006.....	55
4.4. Soldes intermédiaires de gestion au 31/12/2006.....	105
4.5. Engagements financiers au 31/12/2006.....	106
4.6. Encours des crédits contractés par Tunisie Leasing au 31/12/2006.....	107
4.7. Structure des souscripteurs à l'emprunt subordonné TUNISIE LEASING 2007.....	108
4.8. Tableau des mouvements des capitaux propres.....	109
4.9. Affectation des résultats des trois derniers exercices.....	110
4.10. Evolution des revenus de leasing et du résultat d'exploitation.....	110
4.11. Evolution du bénéfice net.....	111
4.12. Evolution des dividendes.....	111
4.13. Evolution de la marge brute d'autofinancement.....	111
4.14. Evolution de la structure financière.....	111

4.15. Indicateurs de gestion et ratios.....	112
4.16. Etats financiers consolidés au 31/12/2006.....	113
4.17. Etats financiers comparés au 30/06/2007.....	164
4.18. Soldes intermédiaires de gestion au 30/06/2007.....	200
4.19. Engagements financiers au 30/06/2007.....	201
4.20. Encours des crédits contractés par Tunisie Leasing au 30/06/2007.....	202
4.21. Evolution des revenus de leasing et du résultat d'exploitation au 30/06/2007.....	205
4.22. Evolution de la marge brute d'autofinancement au 30/06/2007.....	205
4.23. Evolution de la structure financière au 30/06/2007.....	205
4.24. Indicateurs de gestion et ratios.....	206
4.25. Etats financiers consolidés au 30/06/2007.....	207
4.26. Comportement boursier de l'action TL.....	244
Chapitre 5- Organes d'administration, de direction et de contrôle des comptes	245
5.1. Conseil d'administration.....	245
5.2. Intérêts des dirigeants dans la société au 31/12/2006.....	246
5.3. Contrôle.....	247
5.4. Nature et importance des opérations conclues depuis le début du dernier exercice.....	247
Chapitre 6- Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir.....	248
6.1. Evolution récente et orientation.....	248
6.2. Perspectives d'avenir.....	249
6.3. Tableau d'amortissement des emprunts obligataires émis par TUNISIE LEASING.....	257

PRESENTATION RESUMEE DE LA SOCIETE

La société TUNISIE LEASING a été créée en octobre 1984 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens mobiliers à usage industriel ou professionnel. Cet objet a été étendu en 1994 aux opérations de leasing portant sur des biens immobiliers à usage professionnel et aux opérations d'affacturage.

A compter du premier juillet 1999, la branche d'activité « affacturage », a été abandonnée au profit d'une nouvelle société filiale « Tunisie factoring ».

Le capital social de Tunisie leasing s'élève à 28.000.000 D divisé en 5.600.000 actions de 5D chacune. La société a entamé courant 2007 une opération d'augmentation du capital par incorporation de réserves pour un montant de 2.500.000 dinars à prélever sur le compte « Résultats reportés ». Cette opération devrait se réaliser en cinq tranches sur cinq années successives et ce conformément à la décision de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 8 Juin 2006. La première tranche a été déjà libérée le 1^{er} mars 2007.

La société TUNISIE LEASING a été introduite et cotée sur la bourse de Tunis en mars 1992.

TUNISIE LEASING est détenue à hauteur de 49.5% par le Groupe Amen au travers principalement de Amen Bank (28.02%) et de la société d'assurances COMAR (17.70%). Elle figure dans le périmètre de consolidation de Amen Bank et est consolidée par la méthode de la mise en équivalence. Il est à préciser qu'il n'y a pas de liens directs ou indirects entre les sociétés du groupe Amen Bank et TUNISIE LEASING (hormis les sociétés d'investissement TUNINVEST) et que TUNISIE LEASING est totalement indépendante et autonome.

TUNISIE LEASING est aussi la société mère d'un groupe incluant deux sociétés de crédit spécialisé TUNISIE LEASING et TUNISIE FACTORING, une société d'intermédiation boursière TUNISIE VALEURS, quatre sociétés à capital risque (TUNINVEST SICAR, TUNISIE SICAR, TUNINVEST INTERNATIONAL SICAR et TUNINVEST INNOVATION SICAR) et cinq autres sociétés exerçant dans différents secteurs : SIMT (société immobilière), la société TUNIS CALL CENTER-TCC, la Société Tunisienne d'Ingénierie financière- STIF, la société TUNISIE LOCATION LONGUE DUREE (TUNISIE LLD) et Maghreb Leasing Algérie (filiale algérienne spécialisée dans le leasing).

Depuis l'exercice 1999, TUNISIE LEASING établit des états financiers consolidés.

Les approbations au 31/12/2006 se sont élevées à 180.6 millions DT en augmentation de 7.37% par rapport au 31/12/2005. La part de marché de TUNISIE LEASING s'est située à 26.6%.

Durant la même période, les mises en force se sont élevées à 137.1 millions DT en progression de 6.11% par rapport à la même période de l'année précédente contre une progression du secteur de 18.68%. La part de marché de TUNISIE LEASING a baissé pour se stabiliser autour de 25.85%. Les encours de leasing se sont élevés à 230.150 millions DT en progression de 2.95% par rapport au 31/12/2005. Ainsi la part de marché de la société en termes d'encours enregistre une légère baisse (25.98% contre 27.27% au 31/12/2005).

Les performances en matière de recouvrement amiable ont atteint 98.8% de la facturation de l'année.

Le taux de créances classées s'est établi à 15.7% en 2006 et le taux de couverture des créances classées à 60.7% (contre 57.01% en 2005).

Les créances et leur couverture par des provisions ont évolué comme suit :

	2004	2005	2006	30/06/2006	30/06/2007
Créances courantes (classe 0 et 1)	184 135 070	203 356 630	209 312 937	213 128 490	226 075 144
Créances classées	38 845 018	37 488 117	38 987 446	40 068 028	37 579 500
Total brut des créances	222 980 088	240 844 747	248 300 383	253 196 518	263 654 644
Avances et acomptes reçus	(1 509 761)	(1 959 270)	(2 083 068)	(1 764 086)	(3 186 669)
Produits à recevoir	24 451	19 819	24 824	19 710	10 398
Total net des créances	221 494 779*	238 905 296*	246 242 139	251 452 142	260 478 373
Provisions et Agios réservés	18 087 367**	21 370 656	23 673 590	22 695 143	24 024 732
-provisions affectées	15 309 390	18 503 146	20 911 324	19 661 004	21 310 278
-marges réservées	2 777 977	2 867 509	2 762 266	3 034 139	2 714 454
Provisions non affectées	31 556	419 267	419 267	419 267	419 267
Ratio des créances classées	17.41%	15.57%	15.70%	15.82%	14.25%
Ratio de couverture des créances classées (le cumul ¹ des produits réservés et des provisions sur créances classées)	46.56%**	57.01%	60,72%	56.64%	63.93%

* Montants présentés au niveau du document de référence 'Tunisie Leasing 2006' par erreur en tant que montants bruts

** Compte non tenu des 1.3 MD prélevés sur les fonds propres

1 : Compte non tenu des provisions non affectées

TL continue d'affiner ses systèmes d'évaluation et de suivi du risque de crédit. Elle s'est fixée pour objectif de réduire son taux de créances classées à 14% à fin 2008. A cet effet, elle a entrepris de constituer des bases de données afin de lui permettre d'estimer statistiquement ses pertes futures attendues par catégories d'actifs en leasing. Néanmoins, des incertitudes demeurent sur la couverture nécessaire des risques liés au financement de biens immobiliers et d'équipements. Sur requêtes des autorités réglementaires, TL a relevé en 2006 son taux de couverture des créances classées par les provisions (60.72% contre 57.01% en 2005). Les créances classées nettes représentaient 28.6% de ses fonds propres à fin 2006.

Le 14 mars 2007, l'agence internationale de notation Fitch Ratings a confirmé par un communiqué de presse les notes attribuées sur l'échelle nationale à Tunisie Leasing à 'BBB+(tun)' pour la note long terme avec perspective d'évolution 'Stable' et 'F2(tun)' pour la note court terme.

Les notes nationales attribuées par Fitch à Tunisie leasing reflètent la qualité de son management et de ses procédures de suivi de risques de crédit plus élaborées que celles de ses pairs, ainsi qu'une rentabilité satisfaisante.

Selon le rapport de notation, la fusion de Tunisie Leasing et Amen Lease filiale d'Amen Bank, elle-même cinquième banque locale et actionnaire principal de Tunisie Leasing, initialement prévue pour 2005, a été largement différée. Ce projet de fusion semble compromis compte tenu de la situation financière de Amen Lease.

Il y a lieu de rappeler qu'au cours de l'année 2004, un projet de fusion des sociétés TUNISIE LEASING et AMEN LEASE a été annoncé et a reçu un accord de principe de la part des autorités monétaires à la triple condition que :

- 1 La société AMEN LEASE soit préalablement assainie.
- 2 Les emplois soient préservés.
- 3 Les intérêts des actionnaires minoritaires des deux sociétés soient sauvegardés.

En décembre 2004, les Conseils d'Administration de TUNISIE LEASING et AMEN LEASE ont annoncé dans un communiqué conjoint que le cabinet FINOR a été désigné pour évaluer les deux sociétés au moyen des méthodes généralement admises en cette matière et de soumettre aux deux conseils ses conclusions en vue de la détermination des parités d'échange avant le 15/04/2005 étant précisé que cette matière requiert, également, l'intervention des commissaires aux comptes et du commissaire aux apports à désigner par Monsieur le Président du Tribunal de Tunis. Il a été également précisé qu'en cas d'accord sur l'ensemble des modalités de la fusion et notamment des parités d'échange par les Conseils d'Administration des deux sociétés et l'approbation définitive des autorités monétaires et financières, les actionnaires des deux sociétés seraient convoqués pour statuer sur cette fusion au début du mois de septembre 2005. Dans le cas où elle aurait été approuvée à la majorité qualifiée, cette fusion aurait pris effet rétroactivement le 01/01/2005 après accomplissement des formalités légales. Le calendrier annoncé a été largement différé.

Le 10 août 2005 et suite aux délibérations des conseils d'administration de Tunisie Leasing et d'Amen Lease, Amen Bank agissant pour le compte du groupe Amen a informé le marché à travers un communiqué de presse :

- qu'elle a obtenu l'accord des autorités monétaires et financières en vue d'introduire une offre publique de retrait (OPR) sur le titre d'Amen Lease, opération approuvée par le conseil d'administration d'Amen Lease.

- que le projet de fusion entre Tunisie Leasing et Amen Lease dont le principe a été approuvé par les deux conseils sera soumis aux assemblées générales extraordinaires des deux sociétés au début de l'année 2007 de manière à ce que ses modalités pratiques soient proposées à la lumière des états financiers des deux sociétés arrêtés au 31/12/2006.

Dans l'intervalle, le conseil d'administration d'Amen Lease a décidé que cette dernière arrête l'octroi de crédit et se concentre sur le recouvrement des créances courantes et contentieuses étant indiqué qu'Amen Bank a remis à la Banque Centrale de Tunisie (BCT) une lettre de confort couvrant la totalité de la dette d'Amen Lease. Par ailleurs, Amen Bank, agissant de concert avec des personnes physiques et morales du groupe Amen et détenant ensemble 86.15% du capital a introduit une offre publique de retrait visant 138 453 actions Amen Lease. L'OPR a abouti à l'acquisition de 35 647 actions et à la radiation de Amen Lease de la cote de la Bourse à partir du 19 septembre 2005.

De son côté, le conseil d'administration de Tunisie Leasing a accepté de reprendre une partie du personnel commercial d'Amen Lease et de l'intégrer à sa propre organisation de manière à continuer à servir les besoins de la clientèle en attendant la finalisation du projet de fusion qui reste subordonné à l'assainissement complet de Amen Lease et à l'accord des parties et des autorités de tutelle sur les valorisations respectives des deux sociétés. Mais compte tenu de la situation financière actuelle de Amen Lease, le projet de fusion des deux sociétés de leasing semble compromis.

Par ailleurs, en janvier 2006, TUNISIE LEASING a annoncé la création de la société Maghreb Leasing Algérie qu'elle détient à hauteur de 36% avec l'appui d'Amen Bank (25%), FMO Institution Financière Néerlandaise de Développement très active en Afrique (20%), PROPARCO filiale de l'Agence Française de Développement (10%), MAGHREB PRIVATE EQUITY FUND un fonds de développement géré par TUNINVEST FINANCE GROUP (5%) et CFAO une société du groupe PPR (Pinault Printemps Redoute) cotée à la bourse de Paris (4%).

La société créée avec des fonds propres de 1 Milliard de Dinars Algériens (18,6 Millions de Dinars Tunisiens libéré de 50%) et des quasi-fonds propres de 10 Millions d'Euros (16 Millions de Dinars Tunisiens) mis à sa disposition par la B.E.I.

En Juillet 2006, et après inspection des locaux de la société et revue de son système d'information, de ses procédures et de ses ressources humaines, la Banque d'Algérie a délivré son agrément définitif. La société est opérationnelle depuis Mai 2006. Elle a enregistré un volume d'approbations de 25 millions de dinars Tunisiens dont 11.5 millions de dinars Tunisiens ont été mises en forces.

Enfin, TUNISIE LEASING a acquis pour un montant de 500 000 Euro, 4.6% du capital de la société HOLDEFI, société de droit français contrôlant six sociétés spécialisées dans le leasing et le crédit à la consommation au Cameroun, Gabon, Congo, Mali, Burkina-Faso et Cote d'Ivoire. Cette participation fait partie du groupe majoritaire composé par ailleurs de AFRICINVEST, FMO et FINFUND qui détiennent ensemble 61.88% de HOLDEFI. Le résultat (part du groupe) s'élève en 2006 à 2,3 millions de dinars en progression de 35% par rapport à 2005. Conformément aux accords formés, la plate-forme de gestion de HOLDEFI est installée dans le siège de TUNISIE LEASING.

Chapitre 1 : RESPONSABLES DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

1.1. Responsables du document de référence

LE PRESIDENT DU CONSEIL

Ahmed ABDELKEFI
Centre Urbain Nord Av. Hédi Karray
1082 Tunis Mahrajène
Tél.: 70. 132.000 - Fax : 71. 232.020

LE DIRECTEUR GENERAL

Fethi MESTIRI
TUNISIE LEASING
Centre Urbain Nord Av. Hédi Karray
1082 Tunis Mahrajène
Tél.: 70. 132.000 - Fax : 71. 232.020

1.2. Attestation des responsables du document de référence

« A notre connaissance, les données du présent document de référence sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leurs jugements sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée ».

LE PRESIDENT DU CONSEIL

Ahmed ABDELKEFI
TUNISIE LEASING
Centre Urbain Nord Av. Hédi Karray
1082 Tunis Mahrajène
Tél.: 70. 132.000 - Fax : 71. 232.020

LE DIRECTEUR GENERAL

Fethi MESTIRI
TUNISIE LEA
Centre Urbain Nord Av. Hédi Karray
1082 Tunis Mahrajène
Tél.: 70. 132.000 - Fax : 71. 232

1.3. Responsables du contrôle des comptes :

- **Etats financiers individuels 2004-2005-2006** : AMC ERNEST AND YOUNG société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par Monsieur Noureddine HAJJI –adresse : Boulevard de la terre, Centre Urbain Nord 1003 Tunis.

A partir de 2006, désignation du co-commissaire aux comptes Cabinet M.S. LOUZIR membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représenté par Mohamed LOUZIR –adresse : Rue du Lac Victoria Résidence Lac 2001, Tanit Bloc A 1053. Les Berges du Lac. Tunis.

- **Etats financiers consolidés 2004-2005-2006** : AMC ERNEST AND YOUNG société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par Monsieur Noureddine HAJJI –adresse : Boulevard de la terre, Centre Urbain Nord 1003 Tunis.

A partir de 2006, désignation du co-commissaire aux comptes Cabinet M.S. LOUZIR membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représenté par Mohamed LOUZIR –adresse : Rue du Lac Victoria Résidence Lac 2001, Tanit Bloc A 1053. Les Berges du Lac. Tunis.



- **Etats financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2007** : AMC ERNST AND YOUNG société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par Monsieur Noureddine HAJJI –adresse : Boulevard de la terre, Centre Urbain Nord 1003 Tunis et Cabinet M.S. LOUZIR membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représenté par Mohamed LOUZIR –adresse : Rue du Lac Victoria Résidence Lac 2001, Tanit Bloc A 1053. Les Berges du Lac. Tunis.

- **Etats financiers intermédiaires consolidés arrêtés au 30/06/2007** : AMC ERNST AND YOUNG société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par Monsieur Noureddine HAJJI –adresse : Boulevard de la terre, Centre Urbain Nord 1003 Tunis et Cabinet M.S. LOUZIR membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représenté par Mohamed LOUZIR –adresse : Rue du Lac Victoria Résidence Lac 2001, Tanit Bloc A 1053. Les Berges du Lac. Tunis.

Attestation des commissaires aux comptes

« Nous avons procédé à la vérification des informations financières et des données comptables figurant dans le présent prospectus d'émission en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la régularité des informations financières et comptables présentées ».

Opinion sur les Etats Financiers individuels arrêtés au 31/12/2004 et au 31/12/2005

Les états financiers relatifs aux exercices clos respectivement le 31/12/2004 et le 31/12/2005, arrêtés par le conseil d'administration, ont fait l'objet d'un audit effectué par la société AMC ERNST AND YOUNG représentée par Monsieur Noureddine HAJJI, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie, et ont été certifiés sans réserve.

Opinion sur les Etats Financiers individuels arrêtés au 31/12/2006

Les états financiers relatifs à l'exercice clos le 31/12/2006, arrêtés par le conseil d'administration, ont fait l'objet d'un audit effectué par la société AMC ERNST AND YOUNG représentée par Monsieur Noureddine HAJJI et par le cabinet M.S. LOUZIR représentée par Monsieur Mohamed LOUZIR en tant que co-commissaire aux comptes, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie, et ont été certifiés sans réserve. Toutefois, un post opinion révélant qu'un changement de la politique de provisionnement des engagements de la société a été opéré à partir de l'exercice 2006. L'impact de ce changement sur les soldes d'ouverture de l'exercice a été imputé sur l'enveloppe de 1300 KDT constituée en 2005 par prélèvement sur les réserves en application de la décision de l'AGO du 5 mai 2005. En résultante de ces opérations, un montant de 419 KDT figurant au passif du bilan au 31 décembre 2006 est devenu sans objet.

Opinion sur les Etats Financiers consolidés arrêtés au 31/12/2004 et au 31/12/2005

Les états financiers consolidés relatifs aux exercices clos respectivement le 31/12/2004 et le 31/12/2005 arrêtés par le conseil d'administration, ont fait l'objet d'un audit effectué par la société AMC ERNST AND YOUNG représentée par Monsieur Noureddine HAJJI, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie, et ont été certifiés sans réserve.

Opinion sur les Etats Financiers consolidés arrêtés au 31/12/2006

Les états financiers consolidés relatifs à l'exercice clos le 31/12/2006 arrêtés par le conseil d'administration, ont fait l'objet d'un audit effectué par la société AMC ERNST AND YOUNG représentée par Monsieur Noureddine HAJJI et par le cabinet M.S. LOUZIR représentée par Monsieur Mohamed LOUZIR en tant que co-commissaires aux comptes, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie, et ont été certifiés sans réserve. Toutefois, un post opinion révélant qu'un changement de la politique de provisionnement des engagements de la société a été opéré à partir de l'exercice 2006. L'impact de ce changement sur les soldes d'ouverture de l'exercice a été imputé sur l'enveloppe de 1300 KDT constituée en 2005 par prélèvement sur les réserves consolidées en application de la décision de l'AGO du 5 mai 2005. En résultante de ces opérations, un montant de 419 KDT figurant au passif du bilan au 31 décembre 2006 est devenu sans objet.

Avis sur les Etats Financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2007

Les états financiers intermédiaires au 30/06/2007, arrêtés par le conseil d'administration, ont fait l'objet d'un examen limité effectué par la société AMC ERNST AND YOUNG représentée par Monsieur Noureddine HAJJI et par le cabinet M.S. LOUZIR représentée par Monsieur Mohamed LOUZIR en tant que co-commissaires aux comptes, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Sur la base de cet examen limité, les commissaires aux comptes n'ont pas eu connaissance ou relevé des éléments pouvant affecter de façon significative la représentation fidèle des états financiers semestriels conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie. Toutefois, une observation est exprimée concernant le changement de la politique de provisionnement des engagements de la société qui a été opéré à partir du deuxième semestre 2006. Les dotations aux provisions imputées sur le résultat de la période correspondent désormais au coût effectif du risque estimé en application des règles prudentielles. Les données du premier semestre 2006 ont été, en conséquence, retraitées pour des besoins de la comparaison. En résultante de ces opérations, un montant de 419 KDT figurant au passif du bilan au 30 juin 2007 sous la rubrique « provisions » est devenu sans objet.

Avis sur les Etats Financiers intermédiaires consolidés arrêtés au 30/06/2007

Les états financiers intermédiaires consolidés au 30/06/2007, arrêtés par le conseil d'administration, ont fait l'objet d'un examen limité effectué par la société AMC ERNST AND YOUNG représentée par Monsieur Noureddine HAJJI et par le cabinet M.S. LOUZIR représentée par Monsieur Mohamed LOUZIR en tant que co-commissaires aux comptes, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Les comptes au 30 juin 2007 et 30 juin 2006 de la Société Immobilière Méditerranéenne de Tunisie (SIMT), Tunisie LLD, Tunis Call Center, Tunisie Valeurs, Tunisie Sicar, Tuninvest International Sicar, et Tuninvest Innovation Sicar, dont la contribution au résultat consolidé du semestre s'élève à 690 KDT, n'ont pas fait l'objet d'audit ou de revue limitée. Sur la base de cet examen limité, et sous réserve de l'incidence éventuelle du point exposé ci-dessus, les commissaires aux comptes n'ont pas eu connaissance ou relevé d'autres éléments pouvant affecter de façon significative la représentation fidèle des états financiers semestriels consolidés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie. Une observation est exprimée concernant le changement de la politique de provisionnement des engagements de la société qui a été opéré à partir du deuxième semestre 2006. Les dotations aux provisions imputées sur le résultat consolidé de l'exercice correspondent désormais au coût effectif du risque estimé en application des règles prudentielles. Les données consolidées au 30 juin 2006 ont été, en conséquence, retraitées pour des besoins de la

comparaison. En résultante de ces opérations, un montant de 1 532KDT figurant au passif du bilan au 30 juin 2007 sous la rubrique « provisions » est devenu sans objet.

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
AMC ERNST AND YOUNG
Noureddine HAJJI

AMC ERNST & YOUNG
Boulevard du Lac
2045 Les Berges du Lac
TUNIS
Noureddine HAJJI

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
CABINET M.S. LOUZIR
Mohamed LOUZIR

Cabinet M.S. LOUZIR
Résidence Les Berges du Lac 2045
App. N° 1 Rez de Chaussée
2045 Les Berges du Lac
Tel : (216 7) 861.590 - 861.274
Fax : (216 1) 861.285

1.4. Attestation de l'intermédiaire en Bourse chargé de l'élaboration du document de référence

« Nous attestons avoir accompli les diligences d'usage pour s'assurer de la sincérité du document de référence ».

TUNISIE VALEURS
LE DIRECTEUR GENERAL
Fadhel ABDELKEFI

Fadhel ABDELKEFI
TUNISIE VALEURS
Agrément
du
6 Novembre
1991

1.5. Responsable de l'information

Monsieur Mondher ZID
Directeur financier
Tel : 70 132 000 -Fax : 71 236 625

Mondher ZID

Conseil du Marché Financier
Enregistrement n° 007-003 du 24 OCT. 2007
Délivré au vu de l'article 14 du règlement du CMF relatif à l'APE
La Présidente du Conseil du marché Financier
Zeineb GUELLOUZ
Signé Zeineb GUELLOUZ

المجلس الأعلى للمصارف
تونس
TUNIS
Conseil du Marché Financier

Conseil du Marché Financier
L'enregistrement de cette actualisation du document de référence ne remplace en aucun cas le visa délivré au vu de l'article 2 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 qui sera sollicité à l'occasion de chaque opération

Chapitre 2 : RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

2.1. Renseignements de caractère général concernant TUNISIE LEASING

2.1.1-Dénomination et siège social : TUNISIE LEASING SA. Centre Urbain Nord Av Hédi KARRAY 1082 Tunis Mahrajène tél. : 70 132 000 fax : 71 232 020

2.1.2-Forme juridique et législation particulière applicable : TUNISIE LEASING est une société anonyme régie par la loi 2001-65 du 10/07/2001 relative aux Etablissements de Crédits telle que modifiée par la loi 2006-19 du 02/05/2006. Elle est également régie par les dispositions des lois 94-89 et 94-90 du 26 juillet 1994 relatives au leasing.

2.1.3-Date de constitution et Durée : TUNISIE LEASING a été constituée le 8 octobre 1984 pour une durée de 99 ans.

2.1.4-Objet social : la société a pour objet principal :

- d'effectuer des opérations de leasing portant sur des biens mobiliers et immobiliers à usage industriel ou professionnel.
- d'effectuer toutes opérations d'affacturage domestique, à l'importation et à l'exportation.
- d'une manière générale, toutes opérations financières, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus.

2.1.5-Registre de commerce : RC n° B 134091997

2.1.6-Exercice social : Du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

2.1.7-Nationalité : tunisienne.

2.1.8--Régime fiscal : Droit commun et particulièrement la loi 94-90 portant dispositions fiscales relatives au leasing. La loi n° 2000-98 du 25/12/2000 portant la loi de finance pour l'année 2001 notifiant la déduction des amortissements financiers en remplacement des amortissements ordinaires par les sociétés de leasing.

2.1.9-Matricule fiscale : 031440 SAM 000

2.1.10-Lieu où peuvent être consultés les documents relatifs à la société : Centre Urbain Nord Avenue Hédi KARRAY 1082 Tunis Mahrajène.

2.1.11-Responsable chargé de l'information et des relations avec les actionnaires, les obligataires, le CMF, la BVMT et la STICODEVAM : Monsieur Mondher ZID, Directeur financier.

2.1.12-Clauses statutaires particulières :

Répartition statutaire des bénéfices (article 32 des statuts tel que modifié par l'AGE du 08/06/2006): Le Bénéfice distribuable est constitué du résultat comptable net majoré ou minoré des résultats reportés des exercices antérieurs, et ce après déduction de ce qui suit :

- Une fraction égale à 5% du bénéfice déterminé comme ci-dessus indiqué au titre de réserves légales. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital social,
- La réserve prévue par les textes législatifs spéciaux dans la limite des taux qui y sont fixés,
- Les réserves et les fonds dont la constitution et l'affectation sont décidés par l'Assemblée Générale.

Convocation des Assemblées (article 27 des statuts alinéa 2) : les actionnaires sont réunis, chaque année en Assemblée Générale Ordinaire par le conseil d'administration, dans les six premiers mois qui suivent la clôture de l'exercice, aux jours, heures et lieux indiqués par l'avis de convocation.

Les Assemblées Générales peuvent être convoquées, en cas de nécessité, par le ou les commissaires aux comptes, un mandataire nommé par le tribunal sur demande de tout intéressé en cas d'urgence ou à la demande d'un ou de plusieurs actionnaires détenant au moins quinze pour cent du capital social, le liquidateur, soit enfin, par les actionnaires détenant la majorité du capital social ou des droits de vote après offres publiques de vente ou d'échange ou après cession d'un bloc de contrôle.

Les réunions ont lieu au siège social, ou dans tout autre lieu indiqué par l'avis de convocation.

L'assemblée générale ordinaire est convoquée par un avis publié au journal officiel de la république tunisienne et dans deux quotidiens dont l'un en langue arabe, dans le délai de quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

Les titulaires d'actions nominatives qui en ont fait la demande, peuvent être convoqués au moyen de lettres expédiées confirmées par télex et dans le délai imparti pour la convocation de l'assemblée générale au dernier domicile qu'ils auront fait connaître. L'avis indiquera la date et le lieu de la tenue de la réunion, ainsi que l'ordre du jour. Les assemblées peuvent même être réunies verbalement sans délais si tous les actionnaires sont présents ou représentés.

Droit de siéger à une Assemblée (article 27 des statuts alinéa 3) : les titulaires d'actions libérés des versements exigibles peuvent seuls assister à l'Assemblée Générale sur justification de leur identité ou s'y faire représenter.

Toutefois, les sociétés sont valablement représentées soit par un de leurs gérants ou par un membre de leur conseil d'administration, soit par mandataire muni d'un pouvoir régulier, sans qu'il soit nécessaire que le gérant, le membre du conseil d'administration ou le mandataire soit personnellement actionnaire.

Le nu-propriétaire est valablement représenté par l'usufruitier et le droit de vote appartient à ce dernier pour toutes les assemblées ordinaires et extraordinaires, sauf, ainsi qu'il est dit à l'article 11 des statuts, entente contraire entre eux. La forme des pouvoirs et les lieux et délais de leur production sont déterminés par le conseil d'administration.

Droit de vote de l'Assemblée Générale (article 27 des statuts alinéa 6) : Chaque membre de l'Assemblée Générale a autant de voix qu'il possède et représente d'actions.

Le vote a lieu à main levée ou par tout autre moyen public décidé par l'Assemblée Générale. Si l'un des actionnaires exige le scrutin secret, celle-ci devient obligatoire.

Le scrutin secret est également obligatoire pour toutes les questions d'ordre personnel, comme la révocation des administrateurs ou la mise en cause de leur responsabilité.

Aucun actionnaire ne peut voter, à titre personnel ou par procuration, lorsqu'il s'agit d'une décision lui attribuant un avantage personnel ou de statuer sur un différend entre lui et la société.

Transmission des actions (article 10 des statuts tel que modifié par l'AGE du 05/05/2005) :

La cession des actions s'effectue librement conformément aux lois et règlements en vigueur en Tunisie.

2.2. Renseignements de caractère général concernant le capital social

Capital Social : 28.000.000 D

Nombre d'actions : 5.600.000

Nominal : 5D

Forme des actions : Nominatives

Catégorie : ordinaire

Libération : intégrale

Jouissance : 1^{er} janvier 2007

2.3-Tableau d'évolution du capital social

Date de Décision	Nature de l'opération	Date de l'opération	Evolution du capital		Capital en circulation		Nominal
			Montant en Dt	Nombre d'actions	Montant en Dt	Nombre d'actions	
AGC du 8/10/1984	Capital initial	08/10/1984	4.000.000	400 000	4.000.000	400 000	10
AGE du 25/08/1992	Augmentation de capital en numéraire	01/10/1992	4.000.000	400 000	8.000.000	800 000	10
	Augmentation de capital par incorporation de réserves échelonnée sur 4 ans	11/05/1993	500,000	50 000	8.500.000	850 000	10
		11/04/1994	500,000	50 000	9.000.000	900 000	10
		11/05/1995	500,000	50 000	9.500.000	950 000	10
		24/07/1996	500,000	50 000	10.000.000	1 000 000	10
AGE du 1/11/2001	1 ^{ère} Tranche Augmentation de capital par incorporation de réserves	03/12/2001	2.500.000	250 000	12.500.000	1 250 000	10
	2 ^{ème} Tranche Augmentation de capital par incorporation de réserves	02/12/2002	2.500.000	250 000	15.000.000	1 500 000	10
	3 ^{ème} Tranche Augmentation de capital par incorporation de réserves	18/12/2003	2.500.000	250 000	17.500.000	1 750 000	10
	4 ^{ème} Tranche Augmentation de capital par incorporation de réserves	06/12/2004	2.500.000	250 000	20.000.000	2 000 000	10
	Augmentation de capital par incorporation de réserves						
AGE du 08/06/06	Réduction de la valeur nominale	04/09/2006			20.000.000	4 000 000	5
AGE du 08/06/06	Augmentation de capital en numéraire *	09/11/2006	7.500.000	1 500 000	27.500.000	5 500 000	5
AGE du 08/06/06	1 ^{ère} Tranche						
	Augmentation de capital par incorporation de réserves	01/03/2007	500,000	100 000	28.000.000	5 600 000	5

* Cette augmentation est suivie d'une incorporation de réserves pour un montant de 2.5MDt à réaliser en 5 tranches sur 5 années consécutives. L'incorporation de la première tranche (0.5MDt) a été réalisée le 1^{er} mars 2007.

2.4-Répartition du capital et des droits de vote au 15/05/2007 (Après réduction de la valeur nominale de 10Dt à 5Dt et l'augmentation de capital de 8MDt)

Actionnaires	Nbre d'actionnaires	Nbre d'actions et de droit de vote	Montant En dinars	% du capital et de droits de vote
Actionnaires tunisiens				
Personnes morales				
Ayant 3% et plus	4	3 347 302	16 736 510	59,77%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	3	240 211	1 201 055	4,29%
Public : détenant au maximum 0,5%	50	185 878	929 390	3,32%
Personnes physiques				
Ayant 3% et plus	0	0	0	
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	3	154 967	774 835	2,77%
Public : détenant au maximum 0,5%	1 593	890 856	4 454 280	15,91%
Actionnaires étrangers				
Personnes morales				
Ayant 3% et plus	2	451 654	2 258 270	8,06%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	3	291 492	1 457 460	5,21%
Public : détenant au maximum 0,5%	4	23 664	118 320	0,42%
Personnes physiques				
Ayant 3% et plus	0	0	0	0%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	0	0	0	0%
Public : détenant au maximum 0,5%	18	11 924	59 620	0,22%
Titres inscrits chez l'émetteur		182	910	0%
Reste à attribuer		1 870	9 350	0,03%
Total	1 680	5 600 000	28 000 000	100%

Liste des actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital social et des droits de vote au 15/05/2007

Actionnaires	Nombre d'actions et de droit de vote	Montants en DT	% du capital et de droit de vote
AMEN BANK	1 569 190	7 845 950	28,02%
COMAR	991 148	4 955 740	17,70%
STUSID	610 827	3 054 135	10,91%
IAM PTY LTD	230 477	1 152 385	4,11%
Investec AFR	221 177	1 105 885	3,95%
STE CIVILE ET IMMOBILIERE	176 133	880 665	3,15%
Total	3 798 952	18 994 760	67,84%

A la date du 7/06/2004, le groupe Amen a franchi la barre de 50% du capital de Tunisie Leasing et a été soumis par le CMF à une offre publique d'achat obligatoire. Cette opération est devenue par la suite sans objet, le groupe Amen n'ayant pas obtenu préalablement l'autorisation nécessaire des autorités monétaires. Ceci l'a conduit à céder des titres sur le marché et ramener sa participation à 49,5 % du capital de Tunisie Leasing.

Le 8/11/2004 le groupe AMEN a publié un communiqué dans lequel il a porté à la connaissance du marché avoir introduit une demande aux autorités monétaires et financières pour un projet de fusion entre TUNISIE LEASING et AMEN LEASE qu'il détient à concurrence de 80%.

Dans la demande introduite aux autorités monétaires et financières, le groupe AMEN précise que la fusion sera précédée par un assainissement préalable du portefeuille d'AMEN LEASE.

Par ailleurs, le groupe AMEN s'engage dans la même demande à prendre toutes les précautions pour que l'opération se déroule dans un bon climat social avec l'adhésion des deux équipes opérationnelles et à reclasser le personnel non nécessaire à l'entreprise absorbante dans de bonnes conditions.

Le 17/12/2004, un communiqué conjoint a été publié dans lequel les deux sociétés AMEN LEASE et TUNISIE LEASING informent le marché que leurs Conseil d'Administration se sont réunis le 16/12/2004 respectivement à 9h et 14h, pour approuver le principe du projet de fusion et arrêter les premières mesures nécessaires à son aboutissement. Les deux conseils d'administration ont annoncé que les autorités monétaires ont donné un accord de principe à cette opération à la condition que la société AMEN LEASE soit préalablement assainie, que les emplois soient préservés et que les intérêts des actionnaires minoritaires des deux sociétés soient dûment protégés. A cet effet, ils ont désigné le cabinet FINOR pour évaluer les deux sociétés au moyen des méthodes généralement admises en cette matière et soumettre aux deux conseils ses conclusions en vue de la détermination des parités d'échanges avant le 15/04/2005 ; étant précisé que cette affaire requiert également l'intervention des commissaires aux comptes et du commissaire aux apports à désigner par Monsieur le Président du tribunal de Tunis.

Il a été également précisé qu'en cas d'accord sur l'ensemble des modalités de la fusion et notamment des parités d'échange par les Conseils d'Administration des deux sociétés et l'approbation définitive des autorités monétaires et financières, les actionnaires des deux sociétés seraient convoqués pour statuer sur cette fusion au début du mois de septembre 2005. Dans le cas où elle aurait été approuvée à la majorité qualifiée, cette fusion aurait pris effet rétroactivement le 01/01/2005 après accomplissement des formalités légales. Le calendrier annoncé a été largement différé.

Le 10 août 2005 et suite aux délibérations des conseils d'administration de Tunisie Leasing et d'Amen Lease, Amen Bank agissant pour le compte du groupe Amen a informé le marché à travers un communiqué de presse :

- qu'elle a obtenu l'accord des autorités monétaires et financières en vue d'introduire une offre publique de retrait (OPR) sur le titre d'Amen Lease, opération approuvée par le conseil d'administration d'Amen Lease.

- que le projet de fusion entre Tunisie Leasing et Amen Lease dont le principe a été approuvé par les deux conseils sera soumis aux assemblées générales extraordinaires des deux sociétés au début de l'année 2007 de manière à ce que ses modalités pratiques soient proposées à la lumière des états financiers des deux sociétés arrêtés au 31/12/2006.

Dans l'intervalle, le conseil d'administration d'Amen Lease a décidé que cette dernière arrête l'octroi de crédit et se concentre sur le recouvrement des créances courantes et contentieuses étant indiqué qu'Amen Bank a remis à la Banque Centrale de Tunisie (BCT) une lettre de confort couvrant la totalité de la dette d'Amen Lease. Par ailleurs, Amen Bank, agissant de concert avec des personnes physiques et morales du groupe Amen et détenant ensemble 86.15% du capital a introduit une offre publique de retrait visant 138 453 actions Amen Lease. L'OPR a abouti à l'acquisition de 35 647 actions et à la radiation de Amen Lease de la cote de la Bourse à partir du 19 septembre 2005.

De son côté, le conseil d'administration de Tunisie Leasing a accepté de reprendre une partie du personnel commercial d'Amen Lease et de l'intégrer à sa propre organisation de manière à continuer à servir les besoins de la clientèle en attendant la finalisation du projet de fusion qui reste subordonné à l'assainissement complet de Amen Lease ainsi qu'à l'accord des parties et des autorités de tutelle sur les valorisations respectives des deux sociétés. Mais compte tenu de la

situation financière actuelle de Amen Lease, le projet de fusion des deux sociétés de leasing semble compromis.

Pourcentage du capital et des droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction au 15/05/2007

Nom ou Raison sociale	Représenté par	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en dinars	%du capital et droit de vote
Ahmed ABDELKEFI (président)	Lui même	2 622	13 110	0.05%
Amen Bank	Karim BEN YEDDER	1 569 190	7 845 950	28.02%
STUSID	Abdellatif MECHAAL	610 827	3 054 135	10.91%
COMAR	Lotfi BELHADJ KACEM	991 148	4 955 740	17.70%
PARENIN	Abdellatif JERIJINI	0	0	0.00%
M. Brahim ANENE	Lui même	1 424	7 120	0.03%
M. Rachid Naceur BEN HASSINE	Lui même	2 587	12 935	0.05%
M. Ahmed BEN JEMAA	Lui même	963	4 815	0.02%
M. Mohamed BOURAOUI	Lui même	3 341	16 705	0.06%
M. Mongi LOUKIL	Lui même	16 805	84 025	0.30%
M. Aziz MEBAREK	Lui même	0	0	0.00%
M. Fethi MESTIRI	Lui même	1 120	5 600	0.02%

2.5- Description sommaire du groupe TUNISIE LEASING au 31/12/2006 :

TUNISIE LEASING est détenue à hauteur de 45.72% par le groupe Amen au travers principalement de Amen Bank (28.02%) et la société d'assurances COMAR (17.70%). Elle figure dans le périmètre de consolidation de Amen Bank et est consolidée par la méthode de la mise en équivalence.

Le groupe Amen Bank est composé de 19 sociétés touchant divers domaines : le financier, le leasing, l'agricole...

Le chiffre d'affaires du groupe s'élève au 31/12/2006 à 188.938MDt (total des produits d'exploitation) pour un résultat net de 20.132MDt.

Il est à préciser qu'il n'y a pas de liens directs ou indirects entre les sociétés du groupe Amen Bank et TUNISIE LEASING (hormis les sociétés d'investissement TUNINVEST et MLA) et que TUNISIE LEASING est totalement indépendante et autonome.

2.5.1-Présentation générale du groupe :

Le Groupe « **Tunisie leasing** » est composé principalement de douze sociétés spécialisées chacune dans l'un des métiers de la finance qui sont le leasing, le factoring, l'intermédiation en bourse et le capital investissement.

- La société « **Tunisie Leasing** » a été créée en octobre 1984 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens mobiliers à usage industriel ou professionnel. Cet objet a été étendu en 1994 aux opérations de leasing portant sur des biens immobiliers à usage professionnel et aux opérations d'affacturage.

A compter du premier juillet 1999, la branche d'activité « affacturage », a été abandonnée au profit d'une nouvelle société filiale « Tunisie factoring ».

Le capital social de Tunisie leasing s'élève actuellement à 28.000.000Dt divisé en 5.600.000 actions de 5 Dt chacune.

Les titres de la société sont admis à la cote de la Bourse depuis l'année 1992.

- La société « **Maghreb Leasing Algérie** » a été créée en janvier 2006 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing.

Le capital social de Maghreb leasing Algérie s'élève à la clôture de l'exercice 2006, à la somme de DZD : 1.000.000.000 divisé en 1.000.000 actions de DZD : 1.000 chacune.

- La société « **Tunisie Valeurs** » est une société anonyme constituée en mai 1991. Elle a pour objet principal le commerce et la gestion des valeurs mobilières et notamment :

-Le placement de titres émis par les entreprises faisant appel à l'épargne ;

-La négociation de valeurs mobilières et de produits financiers sur le marché pour le compte de tiers ;

-La gestion de portefeuille pour le compte de clients ;

-Le conseil et l'assistance en matière de restructuration, cessions, acquisitions d'entreprises, évaluation de projets, introduction de sociétés en Bourse.

Le capital social de « Tunisie Valeurs » s'élève à la clôture de l'exercice 2006 à : 5.000.000 Dt, divisé en 50.000 actions de D : 100 chacune. Le montant non libéré est de : 1.500.000 Dt. En 2006, les trois principales activités de TUNISIE VALEURS (courtage, gestion d'actifs et conseils) ont évolué favorablement générant un résultat net de 1 252 565 Dt en progression de 38.25% par rapport à l'exercice précédent.

- La société « **Tunisie Factoring** » a été créée en juin 1999, avec pour objet principal la prise en charge, par différents moyens tels que paiement, financement, garantie, tenue des comptes, encaissement, et recouvrement de créances, détenues par ses clients et ses correspondants, représentées par des factures.

Le capital social s'élève au 31/12/2006 à la somme de D : 4.400.000, divisé en 440.000 actions de D : 10 chacune, souscrites en numéraires et libérées intégralement lors de la souscription. Le résultat net s'est élevé au 31/12/2006 à 1 251 486 Dt (de même ordre de grandeur que celui publié en 2005). Les créances classées de la société « **Tunisie Factoring** » se sont élevées à 1,97 MDt soit 4,62% de l'encours de financement et provisionnées à hauteur de 87,5%.

Sociétés d'investissement

A l'initiative de Tunisie leasing, il a été procédé à la constitution de quatre sociétés d'investissement à capital risque, ayant pour objet la participation pour leurs propres comptes ou pour le compte des tiers au renforcement des fonds propres des entreprises.

Il s'agit de :

-**Tuninvest-Sicar** : constituée en 1994 sous la forme d'une société d'investissement à capital fixe, puis transformée en 1998 en société d'investissement à capital risque. Son capital s'élève au 31/12/2006 à D : 6.279.000, divisé en 966.000 actions de D : 6,500 chacune, totalement libérées.

Le 29/06/06, la société a procédé à une réduction de sa valeur nominale de 6.5Dt à 5Dt, son capital s'élève depuis à 4.830MDt.

Les titres de TUNINVEST SICAR sont cotés en Bourse. En 2006, la société a réalisé un bénéfice net de D 707 455 contre D 515 603 pour l'exercice 2005 soit une progression de 37.2%.

-Tunisie – Sicar : constituée en 1997. Son capital s'élève au 31/12/2006 à D : 3.000.000, divisé en 300.000 actions de D : 10 chacune, totalement libérées. La société a réalisé un résultat de D 412 870 contre D 414 069 au 31/12/2005.

-Tuninvest International-Sicar : constituée en 1998 avec un capital de D : 7.000.000, divisé en 700.000 actions de D : 10 chacune, totalement libérées. Le résultat au 31/12/2006 s'est élevé à D 862 309 contre D 1 171 785 pour l'exercice précédent réalisant une baisse de 26.41%.

-Tuninvest Innovations-Sicar : constituée en 2002 avec un capital de D : 5.500.000, divisé en 550.000 actions de D : 10 chacune. La société a réalisé un résultat de D 82 646 contre de D 30 932 au 31/12/2005, soit une progression de 167.1%.

Les autres sociétés du groupe :

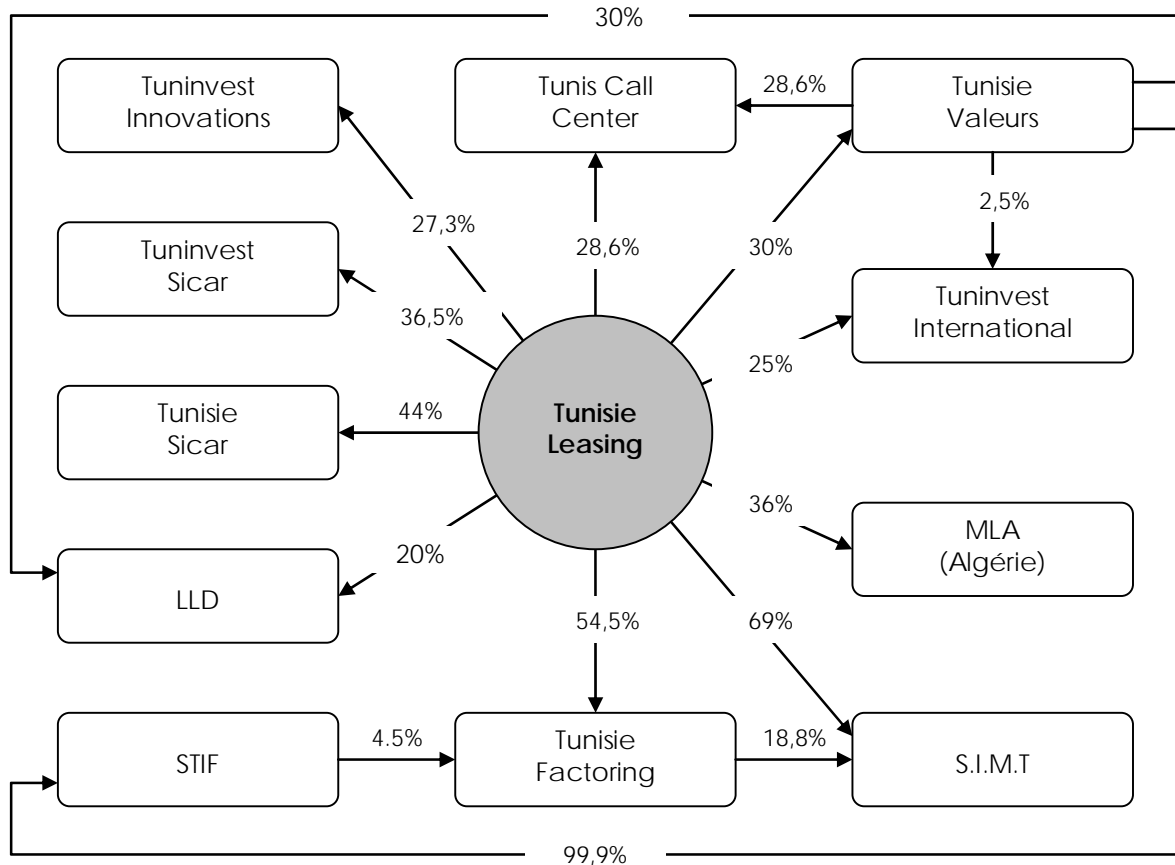
-La Société Immobilière Méditerranéenne de Tunisie (SIMT) est une société anonyme constituée en 1998 pour la construction du nouveau siège du Groupe Tunisie Leasing. Son capital social s'élève au 31/12/2006 à D : 4.100.000, divisé en 41.000 actions de D : 100 chacune, détenu par Tunisie Leasing et Tunisie Factoring. La SIMT a enregistré en 2006 une perte de D 207 644 contre une perte de D 217 938 en 2005. Une réflexion est en cours pour re-structurer son schéma de financement en tenant compte de la restriction imposée aux établissements de crédit en matière de participation au capital d'autres sociétés.

-Tunis Call Center (TCC) est une société anonyme constituée en 1998 avec pour objet principal l'étude et le conseil en marketing. Elle est contrôlée conjointement par Tunisie leasing et Tunisie valeurs. Son capital social s'élève au 31/12/2006 à D : 1.050.000, divisé en 105.000 actions de D : 10 chacune. TCC a enregistré en 2006 un résultat bénéficiaire de D175 449 contre une perte de D 51 000 au 31/12/2005.

-Société Tunisienne d'Ingénierie Financière (STIF) est une société anonyme constituée en 2001 avec pour objet principal l'audit économique, juridique et financier. Son capital social s'élève au 31/12/2006 à D : 400.000, divisé en 40.000 actions de D : 10 chacune, détenu quasi - totalement par Tunisie Valeurs.

-Société Tunisie Location Longue Durée (Tunisie LLD) est une société à responsabilité limitée constituée en 1999 avec pour objet principal la location de voitures. Son capital social s'élève au 31/12/2005 à D : 250.000, divisé en 2.500 parts de D : 100 chacune. Le résultat négatif de D 472 000 en 2005 s'est amélioré en 2006 mais continue à être déficitaire (D -219 670) dont D 137 000 de frais de premier établissement (qui seront totalement amortis en 2007). A la fin de 2006, le parc se compose de 206 véhicules (contre 101 en 2005). Compte tenu de l'augmentation prévue du parc (+140 véhicules), la société espère équilibrer l'exploitation en 2007 et dégager des bénéfices de D 500 000 en 2008 et de D 800 000 en 2009.

Schéma du groupe au 31/12/2006 :



NB : Fin décembre 2005, les sociétés d'investissement du groupe TUNISIE LEASING ont cédé leurs participations dans le capital de TUNISIE FACTORING au profit d'Euofactor. Grâce à cette acquisition, la participation d'Euofactor au capital de TUNISIE FACTORING passe de 9.09% en 1999 à 36.36% à fin 2005. TUNISIE LEASING SA continuant à détenir la majorité du capital de TUNISIE FACTORING. Euofactor est le leader de l'affacturage en France et le n° 1 de l'affacturage intégré en Europe. Son capital social est détenu intégralement par le Crédit Agricole.

Tableau des Participations du groupe TUNISIE LEASING au 31/12/2006 :

	Tunisie valeurs		Tuninvest SICAR		Tunisie SICAR		Tuninvest Intern SICAR		Tuninvest innov SICAR		Tunisie factoring		Tunis call center		SIMT		STIF		Tunisie LLD		MLA	
	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%
Tunisie leasing	15 000	30%	352 645	36.51%	131 999	44%	175 000	25.00%	150 000	27.27%	239 997	54.54%	29 997	28.57%	28 306	69.04%			501	20.04%	359 999	36%
Tunisie valeurs							17 500	2.5 %					29 998	28.57%			39 994	99.98%	750	30%		
Tunisie SICAR																						
Tuninvest SICAR																						
Tuninvest inter SICAR																						
Tunisie factoring															7 688	18.75%						
Tunis call center																						
SIMT																						
STIF												19 900	4.52 %									
Autres	35000	70%	613 355	63.49%	168 001	56.%	507 500	72.5%	400 000	72.73%	180 103	40.93%	45 005	42.86%	5006	12.21%	6	0.02%	1 249	49.96%	640 001	64%
Total	50 000	100%	966 000	100%	300 000	100%	700 000	100%	550 000	100%	440 000	100%	105 000	100%	41 000	100%	40 000	100%	2 500	100%	1 000 000	100%

Tableau des Participations du groupe TUNISIE LEASING au 30/06/2007 :

	Tunisie valeurs		Tuninvest SICAR		Tunisie SICAR		Tuninvest Intern SICAR		Tuninvest innov SICAR		Tunisie factoring		Tunis call center		SIMT		STIF		Tunisie LLD		MLA	
	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%
Tunisie leasing	15 000	30%	352 645	36.51%	87 999	44%	125 000	25.00%	150 000	27.27%	545 448	54.54%	29 997	28.57%	28 306	69.04%			501	20.04%	359 999	36%
Tunisie valeurs							12 500	2.5 %					44 998	42.86%			39 994	99.98%	750	30%		
Tunisie SICAR																						
Tuninvest SICAR																						
Tuninvest inter SICAR																						
Tunisie factoring															7 688	18.75%						
Tunis call center																						
SIMT																						
STIF											45 227	4.52 %										
Autres	35000	70%	613 355	63.49%	112 001	56.%	362 500	72.5%	400 000	72.73%	409 325	40.93%	30 005	28.58%	5006	12.21%	6	0.02%	1 249	49.96%	640 001	64%
Total	50 000	100%	966 000	100%	200 000	100%	500 000	100%	550 000	100%	1 000 000	100%	105 000	100%	41 000	100%	40 000	100%	2 500	100%	1 000 000	100%

❖ **Chiffres clés des sociétés du groupe au 31/12/2006 :**

(En Dinars)

	Tunisie Leasing	Tunisie Factoring	Tunisie Valeurs	Tuninvest Sicar	Tunisie Sicar	Tuninvest innovation Sicar	Tuninvest Int-Sicar	SIMT	Tunis Call-Center	STIF	TLLD	MLA
Capitaux propres	53 527 446	12 056 282	5 991 393	7 823 970	3 557 226	5 281 018	7 979 385	3 132 898	608 098	453 251	(703 060)*	13 799 486
Revenus	24 896 417	5 802 658	4 690 418	1 026 513	575 231	192 023	1 239 780	273 604	1 705 795	0	1 335 844	401 573
Résultat d'exploitation	4 482 613	1 736 823	1 231 205	713 605	420 936	82 896	875 325	(35 031)	151 319	(2 088)	(250 867)	(758 919)
Résultat net	4 000 981	1 251 486	1 252 565	707 455	412 870	82 646	862 309	(207 644)	175 449	43 695	(219 670)	(752 971)
Dette globale (Total passifs)	216 628 737	57 872 190	8 115 778	447 526	326 082	4 015	12 341	3 279 670	450 706	1 271	1 342 638	6 518 966
Charges financières	13 584 904	2 249 372	61 832	0	0	0	11 777	228 219	7 324	0	66 534	9 797
Dividendes distribués pour 2005	3 000 000	484 000	500 000	441 000	210 000	0	1 100 000	0	0	33 200	0	0

* Ce chiffre figure au niveau du rapport de gestion du groupe en hors résultat net pour un montant de (483 389)

❖ **Les engagements financiers du groupe au 31/12/2006:**

(En dinars)

	Tunisie Factoring	Maghreb Leasing Algérie	Tunisie LLD	Tunisie Valeurs	Tunisie Leasing	SIMT	TOTAL
Emprunts obligataires	1 400 000				63 000 000	0	64 400 000
Credits Bancaires	3 955 000	3 365 749			99 103 109	1 781 345	107 205 203
Credits Leasing			3 534 420	68 768		0	4 279 052
TOTAL	5 355 000	3 365 750	3 534 420	68 768	162 103 109	1 781 345	176 884 255

❖ **Politique actuelle et future de financement inter société du groupe :**

Afin de répondre à leurs besoins de financement, les sociétés du groupe recourent au marché. Cependant, un financement inter sociétés a lieu dans certaines situations à travers l'émission et la souscription de billets de trésorerie dont les taux et conditions sont généralement en ligne avec le marché.

2.5.2-Relations avec les sociétés du groupe au 31/12/2006 :

❖ **Prêts octroyés et crédits reçus des sociétés du groupe :**

Prêts octroyés :

1. Les avances en compte courant accordées par Tunisie Leasing à la SIMT rémunérées au taux de TMM+3%, s'élèvent à 1 379 KDT au 31 décembre 2006. Les produits constatés à ce titre en 2006 s'élèvent à 106 KDT.
2. Les avances en compte courant accordées par Tunisie Leasing à Tunisie LLD, dans laquelle elle détient directement 20,04% du capital, rémunérées au taux du TMM+3%, s'élèvent à 1 134 KDT au 31 décembre 2006. Les produits constatés à ce titre en 2006 s'élèvent à 64 KDT.

Crédits reçus :

Tunisie Leasing a été autorisée à émettre des billets de trésorerie à souscrire par Tunisie Factoring et ce, dans la limite de 12 000 KDT. A la clôture de l'exercice 2006, l'encours des billets de trésorerie émis et souscrits par Tunisie Factoring, s'élève à 1 000 KDT échéant le 30 mai 2007, au taux de 7,6%. Les charges financières de l'exercice 2006 relatives à ces billets de trésorerie s'élèvent à 61 KDT.

❖ **Les créances et les dettes intergroupe :**

Les créances et les dettes commerciales inter sociétés du groupe : Néant

- Autres créances et dettes (comptes courants sociétés du groupe) :

(en dinars)

	2 006
Compte courant débiteur Tunisie Factoring	44 540
Compte courant débiteur MLA	115 350
Compte courant débiteur Tunisie LLD	1 132 995
Compte courant débiteur SIMT	1 378 156

❖ **Les apports en capital :**

- **Reçus :** augmentation du capital de 7, 5 MDT en numéraire.

- **Donnés :** les apports en capital de TUNISIE LEASING aux sociétés du groupe en 2006 sont constitués de la libération de 5 030 086 DT au capital de Maghreb Leasing Algérie

❖ **Garanties et sûretés réelles, cautions données ou reçues des sociétés du groupe :**

• **Garanties et sûretés réelles :**

- **Donnés :** Néant

- **Reçus :** Néant.

• **Cautions :**

- **Données :**

1. Le Président du Conseil d'Administration de Tunisie Leasing a été autorisé à donner toutes cautions solidaires en faveur de Tunisie Factoring, dans laquelle Tunisie Leasing détient directement 54,54% du capital, pour ses besoins de financement auprès du système bancaire et autres établissements financiers.

A la clôture de l'exercice 2006, les cautions données au profit de la Citibank, de l'Amen Bank, de la BTL et de la Banque de Tunisie et des Emirats, s'élèvent respectivement à 8 000 KDT, 11 000 KDT, 3 500 KDT et 6 000 KDT.

2. Tunisie Leasing a fourni deux cautions solidaires en faveur de la SIMT, dans laquelle elle détient directement 69,04% du capital, pour les besoins de la construction du siège social et d'un dépôt, respectivement :

- Au titre d'un prêt de 2 400 KDT contracté auprès de la Société Tunisienne de Banque ;
- Au titre d'un prêt de 500 KDT contracté auprès d'Amen Bank.

(en dinars)

	Tunisie Factoring	SIMT
CITIBANK	8 000 000	0
AMEN BANK	11 000 000	500 000
BTL	3 500 000	0
BTE ex BTEI	6 000 000	0
STB	0	2 400 000

-**Reçues :** Néant

❖ **Relations commerciales avec les sociétés du groupe :**

Société	Revenus bruts en DT	Encours en DT
TUNISIE VALEURS	96 919	68 768
TUNISIE LLD	819 258	3 534 420

❖ **Prestations de services**

-Données : Néant

-Reçues :

- TUNISIE LEASING a confié à Tunis Call Center (TCC) une mission qui s'articule principalement autour du recouvrement téléphonique, d'un numéro vert et plus généralement de tous types d'actions de télémarketing. Les honoraires relatifs à l'exercice 2006 s'élèvent à 120 KDT.

- les commissions d'études et les frais d'émission facturés par TUNISIE VALEURS au titre des emprunts obligataires émis en 2006 s'élèvent à 130 KDT.

❖ **Contrats de location :**

le loyer du siège facturé par la SIMT et relatif à l'exercice 2006 s'élève à 126KDT conformément au contrat de location.

❖ **Contrats de gestion :** Néant

❖ **Contrat d'assistance technique :** Tunisie Leasing (TL) a conclu avec Maghreb Leasing Algérie (MLA), dont elle est membre de son Conseil de surveillance et y détient 36% de son capital, un contrat d'assistance technique en vertu duquel TL fournit à MLA des prestations nécessaires au démarrage et au développement de ses activités.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 4 mai 2007.

Les prestations fournies en 2006, dans ce cadre, ont porté sur un montant de 85 KDT

❖ **Achat et vente d'exploitation inter sociétés du groupe :** Néant

❖ **Achat et vente d'immobilisations corporelles et incorporelles :** Néant

❖ **Dividendes encaissés par TUNISIE LEASING de la part des sociétés du groupe en 2006 au titre de l'exercice 2005:**

SOCIETE	MONTANT en KDt
TUNISIE FACTORING	264
TUNISIE VALEURS	150
TUNISIE SICAR	92
TUNINVEST INTERNATIONAL SICAR	275
TUNINVEST SICAR	161
TOTAL	942

❖ **Dividendes payés par TUNISIE LEASING aux sociétés du groupe en 2006 :** Néant

2.6 Relations avec les autres parties liées au 31/12/2006 :

2.6.1 Informations sur les engagements

Administrateur	Encours de crédits accordés	Conditions
Mr Brahim ANANE (Sté PANILABO)	80 487 Dinars	A partir de 10.5% sur 24 mois
M Mongi LOUKIL (Sté Palm Beach Hotel/Carthage tours)	277 860 Dinars	A partir de 10.5% sur 48 et 58 mois
M Ahmed ABDELKEFI (Dar El Jeld/ Tunisie Valeurs)	325 755 Dinars	11% sur 36 et 84 mois
Commissaires aux comptes		
AMC ERNST & YOUNG	128 821 Dinars	11% sur 24 mois

2.6.2 Transfert de ressources :

Néant

2.6.3 Relations commerciales :

- Le solde des crédits bancaires contractés auprès d'Amen Bank et de la STUSID s'élève au 31/12/2006 à respectivement 8,813 MD et 0,250 MD.
- Les comptes courants de TUNISIE LEASING ouverts auprès de Amen Bank et la STUSID accusent respectivement des soldes débiteurs de 2 331 516 DT et 23 DT au 31/12/2006.

La société n'entretient pas de relations avec les autres sociétés du groupe AMEN et les autres administrateurs

2.7- Dividendes

En Dt	2 004	2 005	2 006
Capital	20 000 000	20 000 000	27 500 000*
Nombre d'actions	2 000 000	2 000 000	5 500 000
Dividendes globaux en dinars	3 000 000	3 000 000	3 562 500
Dividendes par action en dinars	1,5	1,5	0.750**

* Depuis le 1^{er} mars 2007 le capital de Tunisie Leasing est de 28MDt

** Depuis le 04 septembre 2006 Tunisie Leasing a procédé à un Split par 2. Rappelons également que TL a distribué un dividende de 0.750Dt/action sur les anciennes actions totalisant 3MDt et un dividende de 0.375Dt/action sur les nouvelles actions créées suite à son augmentation de capital initiée le 09 novembre 2006. Le montant total distribué a ainsi atteint 3.562MDt.

2.8- Marché des titres de l'émetteur

Les titres de capital de TUNISIE LEASING sont négociés sur le marché des titres de capital de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Les 8 emprunts obligataires en cours émis par TUNISIE LEASING sont cotés sur le marché obligataire sur 10 lignes de cotation il s'agit de :

- TL 2001/2 pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 7,4%.
- TL 2002/1 pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 7,4%.
- TL 2002/2 pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 7,4%.
- TL 2003/1 pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 7,4%.
- TL 2004/1 pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 7,4%.

- TL 2004/2 pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 7% et/ou TMM + 1,4%.
- TL 2005/1 pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 7% et/ou TMM + 1,4%.
- TL 2006/1 pour une durée de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 6,5% et/ou TMM + 1%.

2.9- Notation de la société

En avril 2003, Tunisie Leasing a été notée BBB+ à long terme avec perspective d'évolution négative et F2 à court terme. Ces mêmes notes ont été confirmées en avril 2004 mais la perspective d'évolution a changé de négative à stable.

En avril 2005 et avril 2006, les notes attribuées à TL : BBB+ à long terme avec perspective d'évolution stable et F2 à court terme ont été confirmées par FITCH RATINGS.

Et en date du 14 Mars 2007, l'agence internationale de notation Fitch Ratings a confirmé les notes attribuées sur l'échelle nationale à Tunisie Leasing à BBB+(tun) pour la note long terme avec perspective d'évolution Stable et F2(tun) pour la note court terme.

Les notes nationales attribuées par Fitch à TUNISIE LEASING reflètent la qualité de son management et de ses procédures de suivi de risques de crédit, plus élaborées que celle de ses pairs, ainsi qu'une rentabilité satisfaisante.

La note **F2** indique des créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est satisfaisante, comparativement aux autres sociétés émettrices de dettes dans le pays. Cependant, la marge de sécurité est moins importante que pour les créances notées F1.

Selon le rapport de notation, la fusion de Tunisie Leasing et Amen Lease filiale d'Amen Bank, elle-même cinquième banque locale et actionnaire principal de Tunisie Leasing initialement prévue pour 2005 semble être compromis compte tenu de la situation financière de Amen Lease.

En marge de ce projet de fusion, des synergies sont déjà en cours d'élaboration entre Tunisie Leasing et Amen Bank, par le biais d'un projet de partenariat commercial. Amen Bank est aussi partenaire de Tunisie Leasing dans la création en 2006, de Maghreb Leasing Algérie, société de leasing algérienne au capital de 18 MD (dont 75% libéré) détenu à hauteur de 36% par Tunisie Leasing et de 25% par Amen Bank. (cf rapport de notation page 26).

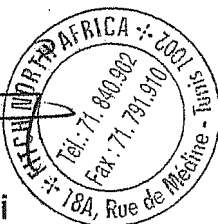
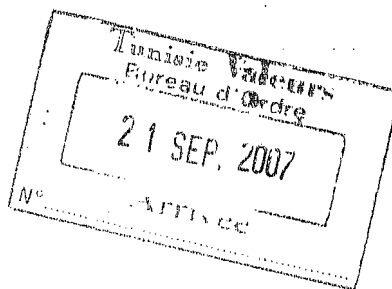
LETTRE DE NOTATION


Fitch Ratings confirme les notes attribuées à la Société Tunisie Leasing (TL) sur son échelle de notation nationale, comme suit :

- Note long terme : **BBB+ (tun)**
- Note court terme : **F2 (tun)**
- Perspective : **Stable**

Les notes n'expriment que l'appréciation de Fitch Ratings sur la capacité de la société à honorer en temps et en heure les échéances de remboursement de sa dette. Ces notes sont formulées à partir des informations qui lui sont communiquées par la société et dont Fitch Ratings ne garantit ni l'exactitude ni le caractère complet. A tout moment Fitch Ratings pourra si elle le juge fondé à partir des informations dont elle dispose, modifier les notes à la hausse ou à la baisse, cette modification pouvant être précédée d'une mise sous surveillance accompagnée ou non d'une indication de tendance.

Fait à Tunis le, 14 mars 2007




Ikbel Bedoui
Directeur Général
Fitch North Africa



Tunisie

Tunisie Leasing

Notes

Tunisie Leasing

Notes Nationales

Long Terme	BBB+(tun)
Court Terme	F2(tun)
Perspective	Stable

Risque Souverain

NDE* LT en monnaie étrangère	BBB
NDE* LT en monnaie locale	A-
Perspective	Stable

* NDE -- Note de Défaut Emetteur

Données Financières

Tunisie Leasing

	31 dec 06	31 dec 05
Total bilan (USDm)	205,8	191,7
Total bilan (TNDm)	270,1	261,4
Fonds propres (TNDm)	53,7	54,4
Résultat net (TNDm)	4,2	3,3
ROA (%)	1,58	1,31
ROE (%)	9,53	9,39
Ratio de solvabilité (%)	20,91	16,80

Analystes

Sonia Trabelsi, Tunis

+216 71 840 902

sonia.trabelsi@maghrebrating.com.tn

Philippe Lamaud, Paris

+33 1 44 29 91 26

philippe.lamaud@fitchratings.com

Fondements des notes attribuées

- Les notes nationales attribuées à Tunisie Leasing (TL) reflètent la qualité de son management, une rentabilité satisfaisante et plus stable que celle de ses pairs et une capitalisation plus solide. Elles tiennent aussi compte de ratios de qualité d'actifs plus faibles et d'une liquidité serrée.
- Parallèlement à son expansion sur le marché local, TL cible le marché algérien au travers de Maghreb Leasing Algérie (MLA), filiale algérienne démarrée en juin 2006 et créée en partenariat avec Amen Bank (AB, cf. *Soutien Extérieur*). Le projet de fusion entre TL et Amen Lease (AL), filiale d'AB, semble compromis compte tenu de la situation financière d'AL.
- En 2006, les revenus et reprises de provisions sur titres d'investissement ont permis une croissance du résultat net, en dépit d'une baisse du résultat courant due au poids des dotations aux provisions et des coûts d'exploitation. TL prévoit, pour 2006, un résultat consolidé en baisse de 20% (ramené à 3% hors intérêts minoritaires), reflétant l'impact des coûts d'exploitation de MLA et des dotations aux provisions.
- Des procédures rigoureuses de gestion du risque de crédit ont permis à TL d'améliorer depuis 2002 la qualité de ses actifs. Toutefois, son taux de créances classées stagnait à 15% en 2006, suite au resserrement de règles de classification de créances avec un impact majeur sur deux dossiers de leasing immobilier. L'application, dès 2005, de règles de provisionnement plus strictes a permis une hausse du taux de couverture des créances classées par les provisions (62% en 2006; objectif: 70% à fin 2008), les créances classées nettes représentant 27% des fonds propres. L'analyse statistique par TL de données collectées depuis 1997 sur les taux de recouvrement de ses créances contentieuses permet d'estimer un niveau de pertes futures qui serait globalement couvert par les provisions, bien que des incertitudes subsistent dans le cas particulier du leasing immobilier.
- Le marché obligataire local et les institutions financières multilatérales sont les principales sources de financement de TL. La liquidité est confortée par le recours possible à AB et aux lignes de crédit disponibles et non utilisées. L'exposition au risque de taux est limitée.
- Le ratio Tier 1 a atteint 20,6% à fin 2006 (2005: 14,5%) suite à une augmentation de capital de 15 Mio TND. Une émission de dette subordonnée de 20 Mio TND en 2007 devrait permettre de maintenir le ratio de solvabilité au-dessus des 18% à fin 2010, niveau jugé acceptable par Fitch compte tenu du profil de risque de TL.

Soutien Extérieur

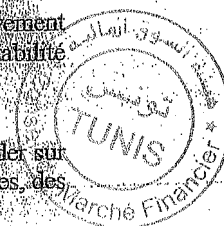
- TL est contrôlée à 49,5% par le groupe privé Amen, AB (cinquième banque locale) détenant 28% du capital. En cas de difficultés, il est possible que le groupe Amen apporte son soutien à TL. Étant donné l'absence d'une structure juridique fédérant les intérêts de ce groupe et d'incertitudes quant à sa capacité à apporter un soutien à TL, Fitch estime limitée la probabilité d'un tel soutien.

Perspective et Elements déterminants des Notes

- La perspective de la note à long terme de TL est stable. Un relèvement des notes pourrait être motivé par une nette amélioration de la rentabilité et de la qualité des actifs.

Generalites

- Avec une part de marché de 26% en termes d'encours, TL est leader sur le marché du leasing tunisien. TL offre aussi au travers de ses filiales, des services de gestion d'actifs, de factoring et de capital risque.



28 March 2007

**Balance Sheet Analysis
TUNISIE LEASING**

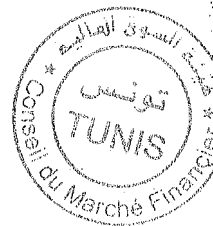
	31 Dec 2003		31 Dec 2004		31 Dec 2005		31 Dec 2006		31 Dec 2007	
	Year End USDm	Year End TNDm	Year End Original	Year End TNDm	Year End Original	Year End TNDm	Year End Original	Year End TNDm	Year End Original	Year End TNDm
A. LOANS										
1. Trade receivables	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.00	0.0	0.00
2. Credits	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.0	0.00
3. Other loans	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.0	0.00
4. Lease assets	177.1	232.4	86.04	226.6	86.76	211.6	204.9	204.9	87.08	87.08
5. Loan loss reserves (deducted)	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	-
6. Loan loss reserves (memo)	18.2	23.9	8.85	22.7	8.19	18.1	16.4	16.4	6.97	6.97
TOTAL A	177.1	232.4	86.04	226.6	86.76	211.6	204.9	204.9	87.08	87.08
B. OTHER EARNING ASSETS										
1. Deposits with Banks	3.1	4.1	1.52	4.4	1.84	7.4	7.9	7.9	3.36	3.36
2. Short term investments	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.0	0.0	0.0	0.00
3. Other investments	0.8	1.0	0.37	1.7	0.88	3.0	2.0	2.0	0.85	0.85
4. Equity investments	19.4	23.4	9.40	22.9	7.77	14.6	16.5	16.5	6.59	6.59
TOTAL B	23.3	28.5	11.29	27.4	10.49	25.0	26.4	26.4	10.79	10.79
C. TOTAL EARNING ASSETS (A+B)	200.3	260.9	97.33	254.2	97.25	236.6	230.3	230.3	97.88	97.88
D. FIXED ASSETS	0.8	1.0	0.37	1.0	0.38	1.1	1.4	1.4	0.59	0.59
E. NON EARNING ASSETS										
1. Cash and Due from Banks	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.0	0.0	0.00	0.00
2. Other	4.7	6.2	2.30	6.2	2.37	4.7	3.6	3.6	1.53	1.53
TOTAL E	4.7	6.2	2.30	6.2	2.37	4.7	3.6	3.6	1.53	1.53
F. TOTAL ASSETS	205.0	267.1	100.00	260.6	100.00	241.3	233.9	233.9	100.00	100.00
G. DEPOSITS & MONEY MARKET FUNDING										
1. Demand Deposits	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.0	0.0	0.00	0.00
2. Savings Deposits	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.0	0.0	0.00	0.00
3. Time Deposits	34.5	43.3	16.77	43.2	16.68	39.8	74.9	74.9	31.83	31.83
4. Interbank	34.5	43.3	16.77	43.2	16.68	39.8	74.9	74.9	31.83	31.83
TOTAL G	69.0	86.6	33.54	86.4	33.36	79.6	149.8	149.8	63.66	63.66
H. OTHER FUNDING										
1. Long Term Borrowing	105.2	143.3	53.06	149.0	58.14	139.5	97.0	97.0	41.22	41.22
2. Subordinated Debt	0.0	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.0	0.0	0.00	0.00
3. Hybrid Capital	0.6	0.8	0.30	0.4	0.30	0.0	0.0	0.0	0.00	0.00
OTHER (Non-financing)	20.8	27.0	10.00	28.0	11.88	27.2	27.7	27.7	11.77	11.77
LOAN LOSS RESERVES										
(Not deducted from assets)	n.a.	n.a.	-	n.a.	0.15	0.0	0.0	0.0	0.00	0.00
OTHER RESERVES	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-	-	-	-
EQUITY	46.9	53.7	18.88	44.1	13.18	35.9	35.7	35.7	16.17	16.17
TOTAL LIABILITIES & EQUITY	205.0	267.1	100.00	260.6	100.00	241.3	233.9	233.9	100.00	100.00

USD1 = TND 1.2683

USD1 = TND 1.1994

USD1 = TND 1.3634

USD1 = TND 1.3122

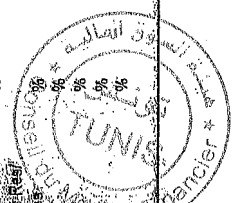


**Income Statement Analysis
TUNISIE LEASING**

	31 Dec 2006		31 Dec 2005		31 Dec 2004		31 Dec 2003		As % of	
	Income	Expenses	Income	Expenses	Income	Expenses	Income	Expenses	Total AV	Earning Assets
	Original	TNDm	Original	TNDm	Original	TNDm	Original	TNDm	Original	Original
1 Interest Revenue	1412	54.61	1293	49.41	1154	40.83	1051	36.4	49.43	47.43
2 Interest Paid	1295.9	45.7	1183	42.8	1053	36.4	95.4	31.1	43.05	43.05
3 NET INTEREST REVENUE	116.1	1.91	111.0	6.61	101.1	4.40	99.7	4.0	4.38	4.38
4 Net Commission Income	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.00	0.00
5 Other Operating Income	0.3	0.10	0.1	0.04	0.1	0.04	0.1	0.04	0.04	0.05
6 Other Income	0.3	0.12	0.1	0.04	0.1	0.04	0.1	0.04	0.04	-0.09
7 Personnel Expenses	2.7	1.04	2.3	0.94	2.1	0.90	1.9	0.86	1.07	1.17
8 Other Non Interest Expenses	3.0	1.16	2.5	1.02	2.6	1.07	2.6	1.07	2.44	2.30
9 DEPRECIATION OPERATING PROFIT	6.4	2.48	6.9	2.40	6.7	2.40	6.7	2.40	2.44	2.30
10 Provision for Loan Losses	3.3	1.28	2.4	0.98	2.3	0.98	2.3	0.98	0.99	0.81
11 OPERATING PROFIT	3.1	1.20	3.6	1.43	3.4	1.43	3.4	1.43	1.48	1.49
12 Extraordinary Items	2.1	0.81	0.7	0.29	0.6	0.21	0.9	0.41	0.21	0.41
13 PRE-TAX PROFIT	5.2	2.01	4.2	1.71	3.8	1.67	4.2	1.67	1.67	1.90
14 Taxes	1.0	0.39	0.9	0.37	1.0	0.43	0.7	0.32	0.43	0.32
15 NET INCOME INCLUDING MINORITY INTEREST	4.2	1.62	3.3	1.34	2.8	1.24	3.5	1.35	1.24	1.58

**Ratio Analysis
TUNISIE LEASING**

	31 Dec 2006	31 Dec 2005	31 Dec 2004	31 Dec 2003
	Original	Original	Original	Original
1 Profitability Level	2.41	2.34	2.39	2.26
2 Return on Assets (ROA)	1.17	1.39	1.42	1.46
3 Return on Equity (ROE)	9.63	9.39	8.10	9.82
4 Net Income / Total Assets (AV)	1.68	1.31	1.21	1.55
5 Net Income / Total Assets (AV) - Other Operating Income	48.81	46.28	45.10	45.92
6 Net Interest Rev / Total Assets (AV)	4.25	4.17	4.23	4.30
7 Return on Capital (ROE)	9.53	9.57	9.58	9.58
8 Return on Equity (ROE)	18.88	13.16	14.81	15.17
9 Capital / Risks - Tier 1	23.11	15.17	18.97	17.42
10 Capital / Risks - Total	n.a.	n.a.	n.a.	19.23
11 Liquidity (Year end)	20.91	16.50	17.59	19.23
12 Liquid Assets / Deposits & Money (M) Funding	9.03	11.71	18.59	10.86
13 Liquid Assets / Total Assets (AV)	9.06	11.71	18.59	10.86
14 Deposits and Money Market Funding	813.02	653.17	531.66	273.66
15 Assets / Liability	1.31	1.05	1.02	0.84
16 Loan to Deposit / Loans Gross (AV)	51.66	40.68	40.35	36.29
17 Provision for Loan Losses / Loans Gross (AV)	62.24	58.45	46.77	40.49
18 Non-Performing Loans / Loans Gross (AV)	6.33	6.62	7.88	7.41
19 Net Charge-offs / Loans gross (AV)	n.a.	n.a.	0.00	0.00
20 Impaired Loans gross / Loans gross (AV)	14.98	15.03	16.85	18.30
21 Impaired Loans net / Equity	27.00	48.22	57.38	67.51



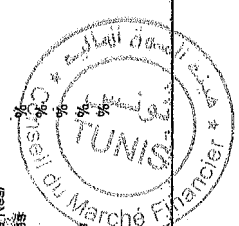
Income Statement Analysis TUNISIE LEASING (C)

	30 Jun 2008		31 Dec 2008		31 Dec 2008		31 Dec 2008		31 Dec 2008	
	Income Expenses	As % of Total AV Earning Assets	Income Expenses	As % of Total AV Earning Assets	Income Expenses	As % of Total AV Earning Assets	Income Expenses	As % of Total AV Earning Assets	Income Expenses	As % of Total AV Earning Assets
1. Interest received	70.7	44.17	135.0	45.08	120.7	42.86	110.2	42.86	110.2	42.86
2. Interest paid	83.5	39.86	120.7	40.31	107.1	37.86	97.2	37.86	97.2	37.86
3. Net Interest Revenue	86.9	4.81	14.3	4.78	13.6	4.81	13.0	4.81	13.0	4.81
4. Net Commission Income	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
5. Other Operating Income	1.3	0.81	1.2	0.40	0.6	0.21	0.3	0.21	0.3	0.21
6. Other Income	0.7	0.44	0.9	0.30	0.7	0.25	0.2	0.25	0.2	0.25
7. Personnel Expenses	2.8	1.75	3.3	1.10	3.0	1.06	2.8	1.06	2.8	1.06
8. Other Non-Interest Expenses	4.1	2.89	4.6	1.54	4.5	1.54	3.4	1.38	3.4	1.38
9. P&E Provision	1.2	0.75	2.2	0.73	2.2	0.73	3.1	1.10	2.5	0.90
10. Provision for Loan Losses	2.8	1.81	6.3	2.10	6.3	2.10	4.9	1.73	4.8	1.73
11. OPERATING PROFIT	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00	0.0	0.00
12. Extraordinary Items	2.8	1.81	6.3	2.10	6.3	2.10	4.9	1.73	4.8	1.73
13. Pre-tax Profit	0.6	0.37	1.1	0.37	1.1	0.37	0.9	0.32	0.7	0.25
14. Taxes	2.3	1.44	8.2	1.74	8.2	1.74	4.0	1.41	4.0	1.41
15. NET INCOME INCLUDING MINORITY INTEREST										

Ratio Analysis

TUNISIE LEASING (C)

	30 Jun 2008	31 Dec 2008	31 Dec 2008	31 Dec 2008
	Original	Preliminary	Original	Original
I. PROFITABILITY LEVEL				
1. Pre-tax Operating Profit/Total Assets (ev)	2.43	2.72	2.72	n.a.
2. Operating Profit/Total Assets (ev)	1.72	2.02	1.67	n.a.
3. Net Income/Equity (ev)	10.01	12.38	9.98	n.a.
4. Net Income/Total Assets (ev)	1.35	1.66	1.36	n.a.
5. Net Income/Equity/Market Rev. + Other Operating Income	58.54	50.97	48.59	46.62
6. Net Interest Revenue/Total Assets (ev)	4.09	4.58	4.63	n.a.
II. CAPITAL ADEQUACY (Wararand)				
1. Total Capital Generation	-3.06	5.00	2.49	n.a.
2. Equity/Total Assets	13.86	13.38	13.51	13.78
3. Equity/Loans	16.24	15.35	16.23	15.67
4. Capital/Risks - Tier 1	n.a.	n.a.	14.80	n.a.
5. Capital/Risks - Total	n.a.	n.a.	16.80	n.a.
III. LIQUIDITY (Warand)				
1. Liquid Assets/Total Assets	14.11	6.65	5.91	6.28
2. Liquid Assets/Marketable Securities	14.11	6.65	6.91	6.28
3. Deposits in Money Market/Funding	382.65	400.71	392.76	369.78
4. Loans/Capitals - Money/Mkt Funding				
IV. ASSET QUALITY				
1. Provision/Loans/Total Assets (ev)	0.78	0.74	1.11	n.a.
2. Provision/Loans/Total Assets (ev)	29.27	28.88	38.75	34.25
3. Gross & Net Income/Total Assets (ev)	61.65	59.69	54.70	46.57
4. Loan Losses/Reserves/Loans (ev)	7.62	7.51	6.93	6.57
5. Net Charge-offs/Loans (ev)	n.a.	n.a.	0.00	n.a.
6. Impaired Loans/gross/Loans (ev)	12.36	12.80	14.14	15.60
7. Impaired Loans/net/Equity	35.33	37.24	50.86	61.71



Chapitre 3- RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE TUNISIE LEASING

3.1- Présentation de la société :

La société TUNISIE LEASING a été créée en octobre 1984 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens mobiliers à usage industriel ou professionnel. Cet objet a été étendu en 1994 aux opérations de leasing portant sur des biens immobiliers à usage professionnel et aux opérations d'affacturage. A compter du premier juillet 1999, la branche d'activité « affacturage » a été abandonnée au profit d'une nouvelle société filiale « TUNISIE FACTORING ».

3.2- Organisation de la société :

Depuis sa création, Tunisie Leasing a engagé un vaste plan d'actions visant à améliorer son efficacité et son efficience afin d'assurer sa pérennité et maîtriser son développement dans un contexte économique très concurrentiel, et a mis en œuvre une politique dont les règles s'exercent au niveau :

- Des clients par un échange permanent permettant d'évaluer correctement leurs besoins et de fournir des produits et services conformes à leurs attentes,
- Des actionnaires, par une communication permanente des résultats et de la stratégie de développement de la société,
- Des ressources humaines par un programme de formation innovant permettant l'amélioration des compétences,
- Des bailleurs de fonds et fournisseurs, par une définition rigoureuse des besoins permettant de bénéficier des meilleurs produits aux moindres coûts, et d'établir une véritable relation de partenariat.

Afin de réaliser cette politique dans les meilleures conditions, la Direction Générale s'est engagée, depuis 2002, avec la participation de l'ensemble de son personnel dans une démarche Qualité conforme au référentiel international ISO 9001 versions 2000. Depuis 1999, la société s'est dotée d'une cellule d'audit interne dont la mission est de s'assurer que les mécanismes de contrôle interne sont mis en place et fonctionnent de manière permanente. Depuis 2000, la société compte 3 administrateurs indépendants au sein de son conseil d'administration et a constitué un comité permanent d'audit et un autre en charge des rémunérations des mandataires sociaux. Par ailleurs, et dans le cadre de la bonne gouvernance de l'entreprise, la société s'est dotée, depuis juillet 2000, de structures de contrôle fonctionnant sous la forme de comités composés de membres indépendants du Conseil d'Administration, il s'agit en l'occurrence :

- Du comité permanent d'audit interne composé de Messieurs ; Rachid Naceur BEN HASSINE, Brahim ANANE et Ahmed BEN JEMAA,
- Du comité de rémunération des mandataires sociaux composé de Messieurs ; Karim BEN YEDDER et Mongi LOUKIL,
- Du comité exécutif de crédit composé de Messieurs ; Abdellatif MECHAAL; Aziz MEBAREK; Mohamed BOURAOUI et fethi MESTIRI.

Les membres des comités ont été désignés lors des Conseils d'Administration du 8 juin 2006 et du 4 mai 2007.

Le comité permanent d'audit se réunit avec le commissaire aux comptes et donne son avis sur les états financiers avant leur transmission au conseil d'administration, il établit un rapport qu'il soumet aux administrateurs. En ce qui concerne l'exercice 2006, sur la base des rapports établis par la direction générale de la société et du commissaires aux comptes, les membres du comité permanent d'audit ont discuté avec les principaux cadres de la société des points relatifs à l'évolution des résultats de 2006, de la structure des engagements, de l'analyse des sources de refinancement, de la situation des participations, du plan informatique et du système de contrôle interne. Les principaux enseignements et recommandations ont fait l'objet d'un rapport présenté au conseil d'administration qui a arrêté les comptes de l'exercice 2006.

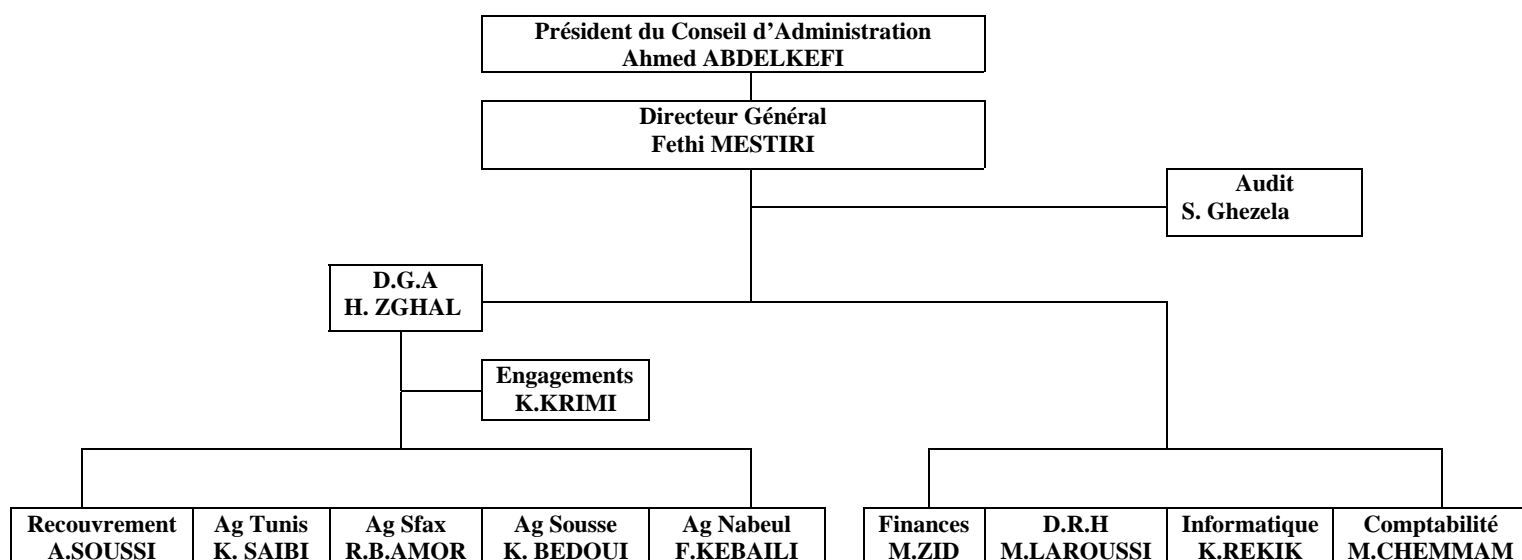
La rémunération des membres du comité permanent d'audit pour l'exercice 2006 a été fixée à 16 200 Dinars.

Politique sociale :

Le volet social bénéficie d'un intérêt particulier de la part de la Direction Générale à travers :

- La mise en place de procédures de recrutement basées sur la définition des profils nécessaires afin de disposer d'employés dont les qualifications et les compétences de base permettent une habilitation immédiate pour l'exécution des tâches liées aux différents postes de l'organisation, en toute sécurité et dans le respect des règles de l'art du métier de Leasing,
- L'élaboration de programmes de formation afin de maîtriser le poste confié à l'employé, d'améliorer ses compétences, de lui permettre d'être polyvalent,
- La motivation de l'ensemble du personnel par un système d'intéressement aux résultats ainsi que par l'octroi de prêts permettant de souscrire au Compte Epargne Action (CEA). Depuis 1996 un intéressement est servi au personnel. Son montant est égal à 10% du bénéfice avant impôt, supérieur à 2.544 MD. Il s'est élevé à 260 534Dt au titre de l'exercice 2006, montant constaté parmi les charges du personnel. Par ailleurs, le conseil d'administration, dans sa réunion du 4 mai 2007, a confirmé cette décision tout en modifiant l'assiette de l'intéressement qui est désormais décompté sur le bénéfice avant impôt **en terme consolidée**.

Organigramme de TUNISIE LEASING



3.3- Description de l'activité au 31 décembre 2006.

3.3.1 Situation de Tunisie Leasing par rapport au secteur du Leasing au 31/12/2006 :

Les parts de marché de TUNISIE LEASING ont baissé en 2006 passant de 30.19% à 26.6% pour les approbations, de 28.92% à 25.85% pour les mises en force et de 27.27% à 25.98% pour les encours ; cette baisse de la part de marché de Tunisie Leasing est due à la politique sélective de la société quant à l'attribution des crédits et ce afin de maîtriser son risque d'exploitation :

En MD	Ensemble du secteur*			Part de marché de TL		
	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006 ⁽¹⁾	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006
Approbations	625.5	557.1	679	25.77%	30.19%	26.6%
Mises en force	467.1	446.8	530.3	23.40%	28.92%	25.85%
Encours	932.5	819.4	885.7	22.10%	27.27%	25.98%

*Source GL: Les données du secteur ont été retraitées après annulation des financements spécifiques de Général Leasing

⁽¹⁾ Hors Amen Lease

Les mises en force ont progressé de 6.11% en 2006 et les revenus bruts du leasing de 9.17%. Le résultat net a, de son coté, progressé de 27.76% :

En MD	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006	Variation 2006-2005
Mises en force	109.3	129.2	137.1	6.11%
Revenus bruts du leasing	114.3	128.7	140.5	9.17%
Immobilisations données en leasing nettes des amortissements et des provisions	207.0	223.5	229.6	2.73%
Résultats nets	2.889	3.289	4.001	21.76%

3.3.2. Evolution des approbations

Le montant des approbations au 31/12/2006 s'est élevé à 180.6 millions de dinars contre 168.2 millions de dinars au 31/12/2005.

La répartition de ces approbations par type de produit est la suivante :

En MD	31/12/2004		31/12/2005		31/12/2006		Variation 2006-2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Leasing véhicules	50.5	31.33%	62.7	37.28%	68.9	38.15%	9.89%
Leasing équipements	72	44.67%	74.7	44.41%	90.7	50.22%	21.42%
Leasing immobilier	38.7	24.01%	30.8	18.31%	21.0	11.63%	-31.82%
Total	161.2	100.00%	168.2	100.00%	180.6	100%	7.37%

La répartition des approbations par type de matériel est la suivante :

Type de matériel en MD	31/12/2004		31/12/2005		31/12/2006		Variation 2006-2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Matériel de transport léger	50.5	31.33%	*67.4	40.07%	74.3	41.14%	10.24%
Matériel de transport lourd	24.3	15.07%	22.7	13.50%	27.9	15.45%	22.91%
Immeubles industriels ou commerciaux	24.6	15.26%	20.1	11.95%	14.8	8.19%	-26.37%
Equipement industriel	20.4	12.66%	22.4	13.32%	24.7	13.68%	10.27%
Matériel de BTP	17.3	10.73%	13.8	8.20%	17.4	9.63%	26.09%
Immeubles de bureaux	14.1	8.75%	10.7	6.36%	6.2	3.43%	-42.06%
Autres	8.1	5.02%	9.5	5.65%	4.4	2.44%	175.00%
Equipement informatique	1.9	1.18%	1.6	0.95%	10.9	6.04%	14.74%
TOTAL	161.2	100.00%	168.2	100.00%	180.6	100.00%	7.37%

* Les différences relevées entre la répartition par type de matériel et par produit dans le cas du leasing véhicules provient du fait que certaines approbations portant dans un même contrat sur des équipements et des véhicules légers sont classées parmi le produit leasing équipements.

La répartition sectorielle des approbations est la suivante :

En MD	31/12/2004		31/12/2005		31/12/2006		Variation 2006-2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Agriculture	7	4.34%	8.9	5.29%	8.8	4.87%	-1.12%
Industrie	42.7	26.49%	47.3	28.12%	50.9	28.18%	7.61%
Tourisme	4.6	2.85%	4.3	2.56%	2.6	1.44%	-40.91%
Commerce et Services	84.9	52.67%	89.4	53.15%	103.3	57.20%	15.55%
Bâtiments et Travaux Publics	22	13.65%	18.2	10.82%	15.0	8.31%	-17.58%
TOTAL	161.2	100.00%	168.2	100.00%	180.6	100.00%	7.37%

3.3.3 . Evolution des Mises en Forces

La société a enregistré une hausse de ses mises en force qui se sont élevées à 137.1 millions de dinars au 31/12/2006 contre 129.2 millions de dinars au 31/12/2005.

La structure des mises en forces par type de matériel se présente comme suit :

En MD	31/12/2004		31/12/2005		31/12/2006		Variation 2006- 2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Mobiliers							
Matériel de transport lourd	17.1	15.63%	18.05	13.97%	16.9	12.33%	-6.11%
Matériel de transport léger	43.5	39.76%	53.75	41.60%	61.5	44.86%	14.53%
Matériel de BTP	11.8	10.79%	12.90	9.98%	13.3	9.70%	3.10%
Equipement informatique	1.4	1.28%	1.27	0.98%	1.7	1.24%	30.77%
Equipement industriel	14.6	13.35%	20.38	15.77%	16.2	11.82%	-20.59%
Autres	4.1	3.75%	7.29	5.64%	7.4	5.40%	1.37%
S/TOTAL	92.5	84.55%	113.64	87.95%	117	85.34%	2.99%
Immobiliers							
Immeubles industriels ou commer	8.4	7.68%	10.07	7.79%	14.5	10.58%	43.56%
Immeubles de bureaux	8.5	7.77%	5.50	4.26%	5.6	4.08%	1.82%
S/TOTAL	16.9	15.45%	15.57	12.05%	20.1	14.66%	28.85%
TOTAL	109.3	100.00%	129.20	100.00%	137.1	100.00%	6.11%

La répartition des mises en force, par secteur, se présente comme suit :

En MD	31/12/2004		31/12/2005		31/12/2006		Var 2006-2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Agriculture	4.8	4.42%	5.5	4.26%	6.9	5.03%	25.45%
Industrie	27.5	25.17%	38.0	29.38%	36.1	26.33%	-5.00%
Tourisme	2.7	2.50%	4.0	3.12%	2.1	1.53%	-47.5%
Commerce et Services	57.9	52.95%	64.0	49.51%	83.6	60.98%	30.63%
Bâtiments et Travaux Publics	16.4	14.96%	17.7	13.73%	8.4	6.13%	-52.54%
Total	109.3	100.00%	129.2	100.00%	137.1	100.00%	6.11%

3.3.4. Evolution des encours financiers

Les encours financiers sont passés de 223.5 millions de dinars au 31/12/2005 à 230.1 millions de dinars au 31/12/2006, soit une progression de 2.95%. La répartition sectorielle de ces encours est la suivante :

En MD	31/12/2004		31/12/2005		31/12/2006		Variation 2006-2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Agriculture	6.5	3.16%	8.4	3.76%	9.6	4.17%	14.29%
Industrie	58.7	28.5%	69.3	31.01%	69.2	30.07%	-0.14%
Tourisme	9.2	4.47%	5.6	2.51%	4.5	1.96%	-19.64%
Commerce et Services	106.0	51.46%	111.6	49.93%	124.4	54.06%	11.47%
Bâtiments et Travaux Publics	25.6	12.43%	28.6	12.80%	22.4	9.73%	-21.68%
TOTAL	206.0	100.00%	223.5	100.00%	230.1	100.00%	2.95%

La répartition par type de matériel de ces encours est la suivante :

En MD	31/12/2004		31/12/2005		31/12/2006		Variation 2006-2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
MOBILIERS							
Matériel de transport lourd	27.1	13.16%	28.5	12.75%	28.9	12.56%	1.40%
Matériel de transport léger	53.8	26.12%	67.2	30.07%	78.0	33.90%	16.07%
Matériel de BTP	19	9.22%	19.2	8.59%	19.4	8.43%	1.04%
Equipement informatique	1.4	0.68%	1.5	0.67%	2.4	1.04%	60.00%
Equipement industriel	30.5	14.81%	32.8	14.67%	31.3	13.60%	-4.57%
Autres	14.2	6.89%	13.9	6.22%	12.1	5.26%	-12.95%
S/TOTAL	146	70.87%	163.1	72.98%	172.1	74.79%	5.52%
IMMOBILIERS							
Immeubles industriels ou commer	32.8	15.92%	40.2	17.99%	41.4	17.99%	2.99%
Immeubles de bureaux	27.2	13.20%	20.2	9.04%	16.6	7.21%	-17.82%
S/TOTAL	60	29.13%	60.4	27.02%	58.0	25.21%	-3.97%
TOTAL	206	100.00%	223.5	100.00%	230.1	100.00%	2.95%

Le rapprochement entre l'encours financier et l'encours comptable est comme suit :

En MD	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006
Encours financier	206.0	223.5	230.1
Régularisation des amortissements financiers en fin de période	6.8	7.2	7.8
Encours comptable brut	212.8	230.7	237.9
Provisions	5.8	7.3	8.3
Encours comptable net des provisions	207.0	223.4	229.6

3.3.5. Evolution des engagements

Les engagements nets des avances ont progressé de 3.1% en 2006 passant de 239 MD au 31/12/2005 à 246 MD :

	2004	2005	2006
Total des engagements (en dinars)	221 494 779	238 905 296	246 242 139
Evolution	3.8%	7.9%	3.1%

3.3.6. Evolution des créances et des créances douteuses et litigieuses CDL par classe

Le tableau suivant retrace l'évolution des créances et des CDL par classe et leur couverture par les agios réservés et les provisions affectées et non affectées (en dinars).

	2004	2005	2006
Créances courantes (classe 0 et 1)	184 135 070	203 356 630	209 312 937
Créances classées	38 845 018	37 488 117	38 987 446
Classe 2	6 756 041	6 727 064	5 646 482
Classe 3	1 978 091	514 623	1 575 397
Classe 4	30 110 886	30 246 430	31 765 567
Total brut des créances	222 980 088	240 844 747	248 300 383
Avances et acomptes reçus	(1 509 761)	(1 959 270)	(2 083 068)
Produits à recevoir	24 451	19 819	24 824
Total net des créances	221 494 779*	238 905 296*	246 242 139
Provisions et Agios réservés	18 087 367**	21 370 656	23 673 590
-provisions affectées	15 309 390	18 503 146	20 911 324
-marges réservées	2 777 977	2 867 509	2 762 266
Provisions non affectées	31 556	419 267	419 267
Ratio des créances classées	17.41%	15.57%	15.70%
Ratio de couverture des créances classées (le cumul (1) des produits réservés et des provisions sur créances classées)	46.56%*	57.01%	60.72%

* Montant présentés au niveau du document de référence 'Tunisie Leasing 2006' par erreur en tant que montants bruts

** Compte non tenu des 1.3 MD prélevés sur les fonds propres

1 : Compte non tenu des provisions non affectées

3.3.7. Indicateurs d'activité arrêtés au 31 décembre 2006 (trimestriels & annuels)

En mD	Quatrième trimestre			Au 31 décembre		
	2006	2005	Variation	2006(*)	2005	Variation
Approbations	51 345	39 374	30.40%	180 635	168 162	7.42%
Mises en force	38 239	34 698	10.21%	137 082	129 203	6.10%
Encours financiers				230 149	223 413	3.02%
Total des engagements courants (a)				209 313	203 357	2.93%
Total des engagements classés (b)				38 987	37 488	3.99%
Total des engagements (c)=a+b				248 300	240 845	3.10%
Ratio des engagements classés (d)=(b)/(c)				15.7%	15.6%	
Ressources d'emprunt				183 103	190 964	-4.12%
Capitaux propres				53 527	37 526	42.64%
Revenus bruts de leasing	38 631	34 548	11.82%	140 490	128 716	9.15%
Revenus nets de leasing	6 296	5 688	10.69%	24 897	23 371	6.53%
Produits nets de leasing	2 868	3 184	-9.92%	12 635	11 376	11.07%
Total des charges d'exploitation	1 547	1 224	26.39%	5 681	4 834	17.52%
Trésorerie nette				1 423	4 198	-66.10%

* chiffres audités

3.4. Activité de TL au 30/06/07 :

3.4.1. Situation de Tunisie Leasing par rapport au secteur du leasing au 30/06/2007 :

La part de marché de TUNISIE LEASING en termes d'approbations a stagné au cours du premier semestre 2007. Par contre, les parts de marché des mises en force et des encours ont baissé pendant la période en passant respectivement de 27.38% et 27.18% au 30/06/2006 à 22.61% et 25.04% au 30/06/2007.

En MD	Ensemble du secteur*			Part de marché de TL		
	30/06/2006	30/06/2007	31/12/2006	30/06/2006	30/06/2007	31/12/2006
Approbations	361.0	479.4	679.0	26.54%	26.53%	26.60%
Mises en force	265.2	346.3	530.3	27.38%	22.61%	25.85%
Encours	865.1	983.4	885.7	27.18%	25.04%	25.98%

* Source : CIL

3.4.2. Evolution des approbations

La répartition des approbations par type de produit est la suivante :

En MD	30/06/2006		30/06/2007		31/12/2006		Variation S1 2006-S1 2007
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Leasing véhicules	35.3	36.85%	46.0	36.17%	68.9	38.15%	30.31%
Leasing équipements	52.2	54.49%	58.8	46.23%	90.7	50.22%	12.64%
Leasing immobilier	8.3	8.66%	22.4	17.60%	21.0	11.63%	169.88%
Total	95.8	100.00%	127.2	100.00%	180.6	100.00%	32.78%

La répartition des approbations par type de matériel est la suivante :

En MD	30/06/2006		30/06/2007		31/12/2006		Variation S1 2006-S1 2007
	Montants	%	Montants	%	Montants	%	
Matériel de transport léger	37.6	39.24%	49.0	38.53%	74.3	41.14%	30.32%
Matériel de transport lourd	18.8	19.62%	19.5	15.34%	27.9	15.45%	3.72%
Immeubles industriels ou commerciaux	5.3	5.53%	11.8	9.29%	14.8	8.19%	122.64%
Equipement industriel	13.8	14.40%	14.7	11.55%	24.7	13.68%	6.52%
Matériel de BTP	9.5	9.92%	10.1	7.92%	17.4	9.63%	6.32%
Immeubles de bureaux	3.0	3.13%	10.9	8.58%	6.2	3.43%	263.33%
Equipement informatique	1.2	1.25%	0.9	0.72%	4.4	2.44%	-25.00%
Autres	6.6	6.89%	10.3	8.08%	10.9	6.04%	56.06%
TOTAL	95.8	100.00%	127.2	100.00%	180.6	100.00%	32.78%

La répartition sectorielle des approbations est la suivante :

En MD	30/06/2006		30/06/2007		31/12/2006		Variation 2006-2005
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Agriculture	4.1	4.31%	7.0	5.51%	8.8	4.87%	-1.12%
Industrie	25.5	26.65%	36.6	28.77%	50.9	28.18%	7.61%
Tourisme	2.0	2.03%	4.7	3.67%	2.6	1.44%	-40.91%
Commerce et Services	56.3	58.74%	67.7	53.25%	103.3	57.20%	15.55%
Bâtiments et Travaux Publics	7.9	8.27%	11.2	8.80%	15.0	8.31%	-17.58%
TOTAL	95.8	100.00%	127.219	100.00%	180.6	100.00%	7.37%

3.4.3. Evolution des Mises en Force

Sur le premier semestre 2007, le montant des mises en force a enregistré une augmentation de 7.85% par rapport au premier semestre 2006, passant de 72.612MDt à 78.312MDt au 30/06/07.

La structure des mises en force par type de matériel se présente comme suit :

En MD	30/06/2006		30/06/2007		31/12/2006		Variation S1 2006-S1 2007
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
MOBILIER							
Matériel de transport lourd	30.67	42.24%	12.5	15.97%	16.9	12.33%	-59.21%
Matériel de transport léger	9.34	12.87%	37.5	47.90%	61.5	44.86%	301.52%
Matériel de BTP	4.70	6.48%	6.0	7.67%	13.3	9.70%	27.64%
Equipement informatique	0.69	0.94%	0.7	0.96%	1.6	1.24%	9.16%
Equipement industriel	9.66	13.30%	8.6	10.93%	16.2	11.82%	-11.38%
Autres	3.20	4.40%	5.4	6.95%	7.4	5.40%	70.14%
Sous total	58.3	80.23%	70.8	90.37%	117.0	85.34%	21.48%
IMMOBILIER							
Immeubles industriels ou commerciaux	10.51	14.48%	5.7	7.32%	14.5	10.58%	-45.45%
Immeubles de bureaux	3.84	5.29%	1.8	2.31%	5.6	4.08%	-53.02%
Sous total	14.4	19.77%	7.5	9.63%	20.1	14.66%	-47.47%
Total	72.61	100.00%	78.312	100.00%	137.083	100.00%	7.85%

La répartition des mises en force, par secteur, se présente comme suit :

En MD	30/06/2006		30/06/2007		31/12/2006		Variation S1 2006-S1 2007
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Agriculture	3.03	4.17%	4.9	6.24%	6.9	5.03%	61.30%
Industrie	18.97	26.13%	20.1	25.62%	36.1	26.33%	5.73%
Tourisme	1.13	1.55%	0.9	1.19%	2.1	1.53%	-17.54%
Commerce et Services	45.16	62.19%	45.4	58.02%	83.6	60.98%	0.60%
Bâtiments et Travaux Publics	4.32	5.95%	7.0	8.93%	8.4	6.13%	62.04%
Total	72.61	100.00%	78.312	100.00%	137.083	100.00%	7.85%

3.4.4. Evolution des encours financiers :

Les encours financiers ont progressé de 4.70% courant le premier semestre 2007 par rapport au 1^{er} semestre 2006. Leur répartition sectorielle est la suivante :

En MD	30/06/2006		30/06/2007		31/12/2006		Variation S1 2006-S1 2007
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
Agriculture	8.76	3.73%	11.0	4.48%	9.6	4.17%	25.73%
Industrie	70.96	30.18%	74.1	30.12%	69.2	30.07%	4.49%
Tourisme	5.05	2.15%	4.3	1.75%	4.5	1.96%	-14.98%
Commerce et Services	124.50	52.95%	135.0	54.83%	124.4	54.06%	8.41%
Bâtiments et Travaux Publics	25.85	10.99%	21.7	8.83%	22.4	9.73%	-15.88%
TOTAL	235.119	100.00%	246.167	100.00%	230.1	100.00%	4.70%

La répartition par type de matériel de ces encours est la suivante :

En MD	30/06/2006		30/06/2007		31/12/2006		Variation S1 2006-S1 2007
	Montants	Parts	Montants	Parts	Montants	Parts	
MOBILIER							
Matériel de transport lourd	29.90	12.72%	32.9	13.37%	28.9	12.56%	10.14%
Matériel de transport léger	73.39	31.21%	88.7	36.05%	78.0	33.90%	20.72%
Matériel de BTP	18.45	7.85%	20.0	8.13%	19.4	8.43%	8.39%
Equipement informatique	1.60	0.68%	2.5	1.02%	2.4	1.04%	14.12%
Equipement industriel	33.50	14.25%	31.0	12.60%	31.3	13.60%	-9.96%
Autres	13.19	5.61%	14.3	5.81%	12.1	5.26%	23.28%
Sous total	170.03	72.32%	189.4	76.97%	172.1	74.79%	11.40%
IMMOBILIER							
Immeubles industriels ou commerciaux	43.44	18.48%	40.7	16.53%	41.4	17.99%	-6.23%
Immeubles de bureaux	21.65	9.21%	16.0	6.50%	16.6	7.21%	-26.02%
Sous total	65.1	27.68%	56.7	23.03%	58.0	25.21%	-12.81%
Total	235.12	100.00%	246.1	100.00%	230.111	100.00%	4.70%

Le rapprochement entre l'encours financier et l'encours comptable est comme suit :

En MD	30/06/06	30/06/07	31/12/2006
Encours Financier	235.1	246.2	230.1
Régularisation des amortissements financiers en fin de période	7.4	8.0	7.8
Encours comptable brut	242.5	254.2	237.9
Provision	7.4	8.8	8.3
Encours comptable net des provisions	235.1	245.4	229.6

3.4.5. Evolution des engagements

Les engagements ont progressé de 3.55% passant de 251 MDt au 30/06/06 à 260 MDt au 30/06/07:

	(En dt)		
	30/06/2006	30/06/2007	31/12/2006
Total Brut des engagements	253 196 518	263 654 644	248 300 383
Total Net des engagements	251 452 142	260 478 373	246 242 139
Evolution en brut	6.37%	4.13%	
Evolution en net	6.45%	3.58%	

3.4.6. Evolution des créances et des CDL par classe

Le tableau suivant retrace l'évolution des créances et des CDL par classe et leur couverture par les agios réservés et les provisions affectées et non affectées.

	En dinars		
	30/06/2006	30/06/2007	31/12/2006
Créances courantes brutes (classe 0 et 1)	213 128 490	226 075 144	209 312 937
Créances classées brutes	40 068 028	37 579 500	38 987 446
Classe 2	7 724 927	6 390 250	5 646 482
Classe 3	602 540	187 335	1 575 397
Classe 4	31 740 561	31 001 915	31 765 567
Total brut des créances	253 196 518	263 654 644	248 300 383
Avances et acomptes reçus	(1 764 086)	(3 186 669)	(2 083 068)
Produits à recevoir	19 710	10 398	24 824
Total net des créances	251 452 142	260 378 373	246 242 139
Provisions et Agios réservés	22 695 143	24 024 732	23 673 590
-provisions affectées	19 661 004	21 310 278	20 911 324
-marges réservées	3 034 139	2 714 454	2 762 266
Provisions non affectées	419 267	419 267	419 267
Ratio des créances classées	15.82%	14.25%	15.70%
Ratio de couverture des créances classées (le cumul des produits réservés et des provisions sur créances classées) ¹	56.64%	63.93%	60.72%

(1) Compte non tenu des provisions non affectées.

3.4.7. Indicateurs d'activité arrêtés au 30 juin 2007 (trimestriels & semestriels)

capitaux propres	Deuxième trimestre			Au 30 Juin			31/12/2006*
	2007	2006**	Variation	2007*	2006*	Variation	
Approbations	66 687	51 252	30.12%	127 219	95 808	32.79%	180 635
Mises en force	45 788	45 611	0.39%	78 312	72 612	7.85%	137 082
Encours financiers				246 167	235 119	4.66%	230 149
Total des engagements courants (a)				226 075	213 128	6.07%	209 313
Total des engagements classés (b)				37 580	40 068	-6.21%	38 987
Total des engagements (c)=a+b				263 655	253 197	4.13%	248 300
Ratio des engagements classés (d)=(b)/(c)				14.25%	15.82%		15.7%
Ressources d'emprunt				189 242	199 089	-4.95%	183 103
Capitaux propres				53 065	36 628	44.88%	53 527
Revenus bruts de leasing	37 173	34 574	7.52%	72 580	67 775	7.09%	140 490
Revenus nets de leasing	6 437	6 125	5.09%	12 605	11 973	5.28%	24 897
Produits nets de leasing	3 350	3 728	-10.14%	7 418	6 456	14.90%	12 635
Total des charges d'exploitation	1 712	1 526	12.19%	3 145	2 818	34.00%	5 681
Trésorerie nette				-3 211	-1 597	-101.70%	1 423

* Chiffres audités

** Chiffres mis à jour par rapport à ceux publiés au niveau du document de référence « TL 2006 » enregistré en date du 20/10/2006.

3.5. Les facteurs de risques et la nature spéculative de l'activité de la société

A l'instar de l'ensemble des sociétés du secteur, TUNISIE LEASING est confrontée à la disponibilité du matériel importé et à la capacité de lever des fonds nécessaires au développement de son activité sur le marché financier.

3.6. Analyse SWOT :

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pionnier dans le métier du leasing avec une expérience de plus de 20 dans le domaine. ✓ Leader du marché avec une part de 26% en terme d'encours. ✓ Groupe diversifié et une forte présence dans tous les domaines de la finance (12 filiales dans le leasing, capital investissement et l'intermédiation en bourse). ✓ Une implantation récente en Algérie (marché très prometteur avec des marges confortables). ✓ Un système de gestion des risques moderne et à la pointe. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Un taux de créances classées relativement élevé (15.7%) par rapport à ses principaux concurrents . ✓ Un taux de couverture relativement faible (60.7%) par rapport à ses principaux concurrents .
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Stabilité des indicateurs macro-économique de la Tunisie. ✓ Des grands investissements d'envergure qui devraient profiter aux sociétés de leasing. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Concurrence de plus en plus rude sur le marché. ✓ Marché local arrivé à maturité. ✓ Projet de loi qui risque de freiner le développement de l'activité.

3.7. Dépendance de l'émetteur

Il n'y a pas de dépendance directe de la société à l'égard de ses fournisseurs.

A l'égard de ses clients et conformément à la circulaire de la BCT n° 91-24 du 17/12/1991 telle que modifiée par la circulaire 99-04 du 19/03/1999 et la circulaire 2001-12 du 04/05/2001, le montant total des risques encourus ne doit pas excéder :

- Cinq fois les fonds propres nets de l'établissement financier, pour les bénéficiaires dont les risques encourus s'élèvent, pour chacun d'entre eux, à 5% au plus des dits fonds propres nets ; et

- Deux fois les fonds propres nets de l'établissement financier pour les bénéficiaires dont les risques encourus s'élèvent, pour chacun d'entre eux, à 15% au plus desdits fonds propres nets.

Le montant total des risques encourus sur les clients dont les risques sont supérieurs ou égaux pour chacun d'entre eux à 5% des fonds propres nets de TUNISIE LEASING s'élève au 31 décembre 2006 à 26 668 KDT représentant 53% des fonds propres nets de la société.

Le montant total des risques encourus sur les clients dont les risques sont supérieurs ou égaux pour chacun d'entre eux à 15% de ses fonds propres nets s'élève au 31 décembre 2006 à 8 145 KDT représentant 16% des fonds propres nets de la société.

Les risques encourus sur un même bénéficiaire ne doivent pas excéder 25% des fonds propres nets de la société.

Le montant des risques encourus sur le Groupe Tunisie Leasing s'établit au 31 décembre 2006 à 36 628 KDT représentant 72% des fonds propres nets de la société.

Le montant total des risques encourus sur les dirigeants et les administrateurs ainsi que sur les actionnaires détenant plus que 10% du capital ne doit pas excéder trois fois les fonds propres nets.

A ce titre, il n'a pas été identifié d'engagements ni sur les actionnaires (détenant plus que 10% du capital de la société), ni sur les dirigeants ou sur les administrateurs.

3.8. Litige ou arbitrage

Aucun litige ou arbitrage, en dehors des affaires contentieuses relatives à l'activité courante de la société, n'est à signaler.

La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal en matière d'impôt directs et de TVA, couvrant les exercices 2001, 2002, 2003 et 2004.

Le montant définitif du redressement s'élève à 214KDt et a été constaté en 2006.

3.9. Effectif moyen et son évolution

	2004	2005	2006
Personnel commun	32	32	46
Personnel d'encadrement*	49	56	48
Cadres supérieurs**	8	8	10
Total	89	96	104

* à partir de Bac +4

** à partir du grade de directeur

TUNISIE LEASING a consacré pour la formation de son personnel 65 958 dinars contre 49 976 dinars en 2005, soit une augmentation de 32%.

Concernant la situation au 31 décembre 2006 du programme CEA approuvé en 2002 et qui consiste à accorder au personnel de TUNISIE LEASING des prêts permettant d'ouvrir des CEA, 31 cadres et employés ont ouvert des comptes CEA régis par ce système pour un encours de 164 732 DT. L'intéressement du personnel s'est élevé à 260 534 DT au titre de l'exercice 2006.

3.10. Politique d'investissement de Tunisie Leasing

TUNISIE LEASING prévoit un investissement annuel moyen de maintien et de renouvellement en matériel informatique, véhicules et équipements de bureaux variant de 600 000 DT en 2007 (tenant compte de l'extension de l'agence de Sfax et la création de l'agence de Gabes) à 750 000 DT en 2010

Par ailleurs, les $\frac{3}{4}$ du capital de MAGHREB LEASING ALGERIE (créée en janvier 2006 avec une participation conjointe de TUNISIE LEASING et AMEN BANK à concurrence de 61% du capital social) ont été libérés et le quatrième quart a été libéré en juin 2007.

TUNISIE LEASING a également acquis en 2006, 4.6% du capital de HOLDEFI, société de droit français contrôlant six sociétés de leasing et de crédit à la consommation en Afrique de l'Ouest pour un montant de 500 000 Euros.

Chapitre 4– PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE, RESULTATS

4.1-PATRIMOINE DE LA SOCIETE AU 31/12/2006:

4.1.1.-Les Immobilisations destinées à la location :

Le patrimoine immobilier de Tunisie Leasing est constitué essentiellement des immobilisations données en leasing. Ces immobilisations comportent notamment des biens d'équipement industriels du matériel roulant et de l'immobilier.

Les immobilisations destinées à la location s'analysent comme suit :

(en dinars)

	Valeur brute	Amortissements et provisions	Valeur Nette
- Immobilisations en location	425 402 836	(201 546 783)	223 856 053
- Immobilisations, contrats suspendus	29 131 518	(16 532 183)	12 599 335
- Immobilisations, contrats échus	129 588 241	(129 290 611)	297 630
- Immobilisations en cours	1 195 502		1 195 502
Totaux	585 318 097	(347 369 577)	237 948 520
- Provisions pour dépréciation		(8 227 230)	(8 227 230)
- Provisions pour dépréciation des valeurs résiduelles		(72 951)	(72 951)
Soldes au 31/12/2006	585 318 097	(355 669 758)	229 648 339

▪ Répartition par secteur d'activité

Les immobilisations destinées à la location, se détaillant par secteur d'activité, comme suit :

(en dinars)	Valeur brute	Encours (*)
Agriculture	26 355 923	9 601 871
Bâtiments TP	68 994 819	22 479 092
Industrie		
Textile	23 117 385	6 955 710
Agro-alimentaire	39 569 753	14 892 890
Chimie	15 691 270	6 511 910
Energie	1 023 311	292 996
Industries diverses	100 761 835	40 560 710
Tourisme		
Hôtellerie	6 797 292	2 320 519
Agences de voyage	15 566 982	4 370 865
Location de voiture	24 878 994	10 818 896
Autres tourisme	6 114 147	2 166 162
Commerce et service		
Commerce	132 017 698	59 269 980
Transport	39 779 298	14 451 757
Audio-visuel	347 408	108 295
Professions libérale	20 847 365	9 533 744
Divers	63 454 615	25 814 121
TOTAL	585 318 097	230 149 518

(*) Valeur comptable nette compte non tenu des régularisations des amortissements inclus dans les loyers perçus d'avance à la clôture de l'exercice.

▪ **Répartition par type de matériel**

Les immobilisations destinées à la location, se détaillant par type de matériel, comme suit :

(en dinars)	Valeur brute	Encours (*)
Matériel de transport léger	161 723 884	64 858 618
Matériel de transport léger Utilitaire	19 357 300	13 086 142
Matériel de transport lourd	85 026 131	28 866 924
Matériel BTP	62 120 426	19 420 505
Equipement industriel	93 595 296	31 397 450
Equipement informatique	6 967 409	2 414 588
Autres	44 523 392	12 150 625
Sous total	473 313 838	172 194 851
Immeubles de bureau	34 763 417	16 621 761
Immeubles industriels ou commerciaux	77 240 842	41 332 906
TOTAL	585 318 097	230 149 518

(*) Valeur comptable nette compte non tenu des régularisations des amortissements inclus dans les loyers perçus d'avance à la clôture de l'exercice.

4.1.2-Les immobilisations financières :

L'analyse des immobilisations financières se présente comme suit :

(en dinars)

	31/12/2006	31/12/2005
Titres de participation	21 908 899	16 211 877
Titres immobilisés	6 097 210	5 809 540
Prêts au personnel	665 804	770 506
Dépôts et cautionnements versés	19 280	17 880
Montant brut	28 691 193	22 809 803
A déduire		
Versements restant à effectuer sur titres de participation	(2 087 095)	(450 000)
Montant libéré	26 604 098	22 359 803
Provisions pour dépréciation des titres de participation	* (299 293)	(1 147 245)
Provisions pour dépréciation des titres immobilisés	** (153 128)	(87 127)
Provisions pour dépréciation des dépôts et cautionnements versés	(17 880)	(17 880)
Provisions pour dépréciation des comptes prêts au personnel	(1 596)	(9 906)
Montant net	26 132 201	21 097 645

	*	**	
SIMT	113 314 DT	AVITOP	33 660 DT
TLLD	10 822 DT	STPA	66 000 DT
Société Moderne de Titrisation	50 000 DT	TBS	53 468 DT
TUNIS CALL CENTER	125 157 DT	Total	153 128 DT
Total	299 293 DT		

Les titres de participations s'analysent au 31/12/2006 comme suit :

(en dinars)

Emetteur	Nombre d'actions	Valeur Nominale	Montant total	Partie non libérée	% détenu
Tuninvest Sicar	352 645	6.5	2 460 631		36,51%
Tunisie Sicar	131 999	10	1 319 990		44,00%
Tunisie Valeurs	15 000	100	1 617 699	450 000	30,00%
Tuninvest International Sicar	175 000	10	1 750 000		25,00%
Tunisie Factoring	239 997	10	2 399 970		54,54%
Tunis Call Center	29 997	10	299 970		28,57%
Sté Immob Méditerranéenne de Tunisie	28 306	100	2 830 600		69,04%
Société Tunisienne d'Ingénierie Financière	1	10	10		-
Tuninvest innovations SICAR	150 000	10	1 500 000		27,27%
Société moderne de titrisation	500	100	50 000		10,00%
Esprit	5 000	10	50 000		5,00%
Tunisie LLD	501	100	10 822		20,04%
Polyclinique la Marsa	420	100	99 540		2,29%
Maghreb leasing Algerie	359 999		6 706 781	1 676 695	36,00%
HOLDEFI	44 762		812 886		4,60%
TOTAL			21 908 899	2 126 695	

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste « Titres de participation » sont indiqués ci-après :

(en dinars)	Montant total	Partie libérée	Partie non libérée
Soldes au 31/12/2005	16 211 877	15 761 877	450 000
Additions de l'exercice			
Maghreb Leasing Algerie	6 706 781	5 030 086	1 676 695
HOLDEFI	812 886	812 886	
Cessions de l'exercice			
Sté Immob Méditerranéenne de Tunisie	(500 000)	(500 000)	
Diminution des participations par réduction de capital			
Tunisie Sicar	(220 000)	(220 000)	
Tuninvest Sicar	(352 645)	(352 645)	
Tuninvest International Sicar	(750 000)	(750 000)	
Soldes au 31/12/2006	21 908 899	19 782 204	2 126 695

Les titres immobilisés s'analysent au 31 décembre 2006 comme suit :

(en dinars)

Emetteur	Nombre d'actions	Valeur nominale	Montant total
B.T.S*	500	10	5 000
Tourisme Balnéaire et Saharien*	8 688	10	86 880
AVITOP*	3 366	10	33 660
S.T.P.A*	660	500	330 000
GAN*	16 666	10	166 660
Etablissement ABDELMOULA*	13 109	26,700	350 010
HOTEL GRANADA*	100 000	10	1 000 000
SOCIETE HASDRUBAL THALASSA HOTELS*	1 000	1 000	1 000 000
Ste AGRICOLE SAOUEF*	100 000	10	1 000 000
Sté Consortium des Immobilières Maghrébines*	10 000	100	1 000 000
Sté Mehari Hammamet*	3 000	100	300 000
Société KOKET*	2 000	100	200 000
Société BYZACENE*	3 000	100	300 000
Société PROMOTEL*	3 250	100	325 000
TOTAL			6 097 210

* ayant fait l'objet de contrat de portage.

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste « Titres immobilisés » sont indiqués ci-après :

(en dinars)	Montant total	Partie libérée
Soldes au 31 Décembre 2005	5 809 540	5 809 540
Additions de l'exercice		
Sté KOKET	200 000	200 000
Ste BYZACENE	300 000	300 000
Sté PROMOTEL	325 000	325 000
Cessions de l'exercice		
Gan	(83 340)	(83 340)
Stpa	(165 000)	(165 000)
Flexoprint	(162 000)	(162 000)
Tourisme Balnéaire et saharien	(126 990)	(126 990)
Soldes au 31 Décembre 2006	6 097 210	6 097 210

TUNISIE LEASING a acquis pour un montant de 500 000 Euro, 4.6% du capital de la société HOLDEFI, société de droit français contrôlant six sociétés spécialisées dans le leasing et le crédit à la consommation au Cameroun, Gabon, Congo, Mali et Cote d'Ivoire. Cette participation fait partie du groupe majoritaire composé par ailleurs de AFRIC-INVEST, FMO et FINFUND qui détiennent ensemble 61.88% de HOLDEFI. Pour HOLDEFI, le résultat net (part du groupe) en 2006 s'élève à 2,3 millions DT en progression de 35 % par rapport à 2005. Nous tablons en 2007 sur un bénéfice part de groupe de 2,8 millions DT. Il a été décidé de distribuer au titre de l'exercice 2006, 0,5 Euros par action.

Par ailleurs, en janvier 2006, TUNISIE LEASING a annoncé la création de la société Maghreb Leasing Algérie qu'elle détient à hauteur de 36% avec l'appui d'Amen Bank (25%), FMO Institution Financière Néerlandaise de développement très active en Afrique (20%), PROPARGO filiale de l'Agence Française de Développement (10%),

MAGHREB PRIVATE EQUITY FUND un fonds de développement géré par TUNINVEST FINANCE GROUP (5%) et CFAO une société du groupe PPR (Pinault Printemps Redoute) cotée à la bourse de Paris (4%).

La société créée démarre avec des fonds propres de 1 Milliard de Dinars Algériens (18,6 Millions de Dinars Tunisiens) et des quasi-fonds propres de 10 Millions d'Euros (16 Millions de Dinars Tunisiens) mis à sa disposition par la B.E.I.

En Juillet 2006, et après inspection des locaux de la société et revue de son système d'information, de ses procédures et de ses ressources humaines, la Banque d'Algérie a délivré son agrément définitif.

Son premier exercice s'est soldé par un déficit de 752 971Dt.

4.2 - PATRIMOINE DE LA SOCIETE AU 30/06/2007 :

4.2.1. Les Immobilisations destinées à la location :

Les immobilisations destinées à la location s'analysent comme suit :

(en dinars)

	Valeur brute	Amortissements et provisions	Valeur Nette
- Immobilisations en location	444 514 324	(206 819 302)	237 695 022
- Immobilisations, contrats suspendus	32 509 868	(19 965 852)	12 544 016
- Immobilisations, contrats échus	139 680 872	(139 279 378)	401 494
- Immobilisations en cours	3 552 038		3 552 038
Totaux	620 257 102	(366 064 532)	254 192 570
- Provisions pour dépréciation		(8 838 254)	(8 838 254)
Soldes au 30/06/2007	620 257 102	(374 902 786)	245 354 316

▪ Répartition par secteur d'activité

Les immobilisations destinées à la location, se détaillant par secteur d'activité, comme suit :

(en dinars)	Valeur brute	Encours (*)
Agriculture	29 522 943	11 018 822
Bâtiments TP	71 128 582	21 743 106
Industrie		
Textile	23 624 134	6 886 534
Agro-alimentaire	43 502 346	16 762 716
Chimie	15 936 743	7 016 887
Energie	1 162 671	577 519
Industries diverses	105 176 987	42 879 701
Tourisme		
Hôtellerie	6 196 530	2 179 286
Agences de voyage	16 289 880	4 480 244
Location de voiture	29 746 796	13 443 330
Autres tourisme	6 262 076	2 071 989
Commerce et service		
Commerce	135 855 467	60 995 872
Transport	45 672 376	18 911 352
Audio-visuel	351 065	106 339
Professions libérale	23 179 919	10 533 726
Divers	66 648 585	26 559 923
TOTAL	620 257 102	246 167 347

(*) Valeur comptable nette compte non tenu des régularisations des amortissements inclus dans les loyers perçus d'avance à la clôture de la période.

▪ **Répartition par type de matériel**

Les immobilisations destinées à la location, se détaillant par type de matériel, comme suit :

(en dinars)	Valeur brute	Encours (*)
Matériel de transport léger	173 435 671	72 821 051
Matériel de transport léger Utilitaire	25 832 789	15 908 339
Matériel de transport lourd	91 206 809	32 933 702
Matériel BTP	64 036 595	19 997 496
Equipement industriel	96 432 325	30 974 187
Equipement informatique	7 399 080	2 535 708
Autres	47 742 589	14 251 769
Sous total	506 085 859	189 422 253
Immeubles de bureau	35 833 635	16 014 739
Immeubles industriels ou commerciaux	78 337 607	40 730 355
TOTAL	620 257 102	246 167 347

(*) Valeur comptable nette compte non tenu des régularisations des amortissements inclus dans les loyers perçus d'avance à la clôture de la période.

4.2.2. Les immobilisations financières :

L'analyse des immobilisations financières se présente comme suit :

	(en dinars)		
	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Titres de participation	20 968 899	21 908 899	21 908 899
Titres immobilisés	6 230 568	5 872 160	6 097 210
Prêts au personnel	716 767	780 657	665 804
Dépôts et cautionnements versés	19 280	18 980	19 280
Montant brut	27 935 514	28 580 696	28 691 193
A déduire :			
Versements restant à effectuer sur titres de participation	(450 000)	(3 803 391)	(2 087 095)
Montant libéré	27 485 514	24 777 305	26 604 098
Provisions pour dépréciation des titres de participation	(359 483)	(801 833)	(299 293)
Provisions pour dépréciation des titres immobilisés	(417 128)	(87 127)	(153 128)
Provisions pour dépréciation des dépôts et cautionnements versés	(17 880)	(17 880)	(17 880)
Provisions pour dépréciation des comptes prêts au personnel	(1 596)	(9 906)	(1 596)
Montant net	26 689 427	23 860 559	26 132 201

Les titres de participations s'analysent au 30/06/2007 comme suit :

Emetteur	Nombre d'actions	Valeur Nominale	Montant total (DT)	Partie non libérée	% détenu
Tuninvest Sicar	352 645	6,5	2 460 631		36,51%
Tunisie Sicar	87 999	10	879 990		44,00%
Tunisie Valeurs	15 000	100	1 617 699	450 000	30,00%
Tuninvest International Sicar	125 000	10	1 250 000		25,00%
Tunisie Factoring	239 997	10	2 399 970		54,54%
Tunis Call Center	29 997	10	299 970		28,57%
Sté Immob Méditerranéenne de Tunisie	28 306	100	2 830 600		69,04%
Société Tunisienne d'Ingénierie Financière	1	10	10		-
Tuninvest innovations SICAR	150 000	10	1 500 000		27,27%
Société moderne de titrisation	500	100	50 000		10,00%
Esprit	5 000	10	50 000		5,00%
Tunisie LLD	501	100	10 822		20,04%
Polyclinique la Marsa	420	100	99 540		2,29%
Maghreb Leasing Algérie	359 999		6 706 781		36,00%
HOLDEFI	44 762		812 886		4,60%
TOTAL			20 968 899	450 000	

Les mouvements enregistrés durant la période sur le poste « Titres de participation » sont indiqués ci-après :

(en dinars)	Montant total	Partie libérée	Partie non libérée
Soldes au 31/12/2006	21 908 899	19 782 204	2 126 695
Additions de la période			
Maghreb Leasing Algérie	0	1 676 695	(1 676 695)
Diminution des participations par réduction de capital			
Tunisie Sicar	(440 000)	(440 000)	0
Tuninvest International Sicar	(500 000)	(500 000)	0
Soldes au 30/06/2007	20 968 899	20 518 899	450 000

Les titres immobilisés s'analysent au 30 juin 2007 comme suit :

(en dinars)

Emetteur	Nombre d'actions	Valeur nominale	Montant total
B.T.S	500	10	5 000
Tourisme Balnéaire et Saharien*	8 688	10	86 880
FLEXOPRINT*	0	500	0
AVITOP*	3 366	10	33 660
S.T.P.A*	660	500	330 000
GAN*	8 333	10	83 330
Etablissement ABDELMOULA*	8 740	26,700	233 358
HOTEL GRANADA*	83 334	10	833 340
SOCIETE HASDRUBAL THALASSA HOTELS*	500	1 000	500 000
Ste AGRICOLE SAOUF*	100 000	10	1 000 000
Sté Consortium des Immobilières Maghrébines*	10 000	100	1 000 000
Sté Mehari Hammamet*	3 000	100	300 000
Sté KOKET*	2 000	100	200 000
Sté BYZACENE*	3 000	100	300 000
Sté PROMOTEL	3 250	100	325 000
Sté ALMES	100 000	10	1 000 000
TOTAL			6 230 568

* ayant fait l'objet de contrat de portage

Les mouvements enregistrés durant la période sur le poste « Titres immobilisés » sont indiqués ci-après :

(en dinars)	Montant total	Partie libérée
Soldes au 31 Décembre 2006	6 097 210	6 097 210
Additions de la période		
Société Almes	1 000 000	1 000 000
Tunisen health care centers- Clinique el ferdaous	500 000	500 000
Cessions de la période		
Société Hasdrubal thalassa Hotels	(500 000)	(500 000)
GAN	(83 330)	(83 330)
Hotel GRANADA	(166 660)	(166 660)
Etablissement Abdelmoula	(116 652)	(116 652)
Tourisme Balnéaire et Saharien	(500 000)	(500 000)
Soldes au 30 Juin 2007	6 230 568	6 230 568

4.3 - ETATS FINANCIERS COMPARES AU 31décembre 2006 :

En vue de se rapprocher progressivement du taux de couverture des actifs classés souhaité par la BCT (70% contre 50% au 31/12/2004), le conseil d'administration du 14 avril 2006 a décidé de renforcer les règles de provisionnement en adoptant les mesures suivantes :

- La valeur des hypothèques prise en garantie ne peut être supérieure au montant de la base locative du contrat de leasing auquel elle se rapporte. Une décote de 10% l'an est appliqué rétroactivement sur la valeur de l'hypothèque initialement retenue.

- Pour les contrats de leasing mobilier au contentieux et à l'exclusion des cas d'exécutions suspendues pour causes d'arrangement, la valeur du matériel retenu comme garantie sera considérée nulle dans chacun des cas suivants :

a/ le contrat est au contentieux depuis plus de six mois sans qu'un jugement de récupération ne soit rendu.

b/ le matériel a fait l'objet d'un jugement de récupération dont la grosse a été obtenue depuis plus de six mois sans que le matériel ne soit vendu.

Ces nouvelles mesures ont été introduites dès l'arrêté des états financiers intermédiaires au 30/06/2005. Il est à signaler que les données comparatives au 31/12/2004 n'ont pas été retraitées en conséquence, s'agissant d'un renforcement des règles internes de provisionnement (augmentation de la décote sur hypothèque et valeur de matériel en garantie) et non d'un changement de méthode comptable selon la société.

Pour ce qui est de l'année 2006, la société a adopté une nouvelle politique de provisionnement de ses engagements. En effet, les provisions sont désormais estimées sur la base du coût du risque de l'exercice alors qu'auparavant la société constituait annuellement une provision globale égale à 1% des loyers des contrats actifs. Par conséquent, les états financiers ont été retraités pour des besoins de comparaison.

4.3.1. Bilans comparés au 31 décembre :

(en dinars)

ACTIFS	Notes	2006	2005	2005 Ret	2004
ACTIFS NON COURANTS					
Immobilisations incorporelles		1 825 070	1 632 649	1 632 649	1 444 653
Amortissements		(1 508 598)	(1 294 270)	(1 294 270)	(1 064 160)
	3	<u>316 472</u>	<u>338 379</u>	<u>338 379</u>	<u>380 493</u>
Immobilisations utilisées par la société		2 541 139	2 403 103	2 403 103	2 299 696
Amortissements		(1 851 009)	(1 668 776)	(1 668 776)	(1 588 723)
	4	<u>690 130</u>	<u>734 327</u>	<u>734 327</u>	<u>710 973</u>
Immobilisations destinées à la location		585 318 097	540 632 720	540 632 720	487 752 354
amortissements		(347 369 577)	(309 868 224)	(309 868 224)	(275 026 541)
provisions		(8 300 181)	(7 289 193)	(7 289 193)	(5 763 888)
	5	<u>229 648 339</u>	<u>223 475 303</u>	<u>223 475 303</u>	<u>206 961 925</u>
Immobilisations financières		26 604 098	22 359 803	22 359 803	19 317 031
provisions		(471 897)	(1 262 158)	(1 262 158)	(1 099 932)
	6	<u>26 132 201</u>	<u>21 097 645</u>	<u>21 097 645</u>	<u>18 217 099</u>
Total des actifs immobilisés		256 787 142	245 645 654	245 645 654	226 270 490
Autres actifs non courants	7	513 835	674 682	674 682	617 694
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		257 300 977	246 320 336	246 320 336	226 888 184
ACTIFS COURANTS					
Clients et comptes rattachés		18 324 246	17 451 273	17 451 273	17 009 515
Provisions		(15 594 918)	(14 081 462)	(14 081 462)	(12 323 477)
	8	<u>2 729 328</u>	<u>3 369 811</u>	<u>3 369 811</u>	<u>4 686 038</u>
Autres actifs courants	9	5 677 864	5 522 063	5 522 063	3 147 558
Placements et autres actifs financiers	10	340 745	1 660 063	1 660 063	3 718 257
Liquidités et équivalents de liquidités	11	4 107 269	4 569 593	4 569 593	3 940 363
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		12 855 206	15 121 530	15 121 530	15 492 216
TOTAL DES ACTIFS		270 156 183	261 441 866	261 441 866	242 380 400

(en dinars)

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Notes	2006	2005	2005 Ret	2004
CAPITAUX PROPRES					
- Capital Social		27 500 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
- Réserves		13 276 843	5 480 239	5 480 239	6 635 748
- Résultats reportés		8 749 623	8 756 843	8 756 843	9 092 509
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		49 526 465	34 237 082	34 237 082	35 728 257
Résultat de l'exercice		4 000 981	3 289 383	2 377 093	2 889 825
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION	12	53 527 446	37 526 465	36 614 175	38 618 082
PASSIFS					
Passifs non courants					
Emprunts	13	95 615 295	119 778 836	119 778 836	112 862 995
Autres passifs financiers	14	4 191 084	4 619 832	4 619 832	3 650 388
Provisions	15	1 045 083	892 976	1 805 266	416 786
Total des passifs non courants		100 851 462	125 291 644	126 203 934	116 930 169
Passifs courants					
Fournisseurs et comptes rattachés	16	8 436 871	9 230 620	9 230 620	8 537 511
Autres passifs courants	17	13 545 781	13 547 067	13 547 067	11 822 195
Concours bancaires et autres passifs financiers	18	93 794 623	75 846 070	75 846 070	66 472 443
Total des passifs courants		115 777 275	98 623 757	98 623 757	86 832 149
TOTAL DES PASSIFS		216 628 737	223 915 401	224 827 691	203 762 318
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		270 156 183	261 441 866	261 441 866	242 380 400

L'AGO du 15/06/2007 de TUNISIE LEASING a décidé d'affecter le résultat de l'exercice 2006 dont le montant s'élève à 4 000 981 dinars en dividendes pour 3 562 500 dinars et en réserves légales pour 637 530 dinars dont 199 049Dt ont été prélevés du report à nouveau des exercices antérieurs.

Etat des engagements hors bilan au 31 décembre :

(en dinars)	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004
PASSIFS EVENTUELS	31 625 000	36 525 000	30 155 000
Cautions, avals et autres garanties données (TF) CITIBANK	8 000 000	8 000 000	13 500 000
Cautions, avals et autres garanties données (TF) Amen BANK	11 000 000	11 000 000	8 000 000
Cautions, avals et autres garanties données (TF) ABC	0	1 000 000	1 000 000
Cautions, avals et autres garanties données (TF) BTL	3 500 000	0	
Caution (TF) pour crédit auprès de la BTEI	6 000 000	12 000 000	5 000 000
Cautions données par TL à la SNMVT en faveur de TF (portage sur les titres de Call Center)	0	0	30 000
Cautions données par TL à TF en garantie du risque encourus STPA	0	1 400 000	0
Cautions données par TL à la famille Driss au profit de TV (portage sur les titres de Call Center)	225 000	225 000	225 000
Caution en faveur de la SIMT (sur crédit Amen Bank)	500 000	500 000	0
Caution en faveur de la SIMT (sur crédit STB)	2 400 000	2 400 000	2 400 000
ENGAGEMENTS DONNES	21 102 211	23 452 497	21 839 278
Engagements de financement en faveur de la clientèle (contrats signés non encore mis en force)	6 038 930	10 079 179	10 558 754
Engagements de financement en faveur de la clientèle (contrats non encore signés)	12 2 08 310	12 655 442	10 487 648
Garanties données par TL à la famille HCHICHA (portage sur les titres SIMT)	500 000	0	
Engagements sur titres (participations non libérées Tunisie Valeurs)	2 087 095	450 000	450 000*
Contrats de portage signés et non encore concrétisés	267 876	267 876	342 876
ENGAGEMENTS RECUS	49 674 449	49 810 509	238 120 732
Cautions données par TF à la SNMVT en faveur de TL (portage sur les titres de Call Center)	0	0	30 000
Cautions données par TV à la famille Driss au profit de TL (portage sur les titres de Call Center)	225 000	225 000	225 000
Garanties reçues (hypothèques sur les contrats actifs)	2 702 704	4 504 773	7 081 771
Garanties reçues de la BTEI (Aval sur billet de trésorerie)**	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Garanties reçues (Cautions bancaires et autres actifs financiers)	591 228	636 753	432 810
Loyers à échoir sur contrats actifs***	36 155 516	34 443 983	220 351 151
ENGAGEMENTS RECIPROQUES	0	734 607	8 306 419
Emprunts extérieurs obtenus non encore encaissés:			
OPEC	0	0	6 544 400
PROPARCO	0	0	1 518 301
BEI (455 938 Euros au cours de 1,6112)	0	734 607	243 718

Pour 2004, la valeur des hypothèques sur les contrats actifs est calculée à hauteur de l'engagement de TUNISIE LEASING.

* Au niveau de la note 44 des états financiers, ce montant a été pris en compte au niveau des engagements sur titres portage

** Au niveau de la note 44. des états financiers, cette rubrique est incluse au niveau des cautions reçues.

*** Correction de la valeur des loyers à échoir par élimination des remboursements en principal.

Etat de résultats comparés au 31 décembre :

(en dinars)

DESIGNATION	Notes	2006	2005	2005 Ret	2004
Revenus de Leasing					
Revenus bruts de leasing		140 490 041	128 715 851	128 715 851	114 278 509
Intérêts de retard		594 236	694 551	694 551	925 952
Variation des produits réservés		105 243	(89 533)	(89 533)	165 976
Dotations aux amortissements des immo en location		(116 293 103)	(105 949 931)	(105 949 931)	(93 322 545)
Total des Revenus de Leasing	19	24 896 417	23 370 938	23 370 938	22 047 892
Charges financières nettes	20	(13 584 904)	(12 827 724)	(12 827 724)	(11 968 257)
Produits des placements	21	1 323 233	832 453	832 453	571 858
PRODUIT NET		12 634 746	11 375 667	11 375 667	10 651 493
Charges d'exploitation					
Charges de personnel	22	(2 688 732)	(2 270 533)	(2 270 533)	(2 062 831)
Autres charges d'exploitation	23	(2 595 219)	(2 150 484)	(2 150 484)	(2 111 390)
Autres produits d'exploitation	24	520 947	88 461	88 461	80 212
Dotations nettes aux prov et résultat des créances radiées	24 bis	(2 608 639)	(2 281 467)	(3 193 757)	(2 369 976)
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres	25	781 952	(152 321)	(152 321)	(44 761)
Dotations aux amortissements des immobilisations propres	26	(396 561)	(413 366)	(413 366)	(436 525)
Dotations aux provisions pour risques divers	27	(1 165 881)	(203 690)	(203 690)	(118 135)
RESULTAT D'EXPLOITATION		4 482 613	3 992 267	3 079 977	3 588 087
Autres gains ordinaires	28	353 658	152 817	152 817	92 780
Autres pertes ordinaires	29	(3 008)	(30 521)	(30 521)	(30 750)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDI AVANT IMPOT		4 833 263	4 114 563	3 202 273	3 650 117
Reprises sur provisions pour impôt différé	15	56 707	93 204	93 204	213 326
Impôts sur les bénéfices	30	(888 989)	(918 384)	(918 384)	(973 618)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDI APRES IMPOT		4 000 981	3 289 383	2 377 093	2 889 825
Eléments extraordinaires		0	0	0	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		4 000 981	3 289 383	2 377 093	2 889 825
Effet des modifications comptables (net d'impôt)		0	0	0	0
RESULTAT APRES MODIF COMPTABLES		4 000 981	3 289 383	2 377 093	2 889 825
RESULTAT PAR ACTION	12	0,994	0,822*	0,595*	0,773*

* effet du Split inclut pour des besoins de comparaison.

Etat de flux de trésorerie comparés au 31 décembre :

(en dinars)

	notes	2006	2005	2004
Flux de trésorerie liés à l'exploitation				
Encaissement reçus des clients	31	162 613 579	151 010 112	133 344 921
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	32	(4 843 461)	(3 771 877)	(5 295 285)
Intérêts payés	33	(14 195 390)	(12 572 931)	(10 733 789)
Impôts et taxes payés	34	(6 465 131)	(4 988 713)	(4 838 704)
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations destinées à la location	35	(152 096 686)	(146 707 159)	(122 622 214)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations destinées à la location	36	10 310 623	6 557 532	6 850 090
Autres flux de trésorerie	42	2 291 213	(1 935 452)	(117 544)
Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation		(2 385 254)	(12 408 488)	(3 412 525)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	37	(338 128)	(367 923)	(242 894)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	38	0	46 170	70 524
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	39	(6 959 776)	(4 312 770)	(2 015 219)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	40	2 767 391	1 261 211	1 772 172
Flux de trésorerie provenant de (affectés aux) activités d'investissement		(4 530 513)	(3 373 312)	(415 417)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Encaissement suite à l'émission d'action	12	15 000 000		
Dividendes et autres distributions	41	(2 998 840)	(3 079 740)	(2 716 544)
Encaissements provenant des emprunts	13	87 766 910	72 338 875	69 684 464
Remboursement d'emprunts	13	(95 777 843)	(52 015 252)	(52 103 001)
Flux liés au financement à court terme	18	150 000	750 000	(6 500 000)
Flux de trésorerie provenant de (affectés aux) activités de financement		4 140 227	17 993 883	8 364 919
Variation de trésorerie		(2 775 540)	2 212 083	4 536 978
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice		4 198 162	1 986 079	(2 550 899)
Liquidités et équivalents de liquidités en fin d'exercice	43	1 422 622	4 198 162	1 986 079

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

La société a été créée en octobre 1984 avec pour objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens mobiliers à usage industriel ou professionnel.

L'assemblée générale extraordinaire du 5 avril 1994 a étendu l'objet social aux opérations de leasing portant sur des biens immobiliers à usage professionnel et aux opérations d'affacturage.

A compter du premier juillet 1999, la branche d'activité « affacturage » a été abandonnée au profit d'une nouvelle société filiale « Tunisie Factoring ».

Le capital initial s'élève à quatre millions de Dinars (4.000.000) divisé en quatre cent mille (400.000) actions de dix dinars chacune.

L'assemblée générale extraordinaire du 25 août 1992 a décidé de porter le capital à : 8.000.000 Dinars par la création de 400.000 actions nouvelles de 10 Dinars chacune totalement souscrites et libérées en numéraire moyennant une prime d'émission de 5 Dinars par action.

De même, elle a décidé d'augmenter le capital social par incorporation directe d'une somme de 2.000.000 Dinars à prélever sur les réserves.

Cette augmentation a été réalisée au moyen de l'affectation de ladite somme de 2.000.000 Dinars à la création de 200.000 actions nouvelles de 10 Dinars chacune, attribuées gratuitement aux propriétaires des 800.000 actions en quatre tranches égales de 50.000 actions chacune portant jouissance respectivement le 1er janvier 1993, le 1er janvier 1994, le 1er janvier 1995 et le 1er janvier 1996.

L'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} novembre 2001 a décidé d'augmenter le capital social par incorporation d'une somme de 10.000.000 Dinars, à prélever sur le compte « Report à nouveau ».

Cette augmentation est réalisée au moyen de l'affectation de ladite somme de 10.000.000 Dinars à la création de 1.000.000 actions nouvelles de 10 Dinars chacune, attribuées gratuitement aux propriétaires des 1.000.000 actions en quatre tranches égales de 250.000 actions chacune, portant jouissance respectivement le 1er janvier 2001, le 1er janvier 2002, le 1er janvier 2003 et le 1er janvier 2004, à raison de :

- 1 action nouvelle pour 4 anciennes pour la 1^{ère} tranche
- 1 action nouvelle pour 5 anciennes pour la 2^{ème} tranche
- 1 action nouvelle pour 6 anciennes pour la 3^{ème} tranche
- 1 action nouvelle pour 7 anciennes pour la 4^{ème} tranche

L'assemblée générale extraordinaire du 8 juin 2006 a décidé de réduire le nominal de l'action de Tunisie Leasing de 10 Dinars à 5 Dinars. En conséquence, le nombre d'actions composant le capital social est porté de 2.000.000 à 4.000.000 d'actions.

La même assemblée a décidé d'augmenter le capital de la société d'un montant de 7.500.000 dinars pour le porter à 27.500.000 dinars par la création de 1.500.000 actions nouvelles de 5 Dinars chacune, totalement souscrites et libérées en numéraire moyennant une prime d'émission de 5 Dinars par action.

Ainsi, le capital social s'élève à la clôture de l'exercice à la somme de 27.500.000 Dinars divisé en 5.500.000 actions de 5 Dinars chacune.

L'activité de la société est régie par la loi n° 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédits telle que modifiée par la loi n° 2006-19 du 2 mai 2006, et la loi n° 94-89 du 26 juillet 1994 relative au leasing.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun.

NOTE 2 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises.

Les principes comptables les plus significatifs retenus pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

2-1 : Immobilisations exploitées par la société

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par la société figurent à l'actif pour leurs coûts d'acquisition et sont amorties sur leurs durées de vie estimées selon le mode linéaire à l'exception d'un lot de matériel informatique amorti selon le mode dégressif.

Les taux retenus sont les suivants :

- Logiciels	3 ans	33%
- Constructions sur sol d'autrui	5 ans	20%
- Matériel de transport	5 ans	20%
- Mobilier et matériel de bureau	10 ans	10%
- Matériel informatique	7 ans	15%
- Installations générales	10 ans	10%

2-2 : Immobilisations destinées à la location

Les immobilisations destinées à la location sont les biens acquis par la société et donnés en location pour une durée qui varie entre trois et sept ans. Elles sont de ce fait enregistrées à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition et durant toute la durée du bail. A la fin de cette durée, le locataire aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Les opérations de leasing portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions).

Tous les biens donnés en location sont correctement couverts par une police d'assurance .

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, pendant toute la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre ou de le nantir.

Le mode d'amortissement appliqué pour ces immobilisations est l'amortissement progressif sur la durée du bail. Selon cette méthode, l'amortissement du bien est calculé en fonction de la portion de capital incluse dans chaque loyer facturé.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

De même, le coût d'entrée des immobilisations peut subir des modifications et ce, à l'occasion d'une consolidation d'impayés ou d'une location de biens récupérés.

2-3 : Portefeuille titres

Les titres de participation et les titres immobilisés sont enregistrés dans les livres à leur valeur d'acquisition.

2-4 : Emprunts

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants.

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont converties en dinars, selon le taux de change du déblocage. Le risque de change étant couvert.

2 -5 : Politique de provisions

Avant 2006 :

La société constitue annuellement une provision globale égale à 1% (1,5% de 1996 à 2000) des loyers des contrats actifs. Cette proportion couvre aussi bien le principal que les produits réservés.

Parallèlement, les normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements édictées par la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par la circulaire 99-04 du 19 mars 1999 sont appliquées.

Les provisions résultant de l'application de la circulaire sont déterminées, en appliquant les taux de provision minima par classe sur les risques bruts diminués de l'évaluation correspondante des garanties détenues sur les clients et de la valeur du bien en leasing.

Dans le cas où le montant de la provision résultant de l'application de la circulaire est inférieur à celui calculé en référence à l'échéancier futur des contrats actifs; l'excédent est porté au passif du bilan sous la rubrique des provisions pour risques.

Dans le cas contraire, l'écart dégagé est prélevé sur la provision inscrite au passif du bilan et en cas d'insuffisance il est procédé à la dotation d'une provision complémentaire.

A partir de 2006 :

Le conseil d'Administration du 8 juin 2006 a décidé un changement au niveau de la politique de provisionnement des engagements de la société.

Désormais, les provisions pour créances sont estimées sur la base du coût du risque de l'exercice et ce conformément aux règles prudentielles fixées par la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire aux banques N° 91-94 du 17 décembre 1991 et les textes l'ayant modifiée.

Ce changement de méthode a été appliqué d'une manière prospective vu que les provisions non affectées de l'exercice 2005 ont été alimentées par le prélèvement d'un montant de 1 300 KDT du poste « Autres réserves » par décision de l'AGO du 05/05/2005 et non par la politique de provisionnement de 1% des loyers futurs.

La présentation des états financiers arrêtés au 31 décembre 2005, a été retraitée en proforma pour les besoins de la comparaison. Les dotations nettes aux provisions sur risques clients ont été ainsi augmentées de 912 KDT pour figurer au coût du risque.

2-5-1 Les classes sont au nombre de 5 :

Minimum de provision
A appliquer par classe

. A : Actifs courants	-
. B1 : Actifs nécessitant un suivi particulier	-
. B2 : Actifs incertains	20%
. B3 : Actifs préoccupants	50%
. B4 : Actifs compromis	100%

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

A- Actifs courants : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec son activité et sa capacité réelle de remboursement.

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2- Actifs incertains : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent :

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité,
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés,
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement,
- la détérioration du cash flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais,
- l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

B3- Actifs préoccupants : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

B4- Actifs compromis : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au delà de 360 jours.

2-5-2 Les garanties reçues

Les garanties réelles comprennent :

- . Les cautions bancaires
- . Les actifs financiers affectés
- . Les dépôts de garantie
- . Les hypothèques inscrites

2-5-3 La valeur du matériel en leasing :

Les principes retenus pour l'évaluation du matériel en location sont les suivants :

- . Matériel standard : Valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge
 - . Matériel spécifique : Valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge
 - . Immeubles : Valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge
- La valeur des hypothèques prise en garantie ne peut être supérieure au montant de la base locative du contrat de leasing auquel elle se rapporte. Une décote de 10% l'an est appliquée sur la valeur de l'hypothèque initialement retenue.
 - Pour les contrats de leasing mobilier au contentieux et à l'exclusion des cas d'exécutions suspendues pour causes d'arrangement, la valeur du matériel retenu comme garantie sera considérée nulle dans chacun des cas suivants :
 - le contrat est au contentieux depuis plus de six mois sans qu'un jugement de récupération ne soit rendu.
 - le matériel a fait l'objet d'un jugement de récupération dont la grosse a été obtenue depuis plus de six mois sans que le matériel ne soit vendu.

2-6 : Provisions pour impôt

Jusqu'au 31 décembre 1999, le bénéfice imposable de la société est calculé sur la base des amortissements fiscaux et non sur la base des amortissements financiers.

Pour un lot de contrats souscrits pendant une période et étant donné que les amortissements financiers sont progressifs, le bénéfice comptable qui en découle est dégressif et se trouve pendant les premières années supérieur au bénéfice fiscal.

Or, comme à la fin du contrat, le bénéfice comptable cumulé devrait être égal au bénéfice fiscal cumulé et par conséquent les impôts dus devraient être égaux, l'insuffisance d'impôt constaté durant les premières années, par rapport à l'impôt calculé sur le bénéfice comptable ne constitue nullement un gain pour la société mais plutôt une charge différée sur les exercices postérieurs. De ce fait, le bénéfice net dégagé pendant les premières années n'est pas en totalité disponible mais comporte une charge fiscale latente.

Pour couvrir cette charge, la société a opté pour la constitution d'une provision pour impôt.

Cette provision est calculée, au taux de 20%, sur l'excédent des amortissements fiscaux par rapport aux amortissements financiers, déduction faite des provisions constituées en franchise d'impôt.

2-7 : Comptabilisation des revenus

Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la fin de l'exercice, il est procédé à une régularisation pour constater les produits perçus ou comptabilisés d'avance.

Les intérêts intercalaires sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force.

Les intérêts de retard sont facturés et comptabilisés mensuellement. A la fin de chaque période les intérêts non encore facturés sont constatés en produits à recevoir.

Par ailleurs, les intérêts inclus dans les loyers courus et les autres produits, non encaissés, sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que produits réservés, venant en déduction de la rubrique « Clients et comptes rattachés ». Cette méthode de comptabilisation ne concerne que les actifs classés en B2, B3 et B4 et ce conformément aux dispositions de l'article 9 de la circulaire n° 91-24 du 17 décembre 1991, émanant de la Banque Centrale de Tunisie.

2-8 : Impôts sur les bénéfices

La société est soumise à l'impôt sur les bénéfices selon les règles du droit commun. Elle ne bénéficie à ce titre d'aucune exonération résultant d'avantages fiscaux accordés ou autres.

Jusqu'au 31 décembre 1999, la société était autorisée, pour le calcul de l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à appliquer aussi bien l'amortissement accéléré que l'amortissement dégressif pour les biens d'équipement exploités sous forme de leasing et ce, à l'exclusion du mobilier et matériel de bureau et des voitures de tourisme.

L'application de ces modes d'amortissement, a conduit la société à :

- Réintégrer les amortissements financiers, constatés comptablement ;
- Déduire les amortissements fiscaux ;
- Suivre les discordances dégagées pour chaque contrat, et en tenir compte à l'occasion de chaque cession, au niveau du tableau de détermination du résultat fiscal.

A partir de l'an 2000, les amortissements financiers relatifs aux biens objets de contrats de leasing, sont admis en déduction pour la détermination du bénéfice imposable et ce, en vertu des dispositions de la loi de finances n° 2000-98 du 25 décembre 2000.

Toutefois, les discordances entre les amortissements financiers et les amortissements fiscaux, nées avant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions, font l'objet d'un suivi et seront apurées progressivement par le biais de retraitements (réintégration ou déduction) au niveau du tableau de détermination du résultat fiscal.

Par ailleurs et depuis 1996, les dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS sont applicables aux sociétés de leasing. Ainsi le taux des provisions déductibles est relevé à 75% au titre des bénéfices réalisés à compter de 2002 jusqu'à l'an 2006 (Article 16 de la loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001). La loi de finance pour la gestion 2005, a porté ce taux à 85% qui demeure en vigueur jusqu'à l'an 2006. De sa part, la loi de finance pour la gestion 2006 a relevé ce taux à 100% applicable jusqu'au 31 décembre 2009.

2-9 : Taxe sur la valeur ajoutée

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS UTILISEES PAR LA SOCIETE
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006
(exprimé en dinars)

NOTE 3 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Désignation	Taux d'amortissement	Valeur brute						Amortissements					Valeur comptable nette
		Début de période	Acquisition	Transferts	Cessions	Mise en rebut	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Cessions ou transferts	Mise en rebut	Fin de période	
Logiciels	33%	1 600 010	168 196	-	-		1 768 206	1 294 270	214 328	-		1 508 598	259 608
Logiciels (en cours)		32 639	24 225	-	-		56 864	-	-	-		-	56 864
TOTAUX		1 632 649	192 421	-	-	-	1 825 070	1 294 270	214 328	-		1 508 598	316 472

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Désignation	Taux d'amortissement	Valeur brute						Amortissements					Valeur comptable nette
		Début de période	Acquisition	Transferts	Cessions	Mise en rebut	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Cessions ou transferts	Mise en rebut	Fin de période	
Terrain	0%	39 168	-	-	-	-	39 168	-	-	-	-	-	39 168
Constructions sur sol d'autrui	20%	30 670	-	-	-	-	30 670	30 670	-	-	-	30 670	0
Matériel de transport	20%	211 826	1 016	-	0	-	212 842	74 525	41 958	0	-	116 483	96 359
Mobilier de bureau	10%	670 256	30 264	-	-	-	700 520	404 635	43 038	-	-	447 673	252 847
Matériel informatique	15% et 33%	995 616	70 488	-	0	-	1 066 104	848 639	66 232	-	-	914 871	151 233
Installations générales	10%	455 567	36 268	-	-	-	491 835	310 307	31 005	-	-	341 312	150 523
TOTAUX		2 403 103	138 036	-	0	-	2 541 139	1 668 776	182 233	0	-	1 851 009	690 130

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire, un lot de matériel informatique étant amorti selon le mode dégressif.

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS DESTINEES A LA LOCATION

Les immobilisations destinées à la location s'analysent comme suit :

	<u>Valeur brute</u>	<u>Amortissements</u>	<u>Valeur Nette</u>
- Immobilisations en location	425 402 836	(201 546 783)	223 856 053
- Immobilisations, contrats suspendus	29 131 518	(16 532 183)	12 599 335
- Immobilisations, contrats échus	129 588 241	(129 290 611)	297 630
- Immobilisations en cours	1 195 502		1 195 502
<u>Totaux</u>	<u>585 318 097</u>	<u>(347 369 577)</u>	<u>237 948 520</u>
- Provisions pour dépréciation		(8 227 230)	(8 227 230)
- Provisions pour dépréciation des valeurs résiduelles		(72 951)	(72 951)
<u>Totaux</u>	<u>0</u>	<u>(8 300 181)</u>	<u>(8 300 181)</u>
<u>- Soldes au 31 décembre 2006</u>	<u>585 318 097</u>	<u>(355 669 758)</u>	<u>229 648 339</u>

Les mouvements enregistrés durant la période sur ce poste sont indiqués ci-après :

	<u>Valeur brute</u>	<u>Amortissements et provisions</u>	<u>Valeur nette</u>
Soldes au 31 décembre 2005	<u>540 632 720</u>	<u>(317 157 417)</u>	<u>223 475 303</u>
Additions de l'exercice			
- Investissements	133 428 243	-	133 428 243
- Relocations	982 781	-	982 781
Retraits de l'exercice			
- Cessions à la valeur résiduelle	(66 505 459)	66 345 050	(160 409)
- Cessions anticipées	(21 454 365)	11 503 179	(9 951 186)
- Relocations	(1 765 551)	937 839	(827 712)
- Régularisations	(271)	5 681	5 410
Amortissements de l'exercice		(116 293 103)	(116 293 103)
Provisions de l'exercice			
- Dotations		(2 491 343)	(2 491 343)
- Dotations sur valeur résiduelle		(72 951)	(72 951)
- Reprises		1 553 306	1 553 306
<u>- Soldes au 31 décembre 2006</u>	<u>585 318 097</u>	<u>(355 669 758)</u>	<u>229 648 339</u>

Les investissements de l'exercice en immobilisations destinées à la location s'élèvent à 133 428 KDT concernant 3 073 contrats mis en force au cours de l'exercice 2006 et 47 contrats en cours de mise en force.

Le coût des biens cédés à la valeur résiduelle, suite à l'arrivée à terme du contrat de location, s'élève à 66 505 KDT et se rapporte à 1 387 contrats ayant une valeur résiduelle de 160 KDT.

La valeur nette des cessions anticipées ou partielles s'élève à 9 951 KDT et se rapporte à 422 contrats.

La dotation de l'exercice aux comptes d'amortissements s'élève à 116 293 KDT. Cette dotation calculée sur la durée du bail, correspond à la portion du capital incluse dans chaque loyer échu, telle qu'elle figure à l'échéancier de remboursement.

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS DESTINEES A LA LOCATION (suite)

5.1 : Analyse par secteur d'activité

Les immobilisations destinées à la location, se détaillent par secteur d'activité, comme suit :

	Valeur brute	Encours (a)
Agriculture	26 355 923	9 601 871
Bâtiments TP	68 994 819	22 479 092
Industrie		
Agro-alimentaire	39 569 753	14 892 890
Chimie	15 691 270	6 511 910
Energie	1 023 311	292 996
Textile	23 117 385	6 955 710
Autres industries	100 761 835	40 560 710
Tourisme		
Hotellerie	6 797 292	2 320 519
Agences de voyage	15 566 982	4 370 865
Location de voiture	24 878 994	10 818 896
Autres Tourisme	6 114 147	2 166 162
Commerce et service		
Commerce	132 017 698	59 269 980
Transport	39 779 298	14 451 757
Audio-visuel	347 408	108 295
Professions libérales	20 847 365	9 533 744
Autres Services	63 454 615	25 814 121
Total	585 318 097	230 149 518

5.2 : Analyse par type de matériel

Les immobilisations destinées à la location, se détaillent par type de matériel, comme suit :

	Valeur brute	Encours (a)
Matériel de transport léger	161 723 884	64 858 618
Matériel de transport léger Utilitaire	19 357 300	13 086 142
Matériel de transport lourd	85 026 131	28 866 924
Matériel BTP	62 120 426	19 420 505
Equipement industriel	93 595 296	31 397 450
Equipement informatique	6 967 409	2 414 588
Autres	44 523 392	12 150 625
Sous total	473 313 838	172 194 851
Immeubles de bureaux	34 763 417	16 621 761
Immeubles industriels ou commerciaux	77 240 842	41 332 906
Total	585 318 097	230 149 518

(a) Valeur comptable nette compte non tenu des régularisations des amortissements inclus dans les loyers perçus d'avance à la clôture de l'exercice.

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

L'analyse des immobilisations financières se présente comme suit :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Titres de participation	21 908 899	16 211 877
Titres immobilisés	6 097 210	5 809 540
Prêts au personnel	665 804	770 506
Dépôts et cautionnements versés	19 280	17 880
<u>Montant brut</u>	<u>28 691 193</u>	<u>22 809 803</u>
A déduire :		
Versements restant à effectuer sur titres de participation	(2 087 095)	(450 000)
<u>Montant libéré</u>	<u>26 604 098</u>	<u>22 359 803</u>
A déduire :		
Provisions pour dépréciation des titres de participation	(299 293)	(1 147 245)
Provisions pour dépréciation des titres immobilisés	(153 128)	(87 127)
Provisions pour dépréciation des dépôts et cautionnements versés	(17 880)	(17 880)
Provisions pour dépréciation des comptes prêts au personnel	(1 596)	(9 906)
<u>Montant net</u>	<u>26 132 201</u>	<u>21 097 645</u>

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste "Titres de participation" sont indiqués ci-après :

	Montant total	Partie libérée	Partie non libérée
Soldes au 31 Décembre 2005	16 211 877	15 761 877	450 000
Additions de l'exercice			
- Maghreb Leasing Algerie	6 706 781	5 030 086	1 676 695
- HOLDEFI	812 886	812 886	0
Cessions de l'exercice			
- Sté Immob Méditerranéenne de Tunisie	(500 000)	(500 000)	0
Diminution des participations par réduction de capital			
- Tunisie Sicar	(220 000)	(220 000)	0
- Tuninvest Sicar	(352 645)	(352 645)	0
- Tuninvest International Sicar	(750 000)	(750 000)	0
Soldes au 31 Décembre 2006	<u>21 908 899</u>	<u>19 782 204</u>	<u>2 126 695</u>

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste "Titres immobilisés" sont indiqués ci-après :

	Montant total	Partie libérée
Soldes au 31 Décembre 2005	5 809 540	5 809 540
Additions de l'exercice		
- Société KOKET	200 000	200 000
- Société BYZACENE	300 000	300 000
- Société PROMOTEL	325 000	325 000
Cessions de l'exercice		
- GAN	(83 340)	(83 340)
- STPA	(165 000)	(165 000)
- FLEXOPRINT	(162 000)	(162 000)
- Tourisme Balnéaire et Saharien	(126 990)	(126 990)
Soldes au 31 Décembre 2006	<u>6 097 210</u>	<u>6 097 210</u>

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES (suite)

Les titres de participation s'analysent au 31 décembre 2006 comme suit :

<u>Emetteur</u>	<u>Nombre d'action</u>	<u>Valeur nominale</u>	<u>Montant total</u>	<u>Partie non libérée</u>	<u>Date souscription</u>	<u>% détenu</u>
Tuninvest Sicar	352 645	6.50	2 460 631		1994/2001/2002	36.51%
Tunisie Sicar	131 999	10.00	1 319 990		1997	44.00%
Tunisie Valeurs	15 000	100.00	1 617 699	450 000	1991/92/96/98/2004	30.00%
Tuninvest International Sicar	175 000	10.00	1 750 000		1998	25.00%
Tunisie Factoring	239 997	10.00	2 399 970		1999	54.54%
Tunis Call Center	29 997	10.00	299 970		1998/2004/2005	28.57%
Sté Immob Méditerranéenne de Tunisie	28 306	100.00	2 830 600		1998/2003/2005	69.04%
S T I F	1	10.00	10		2000	-
Tuninvest Innovations Sicar	150 000	10.00	1 500 000		2002	27.27%
Société moderne de titrisation	500	100.00	50 000		2002	10.00%
Esprit	5 000	10.00	50 000		2003	5.00%
Tunisie LLD	501	100.00	10 822		2003	20.04%
Polyclinique La Marsa	420	100.00	99 540		2005	2.29%
Maghreb Leasing Algerie	359 999		6 706 781	1 676 695	2006	36.00%
HOLDEFI	44 762		812 886		2006	4.60%
			21 908 899	2 126 695		

Les titres immobilisés s'analysent au 31 décembre 2006 comme suit :

<u>Emetteur</u>	<u>Nombre d'action</u>	<u>Valeur nominale</u>	<u>Montant total</u>	<u>Partie non libérée</u>	<u>Date souscription</u>	<u>Observation</u>
* B.T.S	500	10	5 000		1997	
* Tourisme Balnéaire et Saharien	8 688	10	86 880		2000	(*)
* AVITOP	3 366	10	33 660		2001	(*)
* S.T.P.A	660	500	330 000		2003	(*)
* GAN	16 666	10	166 660		2003	(*)
* Etablissement Abdelmoula	13 109	26.700	350 010		2004	(*)
* Hotel GRANADA	100 000	10	1 000 000		2004	(*)
* Société Hasdrubal Thalassa Hotels	1 000	1 000	1 000 000		2005	(*)
* Société Agricole Saouef	100 000	10	1 000 000		2005	(*)
* Société Consortium des Immobilières Maghrébines	10 000	100	1 000 000		2005	(*)
* Société Méhari Hammamet	3 000	100	300 000		2005	(*)
* Société KOKET	2 000	100	200 000		2006	(*)
* Société BYZACENE	3 000	100	300 000		2006	(*)
* Société PROMOTEL	3 250	100	325 000		2006	(*)
			6 097 210	0		

(*) Ayant fait l'objet de contrats de portage

NOTE 7 : AUTRES ACTIFS NON COURANTS

TABLEAU DE MOUVEMENT DES AUTRES ACTIFS NON COURANTS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006
(exprimé en dinars)

Désignation	Taux de résorption	Valeur brute				Résorptions				Valeur comptable nette
		Début de période	Addition	Transfert	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Transfert	Fin de période	
Frais d'émission des emprunts	Durée de l'emprunt	1 545 437	129 984	137 235	1 538 186	870 755	290 831	137 235	1 024 351	513 835
TOTAUX		1 545 437	129 984	137 235	1 538 186	870 755	290 831	137 235	1 024 351	513 835

Les frais d'émission et de remboursement des emprunts sont résorbés au prorata des intérêts courus.

NOTE 8 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des clients se présente comme suit :

	<u>31 décembre 2006</u>	<u>31 décembre 2005</u>
<u>Clients ordinaires</u>		
- Impayés	5 223 915	4 929 092
- Intérêts de retard à facturer	24 824	19 819
<u>Montant brut</u>	<u>5 248 739</u>	<u>4 948 911</u>
A déduire :		
- Provisions	(1 900 053)	(1 527 909)
- Produits réservés	(865 903)	(1 001 315)
<u>Montant net</u>	<u>2 482 783</u>	<u>2 419 687</u>
<u>Clients litigieux</u>		
- Impayés	12 926 949	12 502 362
- Créances radiées	148 558	
<u>Montant brut</u>	<u>13 075 507</u>	<u>12 502 362</u>
A déduire :		
- Provisions	(10 784 041)	(9 686 044)
- Produits réservés	(1 896 363)	(1 866 194)
- Provisions sur créances radiées	(148 558)	
<u>Montant net</u>	<u>246 545</u>	<u>950 124</u>
<u>Solde des clients et comptes rattachés</u>	<u>2 729 328</u>	<u>3 369 811</u>

Note 8 (suite) : ANALYSE ET CLASSIFICATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE

	ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL
	A Actifs courants	B 1 Actifs nécessitant un suivi particulier	B 2 Actifs incertains	B 3 Actifs préoccupants	B 4 Actifs compromis	
Encours financiers (a)	182 324 986	25 722 299	4 981 800	1 405 822	15 714 611	230 149 518
Impayés	408 630	857 022	664 682	169 575	16 050 956	18 150 865
Avances et acomptes reçus	(1 746 839)	(114 116)	(8 336)	0	(213 777)	(2 083 068)
Produits à recevoir	24 824	0	0	0	0	24 824
ENCOURS GLOBAL	181 011 601	26 465 205	5 638 146	1 575 397	31 551 790	246 242 139
Ratio des actifs non performants(B2,B3 et B4) (b)			2,27%	0,63%	12,79%	
ENGAGEMENTS HORS BILAN			15,70%			
	5 691 190	347 740	0	0	0	6 038 930
TOTAL ENGAGEMENTS	186 702 791	26 812 945	5 638 146	1 575 397	31 551 790	252 281 069
Produits réservés	0	0	113 619	34 507	2 614 140	2 762 266
Provisions affectées sur les impayés	0	0	77 082	25 429	12 581 584	12 684 094
Provisions affectées sur les encours	0	0	54 323	217 986	7 954 921	8 227 230
TOTAL PROVISIONS ET AGIOS RESERVES	0	0	245 023	277 923	23 150 645	23 673 591
ENGAGEMENTS NETS	186 702 791	26 812 945	5 393 123	1 297 474	8 401 145	228 607 478
Ratio de couverture des engagements par les provisions et agios réservés (c)			4,35%	17,64%	73,37%	
			60,72%			

(a) Valeur comptable nette des immobilisations en location, compte non tenu des régularisations des amortissements inclus dans les loyers perçus d'avance à la clôture de la période.

(b) Le ratio d'atifs non performants (B2,B3 et B4) au 31/12/2006 s'établit à 15.70% contre 15.57% au 31/12/2005.

(c) Le ratio de couverture des engagements par les provisions et agios réservés s'établit au 31/12/2006 à 60.72% contre 57.01% au 31/12/2005.

NOTE 9 : AUTRES ACTIFS COURANTS

Le détail des autres actifs courants est le suivant :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Fournisseurs d'exploitation, avances	7 672	0
- Fournisseurs d'immobilisations, avances	2 163 359	1 636 020
- Avances et acomptes au personnel	41 187	11 421
- Compte courant Tunisie Factoring	44 540	35 675
- Compte courant S I M T	1 378 156	1 293 407
- Compte courant Tunisie LLD	1 132 995	1 000 618
- Compte courant MLA	115 350	66 965
- Adhérents, contrats résiliés	42 607	47 608
- Autres comptes débiteurs	307 776	273 366
- Produits à recevoir des tiers	252 531	71 245
- Produits à recevoir sur contrats de portages	462 803	421 848
- Compte d'attente	96 225	80 024
- Charges constatées d'avance	508 542	745 555
<u>Total brut</u>	<u>6 553 743</u>	<u>5 683 752</u>
A déduire		
- Provisions pour dépréciation des comptes fournisseurs	(705 546)	(30 621)
- Provisions pour dépréciation des comptes adhérents	(42 890)	(47 890)
- Provisions pour dépréciation du compte d'attente	(77 388)	(37 064)
- Provisions pour dépréciation des autres comptes débiteurs	(50 055)	(46 114)
<u>Total net</u>	<u>5 677 864</u>	<u>5 522 063</u>

NOTE 10 : PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS

L'analyse des placements et autres actifs financiers se présente comme suit :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Titres de placement	141 410	1 448 418
- Echéances à moins d'un an sur prêts au personnel	199 335	211 645
<u>Total</u>	<u>340 745</u>	<u>1 660 063</u>

NOTE 11 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Le détail des liquidités et équivalents de liquidités est le suivant :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Banques	4 103 048	4 565 207
- Caisses	4 221	4 386
<u>Total</u>	<u>4 107 269</u>	<u>4 569 593</u>

NOTE 12 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

		31 décembre 2006	Publié 31 décembre 2005	Proforma 31 décembre 2005
- Capital social	(A)	27 500 000	20 000 000	20 000 000
- Réserve légale	(B)	2 000 000	1 703 396	1 703 396
- Autres réserves		3 776 843	3 776 843	3 776 843
- Prime d'émission		7 500 000		
- Résultats reportés		8 749 623	8 756 843	8 756 843
<u>Total des capitaux propres avant résultat de la période</u>		<u>49 526 465</u>	<u>34 237 082</u>	<u>34 237 082</u>
Résultat de la période		4 000 981	3 289 383	2 377 093
<u>Total des capitaux propres avant affectation</u>	(C)	<u>53 527 446</u>	<u>37 526 465</u>	<u>36 614 175</u>
<u>Résultat par action:</u>				
		31 décembre 2006	Publié 31 décembre 2005	Proforma 31 décembre 2005
Résultat de la période (1)		4 000 981	3 289 383	2 377 093
Nombre d'actions (2)		4 024 725	4 000 000	4 000 000
Résultat par action (1) / (2)	(D)	0,994	0,822	0,594

(A) Au 31 décembre 2006, le capital social est de DT : 27.500.000 composé de 5.500.000 actions d'une valeur nominale de 5 DT libérées en totalité (voir note 1).

(B) La réserve légale a été constituée conformément aux dispositions de l'article 287 du code des sociétés commerciales. La société doit affecter au moins 5% de son résultat à la réserve légale jusqu'à ce qu'elle soit égale à 10% du capital social ; cette réserve ne peut pas faire l'objet de distribution.

(C) Voir tableau de mouvements ci-joint

(E) Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le résultat par action ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables.

Le nombre d'actions au cours de l'exercice 2005 (2.000.000 d'actions) a été ajusté suite au fractionnement des actions en 2006 (4.000.000 d'actions)

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES
PERIODE CLOSE LE 31 décembre 2006
(exprimé en dinars)

	Capital social	Prime d'émission	Réserve légale	Autres réserves	Réserves pour réinvestissements	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 Décembre 2004	20 000 000	0	1 558 905	40 000	5 036 843	9 092 509	2 889 825	38 618 082
Affectations approuvées par l'A.G.O du 05/05/2005			144 491			2 745 334	(2 889 825)	0
Dividendes et tantièmes versés sur le bénéfice de 2004						(3 081 000)		(3 081 000)
Cinquième résolution approuvée par L'A.G.O du 05/05/2005				5 036 843	(5 036 843)			0
Cinquième résolution approuvée par L'A.G.O du 05/05/2005				(1 300 000)				(1 300 000)
Résultat au 31 décembre 2005							3 289 383	3 289 383
Solde au 31 Décembre 2005	20 000 000	0	1 703 396	3 776 843	0	8 756 843	3 289 383	37 526 465
Affectations approuvées par l'A.G.O du 08/06/2006			296 603			2 992 780	(3 289 383)	0
Dividendes versés sur le bénéfice de 2005						(3 000 000)		(3 000 000)
Augmentation de capital approuvée par l'A.G.E du 08/06/2006	7 500 000	7 500 000						15 000 000
Résultat au 31 décembre 2006							4 000 981	4 000 981
Solde au 31 Décembre 2006	27 500 000	7 500 000	2 000 000	3 776 843	0	8 749 623	4 000 981	53 527 446

NOTE 13 : EMPRUNT

TABLEAU DES EMPRUNTS AU 31 DECEMBRE 2006

(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements	Soldes	Fin de période	
						Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
<u>BANQUES LOCALES</u>		<u>40 348 995</u>	<u>69 000 000</u>	<u>63 115 075</u>	<u>46 233 920</u>	<u>14 014 087</u>	<u>32 219 833</u>
* AMEN BANK	7 000 000	0	7 000 000	1 312 500	5 687 500	3 937 500	1 750 000
* AMEN BANK	10 000 000	5 625 000	0	2 500 000	3 125 000	625 000	2 500 000
* STUSID	2 500 000	750 000	0	500 000	250 000	0	250 000
* BTKD	2 000 000	506 000	0	506 000	0	0	0
* BTKD	3 000 000	2 250 000	0	750 000	1 500 000	750 000	750 000
* B.E.S.T BANK	3 000 000	10 000 000	36 000 000	37 000 000	9 000 000	0	9 000 000
* A.B.C TUNISIE	3 250 000	3 250 000	0	3 250 000	0	0	0
* TRESOR TUNISIEN	14 319 000	14 319 000	0	0	14 319 000	3 319 000	11 000 000
* BANQUE DE L'HABITAT	5 000 000	3 648 995	0	671 575	2 977 420	2 257 587	719 833
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	2 000 000	0	0	0
* CITIBANK	3 000 000	0	3 000 000	3 000 000	0	0	0
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	2 000 000	0	0	0
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	2 000 000	0	0	0
* CITIBANK	3 000 000	0	3 000 000	3 000 000	0	0	0
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	2 000 000	0	0	0
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	2 000 000	0	0	0
* CITIBANK	3 000 000	0	3 000 000	0	3 000 000	0	3 000 000
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000
* BTE	5 000 000	0	5 000 000	625 000	4 375 000	3 125 000	1 250 000
<u>BILLETS DE TRESORERIE</u>		<u>6 000 000</u>	<u>3 000 000</u>	<u>5 000 000</u>	<u>4 000 000</u>	<u>3 000 000</u>	<u>1 000 000</u>
<u>BANQUES ETRANGERES</u>		<u>55 765 047</u>	<u>766 910</u>	<u>7 662 768</u>	<u>48 869 189</u>	<u>36 601 208</u>	<u>12 267 981</u>
* Crédit BIRD 3678 TUN	6 000 000	3 329 432	0	444 324	2 885 108	2 425 108	460 000
* Etat (ligne BIRD 3671 TUN)	6 000 000	3 744 287	0	680 782	3 063 505	2 382 723	680 782
* Crédit FMO IV	3 000 000	2 076 000	0	1 038 000	1 038 000	0	1 038 000
* JEXIM BANK	1 400 000 000	7 737 924	0	1 406 895	6 331 029	4 924 133	1 406 896
* BEI (credit participatif)	1 279 738	1 289 398	0	485 000	804 398	804 398	0
* B.A.D	8 000 000	7 745 467	0	2 581 822	5 163 645	2 581 823	2 581 822
* B.E.I	7 148 963	17 070 763	766 910	876 157	16 961 516	13 550 288	3 411 228
* PROPARCO	4 000 000	6 380 776	0	149 788	6 230 988	4 703 735	1 527 253
* OPEC FUND	4 000 000	6 391 000	0	0	6 391 000	5 229 000	1 162 000
TOTAL DES CREDITS BANCAIRES		102 114 042	72 766 910	75 777 843	99 103 109	53 615 295	45 487 814

NOTE 13 (Suite) : EMPRUNT

TABLEAU DES EMPRUNTS AU 31 DECEMBRE 2006

(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements	Soldes	Fin de période	
						Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
* Emprunt obligataire 2001 I	<u>10 000 000</u>	<u>2 000 000</u>		<u>2 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
* Emprunt obligataire 2001 II	<u>10 000 000</u>	<u>4 000 000</u>		<u>2 000 000</u>	<u>2 000 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2002 I	<u>15 000 000</u>	<u>6 000 000</u>		<u>3 000 000</u>	<u>3 000 000</u>	<u>0</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2002 II	<u>10 000 000</u>	<u>6 000 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000 000</u>	<u>4 000 000</u>	<u>2 000 000</u>	<u>2 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2003	<u>10 000 000</u>	<u>8 000 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000 000</u>	<u>6 000 000</u>	<u>4 000 000</u>	<u>2 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2004	<u>15 000 000</u>	<u>12 000 000</u>	<u>0</u>	<u>3 000 000</u>	<u>9 000 000</u>	<u>6 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2004 II	<u>15 000 000</u>	<u>15 000 000</u>	<u>0</u>	<u>3 000 000</u>	<u>12 000 000</u>	<u>9 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2005 I	<u>15 000 000</u>	<u>15 000 000</u>	<u>0</u>	<u>3 000 000</u>	<u>12 000 000</u>	<u>9 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2006 I	<u>15 000 000</u>	<u>0</u>	<u>15 000 000</u>	<u>0</u>	<u>15 000 000</u>	<u>12 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
TOTAL DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES		68 000 000	15 000 000	20 000 000	63 000 000	42 000 000	21 000 000
TOTAL GENERAL		170 114 042	87 766 910	95 777 843	162 103 109	95 615 295	66 487 814

NOTE 14 : AUTRES PASSIFS FINANCIERS

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Les autres passifs financiers se détaillent comme suit :		
- Dépôts et cautionnements reçus	4 191 084	4 619 832
<u>Total des autres passifs financiers</u>	<u>4 191 084</u>	<u>4 619 832</u>

NOTE 15 : PROVISIONS

	31 décembre 2006	Publié 31 décembre 2005	Proforma 31 décembre 2005
Les provisions se détaillent par nature comme suit :			
- Provisions pour risques non identifiés	419 266	419 266	1 331 556
- Provisions pour impôt différé	(A) 27 849	84 556	84 556
- Autres provisions pour risques	597 968	389 154	389 154
<u>Total des provisions</u>	<u>1 045 083</u>	<u>892 976</u>	<u>1 805 266</u>

(A) Voir note 2-6 : Provisions pour impôt

NOTE 16 : FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des fournisseurs se présente comme suit :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Fournisseurs d'exploitation		
- Factures d'achats de biens ou de prestation de services	281 864	87 334
- Factures non parvenues	130 000	147 738
<u>Sous total</u>	<u>411 864</u>	<u>235 072</u>
Fournisseurs d'immobilisations		
- Factures d'achats d'immobilisations	1 018 863	2 319 543
- Effets à payer	6 321 576	4 513 432
- Factures non parvenues	479 234	1 824 091
- Retenues de garantie	205 334	338 482
<u>Sous total</u>	<u>8 025 007</u>	<u>8 995 548</u>
<u>Solde des fournisseurs et comptes rattachés</u>	<u>8 436 871</u>	<u>9 230 620</u>

NOTE 17 : AUTRES PASSIFS COURANTS

Le détail des autres passifs courants est le suivant :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Avances et acomptes reçus des clients	2 083 068	1 959 270
- Personnel, remunerations dues	182	2 483
- Personnel, provisions pour congés payés	231 215	216 422
- Personnel, autres charges à payer	254 000	168 051
- Etat, retenues sur salaires	26 478	25 487
- Etat, retenues sur honoraires, commissions et loyers	71 901	77 822
- Etat, retenues sur revenus des capitaux	32 662	97 124
- Etat, impôts sur les bénéfices	56 270	41 971
- Etat, TVA à payer	351 789	740 259
- Etat, autres impôts et taxes à payer	501 915	755 415
- Actionnaires, dividendes à payer	4 829	3 669
- C.N.S.S	111 163	102 372
- Autres comptes créditeurs	208 496	429 688
- Diverses charges à payer	126 233	27 000
- Charges à payer sur contrats de portage	77 447	28 636
- Loyers constatés d'avance	9 408 133	8 871 398
<u>Total</u>	<u>13 545 781</u>	<u>13 547 067</u>

NOTE 18 : CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les concours bancaires et autres passifs financiers se détaillent comme suit :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Echéances à moins d'un an sur emprunts obligataires	21 000 000	20 000 000
- Echéances à moins d'un an sur emprunts bancaires locaux	32 219 834	18 177 575
- Echéances à moins d'un an sur emprunts bancaires étrangers	12 267 980	7 157 631
- Echéances à moins d'un an sur billets de trésorerie à long terme	1 000 000	5 000 000
<u>Sous total (voir note 13)</u>	<u>66 487 814</u>	<u>50 335 206</u>
- Billets de trésorerie	21 000 000	20 850 000
- Intérêts courus sur emprunts obligataires	2 116 531	2 750 803
- Intérêts courus sur emprunts bancaires locaux	629 616	594 411
- Intérêts courus sur emprunts bancaires étrangers	773 515	944 219
- Intérêts courus sur billets de trésorerie	102 500	0
- Banques, découverts	2 684 647	371 431
<u>Total</u>	<u>93 794 623</u>	<u>75 846 070</u>

NOTE 19 : REVENUS DE LEASING

L'analyse des revenus de leasing se présente ainsi :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Loyers de leasing	140 182 919	128 422 579
- Intérêts intercalaires	307 122	293 272
<u>Revenus bruts de leasing</u>	<u>140 490 041</u>	<u>128 715 851</u>
- Intérêts de retard	594 236	694 551
- Produits réservés de la période		
. Intérêts inclus dans les loyers	(245 100)	(415 599)
. Intérêts de retard	(265 396)	(231 612)
- Transferts des intérêts réservés antérieurs en produits de la période		
. Intérêts inclus dans les loyers antérieurs	459 782	433 127
. Intérêts de retard antérieurs	155 957	124 551
<u>Variation des produits réservés</u>	<u>105 243</u>	<u>(89 533)</u>
- Dotations aux amortissements des immobilisations en location	(116 293 103)	(105 949 931)
<u>Total des revenus de leasing</u>	<u>24 896 417</u>	<u>23 370 938</u>

NOTE 20 : CHARGES FINANCIERES NETTES

Les charges financières se détaillent comme suit :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Intérêts des emprunts obligataires	4 459 645	4 659 335
- Intérêts des emprunts bancaires locaux	3 455 053	2 722 746
- Intérêts des emprunts bancaires étrangers	3 316 502	3 200 641
- Intérêts des billets de trésorerie à long terme	102 500	61 274
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de Remboursement des emprunts	290 831	333 276
<u>Total des charges financières des emprunts</u>	<u>11 624 531</u>	<u>10 977 272</u>
- Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs	202 615	195 322
- Intérêts sur opérations de financement (charges)	1 739 464	1 605 163
- Pénalités fiscales et sociales	870	28 683
- Pertes de change	5 400	
- Gains de change	(39 600)	
- Autres	51 624	36 828
<u>Total des autres charges financières</u>	<u>1 960 373</u>	<u>1 865 996</u>
- Intérêts sur opérations de financement (produits)	0	(15 544)
<u>Total général</u>	<u>13 584 904</u>	<u>12 827 724</u>

NOTE 21 : PRODUITS DES PLACEMENTS

Les produits des placements se détaillent comme suit :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Produits des participations	949 203	450 582
- Produits des titres Immobilisés	313 017	299 450
- Revenus des autres créances immobilisées	43 715	58 493
- Revenus des valeurs mobilières de placement	17 298	23 928
<u>Total</u>	<u>1 323 233</u>	<u>832 453</u>

NOTE 22 : CHARGES DE PERSONNEL

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Salaires et complément de Salaires	1 833 711	1 583 876
- Bonus	260 534	175 000
- Indemnités représentatives de frais	119 632	125 066
- Cotisations de sécurité sociales sur salaires	337 122	286 530
- Autres charges sociales	137 733	100 061
<u>Total</u>	<u>2 688 732</u>	<u>2 270 533</u>

NOTE 23 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Le détail des autres charges d'exploitation se présente comme suit :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Achat de matières et fournitures	95 296	67 829
<u>Total des achats</u>	<u>95 296</u>	<u>67 829</u>
- Locations	289 926	249 453
- Charges locatives et de copropriété	44 290	36 008
- Entretien et réparations	169 871	113 250
- Primes d'assurances	46 381	56 346
- Etudes, recherches et divers services extérieurs	209 498	216 266
<u>Total des services extérieurs</u>	<u>759 966</u>	<u>671 323</u>
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	429 749	425 146
- Publicités, publications, relations publiques	259 813	184 893
- Déplacements, missions et réceptions	350 128	273 909
- Frais postaux et de télécommunications	183 681	192 259
- Services bancaires et assimilés	265 050	157 888
<u>Total des autres services extérieurs</u>	<u>1 488 421</u>	<u>1 234 095</u>
- Jetons de présence	82 800	18 000
- Frais du contentieux	2 934	18 981
- Autres	6 939	5 633
<u>Total des charges diverses</u>	<u>92 673</u>	<u>42 614</u>
- Impôts et taxes sur rémunérations	66 958	47 516
- T.C.L	60 000	60 000
- Droits d'enregistrement et de timbres	31 905	27 107
<u>Total des impôts et taxes</u>	<u>158 863</u>	<u>134 623</u>
<u>Total général</u>	<u>2 595 219</u>	<u>2 150 484</u>

NOTE 24 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Le détail des autres charges d'exploitation se présente comme suit :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Intérêts sur comptes courants associés	170 184	80 590
- Honoraires d'assistance technique MLA	149 876	0
- Autres produits	200 887	7 871
<u>Total</u>	<u>520 947</u>	<u>88 461</u>

NOTE 25 : DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS POUR RISQUES CLIENTS ET RESULTAT DES CREANCES RADIEES

Les dotations nettes de l'exercice aux comptes de provisions se détaillent ainsi :

	31 décembre 2006	Publié 31 décembre 2005	Proforma 31 décembre 2005
- Dotations aux provisions affectées pour dépréciation des créances	5 268 439	4 436 829	4 436 829
- Reprises de provisions suite aux recouvrements de créances	(2 659 800)	(1 243 072)	(1 243 072)
- Créances abandonnées	127 510	0	0
- Reprises de provisions suite à l'abandon de créances	(127 510)	0	0
<u>Total des dotations aux provisions</u>	<u>2 608 639</u>	<u>3 193 757</u>	<u>3 193 757</u>
- Reprises de provisions non affectées	0	(912 290)	0
<u>Dotation nette aux provisions et résultat des créances radiées</u>	<u>2 608 639</u>	<u>2 281 467</u>	<u>3 193 757</u>

NOTE 25 bis : DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES TITRES

Les dotations nettes aux provisions pour dépréciation des titres se détaillent ainsi :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Dotations aux provisions pour dépréciation des titres immobilisés	66 000	53 468
- Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de participation	124 136	225 909
- Reprises de provisions pour dépréciation des titres de participation	(972 088)	(10 226)
- Reprises de provisions pour dépréciation des titres immobilisés	0	(116 830)
<u>Total</u>	<u>(781 952)</u>	<u>152 321</u>

NOTE 26 : DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS PROPRES

Les dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements se détaillent ainsi :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Dotations aux amortissements des Immobilisations incorporelles	214 328	230 110
- Dotations aux amortissements des Immobilisations corporelles	182 233	183 256
<u>Total</u>	<u>396 561</u>	<u>413 366</u>

NOTE 27 : DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS POUR RISQUES DIVERS

Les dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements, de résorptions et de provisions pour risques divers se détaillent ainsi :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Dotations aux provisions sur avances fournisseurs	708 417	0
- Dotations aux provisions pour dépréciation des comptes prêts au personnel	0	9 906
- Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs courants	13 858	12 100
- Dotations aux provisions pour risques et charges	460 000	181 684
- Reprises de provisions pour dépréciation des comptes prêts au personnel	(8 309)	0
- Reprises de provisions pour dépréciation des autres actifs courants	(8 085)	0
<u>Total</u>	<u>1 165 881</u>	<u>203 690</u>

NOTE 28 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

Le détail des autres gains ordinaires est le suivant :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Produits nets sur cessions d'immobilisations en leasing	199 028	117 814
- Produits nets sur cessions d'immobilisations propres	0	35 003
- Perte sur redressement fiscal et social	(315 509)	0
- Reprise sur provisions pour risques fiscal et social	470 139	0
<u>Total</u>	<u>353 658</u>	<u>152 817</u>

NOTE 29 : AUTRES PERTES ORDINAIRES

Le détail des autres pertes ordinaires est le suivant :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Autres pertes sur éléments non récurrents ou exceptionnels	3 008	30 521
<u>Total</u>	<u>3 008</u>	<u>30 521</u>

NOTE 30 : IMPOTS SUR LES BENEFICES

L'impôt sur les bénéfices a été liquidé, conformément aux dispositions du droit commun, de la manière suivante :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Bénéfice comptable	4 889 969	4 207 767
A réintégrer		
- Amortissements financiers	312 428	415 518
- Différences entre amortissements fiscaux et amortissements financiers des immobilisations cédées au cours de l'exercice	(33 254)	895
- Dotations aux provisions	6 454 549	4 436 829
- Provisions fiscales 2003 pour affaires en cours	4 349 291	2 666 949
- Diverses charges non déductibles	285 081	560 590
- Impot redressé	214 323	0
A déduire		
- Provisions fiscales 2003 pour affaires en cours	4 349 291	2 666 949
- Reprises sur provisions comptables	588 909	210 034
- Dividendes et tantièmes	942 203	444 581
<u>Bénéfice fiscal avant provisions</u>	<u>10 591 984</u>	<u>8 966 984</u>
Provisions pour créances douteuses	5 870 413	4 436 829
<u>Bénéfice fiscal</u>	<u>4 721 571</u>	<u>4 530 155</u>
A déduire le montant réinvestis au titre des souscriptions d'actions soumises au minimum d'impôt	1 625 000	1 906 200
<u>Base imposable</u>	<u>3 096 571</u>	<u>2 623 955</u>
Impôt au taux de 35% (ou 20% du bénéfice fiscal)	1 083 800	918 384
Régularisation impôt	(194 811)	0
Impôt sur les sociétés	888 989	918 384
- Acomptes provisionnels payés	(832 419)	(876 256)
- Retenues sur placements	(300)	(157)
<u>Impôt à payer (report)</u>	<u>56 270</u>	<u>41 971</u>

NOTE 31 : ENCAISSEMENT RECUS DES CLIENTS

			<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Clients et comptes rattachés en début de période	+	Note 8	17 451 273	17 009 515
- Clients et comptes rattachés en fin de période	-	Note 8	(18 175 689)	(17 451 273)
- Avances et acomptes reçus des clients en début de période	-	Note 17	(1 959 270)	(1 509 761)
- Avances et acomptes reçus des clients en fin de période	+	Note 17	2 083 068	1 959 270
- Plus ou moins values sur relocation	+ ou -	Note 5	(155 069)	(160 270)
- Dépôts et cautionnements reçus début de période	-	Note 14	(4 619 832)	(3 650 388)
- Dépôts et cautionnements reçus fin de période	+	Note 14	4 191 084	4 619 832
- Produits constatés d'avance en début de période	-	Note 17	(8 871 398)	(8 147 940)
- Produits constatés d'avance en fin de période	+	Note 17	9 408 133	8 871 398
- TVA collectées	+		22 307 520	20 089 848
- Revenus bruts de l'exercice	+	Note 19	140 490 041	128 715 851
- Intérêts de retard	+	Note 19	594 236	694 551
- Créances virées en Pertes	-	Note 25 et 29	(130 518)	(30 521)
<u>Encaissements recus des clients</u>			<u>162 613 579</u>	<u>151 010 112</u>

NOTE 32 : SOMMES VERSEES AUX FOURNISSEURS ET AU PERSONNEL

			<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Avances et acomptes au personnel en début de période	-	Note 9	(11 421)	(6 880)
- Avances et acomptes au personnel en fin de période	+	Note 9	41 187	11 421
- Charges constatées d'avance en début de période	-	Note 9	(745 555)	(1 450 175)
- Charges constatées d'avance en fin de période	+	Note 9	508 541	745 555
- Fournisseurs d'exploitation en début de période	+	Note 16	235 072	149 430
- Fournisseurs d'exploitation en fin de période	-	Note 16	(411 864)	(235 072)
- Personnel, rémunérations dues en début de période	+	Note 17	2 483	183
- Personnel, rémunérations dues en fin de période	-	Note 17	(182)	(2 483)
- Personnel, provisions pour CP en début de période	+	Note 17	216 422	198 895
- Personnel, provisions pour CP en fin de période	-	Note 17	(231 215)	(216 422)
- Personnel, autres charges à payer en début de période	+	Note 17	168 051	144 239
- Personnel, autres charges à payer en fin de période	-	Note 17	(254 000)	(168 051)
- Etat, retenues sur salaires en début de période	+	Note 17	25 487	26 004
- Etat, retenues sur salaires en fin de période	-	Note 17	(26 478)	(25 487)
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en début de période	+	Note 17	77 822	50 498
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en fin de période	-	Note 17	(71 901)	(77 822)
- C.N.S.S en début de période	+	Note 17	102 372	86 353
- C.N.S.S en fin de période	-	Note 17	(111 163)	(102 372)
- Diverses Charges à payer en début de période	+	Note 17	27 000	54 616
- Diverses Charges à payer en fin de période	-	Note 17	(126 233)	(27 000)
- Charges à payer sur contrats de portage en début de période	+	Note 17	28 636	11 607
- Charges à payer sur contrats de portage en fin de période	-	Note 17	(77 447)	(28 636)
- TVA, payées sur biens et services	+		352 759	347 082
- Charges de personnel	+	Note 22	2 688 732	2 270 533
- Autres charges d'exploitation	+	Note 23	2 595 219	2 150 484
- Impôts et taxes	-	Note 23	(158 863)	(134 623)
<u>Sommes versés aux fournisseurs et au personnel</u>			<u>4 843 461</u>	<u>3 771 877</u>

NOTE 33 : INTERETS PAYES

			2006	2005
- Frais d'émission d'emprunt	+	Note 7	129 984	390 264
- Etat, retenue sur revenus des capitaux en début de période	+	Note 17	97 124	99 441
- Etat, retenue sur revenus des capitaux en fin de période	-	Note 17	(32 662)	(97 124)
- Intérêts courus sur emprunts obligataires début de période	+	Note 18	2 750 803	2 426 252
- Intérêts courus sur emprunts obligataires fin de période	-	Note 18	(2 116 531)	(2 750 803)
- Intérêts courus sur emprunts locaux en début de période	+	Note 18	594 411	532 049
- Intérêts courus sur emprunts locaux en fin de période	-	Note 18	(629 616)	(594 411)
- Intérêts courus sur emprunts étrangers en début de période	+	Note 18	944 219	1 017 034
- Intérêts courus sur emprunts étrangers en fin de période	-	Note 18	(773 515)	(944 219)
- Intérêts courus sur billets de trésorerie en fin de période		Note 18	(102 500)	0
- Charges financières	+	Note 20	13 624 504	12 827 724
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	-	Note 20	(290 831)	(333 276)
<u>Intérêts payés</u>			<u>14 195 390</u>	<u>12 572 932</u>

NOTE 34 : IMPOTS ET TAXES PAYES

			2006	2005
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider début de période	+	Note 17	41 971	283 846
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider fin de période	+ ou -	Note 17 et 9	(56 270)	(41 971)
- Acomptes provisionnels	+ ou -	Note 9	0	0
- Etat, autres impôts et taxes à payer en début de période	+	Note 17	755 415	754 895
- Etat, autres impôts et taxes à payer en fin de période	-	Note 17	(501 915)	(755 415)
- TVA payées	+		5 178 078	3 694 351
- Impôts et taxes	+	Note 23	158 863	134 623
- Impôts sur les bénéfices	+	Note 30	888 989	918 384
<u>Impôts et taxes payés</u>			<u>6 465 131</u>	<u>4 988 713</u>

NOTE 35 : DECAISSEMENTS PROVENANT DE L'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS DESTINEES A LA LOCATION

			2006	2005
- Fournisseurs d'immobilisations en début de période	+	Note 16	8 995 548	8 388 081
- Fournisseurs d'immobilisations en fin de période	-	Note 16	(8 025 007)	(8 995 548)
- Fournisseurs, avances en début de période	-	Note 9	(1 636 020)	(166 040)
- Fournisseurs, avances en fin de période	+	Note 9	2 163 359	1 636 020
- Investissements en Immobilisations destinées à la location	+	Note 5	133 433 653	130 268 063
- TVA sur Investissements	+		17 165 153	15 576 583
<u>Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations destinées à la location</u>			<u>152 096 686</u>	<u>146 707 159</u>

NOTE 36 : ENCAISSEMENTS PROVENANT DE LA CESSION D'IMMOBILISATIONS DESTINEES A LA LOCATION

			2006	2005
- Cessions d'immobilisations à la VR	+	Note 5	160 409	110 856
- Cessions anticipées d'immobilisations	+	Note 5	9 951 186	6 328 862
- Plus-values sur Cessions anticipées	+	Note 28	199 028	117 814
<u>Encaissements provenant de la cession d'immobilisations destinées à la location</u>			<u>10 310 623</u>	<u>6 557 532</u>

**NOTE 37 : DECAISSEMENTS PROVENANT DE L'ACQUISITION
D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

			<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Fournisseurs, avances en début de période	-	Note 9	0	(37 850)
- Fournisseurs, avances en fin de période	+	Note 9	7 672	0
- Investissements en Immobilisations incorporelles	+	Note 3	192 420	187 996
- Investissements en Immobilisations corporelles	+	Note 4	138 036	217 777
<u>Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles</u>			<u>338 128</u>	<u>367 923</u>

**NOTE 38 : ENCAISSEMENTS PROVENANT DE LA CESSION
D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

			<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Cessions d'immobilisations corporelles	+	Note 4	0	11 167
- Produits nets sur cessions d'immobilisations propres	+	Note 28	0	35 003
<u>Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles</u>			<u>0</u>	<u>46 170</u>

**NOTE 39 : DECAISSEMENTS PROVENANT DE L'ACQUISITION
D'IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

			<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Titres de participation libérés au cours de l'exercice	+	Note 6	5 842 972	580 740
- Titres immobilisés libérés au cours de l'exercice	+	Note 6	825 000	3 300 000
- Dépôts et cautionnements versés			1 400	0
- Prêts accordés au personnel au cours de l'exercice			290 404	432 030
<u>Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières</u>			<u>6 959 776</u>	<u>4 312 770</u>

**NOTE 40 : ENCAISSEMENTS PROVENANT DE LA CESSION
D'IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

			<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Titres immobilisés cédés au cours de l'exercice	+	Note 6	537 330	615 370
- Titres de participations cédés au cours de l'exercice	+	Note 6	500 000	0
- Titres de participations remboursés au cours de l'exercice	+	Note 6	1 322 645	319 323
- Remboursements sur prêts au personnel	+		407 416	326 518
<u>Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières</u>			<u>2 767 391</u>	<u>1 261 211</u>

NOTE 41 : DIVIDENDES ET AUTRES DISTRIBUTIONS

			<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Dividendes et tantièmes	+	Note 12	3 000 000	3 081 000
- Actionnaires, dividendes à payer en début de période	+	Note 17	3 669	2 409
- Actionnaires, dividendes à payer en fin de période	-	Note 17	(4 829)	(3 669)
<u>Dividendes et autres distributions</u>			<u>2 998 840</u>	<u>3 079 740</u>

NOTE 42 : AUTRES FLUX DE TRESORERIE

			<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Produits à recevoir des tiers en début de période	+	Note 9	71 245	7 648
- Produits à recevoir des tiers en fin de période	-	Note 9	(252 531)	(71 245)
- Produits à recevoir sur contrats de portage en début de période	+	Note 9	421 848	284 123
- Produits à recevoir sur contrats de portage en fin de période	-	Note 9	(462 803)	(421 848)
- Autres comptes débiteurs en début de période	+	Note 9	273 366	196 636
- Autres comptes débiteurs en fin de période	-	Note 9	(307 776)	(273 366)
- Compte courant Tunisie Factoring en début de période	+	Note 9	35 675	31 811
- Compte courant Tunisie Factoring en fin de période	-	Note 9	(44 540)	(35 675)
- Compte courant SIMT en début de période	+	Note 9	1 293 407	384 794
- Compte courant SIMT en fin de période	-	Note 9	(1 378 156)	(1 293 407)
- Compte courant Tunisie LLD en début de période	+	Note 9	1 000 618	573 924
- Compte courant Tunisie LLD en fin de période	-	Note 10	(1 132 995)	(1 000 618)
- Compte courant MLA en début de période			66 965	49 603
- Compte courant MLA en fin de période	-	Note 9	(115 350)	(66 965)
- Compte Adhérents,contrats résiliés en début de période			47 608	47 608
- Compte Adhérents,contrats résiliés en fin de période	-	Note 9	(42 607)	(47 608)
- Comptes d'attente en début de période	+	Note 9	80 024	60 055
- Comptes d'attente en fin de période	-	Note 9	(96 225)	(80 024)
- Placements en titres en début de période	+	Note 10	1 448 418	0
- Placements en titres en fin de période	-	Note 10	(141 410)	(1 448 418)
- Autres comptes créditeurs en début de période	-	Note 17	(429 688)	(183 081)
- Autres comptes créditeurs en fin de période	+	Note 17	208 496	429 688
- Produits des placements	+	Note 21	1 323 233	832 453
- Autres produits d'exploitation	+	Note 24	520 947	88 461
- Autres gains exceptionnels	+	Note 29	218 953	0
- Autres pertes exceptionnelles	-	Note 29	(315 509)	0
			<u>2 291 213</u>	<u>(1 935 451)</u>

Autres flux de trésorerie**NOTE 43 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

			<u>31 décembre 2006</u>	<u>31 décembre 2005</u>
- Banques	+	Note 11	4 103 048	4 565 207
- Caisses	+	Note 11	4 221	4 386
- Banques, découverts	-	Note 18	(2 684 647)	(371 431)
			<u>1 422 622</u>	<u>4 198 162</u>

Liquidités et équivalents de liquidités

NOTE 44 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

(en dinars) 31/12/2006 31/12/2005

<i>PASSIFS EVENTUELS</i>	31 625 000	36 025 000
Cautions, avals et autres garanties données	31 625 000	36 025 000
<i>ENGAGEMENTS DONNES</i>	21 102 211	23 452 497
Engagements de financement en faveur de la clientèle	18 247 240	22 734 621
Engagements sur titres	2 854 971	717 876
<i>ENGAGEMENTS RECUS</i>	49 674 449	49 810 509
Cautions recus	10 225 000	10 225 000
Garanties reçues	3 293 933	5 141 526
Interets à échoir sur contrats actifs *	36 155 516	34 443 983
<i>ENGAGEMENTS RECIPROQUES</i>	0	734 607
Emprunts extérieurs obtenus non encore encaissés	0	734 607

* retraité

NOTE 45 : VENTILATION DES ACTIFS ET DES PASSIFS SELON LEUR DUREE RESIDUELLE

	31/12/2006	Inf à 3 mois	3 mois à 6 mois	6 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Sup. à 5 ans	Durée indéterminée	Total
ACTIFS								
Immobilisations incorporelles	316 472						316 472	316 472
Immobilisations utilisées par la société	690 130						690 130	690 130
Immobilisations destinées à la location	229 648 339	32 958 348	24 137 013	43 479 496	112 567 157	5 939 916	10 566 409	229 648 339
Immobilisations financières	26 132 201	1 033 312	60 000	500 000	4 712 566		19 826 323	26 132 201
Autres actifs non courants	513 835	57 123	57 123	114 246	285 343			513 835
Clients et comptes rattachés	2 729 328	586 421					2 142 907	2 729 328
Autres actifs courants	5 677 863	848 231	690 049	887 206	1 983 125		1 269 252	5 677 863
Placements et autres actifs financiers	340 745	191 243	49 834	99 668				340 745
Liquidités et équivalents de liquidités	4 107 269	4 107 269						4 107 269
Total	270 156 183	39 781 947	24 994 019	45 080 616	119 548 191	5 939 916	34 811 494	270 156 183
PASSIFS								
Emprunts	95 615 295				90 694 403	4 116 494	804 398	95 615 295
Autres passifs financiers	4 191 084	200 000	333 954	291 844	2 432 000	833 285	100 001	4 191 084
Fournisseurs et comptes rattachés	8 436 871	7 837 262	589 481	10 129				8 436 871
Autres passifs courants	13 545 781	13 545 781	0	0	0			13 545 781
Concours bancaires et autres passifs financiers	93 794 623	45 149 362	21 167 737	27 477 524				93 794 623
Provisions	1 045 083						1 045 083	1 045 083
CAPITAUX PROPRES	53 527 446						53 527 446	53 527 446
Total	270 156 183	66 732 405	22 091 172	27 779 497	93 126 403	4 949 779	55 476 928	270 156 183
Position nette	0	(26 950 458)	2 902 848	17 301 119	26 421 788	990 137	(20 665 434)	0

Tunisie Factoring :

Billets de trésorerie

L'encours des billets de trésorerie émis par Tunisie Leasing (TL) et souscrit par Tunisie Factoring (TF) dans laquelle elle détient 54,54% du capital, s'élève au 31/12/2006 à 1 000 KDT.

Les charges financières de l'exercice 2006 relatives aux billets de trésorerie souscrits par TF s'élèvent à 61 KDT.

Cautions données

Le conseil d'administration de TL réuni le 31 juillet 2001 a autorisé son Président à donner toutes cautions solidaires en faveur de TF pour ses besoins de financement auprès du système bancaire et autres établissements financiers.

Les cautions en vigueur au 31 décembre 2006 accordées au profit de la Citibank, de l'Amen Bank, de la BTL et de la BTEI s'élèvent respectivement à 8 000 KDT, 11 000 KDT, 3 500 KDT et 6 000 KDT.

Tunis Call Center :

Prestations facturées à Tunisie Leasing

Tunisie Leasing a confié à TCC, dans laquelle elle détient 28,57% du capital, une mission qui s'articule principalement autour du recouvrement téléphonique, d'un numéro vert et plus généralement de tous types d'actions de télémarketing.

Les honoraires relatifs à l'exercice 2006 s'élèvent à 120 KDT.

SIMT :

Avances en compte courant

Les avances en compte courant accordées par TL à la SIMT, dans laquelle elle détient 79% du capital, rémunérées au taux du TMM + 3%, s'élèvent à 1 379 KDT au 31 décembre 2006.

Les produits constatés à ce titre en 2006 s'élèvent à 106 KDT.

Contrat de location du siège

Le loyer du nouveau siège facturé par la SIMT à TL au titre de l'exercice 2006 s'élève à 126 KDT conformément au contrat de location.

Caution

Le conseil d'administration réuni le 25 août 2002, a ratifié la caution solidaire en faveur de la SIMT pour les besoins de la construction du siège social de TL et ce, au titre d'un prêt de 2 400 KDT contracté auprès de la STB.

Le conseil d'administration réuni le 4 août 2005, a approuvé l'octroi à Amen Bank d'une caution solidaire en faveur de la SIMT à hauteur de 500 KDT destinés à la construction d'un dépôt.

Tunisie LLD :

Engagement Leasing

En 2006, Tunisie Leasing a mis en force 61 contrats au profit de Tunisie LLD pour une valeur totale de 2 449 KDT.

La marge brute réalisée en 2006 sur les contrats Tunisie LLD est égale 262 KDT.

Au 31 décembre 2006, l'encours financiers de Tunisie LLD s'élève à 3 534 KDT.

Compte courant

Les avances en compte courant accordées par TL à Tunisie LLD, dans laquelle elle détient directement 20,04% du capital, rémunérées au taux du TMM + 3%, s'élèvent à 1 134 KDT au 31 décembre 2006.

Les produits constatés à ce titre en 2006 s'élèvent à 64 KDT.

Maghreb Leasing Algérie (MLA) :

Le compte courant de MLA chez Tunisie Leasing accuse un solde débiteur de 114 KDT. Ce solde est essentiellement relatif aux honoraires d'assistance technique non encore réglés au 31/12/2006.

TUNISIE VALEURS :

Engagement Leasing

La marge brute réalisée en 2006 sur les contrats Tunisie Valeurs est égale 12 KDT.

Au 31 décembre 2006, l'encours financiers de la société Tunisie Valeurs s'élève à 69 KDT.

NOTE 47 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Ces états financiers sont autorisés pour la publication par le Conseil d'Administration du 04 mai 2007. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.



AMC Ernst & Young
Société inscrite au tableau de l'OECT
Boulevard de la terre - Centre Urbain Nord
1003 Tunis - Tunisie
Tél : 70 749 111 Fax : 70 749 045

CABINET M.S. LOUZIR

Membre de l'ordre des experts comptables de Tunisie

Rue du Lac Victoria,
Résidence Lac 2001, Tamit Bloc A
1053, Les Berges du Lac, Tunis, Tunisie
Tél. : (216) 71 861 591- 71 861 274 - Fax. : (216) 71 861 285

TUNISIE LEASING
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
Exercice clos le 31 décembre 2006

Messieurs les actionnaires de TUNISIE LEASING

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 08 juin 2006, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de TUNISIE LEASING relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

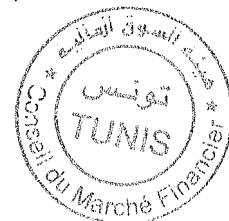
1 - Opinion sur les états financiers

Nous avons audité les états financiers de TUNISIE LEASING arrêtés au 31 décembre 2006. Ces états ont été arrêtés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de la société. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les travaux que nous avons accomplis, dans ce cadre, constituent une base raisonnable pour supporter l'expression de notre opinion.



A notre avis, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de TUNISIE LEASING, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention qu'un changement de la politique de provisionnement des engagements de la société a été opéré à partir de l'exercice 2006 ainsi qu'il est indiqué dans la note aux états financiers 2-5. Les dotations aux provisions imputées sur le résultat de l'exercice correspondent désormais au coût effectif du risque estimé en application des règles prudentielles. Les données de l'exercice 2005 ont été, en conséquence, retraitées pour les besoins de la comparaison.

L'impact de ce changement sur les soldes d'ouverture de l'exercice a été imputé sur l'enveloppe de 1300 KDT constituée en 2005 par prélèvement sur les réserves en application de la décision de l'AGO du 5 mai 2005.

En résultante de ces opérations, un montant de 419 KDT figurant au passif du bilan au 31 décembre 2006 est devenu sans objet.

2 - Vérifications spécifiques

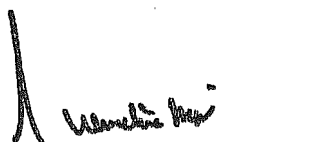
Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Sur la base de ces vérifications, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable données dans le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice.

Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

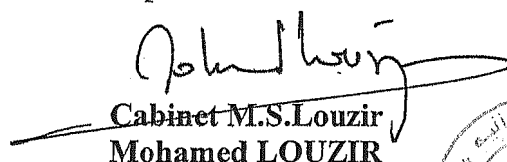
Par ailleurs et en application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la société à la réglementation en vigueur à l'exception du fait que la société n'a pas encore signé et déposé auprès du Conseil du Marché Financier le cahier des charges prévu par l'arrêté du ministre des Finances du 28 août 2006.

Tunis, le 07 mai 2007

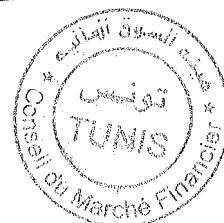


AMC Ernst & Young
Nouredine HAJJI

Les commissaires aux comptes



Cabinet M.S.Louzir
Mohamed LOUZIR



αB

AMC Ernst & Young
Société inscrite au tableau de l'OECT
Boulevard de la terre - Centre Urbain Nord
1003 Tunis - Tunisie
Tél : 70 749 111 Fax : 70 749 045

CABINET M.S. LOUZIR

Membre de l'ordre des experts comptables de Tunisie
Rue du Lac Victoria,
Résidence Lac 2001, Tanit Bloc A
1053, Les Berges du Lac, Tunis, Tunisie
Tél. : (216) 71 861 591 - 71 861 274 - Fax. : (216) 71 861 285

TUNISIE LEASING
RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
Exercice clos le 31 décembre 2006

Messieurs les actionnaires de Tunisie Leasing,

I- En application des dispositions de l'article 29 de la loi n° 2001-65, relative aux établissements de crédits et de l'article 200 et suivants et 475 du code des sociétés commerciales, nous avons été informés de la convention suivante conclue au cours de l'exercice 2006 :

Tunisie Leasing (TL) a conclu avec Maghreb Leasing Algérie (MLA), dont elle est membre de son Conseil de surveillance et y détient 36% de son capital, un contrat d'assistance technique en vertu duquel TL fournit à MLA des prestations nécessaires au démarrage et au développement de ses activités.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 4 mai 2007.

Les prestations fournies en 2006, dans ce cadre, ont porté sur un montant de 85 KDT.

II- Par ailleurs, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice 2006 :

1. Le Président du Conseil d'Administration de Tunisie Leasing a été autorisé à donner toutes cautions solidaires en faveur de Tunisie Factoring, dans laquelle Tunisie Leasing détient directement 54,54% du capital, pour ses besoins de financement auprès du système bancaire et autres établissements financiers.

A la clôture de l'exercice 2006, les cautions données au profit de la Citibank, de l'Amen Bank, de la BTL et de la Banque de Tunisie et des Emirats, s'élèvent respectivement à 8 000 KDT, 11 000 KDT, 3 500 KDT et 6 000 KDT.

2. Tunisie Leasing a fourni deux cautions solidaires en faveur de la SIMT, dans laquelle elle détient directement 69,04% du capital, pour les besoins de la construction du siège social et d'un dépôt, respectivement :

- au titre d'un prêt de 2 400 KDT contracté auprès de la Société Tunisienne de Banque ; et
- au titre d'un prêt de 500 KDT contracté auprès d'Amen Bank.

3. Tunisie Leasing a été autorisée à émettre des billets de trésorerie à souscrire par Tunisie Factoring et ce, dans la limite de 12 000 KDT.



A la clôture de l'exercice 2006, l'encours des billets de trésorerie émis et souscrits par Tunisie Factoring, s'élève à 1 000 KDT échéant le 30 mai 2007, au taux de 7,6%.

Les charges financières de l'exercice 2006 relatives à ces billets de trésorerie s'élèvent à 61 KDT.

4. Les avances en compte courant accordées par Tunisie Leasing à la SIMT rémunérées au taux de 8%, s'élèvent à 1 379 KDT au 31 décembre 2006.

Les produits constatés à ce titre en 2006 s'élèvent à 106 KDT.

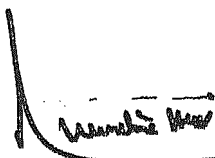
5. Les avances en compte courant accordées par Tunisie Leasing à Tunisie LLD, dans laquelle elle détient directement 20,04% du capital, rémunérées au taux de 8%, s'élèvent à 1 134 KDT au 31 décembre 2006.

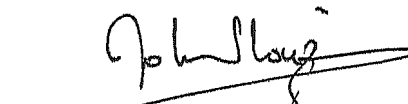
Les produits constatés à ce titre en 2006 s'élèvent à 64 KDT.

Par ailleurs et en dehors des opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 29 de la loi n°2001-65, relative aux établissements de crédits et des articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales.

Tunis, le 07 mai 2007

Les commissaires aux comptes


AMC Ernst & Young
Nouredine HAJJI


Cabinet M.S. Douzir
Mohamed LOUZIR



NOTES COMPLEMENTAIRES

1. DIVISION ET COUVERTURE DES RISQUES

1.1. Risques encourus supérieurs à 5% des fonds propres nets

Conformément au premier article de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par la circulaire 99-04 du 19 mars 1999 et la circulaire 2001-12 du 4 Mai 2001, le montant total des risques encourus ne doit pas excéder :

- 5 fois les fonds propres nets de l'établissement financier, pour les bénéficiaires dont les risques encourus s'élèvent, pour chacun d'entre eux, à 5% ou plus desdits fonds propres nets; et
- 2 fois les fonds propres nets de l'établissement financier pour les bénéficiaires dont les risques encourus s'élèvent, pour chacun d'entre eux, à 15% ou plus desdits fonds propres nets.

Le montant des fonds propres nets de la société, tels que définis par l'article 5 de la circulaire sus-visée s'élève au 31 décembre 2006 à **50 674 KDT** contre **35 560 KDT** au 31 décembre 2005. Ce montant tient compte du résultat de l'exercice 2006 et de la distribution des dividendes prévue au titre du même exercice.

	2006
Fonds propres de base	53 947
Capital libéré	27 500
Réserves	13 277
Résultats reportés	8 750
Résultat de l'exercice	4 001
Provisions non affectées	419
Eléments à déduire	(4 077)
Distributions prévues	(3 563)
Autres actifs non courants	(514)
Fonds propres nets de base	49 870
Fonds propres complémentaires	804
Prêts participatifs	804
FONDS PROPRES NETS	50 674

Le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont les risques sont supérieurs pour chacun d'entre eux à 5% des fonds propres nets de la société s'établit, au 31 décembre 2006, à **26 668 KDT** représentant **53%** des fonds propres nets de la société.

Le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont les risques encourus sont supérieurs pour chacun d'entre eux à 15% de ses fonds propres nets s'établit, au 31 décembre 2006, à **8 145 KDT** représentant **16%** des fonds propres nets de la société.

1.2. Risques encourus sur un même bénéficiaire

Les risques encourus sur un même bénéficiaire, au sens de l'article 2 de la circulaire BCT n° 91-24 telle que modifiée par la circulaire 99-04, ne doivent pas excéder 25% des fonds propres nets de l'établissement financier.

Le montant des risques encourus sur les sociétés du Groupe Tunisie Leasing dans les quelles celle-ci détient une participation directe ou indirecte se traduisant par un pouvoir de contrôle s'établit, au 31 décembre 2006, à **26 668 KDT** représentant **53%** des fonds propres nets de la société.

Nom ou raison sociale	Pourcentage de contrôle	Risques Encourus	% de division du risque
TUNISIE FACTORING	54,54%	8 145	16,07%
SIMT	99,99%	7 037	13,89%
MLA	36%	6 822	13,46%
TUNISIE LLD	99,44%	4 664	9,2%
Total		26 668	53%

En incluant l'ensemble des sociétés dans les quelles Tunisie Leasing détient une participation directe ou indirecte ainsi que les sociétés avec les quelles celle-ci ait des liens (administrateurs communs, dirigeants communs...), le montant des risques encourus du Groupe Tunisie Leasing s'établit, au 31 décembre 2006, à **36 628 KDT** représentant **72%** des fonds propres nets de la société.

Nom ou raison sociale	Pourcentage de contrôle	Risques Encourus	% de division du risque
TUNISIE FACTORING	54,54%	8 145	16,07%
SIMT	99,99%	7 037	13,89%
MLA	36%	6 822	13,46%
TUNISIE LLD	99,44%	4 664	9,2%
Tuninvest Sicar	36,51%	2 461	4,86%
Tuninvest International Sicar	25%	1 750	3,45%
Tunisie Valeurs	30%	1 660	3,34%
Tuninvest Innovations Sicar	27,27%	1 500	2,96%
Tunisie Sicar	44%	1 320	2,6%
HOLDEFI	4,6%	813	1,6%
Tunis Call Center	28,57%	175	0,34%
SOCIETE DAR EL JELD	0%	132	0,26%
Polyclinique La Marsa	2,29%	100	0,20%
Esprit	5%	50	0,10%
Total		36 628	72%

1.3. Risques encourus sur les dirigeants, les administrateurs et les actionnaires détenant plus que 10% du capital de l'établissement financier

Conformément à l'article 3 de la circulaire BCT n° 91-24 telle que modifiée par la circulaire 99-04, le montant total des risques encourus sur les dirigeants et les administrateurs ainsi que sur les actionnaires détenant plus que 10% du capital de l'établissement financier, ne doit pas excéder 3 fois les fonds propres nets.

A ce titre, il n'a pas été identifié d'engagements ni sur les actionnaires (détenant plus que 10% du capital de la société), ni sur les dirigeants ou sur les administrateurs.

1.4. Concentration des risques sur un même secteur d'activité

En application de la note aux banques n° 93-23 (Point 7), la répartition des risques encourus par secteur d'activité se présente comme suit :

Secteur	Risques encourus (DT)	% par rapport FPN
Agriculture	9 291 649	18%
Bâtiments TP	20 904 625	41%
Agro-alimentaire	13 728 300	27%
Chimie	5 441 102	11%
Energie	308 708	1%
Textile	5 619 996	11%
Autres industries	32 260 938	64%
Hôtellerie	1 978 150	4%
Agences de voyage	3 824 310	8%
Location de voiture	10 714 266	21%
Autres Tourisme	1 911 871	4%
Commerce	47 672 200	94%
Transport	12 901 538	25%
Audio-visuel	70 936	0%
Professions libérales	6 810 747	13%
Autres Services	22 156 957	44%
Total	195 596 296	386%

1.5. Couverture des risques encourus pondérés par les fonds propres nets

Conformément à l'article 4 de la circulaire BCT n° 91-24 telle que modifiée par la circulaire n° 99-04, les fonds propres nets de l'établissement financier doivent représenter en permanence au moins 8% du total des risques encourus pondérés.

Le montant des fonds propres nets de la société s'élève au 31 décembre 2006 à **50 674 KDT** (cf. point 1.1).

Le montant des risques encourus pondérés, tels qu'il ressort de l'application de l'article 6 de la circulaire susvisée, s'élève à **241 220 KDT** se détaillant comme suit :

2006	Engagements nets de provisions et d'agios réservés	Pondération	Risques encourus pondérés
Risques sur la clientèle (bilan et hors bilan)	228 582		195 596
Leasing mobilier	166 005		165 924
Leasing immobilier	62 577		29 672
Autres engagements du bilan	37 266		33 944
Concours aux banques et aux organismes financiers spécialisés installés en Tunisie	4 107	20%	821
Autres concours aux banques et aux organismes financiers spécialisés installés en Tunisie	45	20%	9
Titres de participation libérés	25 467	100%	25 467
Autres immobilisations financières	666	100%	666
Immobilisations nettes d'amortissements	1 007	100%	1 007
Autres actifs courants	5 633	100%	5 633
Titres de placements et autres actifs financiers	341	100%	341
Engagements en hors bilan	34 480		11 680
Engagements par signature en faveur ou d'ordre de banques installées en Tunisie	28 500	20%	5 700
Participations non libérées	2 087	100%	2 087
Autres engagements par signature	3 893	100%	3 893
Total général des risques encourus	300 327		241 220

Ainsi, les fonds propres nets de la société représentent, au 31 décembre 2006, **21,01 %** des risques encourus pondérés contre **15,43 %** au 31 décembre 2005.

1.6. Règles de gestion prudentielle

Conformément à l'article 21 du Titre III de la loi N° 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit : « un établissement de crédit ne peut affecter plus de 10% de ses fonds propres à une participation dans une même entreprise.

Il ne peut également détenir directement ou indirectement plus de 30% d'une même entreprise. Toutefois, il peut à titre temporaire dépasser ce pourcentage lorsque la participation est faite en vue de permettre le recouvrement de ses créances. ». Toutefois l'article 22 de cette loi stipule que « l'établissement de crédit peut prendre des participations dans le capital de sociétés exerçant dans le domaine des services financiers y compris les services d'intermédiation en bourse, et ce, sans tenir compte du pourcentage prévu au 2ème paragraphe de l'article précité».

Au 31 décembre 2006, Tunisie Leasing détient plus que 30% dans le capital des sociétés suivantes :

	Objet	Valeur en KDT	Pourcentage d'intérêts			
			Direct	Indirect	Portage	Total
Tunisie LLD	Location de voitures	11	20.04%		79.40%	99.44%
SIMT	Promotion immobilière	2 831	69.04%	10.48%	12.20%	91.72%
Tunis Call Center	Call center	300	28.57%	8.57%	21.43%	58.57%

4.4-SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION AU 31 DECEMBRE :

(En dinars)

PRODUITS				CHARGES				SOLDES			
	déc-06	déc-05	déc-04		déc-06	déc-05	déc-04		déc-06	déc-05	déc-04
Loyers de leasing	140 182 919	128 422 579	114 144 203	Amortissements des immobilisations en location	116 293 103	105 949 931	93 322 545				
Intérêts intercalaires	307 122	293 272	134 306								
Variation des intérêts réservés	105 243	(89 533)	165 976								
<u>Revenus bruts de leasing</u>	<u>140 595 284</u>	<u>128 626 318</u>	<u>114 444 485</u>	<u>Total des amortissements</u>	<u>116 293 103</u>	<u>105 949 931</u>	<u>93 322 545</u>	<u>Revenus nets de leasing</u>	<u>24 302 181</u>	<u>22 676 387</u>	<u>21 121 940</u>
Revenus nets de leasing	24 302 181	22 676 387	21 121 940	Charges financières nettes	13 584 904	12 827 724	11 968 257				
Intérêts de retard	594 236	694 551	925 952								
<u>Produits d'exploitation</u>	<u>24 896 417</u>	<u>23 370 938</u>	<u>22 047 892</u>	<u>Total des charges financières</u>	<u>13 584 904</u>	<u>12 827 724</u>	<u>11 968 257</u>	<u>Marge commerciale (PNB)</u>	<u>11 311 513</u>	<u>10 543 214</u>	<u>10 079 635</u>
Marge commerciale (PNB)	11 311 513	10 543 214	10 079 635	Autres charges d'exploitation	2 595 219	2 150 484	2 111 390				
Produits des placements	1 323 233	832 453	571 858	Charges de personnel	2 688 732	2 270 533	2 062 831				
<u>Sous total</u>	<u>12 634 746</u>	<u>11 375 667</u>	<u>10 651 493</u>	<u>Sous total</u>	<u>5 283 951</u>	<u>4 421 017</u>	<u>4 174 221</u>	<u>Excédent brut d'exploitation</u>	<u>7 350 795</u>	<u>6 954 650</u>	<u>6 477 272</u>
Excédent brut d'exploitation	7 350 795	6 954 650	6 477 272	Dotations aux amortissements	396 561	413 366	436 525				
Reprises sur provisions :				Dotations aux provisions :							
- Suite au recouvrement des créances	2 659 800	1 243 072	1 121 529	- Pour dépréciation des créances	5 268 439	4 436 829	3 480 176				
- Pour dépréciation des titres	972 088	127 056	105 729	- Pour dépréciation des titres	190 136	279 377	150 490				
- Non affectées	0	912 290	0 000	- Pour risques divers	1 165 881	203 690	118 135				
- Suite à la radiation ou abandon de créances	127 510	0	469 959	- Non affectées	0	0	11 329				
Autres produits ordinaires	874 605	241 278	172 992	Créances radiées ou abandonné	127 510	0	469 959				
Reprises sur provisions pour impôt différé	56 707	93 204	213 326	Autres pertes ordinaires	3 008	30 521	30 750				
<u>Sous total</u>	<u>12 121 105</u>	<u>9 571 550</u>	<u>8 560 807</u>	Impôts sur les bénéfices	888 989	918 384	973 618				
Résultat positif des activités ordinaires	4 000 981	3 289 383	2 889 825	<u>Sous total</u>	<u>8 120 124</u>	<u>6 282 167</u>	<u>5 670 982</u>	<u>Résultat des activités ordinaires</u>	<u>4 000 981</u>	<u>3 289 383</u>	<u>2 889 825</u>
-effet positif des modifications comptables	0	0	0	Résultat négatif des activités ordinaires							
				- effet négatif des modif comptables							
<u>Sous total</u>	<u>4 000 981</u>	<u>3 289 383</u>	<u>2 889 825</u>		<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>Résultat net après modif comptables</u>	<u>4 000 981</u>	<u>3 289 383</u>	<u>2 889 825</u>

4.5- Engagements financiers au 31/12/2006 :

(en dinars)

I- Engagements Financiers

Type d'engagements	Valeur totale	tiers	dirigeants	Entreprises liées	associés	provisions
1-Engagements donnés						
a)garanties personnelles						
*cautionnement	31 400 000			31 400 000		
*aval						
*autres garanties						
b)garantie réelle						
*hypothèques						
*nantissement						
c)effets escomptés et non échus						
d)créances à l'exportation mobilisés						
e)abandon de créances						
f) engagement sur titre non libéré	2 087 095			2 087 095		
g)engagement par signature	18 247 240	18 247 240				
TOTAL	51 734 335	18 247 240		33 487 095		
2-Engagements reçus						
a)garanties personnelles						
cautionnement	225 000	225 000				
*aval	10 000 000**	10 000 000				
*autres garanties	591 228	591 228				
b)garantie réelle						
*hypothèques	2 702 704	2 702 704				
*nantissement						
c)effets escomptés et non échus						
d)créances à l'exportation mobilisées						
e) autres engagements reçus	36 155 516	36 155 516				
TOTAL	49 674 448	49 674 448				
3-Engagements réciproques						
*emprunt obtenu non encore encaissé						
*crédit consenti non encore versé						
*opération de portage	767 876	767 876				
*crédit documentaire						
*commande d'immobilisation						
*commande de longue durée						
*contrat avec le personnel prévoyant des engagements supérieurs à ceux prévus par la convention collective						
TOTAL	767 876	767 876				

II- Dettes garanties par des sûretés

Postes concernés	Montant garanti	Valeur	comptable	des biens donnés	en garantie
*emprunt obligataire					
*emprunt d'investissement					
*emprunt courant de gestion					
*autres					

* Cautions sur contrats de portage

** Aval sur billets de trésorerie

**4-6- ENCOURS DES CREDITS CONTRACTES PAR TUNISIE LEASING:
Encours des emprunts obligataires émis par TUNISIE LEASING :**

(en dinars)

INTITULE DE L'EMPRUNT	MONTANT EMIS	ENCOURS AU 31/12/2005	ENCOURS AU 31/12/2006
Emprunt Tunisie Leasing 2001/1	10.000.000	2.000.000	-
Emprunt Tunisie Leasing 2001/2	10.000.000	4.000.000	2.000.000
Emprunt Tunisie Leasing 2002/1	15.000.000	6.000.000	3.000.000
Emprunt Tunisie Leasing 2002/2	10.000.000	6.000.000	4.000.000
Emprunt Tunisie Leasing 2003	10.000.000	8.000.000	6.000.000
Emprunt Tunisie Leasing 2004/1	15.000.000	12.000.000	9.000.000
Emprunt Tunisie Leasing 2004/2	15.000.000	15.000.000	12.000.000
Emprunt Tunisie Leasing 2005/1	15.000.000	15.000.000	12.000.000
Emprunt Tunisie Leasing 2006/1	15.000.000		15.000.000
TOTAL	115.000.000	68.000.000	63.000.000

Encours des Crédits bancaires contractés par TUNISIE LEASING :

INTITULE DU CREDIT BANCAIRE	MONTANT EMIS	TAUX D'INTERETS	ENCOURS (en DT) AU 31/12/2005	ENCOURS (en DT) AU 31/12/2006
Banques locales :			40.348.995	46.233.920
AMEN BANK	7.000.000		0	5.687.500
AMEN BANK	10.000.000	TMM+1,25%	5.625.000	3.125.000
STUSID	2.500.000	TMM+1,5%	750.000	250.000
BTKD	2.000.000	TMM+1,75%	506.000	0
BTKD	3.000.000	TMM+1,75%	2.250.000	1.500.000
BEST BANK	3.000.000	TMM+1,5%	10.000.000	9.000.000
ABC TUNISIE	3.250.000	TMM+1,5%	3.250.000	0
TRESOR TUNISIEN	14.319.000	8,25%	14.319.000	14.319.000
BH	5.000.000	7%	3.648.995	2.977.420
CITIBANK	2.000.000		0	0
CITIBANK	3.000.000		0	0
CITIBANK	2.000.000		0	0
CITIBANK	2.000.000		0	0
CITIBANK	3.000.000		0	0
CITIBANK	2.000.000		0	0
CITIBANK	2.000.000		0	0
CITIBANK	3.000.000		0	3.000.000
CITIBANK	2.000.000		0	2.000.000
BTE	5.000.000		0	4.375.000
BILLETS DE TRESORERIE	10.000.000	7.6%	6.000.000	4.000.000
Banques Etrangères :			55.765.047	48.869.189
Crédit BIRD 3678TUN	6.000.000 US\$	(a)	3.329.432	2.885.108
Etat (ligne BIRD 3671TUN)	6.000.000 US\$	(b)	3.744.287	3.063.505
Crédit FMO III	2.500.000EUR	(c)	0	0
Crédit FMO IV	3.000.000EUR	(d)	2.076.000	1.038.000
JEXIM BANK	1.400.000.000JPY	(e)	7.737.924	6.331.029
BEI (crédit participatif)	1.279.738ECU	(f)	1.289.398	804.398
BAD	8.000.000EUR	(g)	7.745.467	5.163.645
BEI	7.148.963 EUR	(h)	17.070.763	16.961.516
PROPARCO (Sur maximum 7 ans)	4.000.000 EUR	Taux de référence + 1.6%	6.380.776	6.230.988
OPEC FUND (Sur 7 ans)	4.000.000 EUR	Taux de référence + 1.6%	6.391.000	6.391.000
TOTAL			102.114.042	99.103.109

(a)Le taux d'intérêt correspond au coût moyen des ressources majoré de 0,5%;Le risque de change est garanti par le fonds de péréquation de change moyennant le paiement, à chaque échéance, d'une commission égale au différentiel entre le TMM majoré de 0,5% et le taux du crédit.

(b)L'Etat Tunisien a consenti le 27 Novembre 1995 à la société un financement subsidiaire sur le prêt BIRD n° 3671 TUN;Le financement a été consenti en dinars tunisiens pour l'équivalent de US\$: 6.000.000, au taux du marché monétaire majoré de 0,5%, sans que ce taux ne soit inférieur au taux d'intérêt applicable au prêt.

- (c) Le crédit a été contracté pour un montant en dinars équivalent à EUR: 2.500.000, au taux du marché monétaire majoré de 1,25%, sans que ce taux ne soit inférieur à 7,5%.
- (d) Le crédit a été contracté pour un montant en dinars équivalent à EUR: 3.000.000, au taux du marché monétaire majoré de 1,25%, sans que ce taux ne soit inférieur à 7,5%.
- (e) L'Etat Tunisien a consenti le 15 Mai 1998 à la société un financement subsidiaire sur le prêt J. EXIM BANK du 27 Mai 1997; Le financement a été consenti en dinar tunisien pour l'équivalent de JPY : 14.000.000.000, au taux du marché monétaire majoré de 0,5%, sans que ce taux ne soit inférieur au taux d'intérêt applicable au prêt.
- (f) Le crédit a été contracté pour un montant en dinars équivalent à ECU:1.279.738 (utilisations à fin 1998), rémunéré à concurrence de 75% des dividendes et 50% des plus values éventuelles des titres financés ; les moins values éventuelles seront supportées par la BEI.
- (g) Le crédit a été contracté pour un montant en dinars équivalent à EUR: 8.000.000, au taux d'intérêt fixe déterminé par la BAD et égal à un taux de base majoré de 1,7%.
- (h) Le crédit a été contracté dans le cadre du Prêt Global Entreprises Tunisiennes III (EUROMEDII) à un taux d'intérêt fixe calculé au taux nominal annuel applicable, lors de chacune des notifications aux opérations de la BEI en EUR présentant en matière de régime d'amortissement et de durée, les mêmes caractéristiques que le versement concerné.

Encours des billets de trésorerie émis par TUNISIE LEASING y compris les billets de trésorerie classés au niveau des emprunts à moyen et long terme (cf page précédente) :

Souscripteur	Montant (en dinars)	Durée (en jours)	Taux
TUNISIE FACTORING	1 000 000	1 210	7.6%
SICAV ENTREPRISE	500 000	100	6.22%
TUNISIE SICAV	1 000 000	90	6.22%
TUNISIE SICAV	1 500 000	100	6.22%
TUNISIE SICAV	2 000 000	90	6.25%
TUNISIE SICAV	2 000 000	90	6.25%
SANADETT SICAV	1 000 000	365	6%
SANADETT SICAV	3 000 000	365	6.15%
SANADETT SICAV	1 000 000	360	6%
SANADETT SICAV	2 000 000	365	6%
SANADETT SICAV	2 000 000	90	6.25%
PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	2 000 000	180	6.15%
SICAV AMEN	3 000 000	360	6%
SICAV AMEN	3 000 000	360	6%
TOTAL	25 000 000		

4.7- STRUCTURE DES SOUSCRIPTEURS A L'EMPRUNT SUBORDONNE TL 2007.

Nature	Nb de souscripteurs	Nb d'obligations	Montant en dinars	Pourcentage
Personnes physiques	57	10 900	1 090 000	5.45%
Sociétés d'assurances	1	15 000	1 500 000	7.5%
SICAR	1	5 000	500 000	2.5%
Banques	2	70 000	7 000 000	35%
SICAV	8	99 100	9 910 000	49.55%
FCP	0	0	0	0%
TOTAL	69	200 000	20 000 000	100%

4.8-TABLEAU DES MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES :

(en dinars)

	Capital social	Prime d'émission	Réserve légale	Réserves pour réinvestissement Exonérés	Réserve affectée à l'augmentation de capital	*Autres réserves	Actions propres	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31/12/2003	17.500.000		1.383.481	5.036.843	2.500.000	0	0	8.505.630	3.508.471	38.434.425
Affectations approuvées par l'AGO du 10/06/2004			175.424			40 000		3.293.047	(3.508.471)	0
Dividendes et tantièmes versés sur le bénéfice de 2003								(2.706.000)		(2.706.000)
Augmentation de capital approuvée par l'AGE du 01/11/2001	2.500.000				(2.500.000)					0
Rachat actions propres							(4.700)			(4.700)
Cession actions propres							4.700	(468)**		4.232
Dividendes sur actions propres								300		300
Résultat au 31/12/2004									2.889.825	2.889.825
Solde au 31/12/2004	20.000.000		1.558.905	5.036.843	0	40.000	0	9.092.509	2.889.825	38.618.082
Affectations approuvées par l'AGO du 05/05/2005			144.491					2.745.334	(2.889.825)	0
Dividendes et tantièmes versés sur le bénéfice de 2004								(3 081 000)		(3 081 000)
Transfert de « réserves pour réinvestissements exonérés » à « autres réserves »				(5.036.843)		5.036.843				0
Transfert de réserves au compte de provisions						(1.300.000)				(1.300.000)
Résultat au 31/12/2005									3.289.383	3.289.383
Solde au 31/12/2005	20.000.000		1.703.396	0	0	3.776.843	0	8.756.843	3.289.383	37.526.465
Affectations approuvées par l'AGO du 08/06/2006			296.603					2.992.780	(3.289.383)	0
Dividendes versés sur le bénéfice de 2005								(3 000 000)		(3 000 000)
Solde après affectation au 31/12/2005	20.000.000		2.000.000	0	0	3.776.843	0	8.749.623	0	34.526.465
Augmentation de capital approuvée par l'AGE du 08/06/2006	7.500.000	7.500.000								15.000.000
Résultat au 31/12/2006									4.000.981	4.000.981
Solde au 31/12/06	27.500.000	7.500.000	2.000.000	0	0	3.776.843	0	8.749.623	4.000.981	53.527.446
Affectations approuvées par l'AGO du 15/06/2007			637.530					3.363.451	(4.000.981)	0
Dividendes versés sur le bénéfice de 2006								(3 562 500)		(3 562 500)
Solde après affectation au 31/12/2006	27.500.000	7.500.000	2.637.530	0	0	3.776.843	0	8.550.574	0	49.964.946

* y compris fonds social

** moins values sur cession d'actions propres.

L'AGO du 15/06/2007 a décidé d'affecter le résultat de l'exercice 2006 totalisant 4.000.981 dinars en réserves légales pour 637.530 dinars et en résultat reporté pour 3.363.451 dinars.

4.9-AFFECTATION DES RESULTATS DES DERNIERS EXERCICES :

L'assemblée Générale Ordinaire de TUNISIE LEASING tenue le 15 juin 2007 a décidé d'affecter le bénéfice de l'exercice 2006 conformément à l'article 32 nouveau des statuts comme suit :

Bénéfice de l'exercice	4 000 981 DT
+ Report à nouveau	8 749 623 DT
= Total	12 750 604 DT
- Réserve légale	637 530 DT
= Bénéfice disponible	12 113 074 DT
- Dividendes	3 562 500 DT
= Résultat reporté	8 550 574 DT

(en dinars)

Désignations	2006*	2005*	2004*
Bénéfice net	4 000 981	3 289 383	2 889 825
Réserve légale (5%)	637 530	296 603	144 491
Reliquat	3 363 451	2 992 780	2 745 334
Report à nouveau	8 749 623	8 756 843	9 092 509
Réserves affectées au capital	2 500 000**		
Bénéfice disponible (A)	9 613 074	11 749 623	11 837 843
Premier dividende (6%)	3 562 500	1 200 000	1 200 000
Super dividende (9%)		1 800 000	1 800 000
Tantièmes			81 000
Bénéfice distribué (B)	3 562 500	3 080 000	3 081 000
Reliquat (A)-(B)	6 050 574	8 749 623	8 756 843
Résultat reporté	6 050 574	8 749 623	8 756 843

* Après affectation des résultats

** Décision de l'AGE tenue le 08/06/2006 d'augmenter le capital social de 2 500 000 Dt par incorporation des réserves à prélever sur le compte « résultats reportés » et à réaliser en 5 tranches sur 5 années consécutives. L'incorporation de la première tranche (0.5MDt) a été réalisée le 1^{er} mars 2007.

4.10. EVOLUTION DES REVENUS DE LEASING ET DU RESULTAT D'EXPLOITATION :

(en dinars)

Désignation	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004
Revenus de leasing	24 896 417	23 370 938	22 047 892
Produit net	12 634 746	11 375 667	10 651 493
Capital social	27 500 000	20 000 000	20 000 000
Nombre d'actions	5 500 000*	2 000 000	2 000 000
Résultat d'exploitation	4 482 613	3 992 267	3 588 087
Résultat d'exploitation par action	0.815	1.996	1.794
Revenus par action	4.527	11.685	11.024

*La société a procédé à un Split par deux le 04/09/2006 portant le nombre d'actions à 4 000 000 actions. Elle a par ailleurs augmenté son capital par émission en numéraire de 1 500 000 actions le 09/11/2006.

Actuellement le nombre d'actions total est de 5 600 000 actions, la société ayant augmenté son capital par incorporation de réserves de 0.5MDt le 01/03/2007.

4.11. EVOLUTION DU BENEFICE NET :

(en dinars)

Désignation	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004
Bénéfice avant impôt	4 833 263	4 114 563	3 650 117
Bénéfice net d'impôt	4 000 981	3 289 383	2 889 825
Bénéfice consolidé avant impôt	3 747 452	4 734 492	4 485 906
Bénéfice consolidé net d'impôt	3 633 311	4 041 978	3 592 754
Capital social	27 500 000	20 000 000	20 000 000
Nombre d'actions	5 500 000	2 000 000	2 000 000
Bénéfice par action avant impôt	0,878	2,057	1,825
Bénéfice par action net d'impôt	0,727	1,644	1,445
Bénéfice consolidé par action avant impôt	0,681	2,367	2,243
Bénéfice consolidé par action net d'impôt	0,660	2,021	1,796
Bénéfice avant impôt/capital social	17,57%	20,57%	18,25%
Bénéfice net d'impôt/capital social	14,55%	16,44%	14,45%

4.12- EVOLUTION DES DIVIDENDES :

Désignation	2006	2005	2004
Dividendes en dinars	3 562 500	3 000 000	3 000 000
Dividendes par action en dinars	0,648*	1,5	1,5
% du nominal	12,95%	15%	15%
Date de paiement	25/06/2007	20/06/2006	27/05/2005

* TI a distribué un dividende de 0.750Dt/action pour les anciennes actions (4 000 000) et 0.375Dt/action pour les nouvelles créées (1 500 000)

4.13-EVOLUTION DE LA MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT :

Désignation (en dinars)	2006	2005	2004
Bénéfice net d'impôt (1)	4 000 981	3 289 383	2 889 825
Dotation aux amortissements et aux provisions (2)	3 389 129	3 050 844	2 969 397
Reprise sur provisions (3)	56 707	93 204	213 326
Marge brute d'autofinancement (1+2-3)	7 333 403	6 247 023	5 645 896

4.14-EVOLUTION DE LA STRUCTURE FINANCIERE :

(en dinars)

Désignation	2006	2005	2004
Capitaux propres avant affectation (1)	53 527 446	37 526 465	38 618 082
Passifs non courants (2)	100 851 462	125 291 644	116 930 169
Capitaux permanents avant affectation (1)+(2)	154 378 908	162 818 109	155 548 251
Actifs non courants (3)	257 300 977	246 320 336	226 888 184
Fonds de roulement net (1)+(2)-(3)	-102 922 069	-83 502 227	-71 339 933

4.15- INDICATEURS DE GESTION ET RATIOS :

Désignation	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004
Indicateurs de gestion (en Millions de Dinars)			
Revenus bruts de leasing	140.5	128.7	114.3
Produit net	12.6	11.4	10.7
Résultat d'exploitation	4.483	3.992	3.588
Résultat net (1)	4.001	3.289	2.88
Engagements (2) (Immo en location nettes + Immo finan nettes + Clients bruts)	274	262	242
Fonds propres (3) (avant résultat)	49.5	34.2	35.7
Clients & comptes rattachés (4)	18.324	17.451	17.01
Créances classées (5)	38.987	37.488	38.845
Total Provisions (6) (affectées)	20.911	18.503	15.341
Total produits réservés (7)	2.762	2.868	2.778
Emprunts & concours bancaires moyens (8) (Moyenne des concours bancaires et emprunts entre l'année N et l'année N-1)	192.517	187.479	175.663
Charges financières nettes(9)	13.585	12.828	11.97
Capitaux permanents (10)	154.378	162.818	155.548
Ratios propres aux sociétés de leasing			
Fonds propres/Engagements (3)/(2)	18.06%	13.05%	14.75%
Rentabilité des fonds propres (1)/(3)	8.08%	9.62%	8.07%
Couverture client ((6)+(7))/(4)	129.19%	122.46%	106.33%
Risque portefeuille (4)/(2)	6.68%	6.66%	7.03%
Taux de créances classées	15.70%	15.56%	17.41%
Taux de financement apparent (9)/(8)	7.05%	6.84%	6.80%
Ratio de couverture des créances classées (6)+(7)/(5)	60.72%	58.12%	46.56%
Ratio des Fonds propres selon circulaire 99-04 de la BCT *	21.01%	15.43%	17.59%
Ratios de structure			
Actifs non courants/Total bilan	95.24%	94.22%	93.60%
Actifs courants/Total bilan	4.76%	5.78%	6.39%
Capitaux propres/Total bilan	19.81%	14.35%	15.93%
Passifs non courants/Total bilan	37.33%	47.92%	48.24%
Passifs courants/Total bilan	42.85%	37.72%	35.82%
Ratios de gestion			
Charges de personnel/Revenus bruts du leasing	1.91%	1.76%	1.80%
Résultat d'exploitation/ Revenus bruts du leasing	3.19%	3.10%	3.14%
Revenus bruts du leasing /Capitaux propres	262.46%	343.00%	295.92%
Ratios de solvabilité			
Capitaux propres/passifs non courants	53.07%	29.95%	33.03%
Capitaux propres/Capitaux permanents	34.67%	23.05%	24.83%
Ratios de liquidité			
Produit net/revenu brut de leasing	8.99%	8.84%	9.32%
Actifs courants/Passifs courants	11.10%	15.33%	17.84%
Liquidités et équivalents de liquidité/passifs courants	3.54%	4.63%	4.53%

*Ce ratio prudentiel exige de chaque établissement de crédit (banques et sociétés de leasing) que les fonds propres représentent au moins 8% du total de son actif (bilan et hors bilan) pondéré en fonction des risques encourus.

4.16- ETATS FINANCIERS CONSOLIDES 31/12/2006

En vue de se rapprocher progressivement du taux de couverture des actifs classés souhaité par la BCT (70% contre 50% au 31/12/2004), le conseil d'administration de TUNISIE LEASING du 14 avril 2006 a décidé de renforcer les règles de provisionnement en adoptant les mesures suivantes :

- La valeur des hypothèques prise en garantie ne peut être supérieure au montant de la base locative du contrat de leasing auquel elle se rapporte. Une décote de 10% l'an est appliqué rétroactivement sur la valeur de l'hypothèque initialement retenue.

- Pour les contrats de leasing mobilier au contentieux et à l'exclusion des cas d'exécutions suspendues pour causes d'arrangement, la valeur du matériel retenu comme garantie sera considérée nulle dans chacun des cas suivants :

a/ le contrat est au contentieux depuis plus de six mois sans qu'un jugement de récupération ne soit rendu.

b/ le matériel a fait l'objet d'un jugement de récupération dont la grosse a été obtenue depuis plus de six mois sans que le matériel ne soit vendu.

Ces nouvelles mesures ont été introduites dès l'arrêté des états financiers intermédiaires individuelles de TUNISIE LEASING au 30/06/2005. Il est à signaler que les données comparatives au 31/12/2004 n'ont pas été retraitées en conséquence, s'agissant d'un renforcement des règles internes de provisionnement (augmentation de la décote sur hypothèque et valeur de matériel en garantie) et non d'un changement de méthode comptable selon la société.

Par ailleurs, en 2005, les actifs d'impôt différés d'un montant de 904 158 dinars ont été reclassés parmi les actifs immobilisés. Les états financiers consolidés au 31/12/2004 ont été retraités en conséquence.

Pour ce qui est de l'année 2006, la société a adopté une nouvelle politique de provisionnement de ses engagements. En effet, les provisions sont désormais estimées sur la base du coût du risque de l'exercice alors qu'auparavant la société constituait annuellement une provision globale égale à 1% des loyers des contrats actifs. Par conséquent, les Etats Financiers consolidés relatifs à l'exercice 2005 ont été retraités pour des besoins de comparaison.

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2006

(exprimé en dinar tunisien)

	Notes	31 Décembre			Notes	31 Décembre		
		2006	2005 PROFORMA			2005 PUBLIE	2006	2005 PROFORMA
ACTIFS				CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS				
ACTIFS NON COURANTS				CAPITAUX PROPRES				
Immobilisations incorporelles		3 019 338	2 466 915	2 466 915	Capital social	27 500 000	20 000 000	20 000 000
Moins : amortissements		(2 066 688)	(1 754 843)	(1 754 843)	Réserves consolidées	25 875 791	17 252 985	16 175 200 (*)
		<u>952 650</u>	<u>712 072</u>	<u>712 072</u>	Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice	<u>53 375 791</u>	<u>37 252 985</u>	<u>36 175 200</u>
Immobilisations propres		14 290 442	11 404 456	11 404 456	Résultat consolidé	3 633 311	3 493 378	4 041 978 (*)
Moins : amortissements		(3 946 855)	(2 882 522)	(2 882 522)	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION	<u>9 57 009 102</u>	<u>40 746 363</u>	<u>40 217 178</u>
		<u>10 343 587</u>	<u>8 521 934</u>	<u>8 521 934</u>				
Immobilisations destinées à la location		592 502 243	538 657 304	538 657 304	INTERETS MINORITAIRES	10 <u>14 810 233</u>	<u>4 894 650</u>	<u>3 846 047</u>
Moins : amortissements		(349 647 530)	(309 661 906)	(309 661 906)				
Moins : provisions		(8 300 181)	(7 289 193)	(7 289 193)				
	5	<u>234 554 532</u>	<u>221 706 205</u>	<u>221 706 205</u>				
Titres mis en équivalence		9 388 582	10 132 655	10 132 655				
Autres immobilisations financières		10 700 830	9 999 361	9 999 361				
Moins : provisions		(222 477)	(164 913)	(164 913)				
	6	<u>19 866 935</u>	<u>19 967 103</u>	<u>19 967 103</u>				
Actifs d'impôts différés	13	<u>610 152</u>	<u>373 403</u>	<u>904 158 (*)</u>				
Total des actifs immobilisés		<u>266 327 856</u>	<u>251 280 717</u>	<u>251 811 472</u>				
Autres actifs non courants		<u>1 036 060</u>	<u>1 019 049</u>	<u>1 019 049</u>				
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		<u>267 363 916</u>	<u>252 299 766</u>	<u>252 830 521</u>				
ACTIFS COURANTS				PASSIFS				
PASSIFS NON COURANTS				PASSIFS NON COURANTS				
Clients et comptes rattachés		18 324 246	17 451 273	17 451 273	Emprunts	11 102 638 763	125 542 931	125 542 931
Moins : provisions et produits réservés		(15 594 918)	(14 081 462)	(14 081 462)	Autres passifs financiers	4 748 960	4 677 708	4 677 708
	7	<u>2 729 328</u>	<u>3 369 811</u>	<u>3 369 811</u>	Provisions	12 1 138 650	1 720 710	3 829 253 (*)
Acheteurs factorés		64 801 726	59 920 441	59 920 441	Passifs impôts différés	13 27 849	268 823	268 823
Moins : provisions		(1 724 039)	(1 652 235)	(1 652 235)	TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	<u>108 554 222</u>	<u>132 210 172</u>	<u>134 318 715</u>
	8	<u>63 077 687</u>	<u>58 268 206</u>	<u>58 268 206</u>				
Autres actifs courants		6 432 220	4 428 906	4 428 906	PASSIFS COURANTS			
Placements et autres actifs financiers		857 630	2 172 978	2 172 978	Fournisseurs et comptes rattachés	9 446 374	9 289 013	9 289 013
Liquidités et équivalents de liquidités		13 746 414	4 662 453	4 662 453	Comptes courants des adhérents et comptes rattachés	8 22 133 116	18 557 548	18 557 548
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		<u>86 843 279</u>	<u>72 902 354</u>	<u>72 902 354</u>	Autres passifs courants	16 596 020	14 328 538	14 328 538
					Concours bancaires et autres passifs financiers	14 125 658 128	105 175 836	105 175 836
TOTAL DES ACTIFS		<u>354 207 195</u>	<u>325 202 120</u>	<u>325 732 875</u>	TOTAL DES PASSIFS COURANTS	<u>173 833 638</u>	<u>147 350 935</u>	<u>147 350 935</u>
					TOTAL DES PASSIFS	<u>282 387 860</u>	<u>279 561 107</u>	<u>281 669 650</u>
					TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	<u>354 207 195</u>	<u>325 202 120</u>	<u>325 732 875</u>

(*) Données retraitées pour les besoins de comparaison (Cf. Note 4.4)

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE

(exprimé en dinar tunisien)

	Notes	<u>2006</u>	<u>31 Décembre 2005 PROFORMA</u>	<u>2005 PUBLIE</u>
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Revenus bruts de leasing	15	143 036 423	128 450 108	128 450 108
Revenus du factoring	16	5 802 658	5 957 812	5 957 812
Intérêts de retard	15	595 995	694 551	694 551
Variation des produits réservés	15	105 243	(89 533)	(89 533)
Dotations aux amortissements des immobilisations en location	15	(118 706 185)	(105 787 349)	(105 787 349)
<u>Total des produits d'exploitation</u>		<u>30 834 134</u>	<u>29 225 589</u>	<u>29 225 589</u>
CHARGES FINANCIERES NETTES	17	<u>(15 769 580)</u>	<u>(14 944 791)</u>	<u>(14 944 791)</u>
PRODUITS DES PLACEMENTS		<u>561 343</u>	<u>513 959</u>	<u>513 959</u>
PRODUITS NETS		<u>15 625 897</u>	<u>14 794 757</u>	<u>14 794 757</u>
CHARGES D'EXPLOITATION				
Charges de personnel		(4 236 877)	(3 346 154)	(3 346 154)
Autres charges d'exploitation		(4 381 822)	(3 101 098)	(3 101 098)
Autres produits d'exploitation		2 118 967	713 056	713 056
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	18	(2 687 398)	(3 118 471)	(2 991 502) (*)
Dotations aux amortissements des immobilisations propres		(1 856 944)	(1 303 647)	(1 303 647)
Dotations aux provisions pour risques divers		(1 348 791)	(193 797)	(193 797)
<u>Total des charges d'exploitation</u>		<u>(12 392 865)</u>	<u>(10 350 111)</u>	<u>(10 223 142)</u>
RESULTAT D'EXPLOITATION		<u>3 233 032</u>	<u>4 444 646</u>	<u>4 571 615</u>
Autres gains ordinaires		525 332	255 276	255 276
Autres pertes ordinaires		(10 912)	(92 399)	(92 399)
RESULTAT COURANTS DES SOCIETES INTEGREES		<u>3 747 452</u>	<u>4 607 523</u>	<u>4 734 492</u>
Impôts différés		478 875	285 732	442 796 (*)
Impôts exigibles		(1 386 465)	(1 347 359)	(1 347 359)
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		<u>2 839 862</u>	<u>3 545 896</u>	<u>3 829 929</u>
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		1 057 259	766 338	766 338
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		<u>3 897 121</u>	<u>4 312 234</u>	<u>4 596 267</u>
Part revenant aux intérêts minoritaires		(263 810)	(818 856)	(554 289) (*)
RESULTAT NET REVENANT A LA SOCIETE CONSOLIDANTE		<u>3 633 311</u>	<u>3 493 378</u>	<u>4 041 978</u>

(*) Données retraitées pour les besoins de comparaison (Cf. Note 4.4)

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE
(exprimé en dinar tunisien)

	31 Décembre	
	2006	2005
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Encaissements reçus des clients	167 173 958	151 010 112
Encaissements reçus des acheteurs factorés	170 700 576	159 779 308
Financement des adhérents	(165 694 792)	(154 847 740)
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	(7 687 947)	(5 414 259)
Intérêts payés	(16 702 487)	(15 081 440)
Impôts et taxes payés	(7 204 532)	(5 733 274)
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations destinées à la location	(161 640 039)	(144 951 113)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations destinées à la location	10 187 299	6 557 532
Autres flux de trésorerie	3 768 704	(1 099 439)
	(7 099 260)	(9 780 313)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(4 162 589)	(3 433 358)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	123 296	113 346
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	(2 684 651)	(6 050 547)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	3 133 085	1 677 688
	(3 590 859)	(7 692 871)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Encaissements suite à l'émission d'actions	24 745 225	0
Dividendes et autres distributions	(3 218 843)	(3 279 743)
Encaissements provenant des emprunts	94 632 660	74 338 875
Remboursement d'emprunts	(97 723 955)	(53 433 616)
Flux liés au financement à court terme	2 031 023	(244 876)
	20 466 110	17 380 640
Incidences des variations des taux de participation sur les liquidités et équivalents de liquidités		
	1 208	52 862
Incidences des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités		
	(223 311)	0
Variation de trésorerie		
	9 553 888	(39 682)
Trésorerie au début de l'exercice	(3 764 043)	(3 724 361)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	5 789 845	(3 764 043)

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2006

NOTE 1 : PRESENTATION DU GROUPE « TUNISIE LEASING »

1-1 : Structure juridique des sociétés du groupe

Le Groupe « **Tunisie leasing** » est composé principalement de neuf sociétés spécialisées chacune dans l'un des métiers de la finance qui sont le leasing, le factoring, l'intermédiation en bourse et le capital investissement.

- La société « **Tunisie Leasing** » a été créée en octobre 1984 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens mobiliers à usage industriel ou professionnel. Cet objet a été étendu en 1994 aux opérations de leasing portant sur des biens immobiliers à usage professionnel et aux opérations d'affacturage.

A compter du premier juillet 1999, la branche d'activité « affacturage », a été abandonnée au profit d'une nouvelle société filiale « Tunisie factoring ».

Le capital social de Tunisie leasing s'élève au 31 décembre 2006 à la somme de D : 27.500.000 divisé en 5.500.000 actions de D : 5 chacune.

Les titres de la société sont admis à la côte de la Bourse depuis l'année 1992.

- La société « **Maghreb Leasing Algérie** » a été créée en janvier 2006 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing.

Le capital social de Maghreb leasing Algérie s'élève à la clôture de l'exercice 2006, à la somme de DZD : 1.000.000.000 divisé en 1.000.000 actions de DZD : 1.000 chacune.

- La société « **Tunisie Valeurs** » est une société anonyme constituée en mai 1991. Elle a pour objet principal le commerce et la gestion des valeurs mobilières et notamment :
 - Le placement de titres émis par les entreprises faisant appel à l'épargne ;
 - La négociation de valeurs mobilières et de produits financiers sur le marché pour le compte de tiers ;
 - La gestion de portefeuille pour le compte de clients ;
 - Le conseil et l'assistance en matière de restructuration, cessions, acquisitions d'entreprises, évaluation de projets, introduction de sociétés en Bourse.

Le capital social de « Tunisie Valeurs » s'élève au 31 décembre 2006 à D : 5.000.000, divisé en 50.000 actions de D : 100 chacune. Le montant non libéré est de D : 1.500.000.

- La société « **Tunisie Factoring** » a été créée en juin 1999, avec pour objet principal la prise en charge, par différents moyens tels que paiement, financement, garantie, tenue

des comptes, encaissement, et recouvrement de créances, détenues par ses clients et ses correspondants, représentées par des factures.

Le capital s'élève à la clôture de l'exercice à la somme de D : 4.400.000, divisé en 440.000 actions de D : 10 chacune, souscrites en numéraires et libérées intégralement lors de la souscription.

▪ ***Sociétés d'investissement***

A l'initiative de Tunisie leasing, il a été procédé à la constitution de quatre sociétés d'investissement à capital risque, ayant pour objet la participation pour leurs propres comptes ou pour le compte des tiers au renforcement des fonds propres des entreprises.

Il s'agit de :

- **Tuninvest-Sicar** : constituée en 1994 sous la forme d'une société d'investissement à capital fixe, puis transformée en 1998 en société d'investissement à capital risque.

Son capital s'élève à D : 6.279.000, divisé en 966.000 actions de D : 6,500 chacune, totalement libérées.

Les titres de TUNINVEST SICAR sont cotés en Bourse.

- **Tunisie - Sicar**: constituée en 1997. Son capital actuel s'élève à D : 3.000.000, divisé en 300.000 actions de D : 10 chacune, totalement libérées.
- **Tuninvest International-Sicar**: constituée en 1998 avec un capital de D : 7.000.000, divisé en 700.000 actions de D : 10 chacune, totalement libérées.
- **Tuninvest Innovations-Sicar**: constituée en 2002 avec un capital de D : 5.500.000, divisé en 550.000 actions de D : 10 chacune.

▪ ***Les autres sociétés du groupe***

- La **Société Immobilière Méditerranéenne de Tunisie (SIMT)** est une société anonyme constituée en 1998 pour la construction du nouveau siège du Groupe Tunisie Leasing.

Son capital social s'élève à D : 4.100.000, divisé en 41.000 actions de D : 100 chacune, détenu par Tunisie Leasing et Tunisie Factoring.

- **Tunis Call Center (TCC)** est une société anonyme constituée en 1998 avec pour objet principal l'étude et le conseil en marketing. Elle est contrôlée conjointement par Tunisie leasing et Tunisie valeurs.

Son capital social s'élève à D : 1.050.000, divisé en 105.000 actions de D : 10 chacune.

- **Société Tunisienne d'Ingénierie Financière (STIF)** est une société anonyme constituée en 2001 avec pour objet principal l'audit économique, juridique et financier. Son capital social s'élève à D : 400.000, divisé en 40.000 actions de D : 10 chacune, détenu quasi - totalement par Tunisie Valeurs.

- **Société Tunisie Location Longue Durée (Tunisie LLD)** est une société à responsabilité limitée constituée en 1999 avec pour objet principal la location de voitures.

Son capital social s'élève à D : 250.000, divisé en 2.500 parts de D : 100 chacune.

1-2 : Tableaux des participations et périmètre du groupe

La synthèse des participations des sociétés du groupe est présentée dans le tableau 1 ci-après.

L'analyse des pourcentages d'intérêts directs et indirects est présentée dans le tableau 2 ci-après.

L'organigramme du groupe est présenté dans le tableau 3 ci-après.

Tableau 1

Tableau des participations au 31 décembre 2006

	Tunisie valeurs		Tuninvest SICAR		Tunisie SICAR		Tuninvest Inter.SICAR		Tuninvest Innov. SICAR		Tunisie Factoring		Tunis Call Center		S.I.M.T		STIF		Tunisie Location LD		Maghreb L. Algérie	
	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%
Tunisie Leasing	15 000	30,00%	352 645	36,51%	131 999	44,00%	175 000	25,00%	150 000	27,27%	239 997	54,54%	29 997	28,57%	28 306	69,04%			501	20,04%	359 999	36,00%
Tunisie Valeurs							17 500	2,50%					29 998	28,57%			39 994	99,99%	750	30,00%		
Tunisie SICAR																						
Tuninvest SICAR																						
Tuninvest International SICAR																						
Tunisie Factoring														7 688	18,75%							
Tunis Call Center																						
Société Immobilière (SIMT)																						
Société d'Ingénierie Financière (STIF)											19 900	4,52%										
Autres	35 000	70,00%	613 355	63,49%	168 001	56,00%	507 500	72,50%	400 000	72,73%	180 103	40,93%	45 005	42,86%	5 006	12,21%	6	0,02%	1 249	49,96%	640 001	64,00%
Total	50 000	100,00%	966 000	100,00%	300 000	100,00%	700 000	100,00%	550 000	100,00%	440 000	100,00%	105 000	100,00%	41 000	100,00%	40 000	100,00%	2 500	100,00%	1 000 000	100,00%

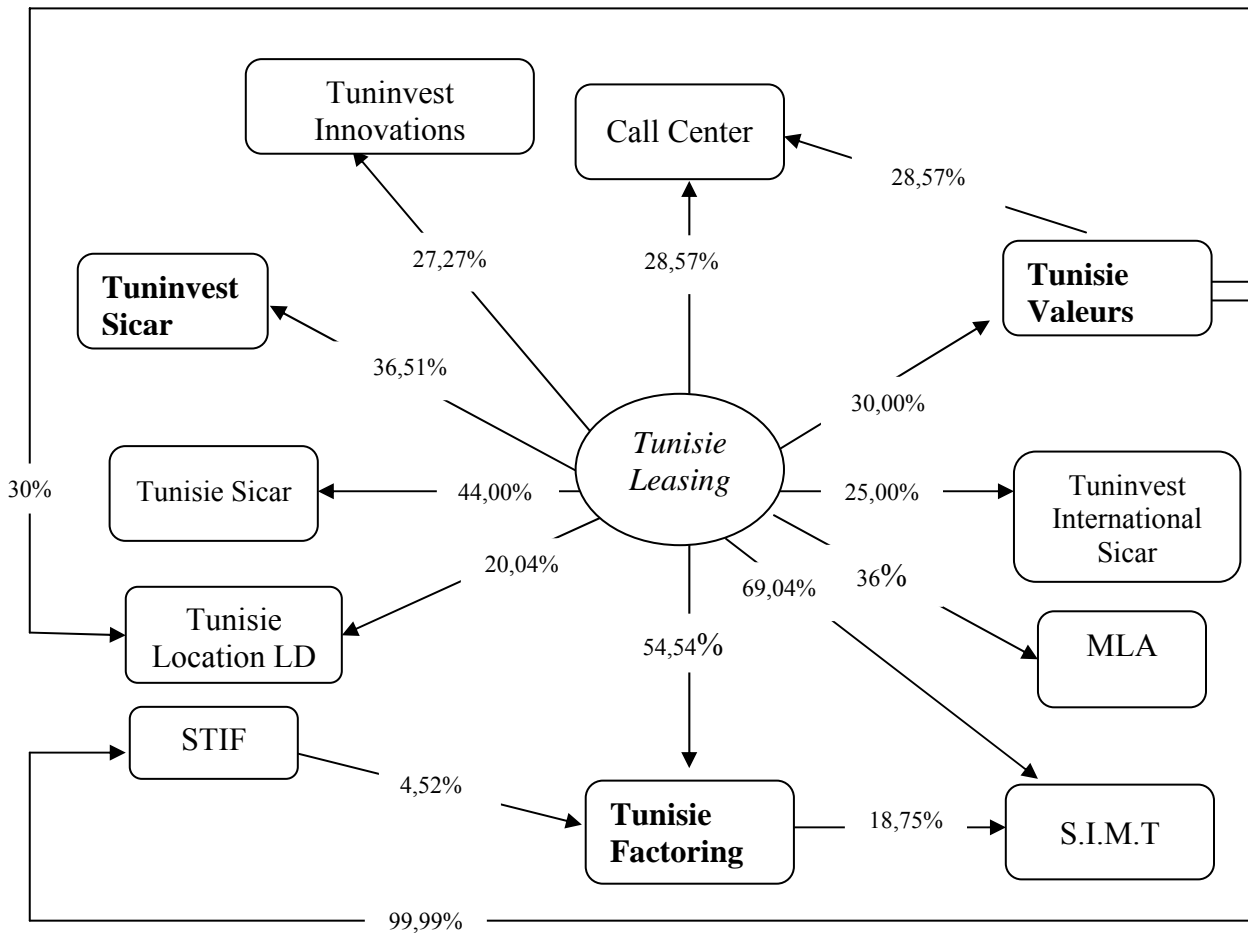
Tableau 2

Analyse des pourcentages d'intérêts directs et indirects de la société consolidante au 31 décembre 2006

	Tunisie valeurs		Tuninvest SICAR		Tunisie SICAR		Tuninvest Inter.SICAR		Tuninvest Innov. SICAR		Tunisie Factoring		Tunis Call center		S.I.M.T		STIF		Tunisie Location LD		Maghreb L. Algérie	
	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte
Tunisie Leasing	30,00%		36,51%		44,00%		25,00%		27,27%		54,54%		28,57%		69,04%	(*) 12,20%			20,04%	(*) 79,40%	36,00%	
Tunisie Valeurs								0,75%						8,57%			30,00%					
Tunisie SICAR																						
Tuninvest SICAR																						
Tuninvest International SICAR																						
Tunisie Factoring																10,48%						
Tunis Call Center																						
Société Immobilière (SIMT)																						
Société d'Ingénierie Financière (STIF)												1,36%										
Autres																						
Total	30,00%	0,00%	36,51%		44,00%		25,00%	0,75%	27,27%		54,54%	1,36%	28,57%	8,57%	69,04%	22,68%	0,00%	30,00%	20,04%	79,40%	36,00%	0,00%
Total participation	30,00%		36,51%		44,00%		25,75%		27,27%		55,90%		37,14%		91,72%		30,00%		99,44%		36,00%	

(*) A travers des contrats de portage

**TABLEAU 3 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION
AU 31 DECEMBRE 2006**



NOTE 2 : METHODES ET MODALITES DE CONSOLIDATION

2.1 : Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation appliquées à chaque société du groupe, sont déterminées en fonction du pourcentage des droits de vote, détenu par Tunisie leasing, ainsi que son pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de chaque société incluse dans le périmètre de consolidation.

Les méthodes de consolidation appliquées pour chaque société du périmètre de consolidation sont les suivantes :

<i>Sociétés</i>	<i>Degré de contrôle</i>	<i>Méthode retenue</i>
Tunisie Valeurs	Influence notable	Mise en équivalence
Tuninvest Sicar	Influence notable	Mise en équivalence
Tunisie Sicar	Influence notable (1)	Mise en équivalence
Tuninvest International Sicar	Influence notable	Mise en équivalence
Tuninvest Innovations Sicar	Influence notable	Mise en équivalence
Tunisie Factoring	Contrôle exclusif	Intégration globale
Tunis Call Center	Contrôle conjoint	Intégration proportionnelle
Société Immobilière Méditerranéenne de Tunisie	Contrôle exclusif	Intégration globale
Société Tunisie Location Longue Durée	Contrôle exclusif (2)	Intégration globale
Maghreb Leasing Algérie	Contrôle exclusif	Intégration globale

(1) Bien que Tunisie Leasing détienne 44% du capital de Tunisie SICAR et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne, cette participation a été consolidée selon la méthode de mise en équivalence car, d'une part, Tunisie Leasing n'a aucun pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de cette société et d'autre part, Tunisie Leasing est représentée par un seul membre au niveau du conseil d'administration.

(2) Les titres TLLD détenus respectivement par Tunisie Valeurs (750 parts) et par TFG (1235 parts) en vertu des contrats de portage pour le compte de Tunisie Leasing ont été pris en compte dans le pourcentage d'intérêt du Groupe comme s'ils étaient détenus directement par Tunisie Leasing.

- La Société Tunisienne d'Ingénierie Financière (**STIF**) a été intégrée globalement au niveau de Tunisie Valeurs.

- Le contrôle exclusif est présumé exister, dès lors qu'une entreprise détient directement ou indirectement quarante pour cent au moins des droits de vote dans une autre entreprise, et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne.
- Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés de sorte que les décisions résultent de leur accord.
- L'influence notable est présumée lorsque l'investisseur détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20% ou plus des droits de vote dans l'entreprise détenue.

L'existence de l'influence notable est mise en évidence par la représentation de l'investisseur au conseil d'administration de l'entreprise détenue.

2.2 : Date de clôture

La date de clôture retenue pour l'établissement des états financiers consolidés correspond à celle des états financiers individuels annuels, soit le 31 décembre.

2.3 : Modalités de consolidation

La consolidation des sociétés du groupe est effectuée selon les étapes suivantes :

- ***Traitement des participations dans les entreprises associées***

Les participations dans les entreprises associées, sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Ces participations sont classées dans les actifs à long terme et présentées au bilan sous une rubrique distincte.

La quote part dans les résultats de ces participations est présentée comme un élément distinct au compte de résultat.

L'opération de mise en équivalence a été effectuée à travers des tableaux d'analyse de chaque participation permettant de prendre en ligne de compte, l'effet des participations indirectes et ce, à travers :

- L'annulation de la participation de chaque société au capital d'une autre société du groupe
- La prise en compte de la fraction de la participation indirecte annulée, revenant à la société mère

Parallèlement, toute différence, lors de l'acquisition de la participation, entre le coût d'acquisition et la quote part de chaque investisseur dans les justes valeurs des actifs identifiables nets de l'entreprise associée, est comptabilisée selon la NC 36, entre autres, comme actif incorporel.

▪ ***Intégration des sociétés sous contrôle conjoint et sous contrôle exclusif***

L'établissement des états financiers consolidés, a été réalisé en suivant les étapes suivantes :

- Les états financiers individuels de la société mère et de ses filiales, sont combinés ligne à ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges ;
- Les soldes et les transactions intra-groupe sont intégralement éliminés ;
- Les méthodes comptables sont revues afin de s'assurer qu'elles sont uniformes au sein de toutes les sociétés du groupe ;
- La valeur comptable de la participation de la mère dans chaque filiale et la quote part de la mère dans les capitaux propres de chaque filiale, sont éliminées ;
- Les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées, sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère ;
- Les intérêts minoritaires dans l'actif net des filiales consolidées sont identifiés et présentés dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la mère.

2.4. Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis selon une optique à la fois financière et économique, suivant laquelle, les comptes consolidés ont pour objet de fournir aux associés de la société mère, la véritable valeur de leurs titres et ce dans le cadre d'une même entité économique englobant les intérêts majoritaires et minoritaires. Ces derniers ne sont pas considérés comme des tiers.

Les conséquences de cette optique se traduisent comme suit :

- **Ecart d'acquisition:** l'écart d'acquisition est retenu à hauteur de la part de la société mère lors de l'acquisition.
- **Ecart d'évaluation :** L'écart d'évaluation correspond à la différence entre la juste valeur des éléments d'actif et de passif identifiables des sociétés consolidées et leurs valeurs comptable nettes à la date de chaque acquisition.
- **Résultats inter-sociétés:** les résultats réalisés suite à des transactions conclues entre la société et les sociétés sous contrôle exclusif ou conjoint sont éliminés respectivement dans leur intégralité ou proportionnellement.
- **Présentation des intérêts minoritaires:** ils sont présentés au bilan et au compte de résultat respectivement entre les capitaux propres et les dettes, et en déduction du résultat consolidé.

2.5. Principaux retraitements effectués dans les comptes consolidés

▪ ***Homogénéisation des méthodes comptables***

Les méthodes comptables utilisées pour l'arrêté des comptes des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation ont été alignés sur celles retenues pour les comptes consolidés du groupe.

▪ ***Elimination des soldes et transactions intra-groupe***

Les produits et les charges résultant d'opérations internes au groupe et ayant une influence significative sur les états financiers consolidés sont éliminés lorsqu'ils concernent des entreprises faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle ou mises en équivalence.

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les produits et charges réciproques sont éliminés lorsqu'ils concernent des entreprises faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

▪ ***Conversion des états financiers des entités étrangères***

Conformément à la norme internationale IAS 21 § 39, le résultat et la situation financière d'une entité étrangère sont convertis en monnaie de présentation (TND), en utilisant les procédures suivantes :

- les actifs et les passifs de chaque bilan présenté (y compris à titre comparatif) sont convertis au cours de clôture à la date de chacun de ces bilans ;
- les produits et les charges de chaque compte de résultat (y compris à titre comparatif) sont convertis au cours de change moyen des périodes de transactions ;
- tous les écarts de change en résultant sont comptabilisés au niveau des capitaux propres.

NOTE 3 : DECLARATION DE CONFORMITE

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux dispositions de (s) :

- La norme comptable générale (NCT 1);
- La NC 35 (Etats financiers consolidés), la NC 36 (Participations dans des entreprises associées) et la NC 37 (Participations dans des coentreprises), et notamment les principes régissant les techniques, règles de présentation, et de divulgation spécifiques à l'établissement des états financiers consolidés ;
- La norme comptable relative aux regroupements d'entreprises (NCT 38);

- Règles de la Banque Centrale de Tunisie prévues par la circulaire n°91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les circulaires n° 99-04 du 19 mars 1999 et n° 2001-12 du 4 mai 2001.

NOTE 4 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les principes comptables les plus significatifs retenus pour la préparation des états financiers consolidés se résument comme suit :

4-1 : Immobilisations destinées à la location

Les immobilisations destinées à la location sont les biens acquis et donnés en location pour une durée qui varie entre trois et sept ans. Elles sont de ce fait enregistrées à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition et durant toute la durée du bail. A la fin de cette durée, le locataire aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Les opérations de leasing portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions).

Tous les biens donnés en location sont correctement couverts par une police d'assurance.

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, pendant toute la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre ou de le nantir.

Le mode d'amortissement appliqué pour ces immobilisations est l'amortissement progressif sur la durée du bail. Selon cette méthode, l'amortissement du bien correspond à la portion de capital incluse dans chaque loyer facturé.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

De même, le coût d'entrée des immobilisations peut subir des modifications et ce, à l'occasion d'une consolidation d'impayés ou d'une location de biens récupérés.

4-2 : Portefeuille titres

Les titres de participation et les titres immobilisés ainsi que les titres de placement sont enregistrés dans les livres à leur valeur d'acquisition, les frais y afférents sont inscrits directement dans les charges.

Au 31 décembre, les plus-values potentielles ne sont pas constatées en produits sauf, en ce qui concerne les titres SICAV.

Les moins values latentes affectent le résultat de la période, et sont constatées par le biais de provision pour dépréciation.

4-3 : Emprunts

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants.

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont converties en dinars, selon le taux de change du déblocage. Le risque de change étant couvert.

4-4 : Politique de provisions

Société mère (TL)

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2006 traduisent un changement au niveau de la politique de provisionnement des engagements de la société mère TL.

Avant 2006 :

La société mère TL constitue annuellement une provision globale égale à 1% (1,5% de 1996 à 2000) des loyers des contrats actifs. Cette proportion couvre aussi bien le principal que les produits réservés.

Parallèlement, les normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements édictées par la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par la circulaire 99-04 du 19 mars 1999 sont appliquées.

Les provisions résultant de l'application de la circulaire sont déterminées, en appliquant les taux de provision minima par classe sur les risques bruts diminués de l'évaluation correspondante des garanties détenues sur les clients et de la valeur du bien en leasing.

Dans le cas où le montant de la provision résultant de l'application de la circulaire est inférieur à celui calculé en référence à l'échéancier futur des contrats actifs; l'excédent est porté au passif du bilan sous la rubrique des provisions pour risques.

Dans le cas contraire, l'écart dégagé est prélevé sur la provision inscrite au passif du bilan et en cas d'insuffisance il est procédé à la dotation d'une provision complémentaire.

A partir de 2006 :

Les provisions pour créances sont estimées sur la base du coût du risque de l'exercice et ce conformément aux règles prudentielles fixées par la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire aux banques N° 91-94 du 17 décembre 1991 et les textes l'ayant modifiée.

Ce changement de méthode a été appliqué d'une manière prospective vu que les provisions non affectées de l'exercice 2005 ont été alimentées par le prélèvement d'un montant de 1 300 KDT du poste « Autres réserves » par décision de l'AGO du 05/05/2005 et non par la politique de provisionnement de 1% des loyers futurs.

La présentation des états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2005, a été retraitée en proforma pour les besoins de la comparaison. Les dotations nettes aux provisions sur risques clients ont été ainsi augmentées de 912 KDT pour figurer au coût du risque.

Filiale (TF)

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2006 traduisent un changement au niveau de la politique de provisionnement des engagements de la filiale TF.

En effet, jusqu'au 31 décembre 2005 la politique de provisionnement de la société était la suivante :

La société constituait annuellement, une provision globale qui correspond à 1,5% de l'encours des factures achetées. Parallèlement à ceci, les normes de couverture des risques objet de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) N°91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents, sont appliquées.

La provision ainsi comptabilisée correspondait au plus élevé des montants dégagés sur la base de chacune des méthodes suivies. Dans le cas où le montant de la provision résultant de l'application de la circulaire est inférieur à celui calculé par référence à l'encours des factures achetées, l'excédent est porté au passif du bilan sous la rubrique des provisions non affectées.

Dans le cas contraire, l'écart dégagé est prélevé sur la provision inscrite au passif du bilan et en cas d'insuffisance, il est procédé à la dotation d'une provision complémentaire.

Cette méthode a été abandonnée par la société à partir de 2006. Désormais, le coût du risque est calculé uniquement par référence à la circulaire de la BCT n° 91-24.

Ce changement de politique a été effectué car la société estime que la nouvelle méthode présente d'une manière plus fiable le coût du risque de la période.

Ce changement a donné lieu à un retraitement rétrospectif pour reprendre au niveau des résultats reportés de l'exercice la partie de la provision non affectée constituée jusqu'au 31 décembre 2005. Les données consolidées de 2005 ont été retraitées pour les besoins de comparabilité. Ce changement de méthode a eu pour effet l'accroissement du résultat net du Groupe Tunisie Leasing de l'exercice 2005 à hauteur de 364 KDT (net d'impôt).

Les provisions résultant de l'application de la circulaire sont déterminées, en appliquant les taux de provision par classe sur les risques bruts diminués de l'évaluation correspondante des garanties détenues sur les clients et de la valeur du bien en leasing.

4-4-1 : Les classes sont au nombre de 5 :

	Minimum de provision A appliquer par classe
. A : Actifs courants	-
. B1 : Actifs nécessitant un suivi particulier	-
. B2 : Actifs incertains	20%
. B3 : Actifs préoccupants	50%
. B4 : Actifs compromis	100%

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

A- Actifs courants : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec son activité et sa capacité réelle de remboursement.

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2- Actifs incertains : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent :

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité,
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés,
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement,
- la détérioration du cash flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais,
- l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

B3- Actifs préoccupants : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

B4- Actifs compromis : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au delà de 360 jours.

4-4-2 : Les garanties reçues

Les garanties réelles comprennent :

- . Les cautions bancaires
- . Les actifs financiers affectés
- . Les dépôts de garantie
- . Les hypothèques inscrites

4-4-3 : La valeur du matériel en leasing :

Les principes retenus pour l'évaluation du matériel en location sont les suivants :

- . Matériel standard : Valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge
- . Matériel spécifique : Valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge
- . Immeubles : Valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge

← La valeur des hypothèques prise en garantie ne peut être supérieure au montant de la base locative du contrat de leasing auquel elle se rapporte. Une décote de 10% l'an est appliquée rétroactivement sur la valeur de l'hypothèque initialement retenue.

↑ Pour les contrats de leasing mobilier au contentieux et à l'exclusion des cas d'exécutions suspendues pour causes d'arrangement, la valeur du matériel retenu comme garantie sera considérée nulle dans chacun des cas suivants :

a/ le contrat est au contentieux depuis plus de six mois sans qu'un jugement de récupération ne soit rendu.

b/ le matériel a fait l'objet d'un jugement de récupération dont la grosse a été obtenue depuis plus de six mois sans que le matériel ne soit vendu.

4-4-4 : Les autres garanties

Sont considérées comme garanties, pour l'activité d'affacturage :

- Les créances détenues sur les acheteurs facturés, à l'exclusion des factures litigieuses et dans la limite de 90% :
 - . Des créances courantes pour les acheteurs du secteur privé, à l'exclusion de l'encours des factures achetées et non échues sur les acheteurs ayant des impayés non régularisés ;
 - . Des créances dont l'âge est inférieur à 360 jours, pour le secteur public
- Les garanties reçues des correspondants étrangers. Elles correspondent à la somme des limites de garantie reçues des correspondants étrangers, si cette dernière est inférieure à l'encours des factures achetées et à l'encours des factures achetées s'il est inférieur à la somme des limites de garanties.

4-5 : Comptabilisation des revenus de leasing

Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la fin de l'exercice, il est procédé à une régularisation pour constater les produits perçus ou comptabilisés d'avance.

Les intérêts intercalaires sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force.

Les intérêts de retard sont facturés et comptabilisés mensuellement. A la fin de chaque période les intérêts non encore facturés sont constatés en produits à recevoir.

Par ailleurs, les intérêts inclus dans les loyers courus et les autres produits, non encaissés, sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que produits réservés, venant en déduction de la rubrique « Clients et comptes rattachés ». Cette méthode de comptabilisation ne concerne que les actifs classés en B2, B3 et B4 et ce conformément aux dispositions de l'article 9 de la circulaire n° 91-24 du 17 Décembre 1991, émanant de la Banque Centrale de Tunisie.

4-6 : Opérations d'affacturage

Les opérations d'affacturage consistent en un ensemble de services couvrant la gestion, le financement et le cas échéant la garantie des créances des adhérents, dès lors qu'elles correspondent à des ventes fermes de marchandises effectivement livrées ou à des prestations de services réellement fournies.

Dans ce cadre, il est ouvert dans les livres un compte courant au nom de l'adhérent, qui enregistre toutes les opérations traitées en exécution du contrat de factoring.

Ce compte est crédité du montant des créances transférées et d'une manière générale de toutes les sommes qui seraient dues à l'adhérent, et débité de toutes les sommes dont la société serait, à quelque titre que ce soit, créancière de l'adhérent.

En contre partie de ses services, la société est rémunérée par :

- Une commission d'affacturage prélevée sur la base du montant des remises de factures transférées.
- Une commission de financement, calculée sur la base des avances consenties par le débit du compte courant de l'adhérent.

4-7 : Taxe sur la valeur ajoutée

Les charges et les produits sont comptabilisés en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « **Etat, T.V.A collectée** », alors que la T.V.A facturée à la société est portée au débit du compte « **Etat, T.V.A récupérable** ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS DESTINEES A LA LOCATION

Les immobilisations destinées à la location s'analysent comme suit :

	<u>Valeur brute</u>	<u>Amortissements et provisions</u>	<u>Valeur Nette</u>
- Immobilisations en location	432 586 982	(203 824 736)	228 762 246
- Immobilisations, contrats suspendus	29 131 518	(16 532 183)	12 599 335
- Immobilisations, contrats échus	129 588 241	(129 290 611)	297 630
- Immobilisations en cours	1 195 502		1 195 502
<u>Totaux</u>	<u>592 502 243</u>	<u>(349 647 530)</u>	<u>242 854 713</u>
- Provisions pour dépréciation		(8 300 181)	(8 300 181)
<u>Soldes au 31 Décembre 2006</u>	<u>592 502 243</u>	<u>(357 947 711)</u>	<u>234 554 532</u>

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur ce poste sont indiqués ci-après :

	<u>Valeur brute</u>	<u>Amortissements et provisions</u>	<u>Valeur Nette</u>
Valeur brute	538 657 304		
Amortissements		(309 661 906)	
Provisions pour dépréciation		(7 289 193)	
<u>Soldes au 31 Décembre 2005</u>	<u>538 657 304</u>	<u>(316 951 099)</u>	<u>221 706 205</u>
Additions de l'exercice			
- Investissements	142 356 446	-	142 356 446
- Relocations	982 781	-	982 781
Retraits de l'exercice			
- Cessions à la Valeur résiduelle	(66 505 459)	66 345 050	(160 409)
- Cessions anticipées	(21 223 007)	11 395 145	(9 827 862)
- Relocations	(1 765 551)	937 839	(827 712)
- Régularisations	(271)	5 681	5 410
Amortissements de l'exercice		(118 669 339)	(118 669 339)
Provisions de l'exercice			
- Dotations		(2 564 294)	(2 564 294)
- Reprises		1 553 306	1 553 306
<u>Soldes au 31 Décembre 2006</u>	<u>592 502 243</u>	<u>(357 947 711)</u>	<u>234 554 532</u>

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS DESTINEES A LA LOCATION (suite)**5.1 : Analyse par secteur d'activité**

Les immobilisations destinées à la location, se détaillent par secteur d'activité, comme suit :

	<u>Valeur brute</u>	<u>Encours (a)</u>
Bâtiment et travaux publics	68 994 819	22 479 092
Industrie		
Textile, cuir et chaussures	23 117 385	6 955 710
Agro-alimentaire	65 925 676	24 494 761
Industries diverses	117 476 416	47 365 616
MLA	11 394 488	8 450 612
Tourisme et para tourisme	53 357 415	19 676 442
Commerces et services		
Transport	39 779 298	14 451 757
Commerce	132 017 698	59 269 980
Professions libérales	20 847 365	9 533 744
Autres services	59 591 683	22 367 146
<u>Total</u>	<u>592 502 243</u>	<u>235 044 860</u>

5.2 : Analyse par type de matériel

Les immobilisations destinées à la location, se détaillent par type de matériel, comme suit :

	<u>Valeur brute</u>	<u>Encours (a)</u>
Matériel de BTP	62 120 426	19 420 505
Equipements industriels	93 595 296	31 397 450
Equipements informatiques	6 967 409	2 414 588
Matériel de transport léger	157 513 542	61 303 348
Matériel de transport léger utilitaire	19 357 300	13 086 142
Matériel de transport lourd	85 026 131	28 866 924
MLA	11 394 488	8 450 612
Autres	44 523 392	12 150 624
<u>Sous total</u>	<u>480 497 984</u>	<u>177 090 193</u>
Immeubles de bureaux	34 763 417	16 621 761
Immeubles industriels ou commerciaux	77 240 842	41 332 906
<u>Total</u>	<u>592 502 243</u>	<u>235 044 860</u>

(a) Valeur comptable nette compte non tenu des régularisations des amortissements inclus dans les loyers perçus d'avance à la clôture de l'exercice.

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

L'analyse des immobilisations financières se présente comme suit :

	<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>
Titres mis en équivalence	9 388 582	10 132 655
Titres immobilisés	9 863 046	9 028 190
Prêts au personnel	804 744	933 953
Dépôts et cautionnements versés	33 040	37 218
<u>Total brut</u>	<u>20 089 412</u>	<u>20 132 016</u>
Provisions pour dépréciation des titres immobilisés	(203 001)	(147 033)
Provisions pour dépréciation des dépôts et cautionnements	(17 880)	(17 880)
Provisions pour dépréciation des comptes prêts au personnel	(1 596)	0
<u>Total brut</u>	<u>19 866 935</u>	<u>19 967 103</u>

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES (suite)

Les titres mis en équivalence s'analysent au 31 décembre 2006 comme suit :

<u>Emetteur</u>	<u>Coût d'acquisition</u> (a)	<u>Ecart d'acquisition</u> (b)	<u>Quote-part</u> <u>dans les réserves</u>	<u>Quote-part</u> <u>dans les résultats</u>	<u>Valeur des titres</u> <u>mis en équivalence</u>	<u>% détenu</u> (a)
* Tuninvest Sicar	2 460 631	(72 112)	215 948	251 727	2 856 194	36,51%
* Tunisie Sicar	1 319 990	0	63 177	182 000	1 565 167	44,00%
* Tunisie Valeurs	953 760	0	139 544	378 948	1 472 252	30,00%
* Tuninvest International Sicar	1 802 500	0	30 147	222 044	2 054 691	25,75%
* Tuninvest Innovations Sicar	1 500 000	0	(82 262)	22 540	1 440 278	27,27%
	<u>8 036 881</u>	<u>(72 112)</u>	<u>366 554</u>	<u>1 057 259</u>	<u>9 388 582</u>	

(a) Compte tenu des effets des participations indirectes

(b) Classé parmi les immobilisations incorporelles

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES (suite)

Les titres immobilisés s'analysent au 31 décembre 2006 comme suit :

<u>Emetteur</u>	<u>Nombre d'action</u>	<u>Valeur nominale</u>	<u>Montant total</u>	<u>Partie non libérée</u>	<u>Date souscription</u>	<u>Observation</u>
• B.T.S	500	10	5 000		1997	
• Tourisme Balnéaire et Saharien	8 688	10	86 880		2000	(*)
• AVITOP	3 366	10	33 660		2001	(*)
• Carthago céramic	100	100	10 000		2001	(*)
• STIF	1	10	10		2001	
• Société moderne de titrisation	500	100	50 000		2002	
• GIPA	734	100	73 400		2002	(*)
• ESPRIT	5 000	10	50 000		2003	
• STPA	1 720	500	860 000		2003/2004	(*)
• GAN	16 666	10	166 660		2003	(*)
• Etablissement Abdelmoula	13 109	27	350 010		2004	(*)
• Hôtel Granada	100 000	10	1 000 000		2004	(*)
• Polyclinique la Marsa	420	100	99 540		2005	
• Société Hasdrubal Thalassa Hotels	1 000	1 000	1 000 000		2005	(*)
• Hasdrubal	1 450	500	725 000		2005	(*)
• Société Agricole Saouef	100 000	10	1 000 000		2005	(*)
• Société Consortium des Immobilières Maghrébines	17 000	100	1 700 000		2005	(*)
• Société Méhari Hammamet	3 000	100	300 000		2005	(*)
• PALMA	980	500	490 000		2005	(*)
• Société de Promotion Touristique Douz Hôtel	450	500	225 000		2005	(*)
• HOLDEFI	44 762		812 886		2006	
• Société KOKET	2 000	100	200 000		2006	(*)
• Société BYZACENE	3 000	100	300 000		2006	(*)
• Société PROMOTEL	3 250	100	325 000		2006	(*)
			9 863 046	0		

(*) Ayant fait l'objet de contrats de portage

NOTE 7 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des clients se présente comme suit :

	<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>
<u>Clients ordinaires</u>		
- Impayés	5 223 915	4 929 092
- Intérêts de retard à facturer	24 824	19 819
<u>Montant brut</u>	<u>5 248 739</u>	<u>4 948 911</u>
A déduire :		
- Provisions	(1 900 053)	(1 527 909)
- Produits réservés	(865 903)	(1 001 315)
<u>Montant net</u>	<u>2 482 783</u>	<u>2 419 687</u>
<u>Clients litigieux</u>		
- Impayés	12 926 949	12 502 362
- Créances radiées	148 558	0
<u>Montant brut</u>	<u>13 075 507</u>	<u>12 502 362</u>
A déduire :		
- Provisions	(10 784 042)	(9 686 044)
- Produits réservés	(1 896 362)	(1 866 194)
- Provisions sur créances radiées	(148 558)	0
<u>Montant net</u>	<u>246 545</u>	<u>950 124</u>
<u>Solde des clients et comptes rattachés</u>	<u>2 729 328</u>	<u>3 369 811</u>

NOTE 8 : COMPTES COURANTS DES ADHERENTS ET COMPTES DES ACHETEURS

L'analyse des comptes courants des adhérents se présente comme suit :

		<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>
Comptes des acheteurs factorés			
Comptes des acheteurs locaux		52 626 820	49 130 587
Comptes des acheteurs export		1 765 191	3 585 816
Comptes des acheteurs import		10 409 715	7 204 038
	<u>Sous total</u>	<u>64 801 726</u>	<u>59 920 441</u>
	(A)		
A déduire			
Provisions		(1 724 039)	(1 652 235)
	<u>Montant net</u>	<u>63 077 687</u>	<u>58 268 206</u>
Comptes des adhérents			
Correspondants étrangers		191 912	422 687
Fonds de garantie		17 554 888	14 046 961
Disponible		4 386 316	4 087 900
	<u>Sous total</u>	<u>22 133 116</u>	<u>18 557 548</u>
	(B)		
	<u>Financement des adhérents</u>	<u>42 668 610</u>	<u>41 362 893</u>
	(A) - (B)		

NOTE 9 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

	<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>	<u>31/12/2005</u>
		PROFORMA	PUBLIE
- Capital social (A)	27 500 000	20 000 000	20 000 000
- Réserve légale (B)	2 000 000	1 703 397	1 703 397
- Prime d'émission	7 500 000	0	0
- Autres réserves	3 776 843	3 776 843	3 776 843
- Ecart de conversion	(121 233)	0	0
- Quote-part dans les réserves des sociétés mises en équivalence (C)	366 553	289 500	289 500
- Dividendes reçus des filiales	942 202	447 581	447 581
- Résultats reportés	11 411 426	11 035 664	9 957 879
<u>Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice</u>	<u>53 375 791</u>	<u>37 252 985</u>	<u>36 175 200</u>
- Résultat net des sociétés intégrées	2 839 862	3 545 896	3 829 929
- Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence (C)	1 057 259	766 338	766 338
- Part revenant aux intérêts minoritaires	(263 810)	(818 856)	(554 289)
<u>Résultat net revenant à la société consolidante (1)</u>	<u>3 633 311</u>	<u>3 493 378</u>	<u>4 041 978</u>
<u>Total des capitaux propres avant affectation</u> (D)	<u>57 009 102</u>	<u>40 746 363</u>	<u>40 217 178</u>
Nombre d'actions (2) (E)	4 024 725	4 000 000	4 000 000
Résultat par action (1) / (2)	0,903	0,873	1,010

(A) Au 31 Décembre 2006, le capital social est de DT : 27.500.000 composé de 5.500.000 actions d'une valeur nominale de DT : 5 libérée en totalité.

(B) La réserve légale a été constituée conformément aux dispositions de l'article 287 du code des sociétés commerciales. La société doit affecter au moins 5% de son résultat distribuable à la réserve légale jusqu'à ce qu'elle soit égale à 10% du capital social ; cette réserve ne peut pas faire l'objet de distribution.

(C) Voir note 6

(D) Voir tableau de mouvements ci-joint

(E) Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat par action ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables.

Le nombre d'actions au cours de l'exercice 2005 (2.000.000 d'actions) a été ajusté suite au fractionnement des actions en 2006 (4.000.000 d'actions)

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES
PERIODE CLOSE LE 30 JUIN 2006
(exprimé en dinars)

	Capital social	Réserve légale	Prime d'émission	Réserves pour réinvestissements	Autres réserves	Ecart de conversion	Quote-part dans les réserves des sociétés mises en équivalence	Dividendes reçus des filiales	Résultats reportés	Résultat consolidé de l'exercice	Total
Solde au 31 Décembre 2004	20 000 000	1 558 906	0	5 036 843	40 000	0	(188 742)	349 497	10 183 645	3 592 754	40 572 903
Affectations approuvées par l'A.G.O du 05 Mai 2005		144 491						(349 497)	3 094 831	(2 889 825)	0
Affectations approuvées par les A.G.O des filiales							458 179	207 584	18 131	(702 929)	(19 035)
Autres distributions approuvées par les A.G.O des filiales							(9 197)		(12 686)		(21 883)
Effet de régularisation des résultats des filiales									9 568		9 568
Effet du changement des taux de participation							4 884		9 763		14 647
Dividendes reçus des filiales intégrées							24 376	239 997	(264 373)		0
Dividendes et tantièmes versés sur le bénéfice de 2004									(3 081 000)		(3 081 000)
Affectation approuvée par l'A.G.O du 05 Mai 2005				(5 036 843)	3 736 843						(1 300 000)
Résultat consolidé de l'exercice 2005										4 041 978	4 041 978
Solde au 31 Décembre 2005	20 000 000	1 703 397	0	0	3 776 843	0	289 500	447 581	9 957 879	4 041 978	40 217 178
Reprise des provisions non affectées									1 077 785	(548 600)	529 185
Solde au 31 Décembre 2005 Proforma	20 000 000	1 703 397	0	0	3 776 843	0	289 500	447 581	11 035 664	3 493 378	40 746 363
Augmentation de capital approuvée par l'A.G.E du 08 Juin 2006	7 500 000		7 500 000								15 000 000
Affectations approuvées par l'A.G.O du 08 Juin 2006		296 603						(447 581)	3 440 361	(3 289 383)	0
Affectations approuvées par les A.G.O des filiales							79 882	678 205	343 382	(203 995)	897 474
Autres distributions approuvées par les A.G.O des filiales							(16 555)		(11 180)		(27 735)
Effet de régularisation des résultats des filiales							1 065				1 065
Effet du changement des taux de participation							12 661		(132 804)		(120 143)
Ecarts de conversion						(121 233)					(121 233)
Dividendes reçus des filiales intégrées								263 997	(263 997)		0
Dividendes et tantièmes versés sur le bénéfice de 2005									(3 000 000)		(3 000 000)
Résultat consolidé de l'exercice 2006										3 633 311	3 633 311
Solde au 31 Décembre 2006	27 500 000	2 000 000	7 500 000	0	3 776 843	(121 233)	366 553	942 202	11 411 426	3 633 311	57 009 102

NOTE 10 : INTERETS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires se détaillent comme suit :

	<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>	<u>31/12/2005</u>
		PROFORMA	PUBLIE
Intérêts minoritaires dans les capitaux propres de Tunisie Factoring			
- Dans le capital	1 601 309	1 529 144	1 529 144
- Dans les réserves	3 027 472	2 264 769	1 480 733
- Dans le résultat	(A) 586 366	838 507	573 940
Intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la MLA			
- Dans le capital	9 745 225	0	0
- Ecart de conversion	(102 262)	0	0
- Dans le résultat	(A) (303 994)	0	0
Intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la S.I.M.T			
- Dans le capital	339 630	324 351	324 351
- Dans les réserves	(62 911)	(42 840)	(42 840)
- Dans le résultat	(A) (17 201)	(17 241)	(17 241)
Intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la TLLD			
- Dans le capital	1 400	1 400	1 400
- Dans les réserves	(3 440)	(1 030)	(1 030)
- Dans le résultat	(A) (1 361)	(2 410)	(2 410)
<u>Total des intérêts minoritaires</u>	<u>14 810 233</u>	<u>4 894 650</u>	<u>3 846 047</u>
Part du résultat revenant aux intérêts minoritaires	(A) <u>263 810</u>	<u>818 856</u>	<u>554 289</u>

NOTE 11 : EMPRUNTS

DESIGNATION	Montant du crédit	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements	Soldes	Fin de période	
						Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
<u>BANQUES LOCALES</u>		<u>46 094 452</u>	<u>75 500 000</u>	<u>68 079 187</u>	<u>53 515 265</u>	<u>19 798 806</u>	<u>33 716 459</u>
* AMEN BANK	10 000 000	5 625 000	0	2 500 000	3 125 000	625 000	2 500 000
* AMEN BANK	7 000 000	0	7 000 000	1 312 500	5 687 500	3 937 500	1 750 000
* AMEN BANK	3 000 000	0	3 000 000	500 000	2 500 000	1 500 000	1 000 000
AMEN BANK	500 000	0	500 000	27 750	472 250	411 986	60 264
* SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE	2 400 000	1 745 457	0	436 362	1 309 095	872 733	436 362
* STUSID	2 500 000	750 000	0	500 000	250 000	0	250 000
* BTKD	2 000 000	506 000	0	506 000	0	0	0
* BTKD	3 000 000	2 250 000	0	750 000	1 500 000	750 000	750 000
* BTE	5 000 000	2 000 000	0	2 000 000	0	0	0
* BTE	2 000 000	2 000 000	0	2 000 000	0	0	0
* BTE	5 000 000	0	5 000 000	625 000	4 375 000	3 125 000	1 250 000
* B.E.S.T BANK	3 000 000	10 000 000	36 000 000	37 000 000	9 000 000	0	9 000 000
* A.B.C TUNISIE	3 250 000	3 250 000	0	3 250 000	0	0	0
* TRESOR TUNISIEN	14 319 000	14 319 000	0	0	14 319 000	3 319 000	11 000 000
* BANQUE DE L'HABITAT	5 000 000	3 648 995	0	671 575	2 977 420	2 257 587	719 833
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	2 000 000	0	0	0
* CITIBANK	3 000 000	0	3 000 000	3 000 000	0	0	0
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	2 000 000	0	0	0
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	2 000 000	0	0	0
* CITIBANK	3 000 000	0	3 000 000	3 000 000	0	0	0
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	2 000 000	0	0	0
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	2 000 000	0	0	0
* CITIBANK	3 000 000	0	3 000 000	0	3 000 000	0	3 000 000
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000
* BILLETS DE TRESORERIE		0	3 000 000	0	3 000 000	3 000 000	0
<u>BANQUES ETRANGERES</u>		<u>57 802 046</u>	<u>4 132 660</u>	<u>8 244 768</u>	<u>53 689 938</u>	<u>40 839 957</u>	<u>12 849 981</u>
* Crédit BIRD 3678 TUN	US\$ 6 000 000	3 329 432	0	444 324	2 885 108	2 425 108	460 000
* Etat (ligne BIRD 3671 TUN)	US\$ 6 000 000	3 744 287	0	680 782	3 063 505	2 382 723	680 782
* Crédit FMO IV	EUR 3 000 000	2 076 000	0	1 038 000	1 038 000	0	1 038 000
* Crédit FMO (Tunisie Factoring)	EUR 2 000 000	2 037 000	0	582 000	1 455 000	873 000	582 000
* JEXIM BANK	JPY 1 400 000 000	7 737 923	0	1 406 895	6 331 028	4 924 132	1 406 896
* BEI (crédit participatif)	ECU 1 279 738	1 289 398	0	485 000	804 398	804 398	0
* BAD	EUR 8 000 000	7 745 467	0	2 581 822	5 163 645	2 581 823	2 581 822
* BEI	EUR 7 148 963	17 070 763	766 910	876 157	16 961 516	13 550 288	3 411 228
BEI	EUR 10 000 000	0	3 365 750	0	3 365 750	3 365 750	0
* PROPARCO	EUR 4 000 000	6 380 776	0	149 788	6 230 988	4 703 735	1 527 253
* OPEC FUND	EUR 4 000 000	6 391 000	0	0	6 391 000	5 229 000	1 162 000
TOTAL DES CREDITS BANCAIRES		103 896 498	79 632 660	76 323 955	107 205 203	60 638 763	46 566 440

NOTE 11 : EMPRUNTS (suite)

DESIGNATION	Montant du crédit	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements	Soldes	Fin de période	
						Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
EMPRUNTS OBLIGATAIRES							
* Emprunt obligataire 2001 I	<u>10 000 000</u>	<u>2 000 000</u>		<u>2 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
* Emprunt obligataire 2001 II	<u>10 000 000</u>	<u>4 000 000</u>		<u>2 000 000</u>	<u>2 000 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2002 I	<u>15 000 000</u>	<u>6 000 000</u>		<u>3 000 000</u>	<u>3 000 000</u>	<u>0</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2002 (T. Factoring)	<u>7 000 000</u>	<u>2 800 000</u>		<u>1 400 000</u>	<u>1 400 000</u>	<u>0</u>	<u>1 400 000</u>
* Emprunt obligataire 2002 II	<u>10 000 000</u>	<u>6 000 000</u>		<u>2 000 000</u>	<u>4 000 000</u>	<u>2 000 000</u>	<u>2 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2003	<u>10 000 000</u>	<u>8 000 000</u>		<u>2 000 000</u>	<u>6 000 000</u>	<u>4 000 000</u>	<u>2 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2004 I	<u>15 000 000</u>	<u>12 000 000</u>		<u>3 000 000</u>	<u>9 000 000</u>	<u>6 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2004 II	<u>15 000 000</u>	<u>15 000 000</u>		<u>3 000 000</u>	<u>12 000 000</u>	<u>9 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2005	<u>15 000 000</u>	<u>15 000 000</u>		<u>3 000 000</u>	<u>12 000 000</u>	<u>9 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
Emprunt obligataire 2006 I	<u>15 000 000</u>	<u>0</u>	<u>15 000 000</u>	<u>0</u>	<u>15 000 000</u>	<u>12 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
TOTAL DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES		70 800 000	15 000 000	21 400 000	64 400 000	42 000 000	22 400 000
TOTAL GENERAL		174 696 498	94 632 660	97 723 955	171 605 203	102 638 763	68 966 440

NOTE 12 : PROVISIONS

Les provisions pour risques se détaillent par société intégrée comme suit :

		<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>	<u>31/12/2005</u>
			PROFORMA	PUBLIE
- Provisions non affectées, Tunisie Leasing	(A)	419 266	1 331 556	419 266
- Provisions non affectées, Tunisie Factoring	(A)	0	0	3 020 833
<u>Total des provisions non affectées</u>	(I)	<u>419 266</u>	<u>1 331 556</u>	<u>3 440 099</u>
- Provisions pour risques divers, Tunisie Leasing		597 968	389 154	389 154
- Provisions pour risques de change, Maghreb Leasing Algérie		8 821		
- Provisions pour risques divers, Tunisie Factoring		112 595	0	0
<u>Total des provisions pour risques</u>	(II)	<u>719 384</u>	<u>389 154</u>	<u>389 154</u>
<u>Total général</u>	(I) + (II)	<u>1 138 650</u>	<u>1 720 710</u>	<u>3 829 253</u>

(A) Voir note 4-4 : Politique de provisions

NOTE 13 : IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés se détaillent par société intégrée comme suit :

		<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>	<u>31/12/2005</u>
			PROFORMA	PUBLIE
- Passif d'impôt différé, Tunisie Leasing		(27 849)	(268 823)	(268 823)
<u>Total des passifs d'impôt différé</u>		<u>(27 849)</u>	<u>(268 823)</u>	<u>(268 823)</u>
- Actif d'impôt différé, Tunisie Leasing		258 695	230 760	230 760
- Actif d'impôt différé, Maghreb Leasing Algérie		172 844		
- Actif d'impôt différé, Tunisie Factoring		38 804	26 922	557 677
- Actif d'impôt différé, Tunis Call Center		9 189	23 227	23 227
- Actif d'impôt différé, Tunis Location Longue Durée		130 620	92 494	92 494
<u>Total des actifs d'impôt différé</u>		<u>610 152</u>	<u>373 403</u>	<u>904 158</u>
<u>Total des impôts différés</u>		<u>582 303</u>	<u>104 580</u>	<u>635 335</u>

(A) Voir note 4-5 : Impôts différés

NOTE 14 : CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les concours bancaires et autres passifs financiers se détaillent comme suit :

	<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>
- Echéances à moins d'un an sur emprunts obligataires	22 400 000	21 400 000
- Echéances à moins d'un an sur emprunts bancaires locaux	33 716 459	20 013 936
- Echéances à moins d'un an sur emprunts bancaires étrangers	12 849 981	7 739 631
- Echéances à moins d'un an sur billets de trésorerie à long terme	0	0
<u>Sous total (voir note 11)</u>	<u>68 966 440</u>	<u>49 153 567</u>
- Crédit à court terme UTB	958 257	2 304 668
- Ligne d'avance CITIBANK		0
- Billets de trésorerie	44 000 000	40 700 000
- Intérêts courus sur emprunts obligataires	2 178 598	2 874 937
- Intérêts courus sur emprunts bancaires locaux	672 990	739 215
- Intérêts courus sur emprunts bancaires étrangers	797 751	976 953
- Intérêts courus sur billets de trésorerie et autres	127 523	0
- Banques, découverts	7 956 569	8 426 496
<u>Total</u>	<u>125 658 128</u>	<u>105 175 836</u>

NOTE 15 : REVENUS DU LEASING

L'analyse des revenus du leasing se présente ainsi :

	<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>
- Loyers de leasing	142 729 301	128 156 836
- Intérêts intercalaires	307 122	293 272
<u>Revenus bruts de leasing</u>	<u>(A) 143 036 423</u>	<u>128 450 108</u>
- Intérêts de retard	(B) 595 995	694 551
<u>Total des autres produits</u>	<u>595 995</u>	<u>694 551</u>
- Produits réservés de la période		
. Intérêts inclus dans les loyers	(245 100)	(415 599)
. Intérêts de retard	(265 396)	(231 612)
- Transferts des intérêts réservés antérieurs en produits de la période		
. Intérêts inclus dans les loyers antérieurs	459 782	433 127
. Intérêts de retard antérieurs	155 957	124 551
<u>Variation des produits réservés</u>	<u>(C) 105 243</u>	<u>(89 533)</u>
- Dotations aux amortissements des immobilisations en location	(D) (118 706 185)	(105 787 349)
<u>Total des revenus du leasing</u>	<u>(A) + (B) + (C) + (D) 25 031 476</u>	<u>23 267 777</u>

NOTE 16 : REVENUS DU FACTORING

L'analyse des revenus du factoring au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006, se présente ainsi :

	<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>
- Commissions de factoring	2 104 257	2 208 468
- Intérêts de financement	3 698 401	3 749 344
<u>Total</u>	<u>5 802 658</u>	<u>5 957 812</u>

NOTE 17 : CHARGES FINANCIERES NETTES

Les charges financières se détaillent comme suit :

	<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>
- Intérêts des emprunts obligataires	4 610 378	4 916 468
- Intérêts des emprunts bancaires locaux	3 866 908	3 077 773
- Intérêts des emprunts bancaires étrangers	3 432 319	3 354 168
- Intérêts des billets de trésorerie à long terme	102 500	0
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	318 933	363 594
<u>Total des charges financières des emprunts</u>	<u>12 331 038</u>	<u>11 712 003</u>
- Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs	364 851	396 269
- Intérêts bancaires et sur opérations de financement	3 007 808	2 766 994
- Autres	65 883	69 525
<u>Total des autres charges financières</u>	<u>3 438 542</u>	<u>3 232 788</u>
<u>Total général</u>	<u>15 769 580</u>	<u>14 944 791</u>

NOTE 18 : DOTATIONS AUX PROVISIONS

Les dotations nettes de l'exercice aux comptes de provisions se détaillent ainsi :

	<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>	<u>31/12/2005</u>
		PROFORMA	PUBLIE
- Dotations aux provisions pour dépréciation des créances (Tunisie Leasing)	5 268 439	4 436 829	4 436 829
- Reprises de provisions suite aux recouvrements de créances (Tunisie Leasing)	(2 659 800)	(1 243 072)	(1 243 072)
- Dotations aux provisions pour dépréciation des créances (Tunisie Factoring)	171 865	414 136	414 136
- Reprises de provisions suite aux recouvrements de créances (Tunisie Factoring)	(93 106)	(489 422)	(489 422)
- Créances abandonnées (Tunisie Leasing)	127 510	0	0
- Reprises de provisions suite à l'abandon de créances (Tunisie Leasing)	(127 510)	0	0
<u>Dotation nette aux provisions et résultat des créances radiées</u>	<u>2 687 398</u>	<u>3 118 471</u>	<u>3 118 471</u>
- Reprises sur provisions non affectées (Leasing)	0	0	(912 290)
- Dotations aux provisions non affectées (Factoring)	0	0	785 321
<u>Total des dotations aux provisions</u>	<u>(A) 2 687 398</u>	<u>3 118 471</u>	<u>2 991 502</u>

(A) Voir note 4-4 : Politique de provisions

αB**AMC Ernst & Young**

Société inscrite au tableau de l'OECT
Boulevard de la terre - Centre Urbain Nord
1003 Tunis - Tunisie
Tél : 70 749 111 Fax : 70 749 045

CABINET M.S. LOUZIR

Membre de l'ordre des experts comptables de Tunisie

Rue du Lac Victoria,

Résidence Lac 2001, Tanit Bloc A

1053, Les Berges du Lac, Tunis, Tunisie

Tél. : (216) 71 861 591- 71 861 274 - Fax. : (216) 71 861 285

TUNISIE LEASING**Rapport des commissaires aux comptes
Etats financiers consolidés - Exercice clos le 31 décembre 2006****Messieurs les actionnaires de Tunisie Leasing**

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers consolidés de Tunisie Leasing relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

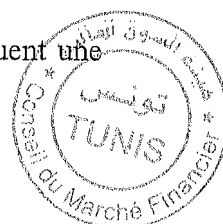
1. Opinion sur les états financiers

Nous avons audité les états financiers consolidés de Tunisie Leasing arrêtés au 31 décembre 2006. Ces états ont été arrêtés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de Tunisie Leasing. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les travaux que nous avons accomplis, dans ce cadre, constituent une base raisonnable pour supporter l'expression de notre opinion.



A notre avis, les états financiers consolidés sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière, du résultat des opérations et des flux de trésorerie de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention qu'un changement de la politique de provisionnement des engagements de la société mère a été opéré à partir de l'exercice 2006 ainsi qu'il est indiqué dans la note aux états financiers 4-4. Les dotations aux provisions imputées sur le résultat consolidé de l'exercice correspondent désormais au coût effectif du risque estimé en application des règles prudentielles. Les données consolidées de l'exercice 2005 ont été, en conséquence, retraitées pour les besoins de la comparaison.

L'impact de ce changement sur les soldes d'ouverture de l'exercice a été imputé sur l'enveloppe de 1300 KDT constituée en 2005 par prélèvement sur les réserves consolidées en application de la décision de l'AGO de la société mère du 5 mai 2005.

En résultante de ces opérations, un montant de 419 KDT figurant au passif du bilan au 31 décembre 2006 est devenu sans objet.

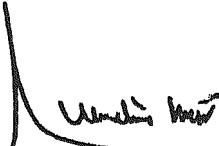
2. Vérifications spécifiques

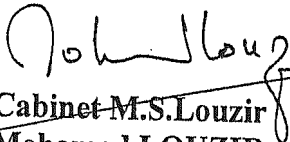
Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

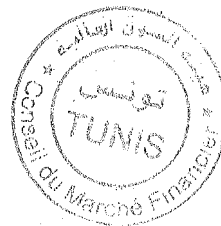
Sur la base de ces vérifications, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers consolidés des informations d'ordre comptable données dans le rapport de gestion du groupe au titre de l'exercice 2006.

Tunis, le 07 mai 2007

Les commissaires aux comptes


AMC Ernst & Young
Nouredine HAJJI


Cabinet M.S.Louzir
Mohamed LOUZIR



Notes complémentaires

1. Comptes de bilan

1.1 Immobilisations incorporelles :

Le tableau de mouvement des immobilisations incorporelles est comme suit :

Désignation	Taux d'amortissement	Brut Fin de période	Amortissement fin de période	V.C.N
Logiciels	33%	2 844 779	2 032 860	811 920
Ecart d'acquisition	33%	117 695	33 829	83 866
Logiciels (en cours)		56 864	-	56 864
Totaux		3 019 338	2 066 689	952 650

1.2 Immobilisations corporelles :

Le tableau de mouvement des immobilisations corporelles est comme suit :

Désignation	Taux d'amortissement	Brut Fin de période	Amortissement fin de période	V.C.N
Terrain	0%	1 764 523	-	1 764 523
Constructions		4 360 856	797 990	3 562 866
Constructions sur sol d'autrui	20%	30 670	30 670	0
Matériels de transport	20%	4 821 976	989 321	3 832 655
Mobiliers de bureau	10%	985 008	556 414	428 594
Matériels informatique	15% et 33%	1 481 455	1 197 066	284 389
Installations générales	10%	845 954	375 394	470 560
Totaux		14 290 442	3 946 855	10 343 587

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire, un lot de matériel informatique étant amorti selon le mode dégressif.

1.3 Autres actifs courants :

Le détail des autres actifs courants est le suivant :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
- Fournisseurs d'exploitation, avances	12 197	0
- Fournisseurs d'immobilisations, avances	2 163 359	1 636 020
- Avances et acomptes au personnel	44 220	12 058
- Autres créances sur le personnel	41 633	48 865
- Crédit de TVA	1 855 089	584 498
- Acomptes provisionnels	6 262	0
- Report d'impôts sur les bénéficiaires	131 178	82 086
- Adhérents, contrats résiliés	42 607	47 608
- Autres comptes débiteurs	776 079	383 994
- Produits à recevoir des tiers	268 951	103 713
- Produits à recevoir sur contrats de portages	700 178	587 630
- Compte d'attente	105 251	82 094
- Charges constatées d'avance	1 170 121	1 024 099
<u>Total brut</u>	<u>7 317 125</u>	<u>4 592 665</u>
A déduire		
- Provisions pour dépréciation des comptes fournisseurs	(705 546)	(30 621)
- Provisions pour dépréciation des comptes adhérents	(42 890)	(47 890)
- Provisions pour dépréciation du compte d'attente	(77 388)	(37 064)
- Provisions pour dépréciation des autres comptes débiteurs	(59 081)	(48 184)
<u>Total net</u>	<u>6 432 220</u>	<u>4 428 906</u>

1.4 Placements et autres actifs financiers :

Le détail des placements et autres actifs financiers est ci-dessous représenté :

	<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>
- Titres de placement	258 295	1 511 333
- Billets de trésorerie	400 000	450 000
- Echéances à moins d'un an sur prêts au personnel	199 335	211 645
<u>Total</u>	<u>857 630</u>	<u>2 172 978</u>

1.5 Fournisseurs et comptes rattachés :

L'analyse des comptes des fournisseurs se présente comme suit :

	<u>31 décembre</u>	<u>31 décembre</u>
	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Fournisseurs d'exploitation		
- Factures d'achats de biens ou de prestation de services	472 852	145 727
- Factures non parvenues	176 371	147 738
<u>Sous total 1</u>	<u>649 223</u>	<u>293 465</u>
Fournisseurs d'immobilisations		
- Factures d'achats d'immobilisations	1 791 007	2 319 543
- Effets à payer	6 321 576	4 513 432
- Factures non parvenues	479 234	1 824 091
- Retenues de garantie	205 334	338 482
<u>Sous total 2</u>	<u>8 797 151</u>	<u>8 995 548</u>
<u>Solde des fournisseurs et comptes rattachés</u>	<u>9 446 374</u>	<u>9 289 013</u>

1.6 Autres passifs courants :

Le détail des autres passifs courants est le suivant :

	<u>31 décembre</u>	<u>31 décembre</u>
	<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Avances et acomptes reçus des clients	2 083 068	1 959 270
- Personnel, rémunérations dues	182	2 483
- Personnel, provisions pour congés payés	327 179	290 094
- Personnel, autres charges à payer	516 268	384 582
- Etat, retenues sur salaires	35 133	50 287
- Etat, retenues sur honoraires, commissions et loyers	109 787	78 255
- Etat, retenues sur revenus des capitaux	32 662	97 124
- Etat, impôts sur les bénéfices	166 005	171 244
- Etat, TVA à payer	590 671	772 689
- Etat, autres impôts et taxes à payer	950 702	758 067
- Actionnaires, dividendes à payer	4 829	3 669
- C.N.S.S	140 459	147 337
- Autres comptes créditeurs	222 493	290 857
- Diverses charges à payer	279 359	155 263
- Charges à payer sur contrats de portage	77 447	28 636
- Produits perçus d'avance	816 992	267 283
- Loyers constatés d'avance	10 242 784	8 871 398
<u>Total</u>	<u>16 596 020</u>	<u>14 328 538</u>

2. Comptes de résultats

2.1 Produits des placements :

Les produits des placements se détaillent comme suit :

	<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>
- Produits des participations	7 001	3 001
- Produits des titres Immobilisés	313 017	299 450
- Revenus des autres créances immobilisées	43 715	58 493
- Revenus des valeurs mobilières de placement	197 610	153 015
<u>Total</u>	<u>561 343</u>	<u>513 959</u>

2.2 Charges d'exploitation :

Le détail des autres charges d'exploitation se présente comme suit :

	<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>
- Achat de matières et fournitures	206 497	126 198
<u>Total des achats</u>	<u>206 497</u>	<u>126 198</u>
- Locations	279 140	180 702
- Charges locatives et de copropriété	52 471	41 870
- Entretien et réparations	329 810	151 664
- Primes d'assurances	222 289	138 052
- Etudes, recherches et divers services extérieurs	302 281	320 380
- Assurance Credit	93 872	38 600
- Autres	41 089	302
<u>Total des services extérieurs</u>	<u>1 320 953</u>	<u>871 571</u>
- Personnel extérieur à l'entreprise	300	67
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	721 134	695 550
- Publicités, publications, relations publiques	354 185	293 857
- Transports	37 102	39 208
- Déplacements, missions et réceptions	517 703	333 776
- Frais postaux et de télécommunications	413 549	314 390
- Formation	1 566	14 541
- Services bancaires et assimilés	390 050	204 082
- Transfert de charges	(42 920)	(75 889)
- Autres services extérieurs	21 018	1 797
<u>Total des autres services extérieurs</u>	<u>2 413 686</u>	<u>1 821 379</u>
- Jetons de présence	96 800	32 000
- Frais du contentieux	2 934	18 981
- Autres	92 053	25 800
<u>Total des charges diverses</u>	<u>191 787</u>	<u>76 781</u>
- Impôts et taxes sur rémunérations	96 874	72 092
- T.C.L	76 324	74 300
- Droits d'enregistrement et de timbres	47 445	38 276
- Autres impôts et taxes	28 256	20 501
<u>Total des impôts et taxes</u>	<u>248 899</u>	<u>205 170</u>
<u>Total général</u>	<u>4 381 822</u>	<u>3 101 098</u>

2.3 Dotations nettes aux amortissements des immobilisations propres

Les dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements se détaillent ainsi :

	<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>
- Dotations aux amortissements des Immobilisations incorporelles	413 344	387 020
- Dotations aux amortissements des Immobilisations corporelles	1 331 050	916 627
- Dotations aux résorptions des Charges à répartir	112 550	0
<u>Total</u>	<u>1 856 944</u>	<u>1 303 647</u>

2.4 Dotations nettes aux provisions pour risques divers

Les dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements, de résorptions et de provisions pour risques sont présentées dans le tableau suivant :

	<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>
- Dotations aux provisions sur avances fournisseurs	708 417	0
- Dotations aux provisions pour dépréciation des titres	66 000	93 240
- Dotations aux provisions pour dépréciation des comptes prêts au personnel	0	9 906
- Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs courants	13 858	12 100
- Dotations aux provisions pour risques et charges	576 910	195 381
- Reprises de provisions pour dépréciation des comptes prêts au personnel	(8 309)	0
- Reprises sur provisions pour dépréciation des titres		(116 830)
- Reprises de provisions pour dépréciation des autres actifs courants	(8 085)	0
<u>Total</u>	<u>1 348 791</u>	<u>193 797</u>

2.5 Impôts différés :

Les impôts différés se détaillent par société intégrée comme suit :

	<u>31/12/2006</u>	<u>31/12/2005</u>	<u>31/12/2005</u>
		PROFORMA	PUBLIE
- Impôt différé, Tunisie Leasing	268 908	333 729	333 729
- Impôt différé, Maghreb Leasing Algérie	172 844		
- Impôt différé, Tunisie Factoring	11 882	(136 492)	20 572
- Impôt différé, Tunis Call Center	(12 885)	(3 999)	(3 999)
- Impôt différé, Tunis Location Longue Durée	38 126	92 494	92 494
<u>Total d'impôt différé</u>	<u>478 875</u>	<u>285 732</u>	<u>442 796</u>

3. Notes complémentaires relatives aux flux de trésorerie.

3.1 Encaissements reçus des clients :

Les encaissements reçus des clients se détaillent comme suit :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Clients et comptes rattachés en début de période	17 451 273	17 009 515
- Clients et comptes rattachés en fin de période	(19 159 992)	(17 451 273)
- Avances et acomptes reçus des clients en début de période	(1 959 270)	(1 509 761)
- Avances et acomptes reçus des clients en fin de période	2 083 068	1 959 270
- Encaissement client MLA	5 544 682	
- Plus ou moins values sur relocation	(155 069)	(160 270)
- Dépôts et cautionnements reçus début de période	(4 619 832)	(3 650 388)
- Dépôts et cautionnements reçus fin de période	4 191 084	4 619 832
- Produits constatés d'avance en début de période	(8 871 398)	(8 147 940)
- Produits constatés d'avance en fin de période	9 408 133	8 871 398
- TVA collectées	22 307 520	20 089 848
- Revenus bruts de l'exercice	140 490 041	128 715 851
- Intérêts de retard	594 236	694 551
- Créances virées en Pertes	(130 518)	(30 521)
<u>Encaissements reçus des clients</u>	<u>167 173 958</u>	<u>151 010 112</u>

3.2 Encaissements reçus des acheteurs factorés :

Le détail des encaissements reçus des acheteurs factorés est présenté dans le tableau suivant :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
-Financement des adhérents en début de période	41 362 893	39 959 212
-Financement des adhérents en fin de période	(42 668 609)	(41 362 893)
-Cautionnement imputables aux adhérents en début de période	(11 450)	(44 377)
-Cautionnement imputables aux adhérents en fin de période	11 450	11 450
-Financement des adhérents	165 694 792	154 847 740
-Produits a recevoir en début de période	26 600	26 843
-Produits a recevoir en fin de période	(16 420)	(26 600)
-Revenus du factoring	5 897 091	5 957 812
-Récupération autres frais	33 418	36 385
-TVA collectée	370 812	373 736
<u>encaissements reçus des acheteurs factorés</u>	<u>170 700 577</u>	<u>159 779 308</u>

3.3 Sommes versées aux fournisseurs et au personnel :

Les sommes versées aux fournisseurs et au personnel sont détaillées comme suit :

	2006	2005
- Avances et acomptes au personnel en début de période	(12 058)	(7 948)
- Avances et acomptes au personnel en fin de période	44 220	12 058
- Prêt au personnel en début de période	(212 312)	(133 572)
- Prêt au personnel en fin de période	180 572	212 312
-Compte courant STIF en début de période	0	(130)
-Compte courant STIF en fin de période	0	0
- Autres créances sur le personnel en fin de période	0	0
- Autres créances sur le personnel en fin de période	0	0
- Compte d'attente en début de période	(2 070)	(2 070)
- Compte d'attente en fin de période	9 026	2 070
- Alimentation du fonds social	20 000	20 000
- Fonds social en début de période	120 950	104 096
- Fonds social en fin de période	(142 374)	(120 950)
- Charges constatées d'avance en début de période	(767 250)	(1 475 073)
- Charges constatées d'avance en fin de période	527 312	767 250
- Fournisseurs d'exploitation en début de période	235 072	149 430
- Fournisseurs d'exploitation en fin de période	(411 864)	(235 072)
- Personnel, rémunérations dues en début de période	2 483	183
- Personnel, rémunérations dues en fin de période	(182)	(2 483)
- Personnel, oppositions sur salaires en début de période		
- Personnel, oppositions sur salaires en fin de période		
- Personnel, provisions pour CP en début de période	290 094	280 681
- Personnel, provisions pour CP en fin de période	(327 179)	(290 094)
- Personnel, autres charges à payer en début de période	263 632	186 988
- Personnel, autres charges à payer en fin de période	(392 802)	(263 632)
- Etat, retenues sur salaires en début de période	50 287	48 522
- Etat, retenues sur salaires en fin de période	(35 133)	(50 287)
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en début de période	78 255	51 033
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en fin de période	(109 787)	(78 255)
- Etat, retenues sur jetons de présence en début de période	0	0
- C.N.S.S en début de période	147 337	125 372
- C.N.S.S en fin de période	(140 459)	(147 337)
- Diverses Charges à payer en début de période	155 263	239 532
- Diverses Charges à payer en fin de période	(304 540)	(155 263)
- Charges a payer concernant les actifs non courant	33 418	36 385
-Autres compte créditeurs en début de période	12 495	12 495
-Autres compte créditeurs en fin de période	(12 495)	(12 495)
- Charges à payer sur contrat de portages début période	28 636	11 607
- Charges à payer sur contrat de portages fin de période	(77 447)	(28 636)

- TVA, payées sur biens et services	377 827	370 707
- Charges de personnel	3 640 561	3 107 273
- Autres charges d'exploitation	4 628 089	2 860 685
- Impôts et taxes	(199 486)	(171 590)
-Autres gains	(10 144)	(9 533)
<u>Sommes versés aux fournisseurs et au personnel</u>	<u>7 687 947</u>	<u>5 414 259</u>

3.4 Intérêts payés :

Les intérêts payés se détaillent comme suit :

	2006	2005
- Frais d'émission d'emprunt	129 984	390 264
- Frais d'émission d'emprunt début de période	(36 432)	(55 230)
- Frais d'émission d'emprunt fin de période	8 331	36 432
- Etat, retenue sur revenus des capitaux en début de période	97 124	99 441
- Etat, retenue sur revenus des capitaux en fin de période	(32 662)	(97 124)
- Intérêts courus sur emprunts obligataires début de période	3 031 347	2 772 790
- Intérêts courus sur emprunts obligataires fin de période	(2 255 347)	(3 031 347)
- Intérêts courus sur emprunts locaux en début de période	594 411	532 049
- Intérêts courus sur emprunts locaux en fin de période	(732 116)	(594 411)
- Intérêts courus sur emprunts étrangers en début de période	944 219	1 017 034
- Intérêts courus sur emprunts étrangers en fin de période	(773 515)	(944 219)
- Etat, retenues sur revenus des capitaux		
- Intérêts payes d'avance sur crédit en début de période	(252 738)	(203 334)
- Intérêts payes d'avance sur crédit en fin de période	347 078	252 738
- Produit perçus d'avance en début de période	267 283	704 108
- Produit perçus d'avance en fin de période	(25 630)	(267 283)
- Produit a recevoir	71 593	
- Produit des participations	(112 105)	
- Produit / immob fin a recev en début de période	(5 664)	(7 930)
- Produit / immob fin a recev en fin de période	0	5 664
- Charges financières	15 728 157	14 805 073
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de	(290 831)	(333 275)
<u>Intérêts payés</u>	<u>16 702 487</u>	<u>15 081 440</u>

3.5 Impôts et taxes payés :

Le détail des impôts et taxes payés est présenté dans le présent tableau :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider début de période	171 244	327 436
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider fin de période	(166 005)	(171 244)
- Etat, autres impôts et taxes à payer en début de période	730 318	742 896
- Etat, autres impôts et taxes à payer en fin de période	(473 430)	(730 318)
- TVA payées	5 336 829	4 046 375
- TVA non déductible	(3 077)	(3 444)
- Impôts et taxes	202 564	175 034
- Impôts sur les bénéfices	1 406 089	1 346 539
<u>Impôts et taxes payés</u>	<u>7 204 532</u>	<u>5 733 274</u>

3.6 Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations destinées à la location :

Les décaissements de la société effectués pour l'acquisition des immobilisations destinées à la location sont ainsi détaillés :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Fournisseurs d'immobilisations en début de période	8 995 548	8 388 081
- Fournisseurs d'immobilisations en fin de période	(8 025 007)	(8 995 548)
- Fournisseurs, avances en début de période	(1 636 020)	(166 040)
- Fournisseurs, avances en fin de période	2 163 359	1 636 020
- Investissements en Immobilisations destinées à la location	142 977 006	128 512 017
- TVA sur Investissements	17 165 153	15 576 583
<u>Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations destinées à la location</u>	<u>161 640 039</u>	<u>144 951 113</u>

3.7 Encaissements provenant de la cession d'immobilisations destinées à la location :

Les encaissements de la société provenant de la vente des immobilisations destinées à la location se détaillent comme suit :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Cessions d'immobilisations à la VR	160 409	110 856
- Cessions anticipées d'immobilisations	9 827 862	6 328 862
- Plus-values sur Cessions anticipées	199 028	117 814
<u>Encaissements provenant de la cession d'immobilisations destinées à la location</u>	<u>10 187 299</u>	<u>6 557 532</u>

3.8 Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles :

Ces décaissements se détaillent comme suit :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Fournisseurs, avances en début de période	0	(37 850)
- Fournisseurs, avances en fin de période	7 672	0
-TVA sur investissement	791	934
- Investissements en Immobilisations incorporelles	1 136 558	358 465
- Investissements en Immobilisations corporelles	3 017 568	3 111 809

Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles

4 162 589	3 433 358
------------------	------------------

3.9 Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles :

Ces encaissements sont détaillés dans le présent tableau :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Cessions d'immobilisations corporelles	0	0
- Cessions d'immobilisations incorporelles	0	11 167
- TVA reversée	0	0
- Produits nets sur cessions d'immobilisations propres transférées au compte immobilisations destinées à la location	123 296	102 179
- Charges nettes sur cessions d'immobilisations	0	0

Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles

123 296	113 346
----------------	----------------

3.10 Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières :

Les décaissement de la société suite à l'acquisition d'immobilisations financières se détaillent comme suit :

	2006	2005
- Actions propres	0	0
- Titres de participation libérés au cours de l'exercice	1 562 886	174 540
- Titres immobilisés libérés au cours de l'exercice	829 961	5 440 000
- Dépôt & cautionnement versés au cours de l'exercice	1 400	3 977
- Prêts accordés au personnel au cours de l'exercice	290 404	432 030

**Décassements provenant de l'acquisition
d'immobilisations financières**

2 684 651	6 050 547
------------------	------------------

3.11 Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières :

Ces encaissements sont ainsi détaillés :

	2006	2005
- Actions propres	0	0
- Titres de participation cédés au cours de l'exercice	750 000	0
- Titres de participation remboursée au cours de l'exercice	1 404 845	319 323
- Titres immobilisés cédés au cours de l'exercice	537 330	898 270
- Plus values sur cession de titre	23 136	48 188
- dépôts & cautionnements récupérés au cours de l'exercice	9 558	85 389
- Remboursements sur prêts au personnel	408 216	326 518

**Encaissements provenant de la cession
d'immobilisations financières**

3 133 085	1 677 688
------------------	------------------

3.12 Encaissements provenant des emprunts:

Les encaissements provenant des emprunts sont détaillés comme suit :

	2006	2005
-Encaissement des emprunts bancaires	75 500 000	30 250 000
-Encaissement des emprunts étrangers	4 132 660	14 088 875
- Encaissement provenant des emprunts obligataires	15 000 000	30 000 000
<u>Encaissement provenant des emprunts</u>	94 632 660	74 338 875

3.13 Remboursement des emprunts:

Les remboursements des emprunts sont ainsi détaillés :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
-Remboursement des emprunts bancaires	68 079 187	28 848 913
-Remboursement des emprunts étrangers	8 244 768	7 184 703
- Remboursement des emprunts obligataires	21 400 000	17 400 000
<u>Remboursement d'emprunts</u>	<u>97 723 955</u>	<u>53 433 616</u>

3.14 Flux liés au financement à court terme :

Les flux liés au financement à court terme se détaillent comme suit :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
-Remboursement de billet de trésorerie	150 000	(1 250 000)
-Encaissements provenant des crédits à court terme	1 881 023	1 005 124
<u>Flux liés aux financements a court terme</u>	<u>2 031 023</u>	<u>(244 876)</u>

3.15 Dividendes et autres distributions :

Les dividendes et autres distributions sont détaillés dans le présent tableau :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Dividendes et tantièmes	3 220 003	3 281 003
- Actionnaires, dividendes à payer en début de période	3 669	2 409
- Actionnaires, dividendes à payer en fin de période	(4 829)	(3 669)
<u>Dividendes et autres distributions</u>	<u>3 218 843</u>	<u>3 279 743</u>

3.16 Autres flux de trésorerie :

Les autres flux de trésorerie se détaillent comme suit :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
- Produits à recevoir des tiers en début de période	71 245	7 648
- Produits à recevoir des tiers en fin de période	(252 531)	(71 245)
- Produits à recevoir sur contrats de portage en début de période	421 848	284 123
- Produits à recevoir sur contrats de portage en fin de période	(462 803)	(421 848)
- Autres comptes débiteurs en début de période	340 331	246 239
- Autres comptes débiteurs en fin de période	(307 776)	(340 331)
- Compte courant Tunisie Factoring en début de période	35 675	31 811
- Compte courant Tunisie Factoring en fin de période	(44 540)	(35 675)
- Compte courant SIMT en début de période	1 293 407	384 794
- Compte courant SIMT en fin de période	(1 378 156)	(1 293 407)
- Compte courant TLLD en début de période	1 000 618	573 924
- Compte courant TLLD en fin de période	(1 132 995)	(1 000 618)
- Comptes d'attente en début de période	80 024	60 055
- Comptes d'attente en fin de période	(96 225)	(80 024)
- Placements en titres en début de période	1 448 418	0
- Placements en titres en fin de période	(141 410)	(1 448 418)
- Autres comptes créditeurs en début de période	(429 688)	(183 081)
- Autres comptes créditeurs en fin de période	208 496	429 688
- Autres flux de trésorerie	1 778 177	836 012
- Produits des placements	1 059 236	832 453
- Autres produits d'exploitation	373 908	88 461
- Autres gains exceptionnels	218 953	0
- Autres pertes exceptionnelles	(315 509)	0
<u>Autres flux de trésorerie</u>	<u>3 768 703</u>	<u>(1 099 439)</u>

4-17 Etats financiers comparés au 30 juin 2007

En vue de se rapprocher progressivement du taux de couverture des actifs classés souhaité par la BCT (70% contre 50% au 31/12/2004), le conseil d'administration du 14 avril 2006 a décidé de renforcer les règles de provisionnement en adoptant les mesures suivantes :

- La valeur des hypothèques prise en garantie ne peut être supérieure au montant de la base locative du contrat de leasing auquel elle se rapporte. Une décote de 10% l'an est appliqué rétroactivement sur la valeur de l'hypothèque initialement retenue.

- Pour les contrats de leasing mobilier au contentieux et à l'exclusion des cas d'exécutions suspendues pour causes d'arrangement, la valeur du matériel retenu comme garantie sera considérée nulle dans chacun des cas suivants :

- a/ le contrat est au contentieux depuis plus de six mois sans qu'un jugement de récupération ne soit rendu.

- b/ le matériel a fait l'objet d'un jugement de récupération dont la grosse a été obtenue depuis plus de six mois sans que le matériel ne soit vendu.

Ces nouvelles mesures ont été introduites dès l'arrêté des états financiers intermédiaires au 30/06/2005. Il est à signaler que les données comparatives au 31/12/2004 n'ont pas été retraitées en conséquence, s'agissant d'un renforcement des règles internes de provisionnement (augmentation de la décote sur hypothèque et valeur de matériel en garantie) et non d'un changement de méthode comptable selon la société.

A partir de l'année 2006, la société a adopté une nouvelle politique de provisionnement de ses engagements. En effet, les provisions sont désormais estimées sur la base du coût du risque de l'exercice alors qu'auparavant la société constituait annuellement une provision globale égale à 1% des loyers des contrats actifs. Par conséquent, les états financiers ont été retraités pour des besoins de comparaison.

BILAN ARRETE AU 30 JUIN 2007

(exprimé en dinars)

Notes	30-juin 2007	30-juin 2006 publié	30-juin 2006 retraité	31-déc 2006
ACTIFS				
ACTIFS NON COURANTS				
Immobilisations incorporelles	2 005 644	1 674 844	1 674 844	1 825 070
Moins : amortissements	(1 595 120)	(1 403 774)	(1 403 774)	(1 508 598)
3	<u>410 524</u>	<u>271 070</u>	<u>271 070</u>	<u>316 472</u>
Immobilisations utilisées par la société	2 581 855	2 447 240	2 447 240	2 541 139
Moins : amortissements	(1 940 061)	(1 754 780)	(1 754 780)	(1 851 009)
4	<u>641 794</u>	<u>692 460</u>	<u>692 460</u>	<u>690 130</u>
Immobilisations destinées à la location	620 257 102	568 131 076	568 131 076	585 318 097
Moins : amortissements	(366 064 532)	(325 612 510)	(325 612 510)	(347 369 577)
Moins : provisions	(8 838 254)	(7 383 167)	(7 383 167)	(8 300 181)
5	<u>245 354 316</u>	<u>235 135 399</u>	<u>235 135 399</u>	<u>229 648 339</u>
Immobilisations financières	27 485 514	24 777 305	24 777 305	26 604 098
Moins : provisions	(796 088)	(916 746)	(916 746)	(471 897)
6	<u>26 689 426</u>	<u>23 860 559</u>	<u>23 860 559</u>	<u>26 132 201</u>
Total des actifs immobilisés	<u>273 096 060</u>	<u>259 959 488</u>	<u>259 959 488</u>	<u>256 787 142</u>
Autres actifs non courants	596 989	522 877	522 877	513 835
7	<u>596 989</u>	<u>522 877</u>	<u>522 877</u>	<u>513 835</u>
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	<u>273 693 049</u>	<u>260 482 365</u>	<u>260 482 365</u>	<u>257 300 977</u>
ACTIFS COURANTS				
Clients et comptes rattachés	17 646 255	18 246 213	18 246 213	18 324 246
Moins : provisions	(15 407 986)	(15 460 535)	(15 460 535)	(15 594 918)
8	<u>2 238 269</u>	<u>2 785 678</u>	<u>2 785 678</u>	<u>2 729 328</u>
Autres actifs courants	7 536 900	8 081 267	8 081 267	5 677 864
Placements et autres actifs financiers	200 167	311 645	311 645	340 745
Liquidités et équivalents de liquidités	4 166 253	3 965 150	3 965 150	4 107 269
9	<u>7 536 900</u>	<u>8 081 267</u>	<u>8 081 267</u>	<u>5 677 864</u>
10	<u>200 167</u>	<u>311 645</u>	<u>311 645</u>	<u>340 745</u>
11	<u>4 166 253</u>	<u>3 965 150</u>	<u>3 965 150</u>	<u>4 107 269</u>
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	<u>14 141 589</u>	<u>15 143 740</u>	<u>15 143 740</u>	<u>12 855 206</u>
TOTAL DES ACTIFS	<u>287 834 638</u>	<u>275 626 105</u>	<u>275 626 105</u>	<u>270 156 183</u>

(*) Données retraitées pour les besoins de la comparaison (voir note 2.5)

Notes	30-juin 2007	30-juin 2006 publié	30-juin 2006 retraité	31-déc 2006
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS				
CAPITAUX PROPRES				
Capital social	28 000 000	20 000 000	20 000 000	27 500 000
Réserves	15 914 373	5 776 843	5 776 843	13 276 843
Résultats reportés	6 050 574	8 749 623	8 749 623	8 749 623
12	<u>49 964 947</u>	<u>34 526 466</u>	<u>34 526 466</u>	<u>49 526 465</u>
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice	<u>49 964 947</u>	<u>34 526 466</u>	<u>34 526 466</u>	<u>49 526 465</u>
Résultat de la période	3 100 465	2 101 284	1 703 333	4 000 981 (*)
12	<u>53 065 412</u>	<u>36 627 750</u>	<u>36 229 799</u>	<u>53 527 446</u>
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION	<u>53 065 412</u>	<u>36 627 750</u>	<u>36 229 799</u>	<u>53 527 446</u>
PASSIFS				
PASSIFS NON COURANTS				
Emprunts	13 102 297 710	110 894 680	110 894 680	95 615 295
Autres passifs financiers	14 4 483 841	4 633 510	4 633 510	4 191 084
Provisions *	15 1 084 110	687 769	1 085 719	1 045 083 (*)
13	<u>102 297 710</u>	<u>110 894 680</u>	<u>110 894 680</u>	<u>95 615 295</u>
14	<u>4 483 841</u>	<u>4 633 510</u>	<u>4 633 510</u>	<u>4 191 084</u>
15	<u>1 084 110</u>	<u>687 769</u>	<u>1 085 719</u>	<u>1 045 083</u>
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	<u>107 865 661</u>	<u>116 215 959</u>	<u>116 613 909</u>	<u>100 851 462</u>
PASSIFS COURANTS				
Fournisseurs et comptes rattachés	16 13 602 177	12 399 894	12 399 894	8 436 871
Autres passifs courants	17 16 129 805	13 429 525	13 429 525	13 545 781
Concours bancaires et autres passifs financiers	18 97 171 583	96 952 977	96 952 977	93 794 623
16	<u>13 602 177</u>	<u>12 399 894</u>	<u>12 399 894</u>	<u>8 436 871</u>
17	<u>16 129 805</u>	<u>13 429 525</u>	<u>13 429 525</u>	<u>13 545 781</u>
18	<u>97 171 583</u>	<u>96 952 977</u>	<u>96 952 977</u>	<u>93 794 623</u>
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	<u>126 903 565</u>	<u>122 782 396</u>	<u>122 782 397</u>	<u>115 777 275</u>
TOTAL DES PASSIFS	<u>234 769 226</u>	<u>238 998 355</u>	<u>239 396 306</u>	<u>216 628 737</u>
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	<u>287 834 638</u>	<u>275 626 105</u>	<u>275 626 105</u>	<u>270 156 183</u>

ETAT DE RESULTAT
Période du 1er janvier au 30 juin 2007
(exprimé en dinars)

	Notes	<u>30-juin</u> <u>2007</u>	<u>30-juin</u> <u>2006 publié</u>	<u>30-juin</u> <u>2006 retraité</u>	<u>Exercice</u> <u>2006</u>
REVENUS DE LEASING					
Revenus bruts du leasing		72 579 752	67 775 399	67 775 399	140 490 041
Intérêts de retard		232 290	291 498	291 498	594 236
Variation des produits réservés		47 813	(166 628)	(166 628)	105 243
Dotations aux amortissements des immobilisations en location		(60 255 216)	(55 927 744)	(55 927 744)	(116 293 103)
<u>Total des revenus de leasing</u>	19	<u>12 604 639</u>	<u>11 972 525</u>	<u>11 972 525</u>	<u>24 896 417</u>
CHARGES FINANCIERES NETTES					
	20	(6 494 110)	(6 663 259)	(6 663 259)	(13 584 904)
PRODUITS DES PLACEMENTS					
	21	1 307 950	1 146 552	1 146 552	1 323 233
PRODUIT NET		<u>7 418 479</u>	<u>6 455 818</u>	<u>6 455 818</u>	<u>12 634 746</u>
Charges de personnel					
Charges de personnel	22	(1 617 258)	(1 404 592)	(1 404 592)	(2 688 732)
Autres charges d'exploitation	23	(1 352 084)	(1 218 314)	(1 218 314)	(2 595 219)
Autres produits d'exploitation	24	275 757	161 142	161 142	520 947
Dotations nettes aux provisions sur risques clients et résultat des créances radiées	25	(398 954)	(1 097 372)	(1 157 860)	(2 608 639) (*)
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation des titres	25 bis	(324 191)	345 412	345 412	781 952
Dotations aux amortissements des immobilisations propres	26	(175 574)	(195 508)	(195 508)	(396 561)
Dotations aux provisions pour risques divers	27	(49 788)	(440 845)	(778 307)	(1 165 881) (*)
RESULTAT D'EXPLOITATION		<u>3 776 387</u>	<u>2 605 741</u>	<u>2 207 791</u>	<u>4 482 613</u>
Autres gains ordinaires					
Autres gains ordinaires	28	99 194	88 406	24 082	353 658 (*)
Autres pertes ordinaires					
Autres pertes ordinaires	29	0	(67 542)	(3 219)	(3 008) (*)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT		<u>3 875 581</u>	<u>2 626 605</u>	<u>2 228 654</u>	<u>4 833 263</u>
Reprises sur provisions pour impôt différé					
Reprises sur provisions pour impôt différé	15	0	0	0	56 707
Impôt sur les bénéfices					
Impôt sur les bénéfices	30	(775 116)	(525 321)	(525 321)	(888 989)
RESULTAT NET DE LA PERIODE		<u><u>3 100 465</u></u>	<u><u>2 101 284</u></u>	<u><u>1 703 333</u></u>	<u><u>4 000 981</u></u>
Résultat par action					
Résultat par action	12	0,554	0,513	0,415	0,970

(*) Données retraitées pour les besoins de la comparaison

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

(exprimé en dinars)

	<u>Notes</u>	30-juin		Exercice
		2007	2006	2006
Flux de trésorerie liés à l'exploitation				
Encaissements reçus des clients		86 884 517	77 567 814	162 613 579
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel		(2 850 550)	(2 627 367)	(4 843 461)
Intérêts payés		(7 311 276)	(7 666 672)	(14 195 391)
Impôts et taxes payés		(1 841 166)	(3 236 787)	(6 465 131)
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations destinées à la location		(87 137 448)	(78 600 395)	(152 096 686)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations destinées à la location		4 076 054	3 736 903	10 310 623
Autres flux de trésorerie		2 102 251	2 423 308	2 291 213
		(6 077 618)	(8 403 196)	(2 385 254)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(252 786)	(100 011)	(338 128)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		40 018	0	0
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières		(3 420 904)	(4 865 842)	(6 959 776)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières		2 499 888	2 448 339	2 767 391
		(1 133 784)	(2 517 514)	(4 530 513)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Encaissements suite à l'émission d'actions		0	0	15 000 000
Dividendes et autres distributions		(3 562 484)	(2 998 840)	(2 998 840)
Encaissements provenant des emprunts		65 375 000	44 766 910	87 766 910
Remboursement d'emprunts		(60 735 559)	(42 042 382)	(95 777 843)
Flux liés au financement à court terme		1 500 000	5 400 000	150 000
		2 576 957	5 125 688	4 140 227
Variation de trésorerie				
		(4 634 445)	(5 795 022)	(2 775 540)
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période		1 422 622	4 198 162	4 198 162
Liquidités et équivalents de liquidités en fin de période	31	(3 211 823)	(1 596 860)	1 422 622

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

La société a été créée en octobre 1984 avec pour objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens mobiliers à usage industriel ou professionnel.

L'assemblée générale extraordinaire du 5 avril 1994 a étendu l'objet social aux opérations de leasing portant sur des biens immobiliers à usage professionnel et aux opérations d'affacturage.

A compter du premier juillet 1999, la branche d'activité « affacturage » a été abandonnée au profit d'une nouvelle société filiale « Tunisie Factoring ».

Le capital initial s'élève à quatre millions de Dinars (4.000.000) divisé en quatre cent mille (400.000) actions de dix dinars chacune.

L'assemblée générale extraordinaire du 25 août 1992 a décidé de porter le capital à : 8.000.000 Dinars par la création de 400.000 actions nouvelles de 10 Dinars chacune totalement souscrites et libérées en numéraire moyennant une prime d'émission de 5 Dinars par action.

De même, elle a décidé d'augmenter le capital social par incorporation directe d'une somme de 2.000.000 Dinars à prélever sur les réserves.

Cette augmentation a été réalisée au moyen de l'affectation de ladite somme de 2.000.000 Dinars à la création de 200.000 actions nouvelles de 10 Dinars chacune, attribuées gratuitement aux propriétaires des 800.000 actions en quatre tranches égales de 50.000 actions chacune portant jouissance respectivement le 1er janvier 1993, le 1er janvier 1994, le 1er janvier 1995 et le 1er janvier 1996.

L'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} novembre 2001 a décidé d'augmenter le capital social par incorporation d'une somme de 10.000.000 Dinars, à prélever sur le compte « Report à nouveau ».

Cette augmentation est réalisée au moyen de l'affectation de ladite somme de 10.000.000 Dinars à la création de 1.000.000 actions nouvelles de 10 Dinars chacune, attribuées gratuitement aux propriétaires des 1.000.000 actions en quatre tranches égales de 250.000 actions chacune, portant jouissance respectivement le 1er janvier 2001, le 1er janvier 2002, le 1er janvier 2003 et le 1er janvier 2004, à raison de :

- 1 action nouvelle pour 4 anciennes pour la 1^{ère} tranche
- 1 action nouvelle pour 5 anciennes pour la 2^{ème} tranche
- 1 action nouvelle pour 6 anciennes pour la 3^{ème} tranche
- 1 action nouvelle pour 7 anciennes pour la 4^{ème} tranche

L'assemblée générale extraordinaire du 8 juin 2006 a décidé de réduire le nominal de l'action de Tunisie Leasing de 10 Dinars à 5 Dinars. En conséquence, le nombre d'actions composant le capital social est porté de 2.000.000 à 4.000.000 d'actions.

La même assemblée a décidé d'augmenter le capital de la société :

- d'un montant de 7.500.000 dinars pour le porter à 27.500.000 dinars par la création de 1.500.000 actions nouvelles de 5 Dinars chacune, totalement souscrites et libérées en numéraire moyennant une prime d'émission de 5 Dinars par action ; et
- d'une somme de 2.500.000 dinars par incorporation de réserves à prélever sur le compte « résultats reportés ». ladite somme serait affectée à la création et à la libération intégrale de 500.000 actions nouvelles de 5 dinars chacune, attribuées gratuitement aux propriétaires des 5.500.000 actions en cinq tranches égales de 100.000 actions chacune, portant jouissance respectivement le 1^{er} janvier 2007, le 1^{er} janvier 2008, le 1^{er} janvier 2009, le 1^{er} janvier 2010 et le 1^{er} janvier 2011.

Ainsi, le capital social s'élève au 30 juin 2007 à la somme de 28.000.000 Dinars divisé en 5.600.000 actions de 5 Dinars chacune.

L'activité de la société est régie par les lois n° 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédits, et n° 94-89 du 26 juillet 1994 relative au leasing.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun.

NOTE 2 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises.

Les principes comptables les plus significatifs retenus pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

2-1 : Immobilisations exploitées par la société

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par la société figurent aux actifs pour leur coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.

Les taux retenus sont les suivants :

- Logiciels	3 ans	33%
- Constructions sur sol d'autrui	5 ans	20%
- Matériel de transport	5 ans	20%
- Mobilier et matériel de bureau	10 ans	10%
- Matériel informatique	7 ans	15%
- Installations générales	10 ans	10%

2-2 : Immobilisations destinées à la location

Les immobilisations destinées à la location sont les biens acquis par la société et donnés en location pour une durée qui varie entre trois et sept ans. Elles sont de ce fait enregistrées à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition et durant toute la durée du bail. A la fin de cette durée, le locataire aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Les opérations de leasing portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions).

Tous les biens donnés en location sont correctement couverts par une police d'assurance.

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, pendant toute la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre ou de le nantir.

Le mode d'amortissement appliqué pour ces immobilisations est l'amortissement progressif sur la durée du bail. Selon cette méthode, l'amortissement du bien est calculé en fonction de la portion de capital incluse dans chaque loyer facturé.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

De même, le coût d'entrée des immobilisations peut subir des modifications et ce, à l'occasion d'une consolidation d'impayés ou d'une location de biens récupérés.

2-3 : Portefeuille titres

Les titres de participation et les titres immobilisés sont enregistrés dans les livres à leur valeur d'acquisition.

2-4 : Emprunts

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants.

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont converties en dinars, selon le taux de change du déblocage. Le risque de change étant couvert.

2 -5 : Politique de provisions

Avant 2006 :

La société constitue annuellement une provision globale égale à 1% (1,5% de 1996 à 2000) des loyers des contrats actifs. Cette proportion couvre aussi bien le principal que les produits réservés.

Parallèlement, les normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements édictées par la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par la circulaire 99-04 du 19 mars 1999 sont appliquées.

Les provisions résultant de l'application de la circulaire sont déterminées, en appliquant les taux de provision minima par classe sur les risques bruts diminués de l'évaluation correspondante des garanties détenues sur les clients et de la valeur du bien en leasing.

Dans le cas où le montant de la provision résultant de l'application de la circulaire est inférieur à celui calculé en référence à l'échéancier futur des contrats actifs; l'excédent est porté au passif du bilan sous la rubrique des provisions pour risques.

Dans le cas contraire, l'écart dégagé est prélevé sur la provision inscrite au passif du bilan et en cas d'insuffisance il est procédé à la dotation d'une provision complémentaire.

A partir de 2006 :

Le conseil d'Administration du 8 juin 2006 a décidé un changement au niveau de la politique de provisionnement des engagements de la société.

Désormais, les provisions pour créances sont estimées sur la base du coût du risque de l'exercice et ce conformément aux règles prudentielles fixées par la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire aux banques N° 91-94 du 17 décembre 1991 et les textes l'ayant modifiée.

Ce changement de méthode a été appliqué d'une manière prospective vu que les provisions non affectées ont été alimentées par le prélèvement d'un montant de 1 300 KDT du poste « Autres réserves » par décision de l'AGO du 05/05/2005 et non par la politique de provisionnement de 1% des loyers futurs.

La présentation des états financiers semestriels arrêtés au 30 juin 2006, a été retraitée en proforma pour les besoins de la comparaison. Les dotations nettes aux provisions sur risques clients ont été ainsi augmentées de 398 KDT pour figurer au coût du risque.

2-5-1 Les classes sont au nombre de 5 :

	Minimum de provision A appliquer par classe
. A : Actifs courants	-
. B1 : Actifs nécessitant un suivi particulier	-
. B2 : Actifs incertains	20%
. B3 : Actifs préoccupants	50%
. B4 : Actifs compromis	100%

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

A- Actifs courants : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec son activité et sa capacité réelle de remboursement.

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2- Actifs incertains : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent :

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité,
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés,
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement,
- la détérioration du cash flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais,
- l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

B3- Actifs préoccupants : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

B4- Actifs compromis : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au delà de 360 jours.

2-5-2 Les garanties reçues

Les garanties réelles comprennent :

- . Les cautions bancaires
- . Les actifs financiers affectés
- . Les dépôts de garantie
- . Les hypothèques inscrites

2-5-3 La valeur du matériel en leasing

Les principes retenus pour l'évaluation du matériel en location sont les suivants :

- . Matériel standard : Valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge
- . Matériel spécifique : Valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge
- . Immeubles : Valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge

← La valeur des hypothèques prise en garantie ne peut être supérieure au montant de la base locative du contrat de leasing auquel elle se rapporte. Une décote de 10% l'an est appliquée rétroactivement sur la valeur de l'hypothèque initialement retenue.

↑ Pour les contrats de leasing mobilier au contentieux et à l'exclusion des cas d'exécutions suspendues pour causes d'arrangement, la valeur du matériel retenu comme garantie sera considérée nulle dans chacun des cas suivants :

a/ le contrat est au contentieux depuis plus de six mois sans qu'un jugement de récupération ne soit rendu.

b/ le matériel a fait l'objet d'un jugement de récupération dont la grosse a été obtenue depuis plus de six mois sans que le matériel ne soit vendu.

2-6 : Comptabilisation des revenus

Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la fin de l'exercice, il est procédé à une régularisation pour constater les produits perçus ou comptabilisés d'avance.

Les intérêts intercalaires sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force.

Les intérêts de retard sont facturés et comptabilisés mensuellement. A la fin de chaque période les intérêts non encore facturés sont constatés en produits à recevoir.

Par ailleurs, les intérêts inclus dans les loyers courus et les autres produits, non encaissés, sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que produits réservés, venant en déduction de la rubrique « Clients et comptes rattachés ». Cette méthode de comptabilisation ne concerne que les actifs classés en B2, B3 et B4 et ce conformément aux dispositions de l'article 9 de la circulaire n° 91-24 du 17 décembre 1991, émanant de la Banque Centrale de Tunisie.

2-7 : Impôts sur les bénéfices

La société est soumise à l'impôt sur les bénéfices selon les règles du droit commun. Elle ne bénéficie à ce titre d'aucune exonération résultant d'avantages fiscaux accordés ou autres.

Jusqu'au 31 décembre 1999, la société était autorisée, pour le calcul de l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à appliquer aussi bien l'amortissement accéléré que l'amortissement dégressif pour les biens d'équipement exploités sous forme de leasing et ce, à l'exclusion du mobilier et matériel de bureau et des voitures de tourisme.

L'application de ces modes d'amortissement, a conduit la société à :

- Réintégrer les amortissements financiers, constatés comptablement ;
- Déduire les amortissements fiscaux ;
- Suivre les discordances dégagées pour chaque contrat, et en tenir compte à l'occasion de chaque cession, au niveau du tableau de détermination du résultat fiscal.

A partir de l'an 2000, les amortissements financiers relatifs aux biens objets de contrats de leasing, sont admis en déduction pour la détermination du bénéfice imposable et ce, en vertu des dispositions de la loi de finances n° 2000-98 du 25 décembre 2000.

Toutefois, les discordances entre les amortissements financiers et les amortissements fiscaux, nées avant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions, font l'objet d'un suivi et seront apurées progressivement par le biais de retraitements (réintégration ou déduction) au niveau du tableau de détermination du résultat fiscal.

Par ailleurs et depuis 1996, les dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS sont applicables aux sociétés de leasing. Ainsi le taux des provisions déductibles est relevé à 75% au titre des bénéfices réalisés à compter de 2002 jusqu'à l'an 2006 (Article 16 de la loi n° 2001-123 du 28 décembre 2001). La loi de finance pour la gestion 2005, a porté ce taux à 85% qui demeure en vigueur jusqu'à l'an 2006. De sa part, la loi de finance pour la gestion 2006 a relevé ce taux à 100% applicable jusqu'au 31 décembre 2009.

2-8 : Taxe sur la valeur ajoutée

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

NOTE 3 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Désignation	Taux d'amortissement	Valeur brute						Amortissements					Valeur comptable nette
		Début de période	Acquisition	Transferts	Cessions	Mise en rebut	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Cessions ou transferts	Mise en rebut	Fin de période	
Logiciels	33%	1 768 206	178 824	37 528	-		1 984 558	1 508 598	86 522	-		1 595 120	389 438
Logiciels (en cours)		56 864	1 750	-37 528	-		21 086	-	-	-		-	21 086
TOTAUX		1 825 070	180 574	0	-	-	2 005 644	1 508 598	86 522	-		1 595 120	410 524

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Désignation	Taux d'amortissement	Valeur brute						Amortissements					Valeur comptable nette
		Début de période	Acquisition	Transferts	Cessions	Mise en rebut	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Cessions ou transferts	Mise en rebut	Fin de période	
Terrain	0%	39 168	-	-	39 168	-	0	-	-	-	-	-	0
Constructions sur sol d'autrui	20%	30 670	-	-	-	-	30 670	30 670	-	-	-	30 670	0
Matériel de transport	20%	212 842	49 244	-	0	-	262 086	116 483	23 391	0	-	139 874	122 212
Mobilier de bureau	10%	700 520	2 142	-	-	-	702 662	447 673	19 901	-	-	467 574	235 088
Matériel informatique	15% et 33%	1 066 104	28 498	-	0	-	1 094 602	914 871	29 612	-	-	944 483	150 119
Installations générales	10%	491 835	0	-	-	-	491 835	341 312	16 148	-	-	357 460	134 375
TOTAUX		2 541 139	79 884	-	39 168	-	2 581 855	1 851 009	89 052	0	-	1 940 061	641 794

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire, un lot de matériel informatique étant amorti selon le mode dégressif.

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS DESTINEES A LA LOCATION

Les immobilisations destinées à la location s'analysent comme suit :

	<u>Valeur brute</u>	<u>Amortissements</u>	<u>Valeur Nette</u>
- Immobilisations en location	444 514 324	(206 819 302)	237 695 022
- Immobilisations, contrats suspendus	32 509 868	(19 965 852)	12 544 016
- Immobilisations, contrats échus	139 680 872	(139 279 378)	401 494
- Immobilisations en cours	3 552 038		3 552 038
<u>Totaux</u>	<u>620 257 102</u>	<u>(366 064 532)</u>	<u>254 192 570</u>
- Provisions pour dépréciation		(8 838 254)	(8 838 254)
- Provisions pour dépréciation des valeurs résiduelles		0	0
<u>Totaux</u>	<u>0</u>	<u>(8 838 254)</u>	<u>(8 838 254)</u>
<u>- Soldes au 30 juin 2007</u>	<u>620 257 102</u>	<u>(374 902 786)</u>	<u>245 354 316</u>

Les mouvements enregistrés durant la période sur ce poste sont indiqués ci-après :

	<u>Valeur brute</u>	<u>Amortissements et provisions</u>	<u>Valeur nette</u>
Soldes au 31 décembre 2006	<u>585 318 097</u>	<u>(355 669 758)</u>	<u>229 648 339</u>
Additions de la période			
- Investissements	80 478 231	-	80 478 231
- Relocations	194 222	-	194 222
Retraits de la période			
- Cessions à la valeur résiduelle	(35 013 925)	34 986 372	(27 553)
- Cessions anticipées	(10 418 129)	6 467 973	(3 950 156)
- Relocations	(301 394)	105 916	(195 478)
- Régularisations	0	0	0
Amortissements de la période		(60 255 216)	(60 255 216)
Provisions de la période			
- Dotations		(1 459 970)	(1 459 970)
- Dotations sur valeur résiduelle		0	0
- Reprises		921 897	921 897
<u>- Soldes au 30 juin 2007</u>	<u>620 257 102</u>	<u>(374 902 786)</u>	<u>245 354 316</u>

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS DESTINEES A LA LOCATION (suite)

5.1 : Analyse par secteur d'activité

Les immobilisations destinées à la location, se détaillent par secteur d'activité, comme suit :

	Valeur brute	Encours (a)
Agriculture	29 522 943	11 018 822
Bâtiments TP	71 128 582	21 743 106
Industrie		
Agro-alimentaire	43 502 346	16 762 716
Chimie	15 936 743	7 016 887
Energie	1 162 671	577 519
Textile	23 624 134	6 886 534
Autres industries	105 176 987	42 879 701
Tourisme		
Hotellerie	6 196 530	2 179 286
Agences de voyage	16 289 880	4 480 244
Location de voiture	29 746 796	13 443 330
Autres Tourisme	6 262 076	2 071 989
Commerce et service		
Commerce	135 855 467	60 995 872
Transport	45 672 376	18 911 352
Audio-visuel	351 065	106 339
Professions libérales	23 179 919	10 533 726
Autres Services	66 648 585	26 559 923
Total	<u>620 257 102</u>	<u>246 167 347</u>

5.2 : Analyse par type de matériel

Les immobilisations destinées à la location, se détaillent par type de matériel, comme suit :

	Valeur brute	Encours (a)
Matériel de transport léger	173 435 671	72 821 051
Matériel de transport léger Utilitaire	25 832 789	15 908 339
Matériel de transport lourd	91 206 809	32 933 702
Matériel BTP	64 036 595	19 997 496
Equipement industriel	96 432 325	30 974 187
Equipement informatique	7 399 080	2 535 708
Autres	47 742 589	14 251 769
Sous total	<u>506 085 859</u>	<u>189 422 253</u>
Immeubles de bureaux	35 833 635	16 014 739
Immeubles industriels ou commerciaux	78 337 607	40 730 355
Total	<u>620 257 102</u>	<u>246 167 347</u>

(a) Valeur comptable nette compte non tenu des régularisations des amortissements inclus dans les loyers perçus d'avance à la clôture de la période.

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

L'analyse des immobilisations financières se présente comme suit :

	30-juin		31 décembre
	2007	2006	2006
Titres de participation	20 968 899	21 908 899	21 908 899
Titres immobilisés	6 230 568	5 872 160	6 097 210
Prêts au personnel	716 767	780 657	665 804
Dépôts et cautionnements versés	19 280	18 980	19 280
<u>Montant brut</u>	27 935 514	28 580 696	28 691 193
A déduire :			
Versements restant à effectuer sur titres de participation	(450 000)	(3 803 391)	(2 087 095)
<u>Montant libéré</u>	27 485 514	24 777 305	26 604 098
A déduire :			
Provisions pour dépréciation des titres de participation	(359 483)	(801 833)	(299 293)
Provisions pour dépréciation des titres immobilisés	(417 128)	(87 127)	(153 128)
Provisions pour dépréciation des dépôts et cautionnements versés	(17 880)	(17 880)	(17 880)
Provisions pour dépréciation des comptes prêts au personnel	(1 596)	(9 906)	(1 596)
<u>Montant net</u>	26 689 427	23 860 559	26 132 201

Les mouvements enregistrés durant la période sur le poste "Titres de participation" sont indiqués ci-après :

	Montant total	Partie libérée	Partie non libérée
Soldes au 31 Décembre 2006	21 908 899	19 782 204	2 126 695
Additions de la période			
- Maghreb Leasing Algerie	0	1 676 695	(1 676 695)
Diminution des participations par réduction de capital			
- Tunisie Sicar	(440 000)	(440 000)	0
- Tuninvest International Sicar	(500 000)	(500 000)	0
Soldes au 30 Juin 2007	20 968 899	20 518 899	450 000

Les mouvements enregistrés durant la période sur le poste "Titres immobilisés" sont indiqués ci-après :

	Montant total	Partie libérée
Soldes au 31 Décembre 2006	6 097 210	6 097 210
Additions de la période		
- Société Almes	1 000 000	1 000 000
- Tunisian health care centers S.A-Clinique el ferdaous	500 000	500 000
Cessions de la période		
- Société Hasdrubal Thalassa Hotels	(500 000)	(500 000)
- GAN	(83 330)	(83 330)
- Hotel GRANADA	(166 660)	(166 660)
- Etablissement Abdelmoula	(116 652)	(116 652)
- Tunisian health care centers S.A-Clinique el ferdaous	(500 000)	(500 000)
Soldes au 30 Juin 2007	6 230 568	6 230 568

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES (suite)

Les titres de participation s'analysent au 30 juin 2007 comme suit :

<u>Emetteur</u>	<u>Nombre d'action</u>	<u>Valeur nominale</u>	<u>Montant total</u>	<u>Partie non libérée</u>	<u>Date souscription</u>	<u>% détenu</u>
Tuninvest Sicar	352 645	6,50	2 460 631		1994/2001/2002	36,51%
Tunisie Sicar	87 999	10,00	879 990		1997	44,00%
Tunisie Valeurs	15 000	100,00	1 617 699	450 000	1991/92/96/98/2004	30,00%
Tuninvest International Sicar	125 000	10,00	1 250 000		1998	25,00%
Tunisie Factoring	239 997	10,00	2 399 970		1999	54,54%
Tunis Call Center	29 997	10,00	299 970		1998/2004/2005	28,57%
Sté Immob Méditerranéenne de Tunisie	28 306	100,00	2 830 600		1998/2003/2005	69,04%
S T I F	1	10,00	10		2000	-
Tuninvest Innovations Sicar	150 000	10,00	1 500 000		2002	27,27%
Société moderne de titrisation	500	100,00	50 000		2002	10,00%
Esprit	5 000	10,00	50 000		2003	5,00%
Tunisie LLD	501	100,00	10 822		2003	20,04%
Polyclinique La Marsa	420	100,00	99 540		2005	2,29%
Maghreb Leasing Algerie	359 999		6 706 781	0	2006	36,00%
HOLDEFI	44 762		812 886		2006	4,60%
			<u>20 968 899</u>	<u>450 000</u>		

Les titres immobilisés s'analysent au 30 juin 2007 comme suit :

<u>Emetteur</u>	<u>Nombre d'action</u>	<u>Valeur nominale</u>	<u>Montant total</u>	<u>Partie non libérée</u>	<u>Date souscription</u>	<u>Observation</u>
* B.T.S	500	10	5 000		1997	
* Tourisme Balnéaire et Saharien	8 688	10	86 880		2000	(*)
* FLEXOPRINT	0	500	0		2001	(*)
* AVITOP	3 366	10	33 660		2001	(*)
* S.T.P.A	660	500	330 000		2003	(*)
* GAN	8 333	10	83 330		2003	(*)
* Etablissement Abdelmoula	8 740	26,700	233 358		2004	(*)
* Hotel GRANADA	83 334	10	833 340		2004	(*)
* Société Hasdrubal Thalassa Hotels	500	1 000	500 000		2005	(*)
* Société Agricole Saouef	100 000	10	1 000 000		2005	(*)
* Société Consortium des Immobilières Maghrébines	10 000	100	1 000 000		2005	(*)
* Société Méhari Hammamet	3 000	100	300 000		2005	(*)
* Société KOKET	2 000	100	200 000		2006	(*)
* Société BYZACENE	3 000	100	300 000		2006	(*)
* Société PROMOTEL	3 250	100	325 000		2006	(*)
* Société ALMES	100 000	10	1 000 000		2007	(*)
			<u>6 230 568</u>	<u>0</u>		

(*) Ayant fait l'objet de contrats de portage

NOTE 7 : AUTRES ACTIFS NON COURANTS

TABLEAU DE MOUVEMENT DES AUTRES ACTIFS NON COURANTS
AU 30 JUIN 2007
(exprimé en dinars)

Désignation	Taux de résorption	Valeur brute				Résorptions				Valeur comptable nette
		Début de période	Addition	Transfert	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Transfert	Fin de période	
Frais d'émission des emprunts	Durée de l'emprunt	1 538 186	200 001	0	1 738 187	1 024 351	116 847	0	1 141 198	596 989
TOTAUX		1 538 186	200 001	0	1 738 187	1 024 351	116 847	0	1 141 198	596 989

Les frais d'émission et de remboursement des emprunts sont résorbés au prorata des intérêts courus.

NOTE 8 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des clients se présente comme suit :

	30-juin 2007	2006	31 décembre 2006
<u>Clients ordinaires</u>			
- Impayés	4 600 619	5 592 414	5 223 915
- Intérêts de retard à facturer	10 398	19 710	24 824
<u>Montant brut</u>	<u>4 611 017</u>	<u>5 612 124</u>	<u>5 248 739</u>
A déduire :			
- Provisions	(1 635 266)	(2 154 086)	(1 900 053)
- Produits réservés	(793 002)	(1 183 491)	(865 903)
<u>Montant net</u>	<u>2 182 749</u>	<u>2 274 547</u>	<u>2 482 783</u>
<u>Clients litigieux</u>			
- Impayés	12 886 680	12 485 531	12 926 949
- Intérêts de retard à facturer			
- Créances radiées	148 558	148 558	148 558
<u>Montant brut</u>	<u>13 035 238</u>	<u>12 634 089</u>	<u>12 926 949</u>
A déduire :			
- Provisions	(10 909 708)	(10 123 752)	(10 784 041)
- Produits réservés	(1 921 452)	(1 850 648)	(1 896 363)
- Provisions sur créances radiées	(148 558)	(148 558)	(148 558)
<u>Montant net</u>	<u>55 520</u>	<u>511 131</u>	<u>246 545</u>
<u>Solde des clients et comptes rattachés</u>	<u>2 238 269</u>	<u>2 785 678</u>	<u>2 729 328</u>

Note 8 (suite) : ANALYSE ET CLASSIFICATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE

	ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL
	A Actifs courants	B 1 Actifs nécessitant un suivi particulier	B 2 Actifs incertains	B 3 Actifs préoccupants	B 4 Actifs compromis	
Encours financiers (a)	201 753 310	23 144 161	5 700 002	144 220	15 425 653	246 167 347
Impayés	567 765	609 908	690 248	43 115	15 576 262	17 487 299
Avances et acomptes reçus	(2 671 126)	(124 225)	(37)	0	(391 281)	(3 186 669)
Produits à recevoir	10 398	0	0	0	0	10 398
ENCOURS GLOBAL	199 660 346	23 629 845	6 390 213	187 336	30 610 635	260 478 375
Ratio des actifs non performants(B2,B3 et B4) (b)			2,42%	0,07%	11,76%	
			14,25%			
ENGAGEMENTS HORS BILAN	14 840 488	0	0	0	0	14 840 488
TOTAL ENGAGEMENTS	214 500 834	23 629 845	6 390 213	187 336	30 610 635	275 318 863
Produits réservés	0	0	144 616	11 704	2 558 133	2 714 454
Provisions affectées sur les impayés	0	0	135 092	22 800	12 387 084	12 544 975
Provisions affectées sur les encours	0	0	146 310	1 605	8 617 388	8 765 303
TOTAL PROVISIONS ET AGIOS RESERVES	0	0	426 018	36 109	23 562 604	24 024 732
ENGAGEMENTS NETS	214 500 834	23 629 844	5 964 195	151 226	7 048 031	251 294 131
Ratio de couverture des engagements par les provisions et agios réservés (c)			6,67%	19,28%	76,00%	
			63,93%			

(a) Valeur comptable nette des immobilisations en location, compte non tenu des régularisations des amortissements inclus dans les loyers perçus d'avance à la clôture de la période.

(b) Le ratio d'atifs non performants (B2,B3 et B4) au 30/06/2007 s'établit à 14.25% contre 15.70% au 31/12/2006.

(c) Le ratio de couverture des engagements par les provisions et agios réservés s'établit au 30/06/2007 à 63.93% contre 60.72% au 31/12/2006.

NOTE 9 : AUTRES ACTIFS COURANTS

Le détail des autres actifs courants est le suivant :

	30-juin 2007	2006	31 décembre 2006
- Fournisseurs d'exploitation, avances	0	13 680	7 672
- Fournisseurs d'immobilisations, avances	3 013 299	3 423 993	2 163 359
- Avances et acomptes au personnel	20 631	14 851	41 187
- Crédit de TVA	588 943	375 399	0
- Acomptes provisionnels	325 140	275 515	0
- Compte courant Tunisie Factoring	44 940	35 675	44 540
- Compte courant S I M T	1 496 351	1 517 986	1 378 156
- Compte courant Tunisie LLD	1 107 883	1 064 759	1 132 995
- Compte courant MLA	30 377	164 454	115 350
- Adhérents, contrats résiliés	42 607	47 608	42 607
- Autres comptes débiteurs	335 610	243 358	307 776
- Produits à recevoir des tiers	230 151	65 916	252 531
- Produits à recevoir sur contrats de portages	532 252	427 608	462 803
- Compte d'attente	76 858	43 663	96 225
- Charges constatées d'avance	578 498	862 869	508 542
Total brut	8 423 540	8 577 334	6 553 743

A déduire

- Provisions pour dépréciation des comptes fournisseurs	(740 539)	(368 084)	(705 546)
- Provisions pour dépréciation des comptes adhérents	(42 890)	(47 890)	(42 890)
- Provisions pour dépréciation du compte d'attente	(43 896)	(33 979)	(77 388)
- Provisions pour dépréciation des autres comptes débiteurs	(59 315)	(46 114)	(50 055)
Total net	7 536 900	8 081 267	5 677 864

NOTE 10 : PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS

L'analyse des placements et autres actifs financiers se présente comme suit :

	30-juin 2007	2006	31 décembre 2006
- Titres de placement	832	100 000	141 410
- Echéances à moins d'un an sur prêts au personnel	199 335	211 645	199 335
Total	200 167	311 645	340 745

NOTE 11 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Le détail des liquidités et équivalents de liquidités est le suivant :

	30-juin 2007	2006	31 décembre 2006
- Banques	4 161 225	3 960 634	4 103 048
- Caisses	5 028	4 516	4 221
Total	4 166 253	3 965 150	4 107 269

NOTE 12 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

	30-juin 2007	30-juin 2006 publié	30-juin 2006 retraité	31 décembre 2006
- Capital social	(A) 28 000 000	20 000 000	20 000 000	27 500 000
- Réserve légale	(B) 2 637 530	2 000 000	2 000 000	2 000 000
- Réserves affectées à l'augmentation du capital	2 000 000	0	0	0
- Autres réserves	3 776 843	3 776 843	3 776 843	3 776 843
- Prime d'émission	7 500 000	0	0	7 500 000
- Résultats reportés	6 050 574	8 749 623	8 749 623	8 749 623
Total des capitaux propres avant résultat de la période	49 964 947	34 526 466	34 526 466	49 526 466
Résultat de la période	3 100 465	2 101 284	1 703 333	4 000 981
Total des capitaux propres avant affectation	(C) 53 065 412	36 627 750	36 229 799	53 527 447
Résultat par action:				
	30-juin 2007	30-juin 2006 publié	30-juin 2006 retraité	31 décembre 2006
Résultat de la période (1)	3 100 465	2 101 284	1 703 333	4 000 981
Nombre d'actions (2)	5 600 000	4 100 000	4 100 000	4 124 725
Résultat par action (1) / (2)	(D) 0,554	0,513	0,415	0,970

(A) Au 30 juin 2007, le capital social est de DT : 28.000.000 composé de 5.600.000 actions d'une valeur nominale de 5 DT libérées en totalité (voir note 1).

(B) La réserve légale a été constituée conformément aux dispositions de l'article 287 du code des sociétés commerciales. La société doit affecter au moins 5% de son résultat net, majoré des résultats reportés des exercices antérieurs, à la réserve légale jusqu'à ce qu'elle soit égale à 10% du capital

(C) Voir tableau de mouvements ci-joint

(D) Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat par action ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables.

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES
PERIODE CLOSE LE 30 juin 2007
(exprimé en dinars)

	Capital social	Prime d'émission	Réserve affectée à l'augmentation du capital	Réserve légale	Autres réserves	Réserves pour réinvestissements	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 Décembre 2005	20 000 000	0		1 703 396	3 776 843	0	8 756 843	3 289 383	37 526 465
Affectations approuvées par l'A.G.O du 08/06/2006				296 603			2 992 780	(3 289 383)	0
Dividendes versés sur le bénéfice de 2005							(3 000 000)		(3 000 000)
Augmentation de capital approuvée par l'A.G.E du 08/06/2006	7 500 000	7 500 000							15 000 000
Résultat au 31 décembre 2006								4 000 981	4 000 981
Solde au 31 Décembre 2006	27 500 000	7 500 000		2 000 000	3 776 843	0	8 749 623	4 000 981	53 527 446
Affectations approuvées par l'A.G.O du 15/06/2007				637 530			3 363 451	(4 000 981)	0
Dividendes versés sur le bénéfice de 2006							(3 562 500)		(3 562 500)
Sixième résolution approuvée par L'A.G.E du 08/06/2006			2 500 000				(2 500 000)		0
Sixième résolution approuvée par L'A.G.E du 08/06/2006	500 000		(500 000)						0
Résultat au 30 juin 2007								3 100 465	3 100 465
Solde au 30 Juin 2007	28 000 000	7 500 000	2 000 000	2 637 530	3 776 843	0	6 050 574	3 100 465	53 065 412

NOTE 13 : EMPRUNT

TABLEAU DES EMPRUNTS AU 30 JUIN 2007

(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements	Soldes	Fin de période	
						Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
<u>BANQUES LOCALES</u>		<u>46 233 920</u>	<u>44 375 000</u>	<u>41 728 673</u>	<u>48 880 247</u>	<u>18 572 499</u>	<u>30 307 748</u>
* AMEN BANK	7 000 000	5 687 500	0	875 000	4 812 500	3 062 500	1 750 000
* AMEN BANK	10 000 000	3 125 000	0	1 250 000	1 875 000	0	1 875 000
* STUSID	2 500 000	250 000	0	250 000	0	0	0
* STUSID	5 000 000	0	5 000 000	0	5 000 000	4 062 500	937 500
* BTKD	3 000 000	1 500 000	0	375 000	1 125 000	375 000	750 000
* B.E.S.T BANK	3 000 000	9 000 000	20 000 000	19 000 000	10 000 000	0	10 000 000
* A.B.C TUNISIE	3 375 000	0	3 375 000	0	3 375 000	3 375 000	0
* TRESOR TUNISIEN	14 319 000	14 319 000	0	7 000 000	7 319 000	3 319 000	4 000 000
* BANQUE DE L'HABITAT	5 000 000	2 977 420	0	353 673	2 623 747	1 878 499	745 248
* CITIBANK	3 000 000	3 000 000	0	3 000 000	0	0	0
* CITIBANK	2 000 000	2 000 000	0	2 000 000	0	0	0
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	2 000 000	0	0	0
* CITIBANK	3 000 000	0	3 000 000	3 000 000	0	0	0
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	2 000 000	0	0	0
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000
* CITIBANK	3 000 000	0	3 000 000	0	3 000 000	0	3 000 000
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000
* BTE	5 000 000	4 375 000	0	625 000	3 750 000	2 500 000	1 250 000
<u>BILLETS DE TRESORERIE</u>		<u>4 000 000</u>	<u>1 000 000</u>	<u>1 000 000</u>	<u>4 000 000</u>	<u>1 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
<u>BANQUES ETRANGERES</u>		<u>48 869 189</u>	<u>0</u>	<u>6 006 886</u>	<u>42 862 303</u>	<u>30 725 211</u>	<u>12 137 092</u>
* Crédit BIRD 3678 TUN	6 000 000	2 885 108	0	236 995	2 648 113	2 174 113	474 000
* Etat (ligne BIRD 3671 TUN)	6 000 000	3 063 505	0	340 391	2 723 114	2 042 332	680 782
* Crédit FMO IV	3 000 000	1 038 000	0	519 000	519 000	0	519 000
* JEXIM BANK	1 400 000 000	6 331 029	0	703 448	5 627 581	4 220 686	1 406 895
* BEI (credit participatif)	1 279 738	804 398	0	0	804 398	804 398	0
* B.A.D	8 000 000	5 163 645	0	1 290 911	3 872 734	1 290 912	2 581 822
* B.E.I	7 148 963	16 961 516	0	1 646 521	15 314 995	11 679 667	3 635 328
* PROPARCO	4 000 000	6 230 988	0	688 621	5 542 367	3 865 103	1 677 264
* OPEC FUND	4 000 000	6 391 000	0	580 999	5 810 001	4 648 000	1 162 001
TOTAL DES CREDITS BANCAIRES		99 103 109	45 375 000	48 735 559	95 742 550	50 297 710	45 444 840

NOTE 13 (Suite) : EMPRUNT

TABLEAU DES EMPRUNTS AU 30 JUIN 2007

(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements	Soldes	Fin de période	
						Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
* Emprunt obligataire 2001 II	<u>10 000 000</u>	<u>2 000 000</u>		<u>2 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
* Emprunt obligataire 2002 I	<u>15 000 000</u>	<u>3 000 000</u>		<u>0</u>	<u>3 000 000</u>	<u>0</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2002 II	<u>10 000 000</u>	<u>4 000 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000 000</u>	<u>2 000 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2003	<u>10 000 000</u>	<u>6 000 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000 000</u>	<u>4 000 000</u>	<u>2 000 000</u>	<u>2 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2004	<u>15 000 000</u>	<u>9 000 000</u>	<u>0</u>	<u>3 000 000</u>	<u>6 000 000</u>	<u>3 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2004 II	<u>15 000 000</u>	<u>12 000 000</u>	<u>0</u>	<u>3 000 000</u>	<u>9 000 000</u>	<u>6 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2005 I	<u>15 000 000</u>	<u>12 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>12 000 000</u>	<u>9 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2006 I	<u>15 000 000</u>	<u>15 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>15 000 000</u>	<u>12 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt subordonné remboursable" Tunisie Leas	<u>20 000 000</u>	<u>0</u>	<u>20 000 000</u>	<u>0</u>	<u>20 000 000</u>	<u>20 000 000</u>	<u>0</u>
TOTAL DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES		63 000 000	20 000 000	12 000 000	71 000 000	52 000 000	19 000 000
TOTAL GENERAL		162 103 109	65 375 000	60 735 559	166 742 550	102 297 710	64 444 840

NOTE 14 : AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les autres passifs financiers se détaillent comme suit :	30-juin		31 décembre
	2007	2006	2006
- Dépôts et cautionnements reçus	4 483 841	4 633 510	4 191 084
<u>Total des autres passifs financiers</u>	<u>4 483 841</u>	<u>4 633 510</u>	<u>4 191 084</u>

NOTE 15 : PROVISIONS

Les provisions se détaillent par nature comme suit :	30-juin	30-juin	31 décembre	
	2007	2006 publié	2006 retraité	2006
- Provisions pour risques non identifiés	419 266	21 316	419 266	419 266
- Provisions pour impôt différé	27 849	84 556	84 556	27 849
- Autres provisions pour risques	636 995	581 897	581 897	597 968
<u>Total des provisions</u>	<u>1 084 110</u>	<u>687 769</u>	<u>1 085 719</u>	<u>1 045 083</u>

NOTE 16 : FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des fournisseurs se présente comme suit :

	30-juin		31 décembre
	2007	2006	2006
Fournisseurs d'exploitation			
- Factures d'achats de biens ou de prestation de services	40 694	77 104	281 864
- Effets à payer			
- Factures non parvenues	166 000	121 000	130 000
- Avances et acomptes versés sur commande			
<u>Sous total</u>	<u>206 694</u>	<u>198 104</u>	<u>411 864</u>
Fournisseurs d'immobilisations			
- Factures d'achats d'immobilisations	2 385 942	2 844 629	1 018 863
- Retenues de garantie			
- Effets à payer	9 504 883	6 831 767	6 321 576
- Factures non parvenues	1 294 133	2 179 985	479 234
- Retenues de garantie	210 525	345 409	205 334
<u>Sous total</u>	<u>13 395 483</u>	<u>12 201 790</u>	<u>8 025 007</u>
<u>Solde des fournisseurs et comptes rattachés</u>	<u>13 602 177</u>	<u>12 399 894</u>	<u>8 436 871</u>

NOTE 17 : AUTRES PASSIFS COURANTS

Le détail des autres passifs courants est le suivant :

	30-juin		31 décembre
	2007	2006	2006
- Personnel, oppositions sur salaires			
- Avances et acomptes reçus des clients	3 186 669	1 764 087	2 083 068
- Personnel, remunerations dues	305	16 064	182
- Personnel, provisions pour congés payés	276 400	268 575	231 215
- Personnel, autres charges à payer	330 655	189 572	254 000
- Etat, retenues sur salaires	39 078	39 011	26 478
- Etat, retenues sur honoraires, commissions et loyers	286 084	60 896	71 901
- Etat, retenues sur revenus des capitaux	72 146	34 259	32 662
- Etat, impôts sur les bénéfices	775 116	525 321	56 270
- Etat, TVA à payer	0	0	351 789
- Etat, autres impôts et taxes à payer	439 236	756 775	501 915
- Actionnaires, dividendes à payer	4 845	4 829	4 829
- C.N.S.S	137 643	118 315	111 163
- Autres comptes créditeurs	650 507	517 154	208 496
- Diverses charges à payer	128 060	85 048	126 233
- Charges à payer sur contrats de portage	102 978	49 922	77 447
- Loyers constatés d'avance	9 700 083	8 999 697	9 408 133
Total	16 129 805	13 429 525	13 545 781

NOTE 18 : CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les concours bancaires et autres passifs financiers se détaillent comme suit :

	30-juin		31 décembre
	2007	2006	2006
- Echéances à moins d'un an sur emprunts obligataires	19 000 000	20 000 000	21 000 000
- Echéances à moins d'un an sur emprunts bancaires locaux	30 307 748	27 869 286	32 219 834
- Echéances à moins d'un an sur emprunts bancaires étrangers	12 137 092	10 074 604	12 267 980
- Echéances à moins d'un an sur billets de trésorerie à long terme	3 000 000	4 000 000	1 000 000
Sous total (voir note 13)	64 444 840	61 943 890	66 487 814
- Billets de trésorerie	22 500 000	26 250 000	21 000 000
- Intérêts courus sur emprunts obligataires	1 587 077	1 697 811	2 116 531
- Intérêts courus sur emprunts bancaires locaux	581 073	629 500	629 616
- Intérêts courus sur emprunts bancaires étrangers	660 851	861 566	773 515
- Intérêts courus sur billets de trésorerie	19 666	8 200	102 500
- Banques, découverts	7 378 076	5 562 010	2 684 647
Total	97 171 583	96 952 977	93 794 623

NOTE 19 : REVENUS DE LEASING

L'analyse des revenus de leasing se présente ainsi :

	30-juin		31 décembre
	2007	2006	2006
- Loyers de leasing	72 482 536	67 614 855	140 182 919
- Intérêts intercalaires	97 216	160 544	307 122
<u>Revenus bruts de leasing</u>	<u>72 579 752</u>	<u>67 775 399</u>	<u>140 490 041</u>
- Intérêts de retard	232 290	291 498	594 236
- Produits réservés de la période			
. Intérêts inclus dans les loyers	(152 671)	(288 638)	(245 100)
. Intérêts de retard	(113 194)	(156 407)	(265 396)
- Transferts des intérêts réservés antérieurs en produits de la période			
. Intérêts inclus dans les loyers antérieurs	201 982	156 951	459 782
. Intérêts de retard antérieurs	111 696	121 466	155 957
<u>Variation des produits réservés</u>	<u>47 813</u>	<u>(166 628)</u>	<u>105 243</u>
- Dotations aux amortissements des immobilisations en location	(60 255 216)	(55 927 744)	(116 293 103)
<u>Total des revenus de leasing</u>	<u>12 604 639</u>	<u>11 972 525</u>	<u>24 896 417</u>

NOTE 20 : CHARGES FINANCIERES NETTES

Les charges financières se détaillent comme suit :

	30-juin		31 décembre
	2007	2006	2006
- Intérêts des emprunts obligataires	2 148 284	2 196 009	4 459 645
- Intérêts des emprunts bancaires locaux	1 525 476	1 622 090	3 455 053
- Intérêts des emprunts bancaires étrangers	1 523 978	1 672 236	3 316 502
- Intérêts des billets de trésorerie à long terme	11 465	8 200	102 500
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de Remboursement des emprunts	116 846	151 806	290 831
<u>Total des charges financières des emprunts</u>	<u>5 326 049</u>	<u>5 650 341</u>	<u>11 624 531</u>
- Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs	197 768	84 048	202 615
- Intérêts sur opérations de financement (charges)	817 211	904 137	1 739 464
- Pénalités fiscales et sociales	20	635	870
- Pertes de change	52 200	24 098	5 400
- Gains de change	(857)		(39 600)
- Autres	101 719		51 624
<u>Total des autres charges financières</u>	<u>1 168 061</u>	<u>1 012 918</u>	<u>1 960 373</u>
<u>Total général</u>	<u>6 494 110</u>	<u>6 663 259</u>	<u>13 584 904</u>

NOTE 21 : PRODUITS DES PLACEMENTS

Les produits des placements se détaillent comme suit :

	30-juin		31 décembre
	2007	2006	2006
- Produits des participations	1 131 048	945 203	949 203
- Produits des titres Immobilisés	148 434	175 333	313 017
- Revenus des autres créances immobilisées	17 599	22 706	43 715
- Revenus des valeurs mobilières de placement	10 869	3 310	17 298
<u>Total</u>	<u>1 307 950</u>	<u>1 146 552</u>	<u>1 323 233</u>

NOTE 22 : CHARGES DE PERSONNEL

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

	30-juin		31 décembre
	2007	2006	2006
- Salaires et complément de Salaires	956 101	916 060	1 833 711
- Bonus	289 000	151 000	260 534
- Indemnités représentatives de frais	60 700	65 389	119 632
- Cotisations de sécurité sociales sur salaires	183 294	175 218	337 122
- Autres charges sociales	128 163	96 925	137 733
<u>Total</u>	<u>1 617 258</u>	<u>1 404 592</u>	<u>2 688 732</u>

NOTE 23 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Le détail des autres charges d'exploitation se présente comme suit :

	30-juin		31 décembre
	2007	2006	2006
- Achat de matières et fournitures	38 539	65 411	95 296
<u>Total des achats</u>	<u>38 539</u>	<u>65 411</u>	<u>95 296</u>
- Locations	150 278	143 157	289 926
- Charges locatives et de copropriété	22 532	19 573	44 290
- Entretien et réparations	77 941	65 472	169 871
- Primes d'assurances	21 917	26 340	46 381
- Etudes, recherches et divers services extérieurs	117 804	90 369	209 498
<u>Total des services extérieurs</u>	<u>390 472</u>	<u>344 911</u>	<u>759 966</u>
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	239 265	188 641	429 749
- Publicités, publications, relations publiques	102 458	104 340	259 813
- Déplacements, missions et réceptions	196 573	176 118	350 128
- Frais postaux et de télécommunications	105 425	89 983	183 681
- Services bancaires et assimilés	95 588	76 544	265 050
<u>Total des autres services extérieurs</u>	<u>739 309</u>	<u>635 626</u>	<u>1 488 421</u>
- Jetons de présence	32 400	50 400	82 800
- Frais du contentieux	3 810	803	2 934
- Autres	3 066	3 000	6 939
<u>Total des charges diverses</u>	<u>39 276</u>	<u>54 203</u>	<u>92 673</u>
- Impôts et taxes sur rémunérations	28 683	39 428	66 958
- T.C.L	100 000	60 000	60 000
- Droits d'enregistrement et de timbres	15 805	18 735	31 905
<u>Total des impôts et taxes</u>	<u>144 488</u>	<u>118 163</u>	<u>158 863</u>
<u>Total général</u>	<u>1 352 084</u>	<u>1 218 314</u>	<u>2 595 219</u>

NOTE 24 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Le détail des autres charges d'exploitation se présente comme suit :

	30-juin		31 décembre
	2007	2006	2006
- Intérêts sur comptes courants associés	85 825	88 803	170 184
- Honoraires d'assistance technique MLA	43 850	0	149 876
- Autres produits	146 082	72 339	200 887
<u>Total</u>	<u>275 757</u>	<u>161 142</u>	<u>520 947</u>

NOTE 25 : DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS POUR RISQUES CLIENTS ET RESULTAT DES CREANCES RADIEES

Les dotations nettes de la période aux comptes de provisions se détaillent ainsi :

	30-juin	30-juin	31 décembre
	2007	2006 publié	2006
- Dotations aux provisions affectées pour dépréciation des créances	2 313 459	2 694 864	2 357 402
- Reprises de provisions suite aux recouvrements de créances	(1 914 505)	(1 199 542)	(1 199 542)
- Créances Abandonnées des entreprises en difficultés	0	0	0
- Reprises sur Créances Abandonnées des entreprises en difficultés	0	0	0
			(127 510)
<u>Total des dotations aux provisions</u>	<u>398 954</u>	<u>1 495 322</u>	<u>1 157 860</u>
- Reprises de provisions non affectées	0	(397 950)	0
<u>Dotation nette aux provisions et résultat des créances radiées</u>	<u>398 954</u>	<u>1 097 372</u>	<u>1 157 860</u>
			<u>2 608 639</u>

NOTE 25 bis : DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES TITRES

Les dotations nettes aux provisions pour dépréciation des titres se détaillent ainsi :

	30-juin		31 décembre
	2007	2006	2006
- Dotations aux provisions pour dépréciation des titres immobilisés	264 000	0	66 000
- Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de participation	60 191	132 422	203 736
- Reprises de provisions pour dépréciation des titres de participation	0	(477 834)	(1 051 688)
- Reprises de provisions pour dépréciation des titres immobilisés	0	0	0
<u>Total</u>	<u>324 191</u>	<u>(345 412)</u>	<u>(781 952)</u>

NOTE 26 : DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS PROPRES

Les dotations de la période aux comptes d'amortissements se détaillent ainsi :

	30-juin		31 décembre
	2007	2006	2006
- Dotations aux amortissements des Immobilisations incorporelles	86 522	109 504	214 328
- Dotations aux amortissements des Immobilisations corporelles	89 052	86 004	182 233
<u>Total</u>	<u>175 574</u>	<u>195 508</u>	<u>396 561</u>

NOTE 27 : DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS POUR RISQUES DIVERS

Les dotations de la période aux comptes d'amortissements, de résorptions et de provisions pour risques divers se détaillent ainsi :

	30-juin	30-juin	31 décembre
	2007	2006 publié	2006
- Dotations aux provisions sur avances fournisseurs	1 502	0	337 462
- Dotations aux provisions pour dépréciation des comptes prêts au personnel	0	0	0
- Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs courants	9 260	0	0
- Dotations aux provisions pour risques et charges	39 026	443 930	443 930
- Reprises de provisions pour dépréciation des comptes prêts au personnel	0	(3 085)	(3 085)
- Reprises de provisions pour dépréciation des autres actifs courants	0	0	0
			(8 309)
			(8 085)
<u>Total</u>	<u>49 788</u>	<u>440 845</u>	<u>778 307</u>
			<u>1 165 881</u>

NOTE 28 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

Le détail des autres gains ordinaires est le suivant :

	30-juin 2007	30-juin 2006 publié	30-juin 2006 retraité	31 décembre 2006
- Produits nets sur cessions d'immobilisations en leasing	98 344	88 406	88 406	199 028
- Produits nets sur cessions d'immobilisations propres	850	0	0	0
- Perte sur redressement fiscal et social	0	0	(315 509)	(315 509)
- Reprise sur provisions pour risques fiscal et social	0	0	251 186	470 139
<u>Total</u>	<u>99 194</u>	<u>88 406</u>	<u>24 083</u>	<u>353 658</u>

NOTE 29 : AUTRES PERTES ORDINAIRES

Le détail des autres pertes ordinaires est le suivant :

	30-juin 2007	30-juin 2006 publié	30-juin 2006 retraité	31 décembre 2006
- Autres pertes sur éléments non récurrents ou exceptionnels	0	318 728	3 219	3 008
- Reprise sur provisions pour risques fiscal et social	0	(251 186)	0	0
<u>Total</u>	<u>0</u>	<u>67 542</u>	<u>3 219</u>	<u>3 008</u>

NOTE 30 : IMPOTS SUR LES BENEFICES

L'impôt sur les bénéfices au 30 juin 2007 a été calculé sur la base d'une estimation au taux de 20%.

NOTE 31 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES A LA CLOTURE DE LA PERIODE

		30-juin 2007	30-juin 2006	31 décembre 2006
- Banques	+ Note 11	4 161 225	3 960 634	4 103 048
- Caisses	+ Note 11	5 028	4 516	4 221
- Banques, découverts	- Note 18	(7 378 076)	(5 562 010)	(2 684 647)
<u>Liquidités et équivalents de liquidités</u>		<u>(3 211 823)</u>	<u>(1 596 860)</u>	<u>1 422 622</u>

NOTE 32 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 30/06/2007

(en dinars)	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
<i>PASSIFS EVENTUELS</i>	36 350 000	36 525 000	31 625 000
Cautions, avals et autres garanties données	36 350 000	36 525 000	31 625 000
<i>ENGAGEMENTS DONNES</i>	27 480 499	25 278 347	21 102 211
Engagements de financement en faveur de la clientèle	26 337 623	24 060 471	18 247 240
Engagements sur titres	1 142 876	1 217 876	2 854 971
<i>ENGAGEMENTS RECUS</i>	50 864 354	52 844 672	49 674 449
Cautions recus	10 150 000	10 225 000	10 225 000
Garanties reçues	2 753 568	4 299 920	3 293 933
Interets à échoir sur contrats actifs *	37 960 786	38 319 752	36 155 516
<i>ENGAGEMENTS RECIPROQUES</i>	5 400 000	0	0
Emprunts extérieurs obtenus non encore encaissés	5 400 000	0	0

* Retraité

TUNISIE LEASING**AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
LES ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS ARRETES AU 30 JUIN 2007**

En application des dispositions de l'article 21 bis de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier tel qu'ajouté par l'article 18 de la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières, nous avons procédé à un examen limité des états financiers semestriels de la société Tunisie Leasing couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2007. Ces états relèvent de la responsabilité des organes de direction et d'administration de la société. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces états financiers.

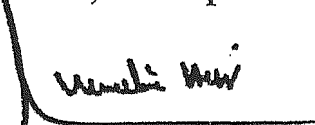
Nous avons conduit cet examen en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les états financiers semestriels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais consiste à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires et nous n'exprimons pas, en conséquence, une opinion d'audit.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas eu connaissance ou relevé d'éléments pouvant affecter, de façon significative, la représentation fidèle des états financiers semestriels annexés au présent avis, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

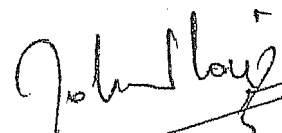
Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention qu'un changement de la politique de provisionnement des engagements de la société a été opéré à partir du deuxième semestre 2006 ainsi qu'il est indiqué dans la note aux états financiers 2-5. Les dotations aux provisions imputées sur le résultat de la période correspondent désormais au coût effectif du risque estimé en application des règles prudentielles. Les données du premier semestre 2006 ont été, en conséquence, retraitées pour les besoins de la comparaison.

En résultante de ces opérations, un montant de 419 KDT figurant au passif du bilan au 30 juin 2007 sous la rubrique « Provisions » est devenu sans objet.

Tunis, le 11 septembre 2007



AMC Ernst & Young
Nouredine HAJJI



Cabinet M.S. Louzir
Mohamed LOUZIR



Notes complémentaires

Note 33 : Encaissements reçus des clients

	30-juin	
	2007	2006
- Clients et comptes rattachés en début de période	18 175 689	17 451 273
- Clients et comptes rattachés en fin de période	(17 497 698)	(18 097 655)
- Avances et acomptes reçus des clients en début de période	(2 083 068)	(1 959 270)
- Avances et acomptes reçus des clients en fin de période	3 186 669	1 764 087
- Plus ou moins values sur relocation	1 256	(104 031)
- Dépôts et cautionnements reçus début de période	(4 191 084)	(4 619 832)
- Dépôts et cautionnements reçus fin de période	4 483 841	4 633 510
- Produits constatés d'avance en début de période	(9 408 133)	(8 871 398)
- Produits constatés d'avance en fin de période	9 700 083	8 999 697
- TVA collectées	11 704 920	10 623 264
- Revenus bruts de l'exercice	72 579 752	67 775 399
- Intérêts de retard	232 290	291 498
- Créances virées en Pertes	0	(318 728)
<u>Encaissements reçus des clients</u>	<u>86 884 517</u>	<u>77 567 814</u>

Note 34 : Sommes versées aux fournisseurs et au personnel

	30-juin	
	2007	2006
- Avances et acomptes au personnel en début de période	(41 187)	(11 421)
- Avances et acomptes au personnel en fin de période	20 631	14 851
- Charges constatées d'avance en début de période	(508 541)	(745 555)
- Charges constatées d'avance en fin de période	578 498	862 869
- Fournisseurs d'exploitation en début de période	411 864	235 072
- Fournisseurs d'exploitation en fin de période	(206 694)	(198 104)
- Personnel, rémunérations dues en début de période	182	2 483
- Personnel, rémunérations dues en fin de période	(305)	(16 064)
- Personnel, provisions pour CP en début de période	231 215	216 422
- Personnel, provisions pour CP en fin de période	(276 400)	(268 575)
- Personnel, autres charges à payer en début de période	254 000	168 051
- Personnel, autres charges à payer en fin de période	(330 655)	(189 572)
- Etat, retenues sur salaires en début de période	26 478	25 487
- Etat, retenues sur salaires en fin de période	(39 078)	(39 011)
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en début de période	71 901	77 822
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en fin de période	(286 084)	(60 896)
- C.N.S.S en début de période	111 163	102 372
- C.N.S.S en fin de période	(137 643)	(118 315)
- Diverses Charges à payer en début de période	126 233	27 000
- Diverses Charges à payer en fin de période	(128 060)	(85 048)
- Charges à payer sur contrats de portage en début de période	77 447	28 636
- Charges à payer sur contrats de portage en fin de période	(102 978)	(49 922)
- TVA, payées sur biens et services	173 709	144 043
- Charges de personnel	1 617 258	1 404 592
- Autres charges d'exploitation	1 352 084	1 218 314
- Impôts et taxes	(144 488)	(118 164)
<u>Sommes versés aux fournisseurs et au personnel</u>	<u>2 850 550</u>	<u>2 627 367</u>

Note 35 : Intérêts payés

	30-juin	
	2006	2006
- Frais d'émission d'emprunt	200 001	0
- Etat, retenue sur revenus des capitaux en début de période	32 662	97 124
- Etat, retenue sur revenus des capitaux en fin de période	(72 146)	(34 259)
- Intérêts courus sur emprunts obligataires début de période	2 116 531	2 750 803
- Intérêts courus sur emprunts obligataires fin de période	(1 587 077)	(1 697 812)
- Intérêts courus sur emprunts locaux en début de période	629 616	594 411
- Intérêts courus sur emprunts locaux en fin de période	(581 073)	(629 500)
- Intérêts courus sur emprunts étrangers en début de période	773 515	944 219
- Intérêts courus sur emprunts étrangers en fin de période	(660 851)	(861 567)
- Intérêts courus sur billets de trésorerie en début de période	102 500	0
- Intérêts courus sur billets de trésorerie en fin de période	(19 666)	(8 200)
- Charges financières	6 494 110	6 663 259
remboursement des emprunts	(116 846)	(151 806)
<u>Intérêts payés</u>	7 311 276	7 666 672

Note 36 : Impôts et taxes payés

	30-juin	
	2007	2006
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider début de période	56 270	41 971
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider fin de période	(775 116)	(525 321)
- Acomptes provisionnels	325 140	275 515
- Etat, autres impôts et taxes à payer en début de période	501 915	755 415
- Etat, autres impôts et taxes à payer en fin de période	(439 236)	(756 775)
- TVA payées	1 252 589	2 802 498
- Impôts et taxes	144 488	118 163
- Impôts sur les bénéfices	775 116	525 321
<u>Impôts et taxes payés</u>	1 841 166	3 236 787

Note 37 : Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations destinées à la location

	30-juin	
	2007	2006
- Fournisseurs d'immobilisations en début de période	8 025 007	8 995 548
- Fournisseurs d'immobilisations en fin de période	(13 395 483)	(12 201 790)
- Fournisseurs, avances en début de période	(2 163 359)	(1 636 020)
- Fournisseurs, avances en fin de période	3 013 299	3 423 993
- Investissements en Immobilisations destinées à la location	80 478 231	71 226 281
- TVA sur Investissements	11 179 753	8 792 383
<u>Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations destinées à la location</u>	87 137 448	78 600 395

Note 38 : Encaissements provenant de la cession d'immobilisations destinées à la location

	30-juin	
	2007	2006
- Cessions d'immobilisations à la VR	27 553	117 217
- Cessions anticipées d'immobilisations	3 950 156	3 531 281
- Plus-values sur Cessions anticipées	98 345	88 405
<u>Encaissements provenant de la cession d'immobilisations destinées à la location</u>	4 076 054	3 736 903

Note 39 : Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles

	30-juin	
	2007	2006
- Fournisseurs, avances en début de période	(7 672)	0
- Fournisseurs, avances en fin de période	0	13 680
- Investissements en Immobilisations incorporelles	180 574	42 194
- Investissements en Immobilisations corporelles	79 884	44 137
<u>Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles</u>	252 786	100 011

Note 40 : Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles

	30-juin	
	2007	2006
- Cessions d'immobilisations corporelles	39 168	0
- Produits nets sur cessions d'immobilisations propres	850	0
Total encaissements/ Cession d'immobilisations	40 018	0

Note 41 : Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières

	30-juin	
	2007	2006
- Actions propres	0	0
- Titres de participation libérés au cours de l'exercice	1 676 695	4 166 277
- Titres immobilisés libérés au cours de l'exercice	1 500 000	500 000
- Dépôts et cautionnements versés	0	1 100
- Prêts accordés au personnel au cours de l'exercice	244 209	198 465
<u>Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières</u>	3 420 904	4 865 842

Note 42 : Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles

	30-juin	
	2007	2006
- Titres immobilisés cédés au cours de l'exercice	1 366 642	437 380
- Titres de participations cédés au cours de l'exercice	0	500 000
- Titres de participations remboursés au cours de l'exercice	940 000	1 322 645
- Remboursements sur obligations au cours de l'exercice	0	0
- Remboursements sur prêts au personnel	193 246	188 314
<u>Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières</u>	2 499 888	2 448 339

Note 43 : Dividendes et autres distributions

	30-juin	
	2007	2006
- Dividendes et tantièmes	3 562 500	3 000 000
- Actionnaires, dividendes à payer en début de période	4 829	3 669
- Actionnaires, dividendes à payer en fin de période	(4 845)	(4 829)
<u>Dividendes et autres distributions</u>	3 562 484	2 998 840

Note 44 : Autres flux de trésorerie

	30-juin	
	2007	2006
- Produits à recevoir des tiers en début de période	252 531	71 245
- Produits à recevoir des tiers en fin de période	(230 150)	(65 916)
- Produits à recevoir sur contrats de portage en début de période	462 803	421 848
- Produits à recevoir sur contrats de portage en fin de période	(532 251)	(427 608)
- Autres comptes débiteurs en début de période	307 776	279 034
- Autres comptes débiteurs en fin de période	(335 610)	(243 357)
- Compte courant Tunisie Factoring en début de période	44 540	35 675
- Compte courant Tunisie Factoring en fin de période	(44 940)	(35 675)
- Compte courant SIMT en début de période	1 378 156	1 293 407
- Compte courant SIMT en fin de période	(1 496 351)	(1 517 986)
- Compte courant Tunisie LLD en début de période	1 132 995	1 000 618
- Compte courant Tunisie LLD en fin de période	(1 107 883)	(1 064 759)
- Compte courant MLA en début de période	115 350	61 297
- Compte courant MLA en fin de période	(30 377)	(164 453)
- Compte Adhérents,contrats résiliés en début de période	42 607	47 608
- Compte Adhérents,contrats résiliés en fin de période	(42 607)	(47 608)
- Comptes d'attente en début de période	96 225	80 024
- Comptes d'attente en fin de période	(76 858)	(43 663)
- Placements en titres en début de période	141 410	1 448 418
- Placements en titres en fin de période	(832)	(100 000)
- Autres comptes créditeurs en début de période	(208 496)	(429 688)
- Autres comptes créditeurs en fin de période	650 507	517 154
- Produits des placements	1 307 950	1 146 552
- Autres produits d'exploitation	275 757	161 142
<u>Autres flux de trésorerie</u>	2 102 251	2 423 308

4.18-SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION AU 30 JUIN 2007 :

(En dinars)

PRODUITS				CHARGES				SOLDES			
	Juin-07	Juin-06	déc-06		Juin-07	Juin-06	déc-06		Juin-07	Juin-06	déc-06
Loyers de leasing	77 487 536	67 614 855	140 182 919	Amortissements des immobilisations en location	60 255 216	55 927 744	116 293 103				
Intérêts intercalaires	97 216	160 544	307 122								
Variation des intérêts réservés	47 813	(166 628)	105 243	<u>Total des amortissements</u>	60 255 216	55 927 744					
<u>Revenus bruts de leasing</u>	72 627 565	67 608 772	140 595 284	Charges financières nettes	6 494 110	6 663 259	116 293 103	<u>Revenus nets de leasing</u>	12 372 349	11 681 028	24 302 181
Revenus nets de leasing	12 372 349	11 681 028	24 302 181								
Intérêts de retard	232 290	291 498	594 236	<u>Total des charges financières</u>	6 494 110	6 663 259	13 584 904				
<u>Produits d'exploitation</u>	12 604 639	11 972 525	24 896 417	Autres charges d'exploitation	1 352 085	1 218 314	13 584 904	<u>Marge commerciale (PNB)</u>	6 110 529	5 309 266	11 311 513
Marge commerciale (PNB)	6 110 529	5 309 266	11 311 513	Charges de personnel	1 617 258	1 404 592	2 595 219				
Produits des placements	1 307 950	1 146 552	1 323 233	<u>Sous total</u>	2 969 343	2 622 906	2 688 732				
<u>Sous total</u>	7 418 479	6 455 818	12 634 746	Dotation aux amortissements	175 574	195 508	5 283 951	<u>Excédent brut d'exploitation</u>	4 449 136	3 832 912	7 350 795
Excédent brut d'exploitation	4 449 136	3 832 912	7 350 795	Dotation aux provisions :			396 561				
Reprises sur provisions :				- Pour dépréciation des créances	2 313 459	2 357 402					
- Suite au recouvrement des créances	1 914 505	1 199 542	2 659 800	- sur avances fournisseurs	0	337 462	5 268 439				
- Pour dépréciation des titres	0	477 834	972 088	- Pour dépréciation des titres	324 191	132 422	190 136				
- Non affectées	0	397 950	0	- Pour risques divers	49 788	440 845	1 165 881				
- Suite à la radiation de créances	0	0	127 510	- Non affectées	0	0	0				
Autres produits ordinaires	374 952	249 547	874 605	Créances radiées	0	0	127 510				
Reprises sur provisions pour impôt différé	0	0	56 707	Autres pertes ordinaires	0	67 542	3 008				
				Impôts sur les bénéfices	775 116	525 321	888 989				
<u>Sous total</u>	6 738 593	6 157 786	12 121 105	<u>Sous total</u>	3 638 128	4 056 502	8 120 124	<u>Résultat des activités ordinaires</u>	3 100 465	2 101 284	4 000 981
Résultat positif des activités ordinaires	3 100 465	2 101 284	4 000 981	Résultat négatif des activités ordinaires							
-effet positif des modifications comptables	0	0	0	- effet négatif des modif comptables							
<u>Sous total</u>	3 100 465	2 101 284	4 000 981		0	0	0	<u>Résultat net après modif comps</u>	3 100 465	2 101 284	4 000 981

4.19- Engagements financiers au 30/06/07 :

(en dinars)

I- Engagements Financiers

Type d'engagements	Valeur totale	tiers	dirigeants	Entreprises liées	associés	provisions
1-Engagements donnés						
a)garanties personnelles						
*cautionnement	36 200 000			36 200 000		
*aval						
*autres garanties						
b)garantie réelle						
*hypothèques						
*nantissement						
c)effets escomptés et non échus						
d)créances à l'exportation mobilisés						
e)abandon de créances						
f)engagement sur titre non libéré	450 000			450 000		
g)engagement par signature	26 337 623	26 337 623				
TOTAL	62 987 623	26 337 623		36 650 000		
2-Engagements reçus						
a)garanties personnelles						
*cautionnement	150 000	150 000				
*aval	10 000 000	10 000 000				
*autres garanties	591 228	591 228				
b)garantie réelle						
*hypothèques	2 162 340	2 162 340				
*nantissement						
c)effets escomptés et non échus						
d)créances à l'exportation mobilisées						
e) autres engagements reçus	37 960 786	37 960 786				
TOTAL	50 864 354	50 864 354				
3-Engagements réciproques						
*emprunt obtenu non encore encaissé	5 400 000	5 400 000				
*crédit consenti non encore versé						
*opération de portage	692 876	692 876				
*crédit documentaire						
*commande d'immobilisation						
*commande de longue durée						
*contrat avec le personnel prévoyant des engagements supérieurs à ceux prévus par la convention collective						
TOTAL	6 092 876	6 092 876				

II- Dettes garanties par des sûretés

Postes concernés	Montant garanti	Valeur comptable	des biens donnés	en garantie
*emprunt obligataire				
*emprunt d'investissement				
*emprunt courant de gestion				
*autres				

Etat des engagements hors bilan au 30 juin :

(en dinars)	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
PASSIFS EVENTUELS	36 350 000	36 525 000	31 625 000
Cautions, avals et autres garanties données (TF) CITIBANK	8 000 000	8 000 000	8 000 000
Cautions, avals et autres garanties données (TF) ABC	0	1 000 000	0
Cautions, avals et autres garanties données (TF) Amen BANK	11 000 000	11 000 000	11 000 000
Cautions, avals et autres garanties données (TLLD) AMEN BANK	1 200 000	1 000 000	0
Cautions, avals et autres garanties données (TF) BTL	3 500 000		3 500 000
Caution (TF) pour crédit auprès de la BTEI	6 000 000	12 000 000	6 000 000
Cautions données par TL à la SNMVT en faveur de TF (portage sur les titres de Call Center)			0
Cautions données par TL à TF en garantie du risque encourus STPA		1 400 000	0
Cautions données par TL à la famille Driss au profit de TV (portage sur les titres de Call Center)	150 000	225 000	225 000
Caution en faveur de la SIMT (sur crédit Amen Bank)	500 000	500 000	500 000
Caution en faveur de la SIMT (sur crédit STB)	2 400 000	2 400 000	2 400 000
ENGAGEMENTS DONNES	27 480 499	25 278 347	21 102 211
Engagements de financement en faveur de la clientèle (contrats signés non encore mis en force)	11 960 488	4 005 598	6 038 930
Engagements de financement en faveur de la clientèle (contrats non encore signés)	14 377 135	20 054 873	12 2 08 310
Garanties données par TL à la famille HCHICHA (portage sur les titres SIMT)	500 000	500 000	500 000
Engagements sur titres (participations non libérées Tunisie Valeurs)	450 000	450 000	2 087 095
Contrats de portage signés et non encore concrétisés	192 876	267 876	267 876
ENGAGEMENTS RECUS	50 864 354	52 844 672	49 674 449
Cautions données par TF à la SNMVT en faveur de TL (portage sur les titres de Call Center)	0	0	0
Cautions données par TV à la famille Driss au profit de TL (portage sur les titres de Call Center)	150 000	225 000	225 000
Garanties reçues (hypothèques sur les contrats actifs)	2 162 340	3 663 167	2 702 704
Garanties reçues de la BTEI (Aval sur billet de trésorerie)	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Garanties reçues (Cautions bancaires et autres actifs financiers)	591 228	636 753	591 228
Loyers à échoir sur contrats actifs	37 960 786	38 319 752	36 155 516
ENGAGEMENTS RECIPROQUES	5 400 000	0	0
Emprunts extérieurs obtenus non encore encaissés:			
OPEC		0 0	0
PROPARCO		0	0
BEI (3 164 200 Euros au cours de 1,7)	5 400 000	0	0

**4-20- ENCOURS DES CREDITS CONTRACTES PAR TUNISIE LEASING AU 30/06/07:
Encours des emprunts obligataires émis par TUNISIE LEASING :**

(en dinars)

INTITULE DE L'EMPRUNT	MONTANT EMIS	ENCOURS AU 31/12/2006	ENCOURS AU 30/06/2007
Emprunt Tunisie Leasing 2001/2	10.000.000	2.000.000	-
Emprunt Tunisie Leasing 2002/1	15.000.000	3.000.000	3.000.000
Emprunt Tunisie Leasing 2002/2	10.000.000	4.000.000	2.000.000
Emprunt Tunisie Leasing 2003	10.000.000	6.000.000	4.000.000
Emprunt Tunisie Leasing 2004/1	15.000.000	9.000.000	6.000.000
Emprunt Tunisie Leasing 2004/2	15.000.000	12.000.000	9.000.000
Emprunt Tunisie Leasing 2005/1	15.000.000	12.000.000	12.000.000
Emprunt Tunisie Leasing 2006/1	15.000.000	15.000.000	15.000.000
Emprunt subordonné Tunisie Leasing	20.000.000	-	20.000.000
TOTAL	125.000.000	63.000.000	71.000.000

Encours des Crédits bancaires contractés par TUNISIE LEASING :

INTITULE DU CREDIT BANCAIRE	MONTANT EMIS	TAUX D'INTERETS	ENCOURS (en DT) AU 31/12/2006	ENCOURS (en DT) AU 30/06/2007
Banques locales :			46.233.920	48.880.247
AMEN BANK	7.000.000		5.687.500	4.812.500
AMEN BANK	10.000.000	TMM+1,25%	3.125.000	1.850.000
STUSID	2.500.000	TMM+1,5%	250.000	0
STUSID	5.000.000	TMM+1,5%	5.000.000	5.000.000
BTKD	3.000.000	TMM+1,75%	1.500.000	1.125.000
BEST BANK	3.000.000	TMM+1,5%	9.000.000	10.000.000
ABC TUNISIE	3.350.000	TMM+1,5%	0	3.375.000
TRESOR TUNISIEN	14.319.000	8,25%	14.319.000	7.319.000
BH	5.000.000	7%	2.977.420	2.623.747
CITIBANK	2.000.000		0	
CITIBANK	3.000.000		0	
CITIBANK	2.000.000		0	2.000.000
CITIBANK	2.000.000		0	2.000.000
CITIBANK	3.000.000		0	3.000.000
CITIBANK	2.000.000		0	2.000.000
CITIBANK	2.000.000		0	
CITIBANK	3.000.000		3.000.000	0
CITIBANK	2.000.000		2.000.000	0
BTE	5.000.000		4.375.000	3.750.000
BILLETTS DE TRESORERIE	10.000.000	7.6%	4.000.000	4.000.000
Banques Etrangères :			48.869.189	42.862.303
Crédit BIRD 3678TUN	6.000.000 US\$	(a)	2.885.108	2.648.113
Etat (ligne BIRD 3671TUN)	6.000.000 US\$	(b)	3.063.505	2.723.114
Crédit FMO III	2.500.000EUR	(c)	0	0
Crédit FMO IV	3.000.000EUR	(d)	1.038.000	519.000
JEXIM BANK	1.400.000.000JPY	(e)	6.331.029	5.627.581
BEI (crédit participatif)	1.279.738ECU	(f)	804.398	804.398
BAD	8.000.000EUR	(g)	5.163.645	3.872.734
BEI	7.148.963 EUR	(h)	16.961.516	15.314.995
PROPARCO (Sur maximum 7 ans)	4.000.000 EUR	Taux de référence + 1.6%	6.230.988	5.542.367
OPEC FUND (Sur 7 ans)	4.000.000 EUR	Taux de référence + 1.6%	6.391.000	5.810.001
TOTAL			99.103.109	95.742.550

(a) Le taux d'intérêt correspond au coût moyen des ressources majoré de 0,5%; Le risque de change est garanti par le fonds de péréquation de change moyennant le paiement, à chaque échéance, d'une commission égale au différentiel entre le TMM majoré de 0,5% et le taux du crédit.

(b) L'Etat Tunisien a consenti le 27 Novembre 1995 à la société un financement subsidiaire sur le prêt BIRD n° 3671 TUN; Le financement a été consenti en dinars tunisiens pour l'équivalent de US\$: 6.000.000, au taux du marché monétaire majoré de 0,5%, sans que ce taux ne soit inférieur au taux d'intérêt applicable au prêt.

- (c) Le crédit a été contracté pour un montant en dinars équivalent à EUR: 2.500.000, au taux du marché monétaire majoré de 1,25%, sans que ce taux ne soit inférieur à 7,5%.
- (d) Le crédit a été contracté pour un montant en dinars équivalent à EUR: 3.000.000, au taux du marché monétaire majoré de 1,25%, sans que ce taux ne soit inférieur à 7,5%.
- (e) L'Etat Tunisien a consenti le 15 Mai 1998 à la société un financement subsidiaire sur le prêt J. EXIM BANK du 27 Mai 1997; Le financement a été consenti en dinar tunisien pour l'équivalent de JPY : 14.000.000.000, au taux du marché monétaire majoré de 0,5%, sans que ce taux ne soit inférieur au taux d'intérêt applicable au prêt.
- (f) le crédit a été contracté pour un montant en dinars équivalent à ECU:1.279.738 (utilisations à fin 1998), rémunéré à concurrence de 75% des dividendes et 50% des plus values éventuelles des titres financés ; les moins values éventuelles seront supportées par la BEI.
- (g) le crédit a été contracté, sur autorisation de la BCT en date du 11/04/2002, pour la constitution d'un dépôt de garantie auprès de l'ABC TUNISIE. Ce dépôt est rémunéré aux mêmes conditions de rémunération du crédit.
- (h) Le crédit a été contracté pour un montant en dinars équivalent à EUR: 8.000.000, au taux d'intérêt fixe déterminé par la BAD et égal à un taux de base majoré de 1,7%.

Encours des billets de trésorerie émis par TUNISIE LEASING y compris les billets de trésorerie classés au niveau des emprunts à moyen et long terme (cf page précédente) :

Souscripteur	Montant (en milliers de dinars)	Durée (en jours)	Taux
TUNISIE SICAV	1 000	100	6.25%
TUNISIE SICAV	2 000	90	6.25%
TUNISIE SICAV	2 500	90	6.25%
TUNISIE SICAV	1 000	90	6.25%
TUNISIE SICAV	1 000	90	6.25%
TUNISIE SICAV	4 000	90	6.25%
TUNISIE SICAV	3 000	120	6.25%
SANADETT SICAV	3 000	365	6.25%
Placement obligataire SICAV	2 000	180	6.10%
Placement obligataire SICAV	1 000	365	6.35%
SICAV AMEN	3 000	360	6.10%
SICAV AMEN	3 000	360	5.90%
Total	26 500		

4.21. EVOLUTION DES REVENUS DE LEASING ET DU RESULTAT D'EXPLOITATION :

(en dinars)

Désignation	30/06/07	30/06/06	31/12/2006
Revenus de leasing	12 604 639	11 972 525	24 896 417
Produit net	7 418 479	6 455 818	12 634 746
Capital social	28 000 000	20 000 000	27 500 000
Nombre d'actions	5 600 000*	2 000 000	5 500 000*
Résultat d'exploitation	3 776 387	2 605 742	4 482 613
Résultat d'exploitation par action	0.674	0.651**	0.815
Revenus par action	2.251	2.993	4.527

*La société a procédé à un Split par deux le 04/09/2006 portant le nombre d'actions à 4 000 000 actions. Elle a par ailleurs augmenté son capital par émission en numéraire de 1 500 000 actions le 09/11/2006.

Actuellement le nombre d'actions total est de 5 600 000 actions, la société ayant augmenté son capital par incorporation de réserves de 0.5MDt le 01/03/2007.

** retraité pour des besoins de comparaison (tenant compte du Split)

4.22-EVOLUTION DE LA MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT :

Désignation (en dinars)	30/06/07	30/06/06	31/12/06
Bénéfice net d'impôt (1)	3 100 465	2 101 284	4 000 981
Dotation aux amortissements et aux provisions (2)	948 507	1 388 313	3 389 129
Reprise sur provisions (3)	0	0	56 707
Marge brute d'autofinancement (1+2-3)	4 048 972	3 489 597	7 333 403

4.23-EVOLUTION DE LA STRUCTURE FINANCIERE :

(en dinars)

Désignation	30/06/07	30/06/06	31/12/06
Capitaux propres avant affectation (1)	53 065 412	36 627 750	53 527 446
Passifs non courants (2)	107 865 661	116 215 959	100 851 462
Capitaux permanents avant affectation (1)+(2)	160 931 073	152 843 709	154 378 908
Actifs non courants (3)	273 693 049	260 482 365	257 300 977
Fonds de roulement net (1)+(2)-(3)	-112 761 976	-107 638 656	-102 922 069

4.24- INDICATEURS DE GESTION ET RATIOS :

Désignation	30/06/07	30/06/06	31/12/2006
Indicateurs de gestion (en Millions de Dinars)			
Revenus bruts de leasing	72.580	67.775	140.5
Produit net	7.418	6.455	12.6
Résultat d'exploitation	3.776	2.605	4.483
Résultat net(1)	3.100	2.101	4.001
Engagements (2) (Immo en location nettes + Immo finan nettes + Clients bruts)	289.7	277	274
Fonds propres (3) (avant résultat)	50	34.5	49.5
Clients & comptes rattachés (4)	17.646	18.246	18.324
Créances classées (5)	37.188	39.899	38.987
Total Provisions (6) (affectées)	21 310	19.661	20.911
Total produits réservés (7)	2.714	3.034	2.762
Emprunts & concours bancaires moyens (8) (Moyenne des concours bancaires et emprunts entre l'année N et l'année N-1)	203.658	198.409	192.517
Charges financières nettes (9)	6.494	6.663	13.585
Capitaux permanents (10)	160.930	152.843	154.378
Ratios propres aux sociétés de leasing			
Fonds propres/Engagements (3)/(2)	17.26%	12.45%	18.06%
Rentabilité des fonds propres (1)/(3)	6.20%	6.09%	8.08%
Couverture client ((6)+(7))/(4)	136.14%	124.3%	129.19%
Risque portefeuille (4)/(2)	6.09%	6.58%	6.68%
Taux de créances classées	14.25%	15.82%	15.70%
Taux de financement apparent (9)/(8)	3.19%	3.35%	7.05%
Ratio de couverture des créances classées (6)+(7)/(5)*	64.6%	56.8%	60.72%
Ratio des Fonds propres selon circulaire 99-04 de la BCT **			21.01%
Ratios de structure			
Actifs non courants/Total bilan	95.09%	94.51%	95.24%
Actifs courants/Total bilan	4.91%	5.49%	4.76%
Capitaux propres/Total bilan	18.44%	13.29%	19.81%
Passifs non courants/Total bilan	37.47%	42.16%	37.33%
Passifs courants/Total bilan	44.09%	44.55%	42.85%
Ratios de gestion			
Charges de personnel/Revenus bruts du leasing	2.23%	2.07%	1.91%
Résultat d'exploitation/ Revenus bruts du leasing	5.20%	3.84%	3.19%
Revenus bruts du leasing /Capitaux propres	136.77%	185%	262.46%
Ratios de solvabilité			
Capitaux propres/passifs non courants	49.20%	31.51%	53.07%
Capitaux propres/Capitaux permanents	32.97%	23.96%	34.67%
Ratios de liquidité			
Produit net/revenu brut de leasing	10.22%	9.52%	8.99%
Actifs courants/Passifs courants	11.14%	12.33%	11.10%
Liquidités et équivalents de liquidité/passifs courants	3.28%	3.22%	3.54%

*Ce ratio prudentiel exige de chaque établissement de crédit (banques et sociétés de leasing) que les fonds propres représentent au moins 8% du total de son actif (bilan et hors bilan) pondéré en fonction des risques encourus

** Compte non tenu des provisions non affectées.

4-25 Etats financiers consolidés au 30 juin 2007

En vue de se rapprocher progressivement du taux de couverture des actifs classés souhaité par la BCT (70% contre 50% au 31/12/2004), le conseil d'administration de TUNISIE LEASING du 14 avril 2006 a décidé de renforcer les règles de provisionnement en adoptant les mesures suivantes :

- La valeur des hypothèques prise en garantie ne peut être supérieure au montant de la base locative du contrat de leasing auquel elle se rapporte. Une décote de 10% l'an est appliqué rétroactivement sur la valeur de l'hypothèque initialement retenue.

- Pour les contrats de leasing mobilier au contentieux et à l'exclusion des cas d'exécutions suspendues pour causes d'arrangement, la valeur du matériel retenu comme garantie sera considérée nulle dans chacun des cas suivants :

a/ le contrat est au contentieux depuis plus de six mois sans qu'un jugement de récupération ne soit rendu.

b/ le matériel a fait l'objet d'un jugement de récupération dont la grosse a été obtenue depuis plus de six mois sans que le matériel ne soit vendu.

Ces nouvelles mesures ont été introduites dès l'arrêté des états financiers intermédiaires individuelles de TUNISIE LEASING au 30/06/2005. Il est à signaler que les données comparatives au 31/12/2004 n'ont pas été retraitées en conséquence, s'agissant d'un renforcement des règles internes de provisionnement (augmentation de la décote sur hypothèque et valeur de matériel en garantie) et non d'un changement de méthode comptable selon la société.

Par ailleurs, en 2005, les actifs d'impôt différés d'un montant de 904 158 dinars ont été reclassés parmi les actifs immobilisés. Les états financiers consolidés au 31/12/2004 ont été retraités en conséquence.

A partir de l'année 2006, la société a adopté une nouvelle politique de provisionnement de ses engagements. En effet, les provisions sont désormais estimées sur la base du coût du risque de l'exercice alors qu'auparavant la société constituait annuellement une provision globale égale à 1% des loyers des contrats actifs. Par conséquent, les Etats Financiers consolidés relatifs au 30 juin 2005 ont été retraités pour des besoins de comparaison.

BILAN CONSOLIDE AU 30 juin 2007
(exprimé en dinar tunisien)

	30 juin		31-déc		30 juin		31-déc
Notes	2007	2006	2006	Notes	2007	2006	2006
ACTIFS				CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
ACTIFS NON COURANTS				CAPITAUX PROPRES			
Immobilisations incorporelles	3 340 006	2 584 148	3 019 338	Capital social	28 000 000	20 000 000	27 500 000
Moins : amortissements	(2 334 712)	(1 907 654)	(2 066 688)	Réserves consolidées	22 274 168	18 512 969	25 875 791
	<u>1 005 295</u>	<u>676 494</u>	<u>952 650</u>	Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice	<u>50 274 168</u>	<u>38 512 969</u>	<u>53 375 791</u>
Immobilisations propres	15 590 568	12 473 998	14 290 442	Résultat consolidé	3 312 166	1 560 265	3 633 311
Moins : amortissements	(4 676 119)	(3 368 704)	(3 946 855)	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES AVANT AFFECTATION	<u>9 53 586 334</u>	<u>40 073 234</u>	<u>57 009 102</u>
	<u>10 914 450</u>	<u>9 105 294</u>	<u>10 343 587</u>	INTERETS MINORITAIRES	10 18 772 749	10 884 742	14 810 233
Immobilisations destinées à la location	650 678 163	566 670 909	592 502 243	PASSIFS			
Moins : amortissements	(375 207 944)	(325 439 484)	(349 647 530)	PASSIFS NON COURANTS			
Moins : provisions	(8 838 254)	(7 383 167)	(8 300 181)	Emprunts	11 117 404 435	117 267 776	102 638 763
	<u>5 266 631 965</u>	<u>233 848 258</u>	<u>234 554 532</u>	Autres passifs financiers	5 041 717	5 191 386	4 748 960
Titres mis en équivalence	8 051 767	9 154 665	9 388 582	Provisions	12 2 291 596	1 011 312	1 138 650
Autres immobilisations financières	10 477 439	10 645 215	10 700 830	Passifs impôts différés	13 27 849	173 256	27 849
Moins : provisions	(733 478)	(244 513)	(222 477)	TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	<u>124 765 598</u>	<u>123 643 730</u>	<u>108 554 222</u>
	<u>6 17 795 728</u>	<u>19 555 367</u>	<u>19 866 935</u>	PASSIFS COURANTS			
Actifs d'impôts différés	13 577 524	414 158	610 152	Fournisseurs et comptes rattachés	13 976 233	12 650 395	9 446 374
Total des actifs immobilisés	<u>296 924 961</u>	<u>263 599 571</u>	<u>266 327 856</u>	Comptes courants des adhérents et comptes rattachés	8 27 564 283	20 318 049	22 133 116
Autres actifs non courants	<u>959 080</u>	<u>1 337 846</u>	<u>1 036 060</u>	Autres passifs courants	21 915 181	14 674 970	16 596 020
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	<u>297 884 042</u>	<u>264 937 417</u>	<u>267 363 916</u>	Concours bancaires et autres passifs financiers	14 132 315 776	127 062 753	125 658 128
ACTIFS COURANTS				TOTAL DES PASSIFS COURANTS	<u>195 771 473</u>	<u>174 706 167</u>	<u>173 833 638</u>
Clients et comptes rattachés	17 652 333	18 246 214	18 324 246	TOTAL DES PASSIFS	<u>320 537 070</u>	<u>298 349 897</u>	<u>282 387 860</u>
Moins : provisions et produits réservés	(15 407 986)	(15 460 533)	(15 594 918)				
	<u>7 2 244 347</u>	<u>2 785 681</u>	<u>2 729 328</u>				
Acheteurs factorés	74 052 741	63 186 494	64 801 726				
Moins : provisions	(1 801 804)	(1 713 125)	(1 724 039)				
	<u>8 72 250 938</u>	<u>61 473 369</u>	<u>63 077 687</u>				
Autres actifs courants	11 854 016	7 686 230	6 432 220				
Placements et autres actifs financiers	200 218	792 252	857 630				
Liquidités et équivalents de liquidités	8 462 593	11 632 924	13 746 414				
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	<u>95 012 111</u>	<u>84 370 456</u>	<u>86 843 279</u>				
TOTAL DES ACTIFS	<u>392 896 153</u>	<u>349 307 873</u>	<u>354 207 195</u>	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	<u>392 896 153</u>	<u>349 307 873</u>	<u>354 207 195</u>

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE
(exprimé en dinar tunisien)

	Notes	30 juin 2007	2006	31-déc 2006
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Revenus bruts de leasing	15	81 192 101	67 713 489	143 036 423
Revenus du factoring	16	3 083 222	2 865 207	5 802 658
Intérêts de retard	15	233 015	291 498	595 995
Variation des produits réservés	15	47 813	(166 628)	105 243
Dotations aux amortissements des immobilisations en location	15	(67 592 172)	(55 961 035)	(118 706 185)
<u>Total des produits d'exploitation</u>		<u>16 963 979</u>	<u>14 742 531</u>	<u>30 834 134</u>
CHARGES FINANCIERES NETTES	17	(7 570 050)	(7 888 632)	(15 769 580)
PRODUITS DES PLACEMENTS		254 299	468 742	561 343
PRODUITS NETS		<u>9 648 227</u>	<u>7 322 641</u>	<u>15 625 897</u>
CHARGES D'EXPLOITATION				
Charges de personnel		(2 598 043)	(2 022 847)	(4 236 877)
Autres charges d'exploitation		(2 758 590)	(1 839 292)	(4 381 822)
Autres produits d'exploitation		1 582 098	881 969	2 118 967
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	18	(476 719)	(1 566 360)	(2 687 398)
Dotations aux amortissements des immobilisations propres		(1 022 703)	(776 197)	(1 856 944)
Dotations aux provisions pour risques divers		(721 703)	(269 259)	(1 348 791)
<u>Total des charges d'exploitation</u>		<u>(5 995 660)</u>	<u>(5 591 986)</u>	<u>(12 392 865)</u>
RESULTAT D'EXPLOITATION		<u>3 652 568</u>	<u>1 730 655</u>	<u>3 233 032</u>
Autres gains ordinaires		142 641	155 754	525 332
Autres pertes ordinaires		(65 478)	(324 667)	(10 912)
RESULTAT COURANTS DES SOCIETES INTEGREES		<u>3 729 731</u>	<u>1 561 742</u>	<u>3 747 452</u>
Impôts différés		(33 689)	137 475	478 875
Impôts exigibles		(1 180 566)	(715 905)	(1 386 465)
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		<u>2 515 476</u>	<u>983 312</u>	<u>2 839 862</u>
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	6	1 059 949	880 236	1 057 259
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		<u>3 575 425</u>	<u>1 863 548</u>	<u>3 897 121</u>
Part revenant aux intérêts minoritaires	10	(263 259)	(303 283)	(263 810)
RESULTAT NET REVENANT A LA SOCIETE CONSOLIDANTE		<u>3 312 166</u>	<u>1 560 265</u>	<u>3 633 311</u>
Résultat par action		0.591	0.381	0.881

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE
(exprimé en dinar tunisien)

	30 Juin		31 Décembre
	2007	2006	2006
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Encaissements reçus des clients	99 973 588	78 020 990	167 173 958
Encaissements reçus des acheteurs factorés	89 819 996	81 753 458	170 700 576
Financement des adhérents	(90 253 548)	(80 208 588)	(165 694 792)
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	(3 989 406)	(4 024 215)	(7 687 947)
Intérêts payés	(8 023 740)	(9 003 222)	(16 702 487)
Impôts et taxes payés	(2 268 818)	(3 692 306)	(7 204 532)
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations destinées à la location	(114 689 778)	(79 110 648)	(161 640 039)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations destinées à la location	4 076 053	3 736 903	10 187 299
Autres flux de trésorerie	(77 170)	2 592 285	3 768 704
Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation	(25 432 822)	(9 935 343)	(7 099 260)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 564 995)	(1 171 311)	(4 162 589)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	40 017	0	123 296
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	(1 757 601)	(2 262 451)	(2 684 651)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	2 823 288	2 806 004	3 133 085
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(459 290)	(627 758)	(3 590 859)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Encaissements suite à l'émission d'action	1 961 305	5 830 409	24 745 225
Dividendes et autres distributions	(3 782 487)	(3 218 843)	(3 218 843)
Encaissements provenant des emprunts	74 243 995	48 049 910	94 632 660
Remboursement d'emprunts	(62 926 559)	(42 741 563)	(97 723 955)
Flux liés au financement à court terme	4 988 866	12 197 426	2 031 023
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	14 485 120	20 117 339	20 466 110
Incidences des variations des taux de participation sur les liquidités et équivalents de liquidités			
	(10 181)	1 208	1 208
Incidences des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités			
	0	(73 800)	(223 311)
Variation de trésorerie			
	(11 417 174)	9 481 646	9 553 888
Trésorerie au début de l'exercice	5 789 845	(3 764 043)	(3 764 043)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(5 627 329)	5 717 603	5 789 845

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2007

NOTE 1 : PRESENTATION DU GROUPE « TLG »

1-1 : Structure juridique des sociétés du groupe

Le Groupe « **TLG** » est composé principalement de neuf sociétés spécialisées chacune dans l'un des métiers de la finance qui sont le leasing, le factoring, l'intermédiation en bourse et le capital investissement.

- La société « **Tunisie Leasing** » a été créée en octobre 1984 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens mobiliers à usage industriel ou professionnel. Cet objet a été étendu en 1994 aux opérations de leasing portant sur des biens immobiliers à usage professionnel et aux opérations d'affacturage.

A compter du premier juillet 1999, la branche d'activité « affacturage », a été abandonnée au profit d'une nouvelle société filiale « Tunisie factoring ».

Le capital social de Tunisie Leasing s'élève au 30 juin 2007 à la somme de D : 28.000.000 divisé en 5.600.000 actions de D : 5 chacune.

Les titres de la société sont admis à la côte de la Bourse depuis l'année 1992.

- La société « **Maghreb Leasing Algérie** » a été créée en janvier 2006 avec comme objet principal la réalisation d'opérations de leasing.

Le capital social de Maghreb leasing Algérie s'élève, au 30 juin 2007, à la somme de DZD : 1.000.000.000 divisé en 1.000.000 actions de DZD : 1.000 chacune.

- La société « **Tunisie Valeurs** » est une société anonyme constituée en mai 1991. Elle a pour objet principal le commerce et la gestion des valeurs mobilières et notamment :
 - Le placement de titres émis par les entreprises faisant appel à l'épargne ;
 - La négociation de valeurs mobilières et de produits financiers sur le marché pour le compte de tiers ;
 - La gestion de portefeuille pour le compte de clients ;
 - Le conseil et l'assistance en matière de restructuration, cessions, acquisitions d'entreprises, évaluation de projets, introduction de sociétés en Bourse.

Le capital social de Tunisie Valeurs s'élève au 30 juin 2007 à D : 5.000.000, divisé en 50.000 actions de D : 100 chacune. Le montant non libéré est de D : 1.500.000.

- La société « **Tunisie Factoring** » a été créée en juin 1999, avec pour objet principal la prise en charge, par différents moyens tels que paiement, financement, garantie, tenue des comptes, encaissement, et recouvrement de créances, détenues par ses clients et ses correspondants, représentées par des factures.

Le capital de Tunisie Factoring s'élève au 30 juin 2007 à la somme de D : 10.000.000, divisé en 1.000.000 actions de D : 10 chacune, souscrites en numéraires et libérées intégralement lors de la souscription.

▪ ***Sociétés d'investissement***

A l'initiative de Tunisie Leasing, il a été procédé à la constitution de quatre sociétés d'investissement à capital risque, ayant pour objet la participation pour leurs propres comptes ou pour le compte des tiers au renforcement des fonds propres des entreprises.

Il s'agit de :

- **Tuninvest-Sicar** : constituée en 1994 sous la forme d'une société d'investissement à capital fixe, puis transformée en 1998 en société d'investissement à capital risque. Son capital s'élève à D : 4.830.000, divisé en 966.000 actions de D : 5 chacune, totalement libérées. Les titres de TUNINVEST SICAR sont cotés en Bourse.
- **Tunisie - Sicar**: constituée en 1997. Son capital actuel s'élève à D : 2.000.000, divisé en 200.000 actions de D : 10 chacune, totalement libérées.
- **Tuninvest International-Sicar**: constituée en 1998 avec un capital de D : 5.000.000, divisé en 500.000 actions de D : 10 chacune, totalement libérées.
- **Tuninvest Innovations-Sicar**: constituée en 2002 avec un capital de D : 5.500.000, divisé en 550.000 actions de D : 10 chacune.

▪ ***Les autres sociétés du groupe***

- La **Société Immobilière Méditerranéenne de Tunisie (SIMT)** est une société anonyme constituée en 1998 pour la construction du nouveau siège du Groupe TLG. Son capital social s'élève à D : 4.100.000, divisé en 41.000 actions de D : 100 chacune, détenu, principalement, par Tunisie Leasing et Tunisie Factoring.
- **Tunis Call Center (TCC)** est une société anonyme constituée en 1998 avec pour objet principal l'étude et le conseil en marketing. Elle est contrôlée conjointement par Tunisie Leasing et Tunisie Valeurs. Son capital social s'élève à D : 1.050.000, divisé en 105.000 actions de D : 10 chacune.
- **Société Tunisienne d'Ingénierie Financière (STIF)** est une société anonyme constituée en 2001 avec pour objet principal l'audit économique, juridique et financier. Son capital social s'élève à D : 400.000, divisé en 40.000 actions de D : 10 chacune, détenu quasi - totalement par Tunisie Valeurs.
- **Société Tunisie Location Longue Durée (Tunisie LLD)** est une société à responsabilité limitée constituée en 1999 avec pour objet principal la location de voitures. Son capital social s'élève à D : 250.000, divisé en 2.500 parts de D : 100 chacune.

1-2 : Tableaux des participations et périmètre du groupe

La synthèse des participations des sociétés du groupe est présentée dans le tableau 1 ci-après.

L'analyse des pourcentages d'intérêts directs et indirects est présentée dans le tableau 2 ci-après.

L'organigramme du groupe est présenté dans le tableau 3 ci-après.

Tableau 1

Tableau des participations au 30 juin 2007

	Tunisie valeurs		Tuninvest SICAR		Tunisie SICAR		Tuninvest Inter.SICAR		Tuninvest Innov. SICAR		Tunisie Factoring		Tunis Call Center		S.I.M.T		STIF		Tunisie Location LD		Maghreb L. Algérie	
	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%	Titres	%
Tunisie Leasing	15 000	30,00%	352 645	36,51%	87 999	44,00%	125 000	25,00%	150 000	27,27%	545 448	54,54%	29 997	28,57%	28 306	69,04%			501	20,04%	359 999	36,00%
Tunisie Valeurs							12 500	2,50%					44 998	42,86%			39 994	99,99%	750	30,00%		
Tunisie SICAR																						
Tuninvest SICAR																						
Tuninvest International SICAR																						
Tunisie Factoring														7 688	18,75%							
Tunis Call Center																						
Société Immobilière (SIMT)																						
Société d'Ingénierie Financière (STIF)										45 227	4,52%											
Autres	35 000	70,00%	613 355	63,49%	112 001	56,00%	362 500	72,50%	400 000	72,73%	409 325	40,93%	30 005	28,58%	5 006	12,21%	6	0,02%	1 249	49,96%	640 001	64,00%
Total	50 000	100,00%	966 000	100,00%	200 000	100,00%	500 000	100,00%	550 000	100,00%	1 000 000	100,00%	105 000	100,00%	41 000	100,00%	40 000	100,00%	2 500	100,00%	1 000 000	100,00%

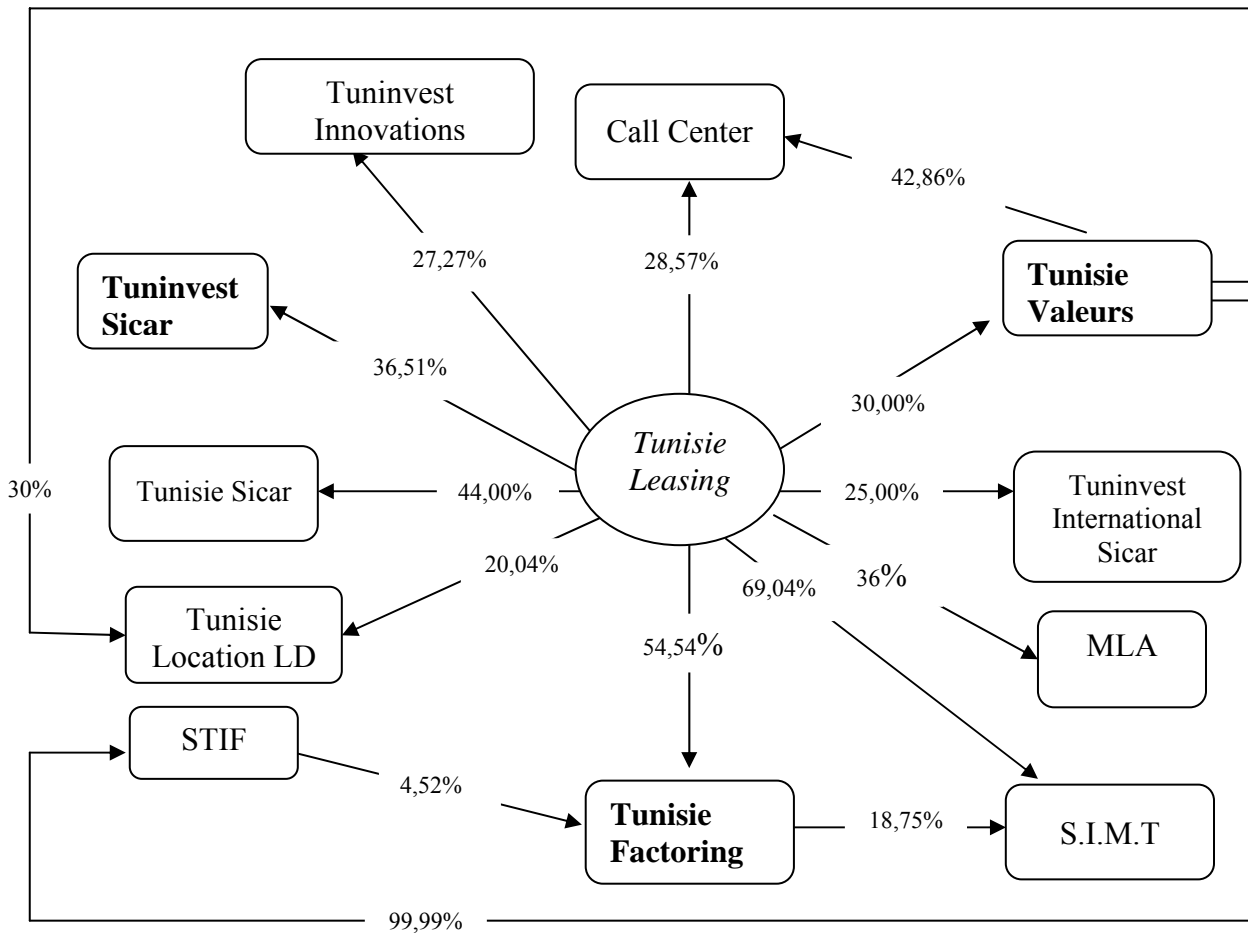
Tableau 2

Analyse des pourcentages d'intérêts directs et indirects de la société consolidante au 30 juin 2007

	Tunisie valeurs		Tuninvest SICAR		Tunisie SICAR		Tuninvest Inter.SICAR		Tuninvest Innov. SICAR		Tunisie Factoring		Tunis Call center		S.I.M.T		STIF		Tunisie Location LD		Maghreb L. Algérie		
	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	Directe	Indirecte	
Tunisie Leasing	30,00%		36,51%		44,00%		25,00%		27,27%		54,54%		28,57%		69,04%	(*)				20,04%	(*)	36,00%	
Tunisie Valeurs								0,75%					12,86%					30,00%					
Tunisie SICAR																							
Tuninvest SICAR																							
Tuninvest International SICAR																							
Tunisie Factoring																10,48%							
Tunis Call Center																							
Société Immobilière (SIMT)																							
Société d'Ingénierie Financière (STIF)											1,36%												
Autres																							
Total	30,00%	0,00%	36,51%		44,00%		25,00%	0,75%	27,27%		54,54%	1,36%	28,57%	12,86%	69,04%	22,68%	0,00%	30,00%	20,04%	79,40%	36,00%	0,00%	
Total participation	30,00%		36,51%		44,00%		25,75%		27,27%		55,90%		41,43%		91,72%		30,00%		99,44%		36,00%		

(*) A travers des contrats de portage

**TABLEAU 3 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION
AU 30 JUIN 2007**



NOTE 2 : METHODES ET MODALITES DE CONSOLIDATION

2.1 : Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation appliquées à chaque société du groupe, sont déterminées en fonction du pourcentage des droits de vote, détenu par Tunisie Leasing, ainsi que son pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de chaque société incluse dans le périmètre de consolidation.

Les méthodes de consolidation appliquées pour chaque société du périmètre de consolidation sont les suivantes :

<i>Sociétés</i>	<i>Degré de contrôle</i>	<i>Méthode retenue</i>
Tunisie Valeurs	Influence notable	Mise en équivalence
Tuninvest Sicar	Influence notable	Mise en équivalence
Tunisie Sicar	Influence notable (1)	Mise en équivalence
Tuninvest International Sicar	Influence notable	Mise en équivalence
Tuninvest Innovations Sicar	Influence notable	Mise en équivalence
Tunisie Factoring	Contrôle exclusif	Intégration globale
Tunis Call Center	Contrôle conjoint	Intégration proportionnelle
Société Immobilière Méditerranéenne de Tunisie	Contrôle exclusif	Intégration globale
Société Tunisie Location Longue Durée	Contrôle exclusif (2)	Intégration globale
Maghreb Leasing Algérie	Contrôle exclusif	Intégration globale

(3) Bien que Tunisie Leasing détienne 44% du capital de Tunisie SICAR et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne, cette participation a été consolidée selon la méthode de mise en équivalence car, d'une part, Tunisie Leasing n'a aucun pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de cette société et d'autre part, Tunisie Leasing est représentée par un seul membre au niveau du conseil d'administration.

(4) Les titres TLLD détenus respectivement par Tunisie Valeurs (750 parts) et par TFG (1235 parts) en vertu des contrats de portage pour le compte de Tunisie Leasing ont été pris en compte dans le pourcentage d'intérêt du Groupe comme s'ils étaient détenus directement par Tunisie Leasing.

- La Société Tunisienne d'Ingénierie Financière (STIF) a été intégrée globalement au niveau de Tunisie Valeurs.

- Le contrôle exclusif est présumé exister, dès lors qu'une entreprise détient directement ou indirectement quarante pour cent au moins des droits de vote dans une autre entreprise, et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne.
- Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés de sorte que les décisions résultent de leur accord.
- L'influence notable est présumée lorsque l'investisseur détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20% ou plus des droits de vote dans l'entreprise détenue.

L'existence de l'influence notable est mise en évidence par la représentation de l'investisseur au conseil d'administration de l'entreprise détenue.

2.2 : Date de clôture

La date de clôture retenue pour l'établissement des états financiers consolidés correspond à celle des états financiers individuels semestriels, soit le 30 juin.

2.3 : Modalités de consolidation

La consolidation des sociétés du groupe est effectuée selon les étapes suivantes :

- *Traitement des participations dans les entreprises associées*

Les participations dans les entreprises associées, sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Ces participations sont classées dans les actifs à long terme et présentées au bilan sous une rubrique distincte.

La quote-part dans les résultats de ces participations est présentée comme un élément distinct au compte de résultat.

L'opération de mise en équivalence a été effectuée à travers des tableaux d'analyse de chaque participation permettant de prendre en ligne de compte, l'effet des participations indirectes et ce, à travers :

- L'annulation de la participation de chaque société au capital d'une autre société du groupe
- La prise en compte de la fraction de la participation indirecte annulée, revenant à la société mère

Parallèlement, toute différence, lors de l'acquisition de la participation, entre le coût d'acquisition et la quote-part de chaque investisseur dans les justes valeurs des actifs identifiables nets de l'entreprise associée, est comptabilisée selon la NC 36, entre autres, comme actif incorporel.

▪ *Intégration des sociétés sous contrôle conjoint et sous contrôle exclusif*

L'établissement des états financiers consolidés, a été réalisé en suivant les étapes suivantes :

- Les états financiers individuels de la société mère et de ses filiales, sont combinés ligne à ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges ;
- Les soldes et les transactions intra-groupe sont intégralement éliminés ;
- Les méthodes comptables sont revues afin de s'assurer qu'elles sont uniformes au sein de toutes les sociétés du groupe ;
- La valeur comptable de la participation de la mère dans chaque filiale et la quote-part de la mère dans les capitaux propres de chaque filiale, sont éliminées ;
- Les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées, sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère ;
- Les intérêts minoritaires dans l'actif net des filiales consolidées sont identifiés et présentés dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la mère.

2.4 : Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis selon une optique à la fois financière et économique, suivant laquelle, les comptes consolidés ont pour objet de fournir aux associés de la société mère, la véritable valeur de leurs titres et ce dans le cadre d'une même entité économique englobant les intérêts majoritaires et minoritaires. Ces derniers ne sont pas considérés comme des tiers.

Les conséquences de cette optique se traduisent comme suit :

- **Ecart d'acquisition:** l'écart d'acquisition est retenu à hauteur de la part de la société mère lors de l'acquisition.
- **Ecart d'évaluation :** L'écart d'évaluation correspond à la différence entre la juste valeur des éléments d'actif et de passif identifiables des sociétés consolidées et leurs valeurs comptables nettes à la date de chaque acquisition.
- **Résultats inter-sociétés:** les résultats réalisés suite à des transactions conclues entre la société et les sociétés sous contrôle exclusif ou conjoint sont éliminés respectivement dans leur intégralité ou proportionnellement.
- **Présentation des intérêts minoritaires:** ils sont présentés au bilan et au compte de résultat respectivement entre les capitaux propres et les dettes, et en déduction du résultat consolidé.

2.5 : Principaux retraitements effectués dans les comptes consolidés

▪ ***Homogénéisation des méthodes comptables***

Les méthodes comptables utilisées pour l'arrêté des comptes des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation ont été alignés sur celles retenues pour les comptes consolidés du groupe.

▪ ***Elimination des soldes et transactions intra-groupe***

Les produits et les charges résultant d'opérations internes au groupe et ayant une influence significative sur les états financiers consolidés sont éliminés lorsqu'ils concernent des entreprises faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle ou mises en équivalence.

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les produits et charges réciproques sont éliminés lorsqu'ils concernent des entreprises faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

▪ ***Conversion des états financiers des entités étrangères***

Conformément à la norme internationale IAS 21 § 39, le résultat et la situation financière d'une entité étrangère sont convertis en monnaie de présentation (TND), en utilisant les procédures suivantes :

- les actifs et les passifs de chaque bilan présenté (y compris à titre comparatif) sont convertis au cours de clôture à la date de chacun de ces bilans ;
- les produits et les charges de chaque compte de résultat (y compris à titre comparatif) sont convertis au cours de change moyen des périodes de transactions ;
- tous les écarts de change en résultant sont comptabilisés au niveau des capitaux propres.

NOTE 3 : DECLARATION DE CONFORMITE

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux dispositions de (s) :

- La norme comptable générale (NCT 1);
- La NC 35 (Etats financiers consolidés), la NC 36 (Participations dans des entreprises associées) et la NC 37 (Participations dans des coentreprises), et notamment les principes régissant les techniques, règles de présentation, et de divulgation spécifiques à l'établissement des états financiers consolidés ;
- La norme comptable relative aux regroupements d'entreprises (NC 38);

- Règles de la Banque Centrale de Tunisie prévues par la circulaire n°91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les circulaires n° 99-04 du 19 mars 1999 et n° 2001-12 du 4 mai 2001.

NOTE 4 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les principes comptables les plus significatifs retenus pour la préparation des états financiers consolidés se résument comme suit :

4.1 : Immobilisations destinées à la location

Les immobilisations destinées à la location sont les biens acquis et donnés en location pour une durée qui varie entre trois et sept ans. Elles sont de ce fait enregistrées à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition et durant toute la durée du bail. A la fin de cette durée, le locataire aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Les opérations de leasing portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions).

Tous les biens donnés en location sont correctement couverts par une police d'assurance.

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, pendant toute la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre ou de le nantir.

Le mode d'amortissement appliqué pour ces immobilisations est l'amortissement progressif sur la durée du bail. Selon cette méthode, l'amortissement du bien correspond à la portion de capital incluse dans chaque loyer facturé.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

De même, le coût d'entrée des immobilisations peut subir des modifications et ce, à l'occasion d'une consolidation d'impayés ou d'une location de biens récupérés.

4.2 : Portefeuille titres

Les titres de participation et les titres immobilisés ainsi que les titres de placement sont enregistrés dans les livres à leur valeur d'acquisition, les frais y afférents sont inscrits directement dans les charges.

Au 30 juin, les plus-values potentielles ne sont pas constatées en produits sauf, en ce qui concerne les titres SICAV.

Les moins values latentes affectent le résultat de la période, et sont constatées par le biais de provision pour dépréciation.

4.3 : Emprunts

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants.

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont converties en dinars, selon le taux de change du déblocage. Le risque de change étant couvert.

4.4 : Politique de provisions

Société mère (TL)

Les états financiers consolidés au 30 juin 2007 traduisent un changement au niveau de la politique de provisionnement des engagements de la société mère TL.

Avant 2006 :

La société mère TL constitue annuellement une provision globale égale à 1% (1,5% de 1996 à 2000) des loyers des contrats actifs. Cette proportion couvre aussi bien le principal que les produits réservés.

Parallèlement, les normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements édictées par la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par la circulaire 99-04 du 19 mars 1999 sont appliquées.

Les provisions résultant de l'application de la circulaire sont déterminées, en appliquant les taux de provision minima par classe sur les risques bruts diminués de l'évaluation correspondante des garanties détenues sur les clients et de la valeur du bien en leasing.

Dans le cas où le montant de la provision résultant de l'application de la circulaire est inférieur à celui calculé en référence à l'échéancier futur des contrats actifs; l'excédent est porté au passif du bilan sous la rubrique des provisions pour risques.

Dans le cas contraire, l'écart dégagé est prélevé sur la provision inscrite au passif du bilan et en cas d'insuffisance il est procédé à la dotation d'une provision complémentaire.

A partir de 2006 :

Les provisions pour créances sont estimées sur la base du coût du risque de l'exercice et ce conformément aux règles prudentielles fixées par la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire aux banques N° 91-94 du 17 décembre 1991 et les textes l'ayant modifiée.

Ce changement de méthode a été appliqué d'une manière prospective vu que les provisions non affectées ont été alimentées par le prélèvement d'un montant de 1 300 KDT du poste « Autres réserves » par décision de l'AGO du 05/05/2005 et non par la politique de provisionnement de 1% des loyers futurs.

La présentation des états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2006, a été retraitée en proforma pour les besoins de la comparaison. Les dotations nettes aux provisions sur risques clients ont été ainsi augmentées de 398 KDT pour figurer au coût du risque.

Filiale (TF)

Les états financiers consolidés au 30 juin 2007 traduisent un changement au niveau de la politique de provisionnement des engagements de la filiale TF.

En effet, jusqu'au 31 décembre 2005 la politique de provisionnement de la société était la suivante :

La société constituait annuellement, une provision globale qui correspond à 1,5% de l'encours des factures achetées. Parallèlement à ceci, les normes de couverture des risques objet de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) N°91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents, sont appliquées.

La provision ainsi comptabilisée correspondait au plus élevé des montants dégagés sur la base de chacune des méthodes suivies. Dans le cas où le montant de la provision résultant de l'application de la circulaire est inférieur à celui calculé par référence à l'encours des factures achetées, l'excédent est porté au passif du bilan sous la rubrique des provisions non affectées.

Dans le cas contraire, l'écart dégagé est prélevé sur la provision inscrite au passif du bilan et en cas d'insuffisance, il est procédé à la dotation d'une provision complémentaire.

Cette méthode a été abandonnée par la société à partir de 2006. Désormais, le coût du risque est calculé uniquement par référence à la circulaire de la BCT n° 91-24.

Ce changement de politique a été effectué car la société estime que la nouvelle méthode présente d'une manière plus fiable le coût du risque de la période.

Ce changement a donné lieu à un retraitement rétrospectif pour reprendre au niveau des résultats reportés de l'exercice la partie de la provision non affectée constituée jusqu'au 31 décembre 2005. Les données consolidées du 30 juin 2006 ont été retraitées pour les besoins de comparabilité. Ce changement de méthode a eu pour effet l'accroissement du résultat net du Groupe TLG du premier semestre 2006 à hauteur de 309 KDT (net d'impôt).

Les provisions résultant de l'application de la circulaire sont déterminées, en appliquant les taux de provision par classe sur les risques bruts diminués de l'évaluation correspondante des garanties détenues sur les clients et de la valeur du bien en leasing.

4.4.1 : Les classes sont au nombre de 5 :

	Minimum de provision A appliquer par classe
. A : Actifs courants	-
. B1 : Actifs nécessitant un suivi particulier	-
. B2 : Actifs incertains	20%
. B3 : Actifs préoccupants	50%
. B4 : Actifs compromis	100%

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

A- Actifs courants : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec son activité et sa capacité réelle de remboursement.

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2- Actifs incertains : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent :

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité ;
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés ;
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement ;
- la détérioration du cash flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais ;
- l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

B3- Actifs préoccupants : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

B4- Actifs compromis : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au delà de 360 jours.

4.4.2 : Les garanties reçues

Les garanties réelles comprennent :

- . Les cautions bancaires
- . Les actifs financiers affectés
- . Les dépôts de garantie
- . Les hypothèques inscrites

4.4.3 : La valeur du matériel en leasing :

Les principes retenus pour l'évaluation du matériel en location sont les suivants :

- . Matériel standard : Valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge
- . Matériel spécifique : Valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge
- . Immeubles : Valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge

← La valeur des hypothèques prise en garantie ne peut être supérieure au montant de la base locative du contrat de leasing auquel elle se rapporte. Une décote de 10% l'an est appliquée rétroactivement sur la valeur de l'hypothèque initialement retenue.

↑ Pour les contrats de leasing mobilier au contentieux et à l'exclusion des cas d'exécutions suspendues pour causes d'arrangement, la valeur du matériel retenu comme garantie sera considérée nulle dans chacun des cas suivants :

a/ le contrat est au contentieux depuis plus de six mois sans qu'un jugement de récupération ne soit rendu.

b/ le matériel a fait l'objet d'un jugement de récupération dont la grosse a été obtenue depuis plus de six mois sans que le matériel ne soit vendu.

4.4.4 : Les autres garanties

Sont considérées comme garanties, pour l'activité d'affacturage :

- Les créances détenues sur les acheteurs factorés, à l'exclusion des factures litigieuses et dans la limite de 90% :
 - . des créances courantes pour les acheteurs du secteur privé, à l'exclusion de l'encours des factures achetées et non échues sur les acheteurs ayant des impayés non régularisés ;
 - . des créances dont l'âge est inférieur à 360 jours, pour le secteur public
- Les garanties reçues des correspondants étrangers. Elles correspondent à la somme des limites de garantie reçues des correspondants étrangers, si cette dernière est inférieure à l'encours des factures achetées et à l'encours des factures achetées s'il est inférieur à la somme des limites de garanties.

4.5 : Comptabilisation des revenus de leasing

Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la fin de l'exercice, il est procédé à une régularisation pour constater les produits perçus ou comptabilisés d'avance.

Les intérêts intercalaires sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force.

Les intérêts de retard sont facturés et comptabilisés mensuellement. A la fin de chaque période les intérêts non encore facturés sont constatés en produits à recevoir.

Par ailleurs, les intérêts inclus dans les loyers courus et les autres produits, non encaissés, sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que produits réservés, venant en déduction de la rubrique « Clients et comptes rattachés ». Cette méthode de comptabilisation ne concerne que les actifs classés en B2, B3 et B4 et ce conformément aux dispositions de l'article 9 de la circulaire n° 91-24 du 17 Décembre 1991, émanant de la Banque Centrale de Tunisie.

4.6 : Opérations d'affacturage

Les opérations d'affacturage consistent en un ensemble de services couvrant la gestion, le financement et le cas échéant la garantie des créances des adhérents, dès lors qu'elles correspondent à des ventes fermes de marchandises effectivement livrées ou à des prestations de services réellement fournies.

Dans ce cadre, il est ouvert dans les livres un compte courant au nom de l'adhérent, qui enregistre toutes les opérations traitées en exécution du contrat de factoring.

Ce compte est crédité du montant des créances transférées et d'une manière générale de toutes les sommes qui seraient dues à l'adhérent, et débité de toutes les sommes dont la société serait, à quelque titre que ce soit, créancière de l'adhérent.

En contrepartie de ses services, la société est rémunérée par :

- Une commission d'affacturage prélevée sur la base du montant des remises de factures transférées.
- Une commission de financement, calculée sur la base des avances consenties par le débit du compte courant de l'adhérent.

4.7 : Taxe sur la valeur ajoutée

Les charges et les produits sont comptabilisés en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS DESTINEES A LA LOCATION

Les immobilisations destinées à la location s'analysent comme suit :

	<u>Valeur brute</u>	<u>Amortissements</u>	<u>Valeur Nette</u>
- Immobilisations en location	474 935 385	(215 962 714)	258 972 671
- Immobilisations, contrats suspendus	32 509 868	(19 965 852)	12 544 016
- Immobilisations, contrats échus	139 680 872	(139 279 378)	401 494
- Immobilisations en cours	3 552 038		3 552 038
<u>Totaux</u>	<u>650 678 163</u>	<u>(375 207 944)</u>	<u>275 470 219</u>
- Provisions pour dépréciation	-	(8 838 254)	(8 838 254)
<u>Totaux</u>	<u>-</u>	<u>(8 838 254)</u>	<u>(8 838 254)</u>
<u>Soldes au 30 juin 2007</u>	<u>650 678 163</u>	<u>(384 046 198)</u>	<u>266 631 965</u>

Les mouvements enregistrés durant la période sur ce poste sont indiqués ci-après :

	<u>Valeur brute</u>	<u>Amortissements et provisions</u>	<u>Valeur nette</u>
Soldes au 31 décembre 2006	<u>592 502 243</u>	<u>(357 947 711)</u>	<u>234 554 532</u>
Additions de l'exercice			
- Investissements	104 684 623	-	104 684 623
- Relocations	194 222	-	194 222
Retraits de l'exercice			
- Cessions à la valeur résiduelle	(34 972 847)	34 956 074	(16 773)
- Cessions anticipées	(11 428 684)	6 467 973	(4 960 711)
- Relocations	(301 394)	105 916	(195 478)
Amortissements de l'exercice		(67 090 377)	(67 090 377)
Provisions de l'exercice			
- Dotations	-	(1 459 970)	(1 459 970)
- Reprises	-	921 897	921 897
<u>Soldes au 30 juin 2007</u>	<u>650 678 163</u>	<u>(384 046 198)</u>	<u>266 631 965</u>

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS DESTINEES A LA LOCATION (suite)

5.1 : Analyse par secteur d'activité

Les immobilisations destinées à la location, se détaillent par secteur d'activité, comme suit :

	Valeur brute	Encours (a)
Agriculture	29 522 943	11 018 822
Bâtiments TP	71 128 582	21 743 106
Industrie		
Agro-alimentaire	43 502 346	16 762 716
Chimie	15 936 743	7 016 887
Energie	1 162 671	577 519
Textile	23 624 134	6 886 534
Autres industries	105 176 987	42 879 701
Tourisme		
Hotellerie	6 196 530	2 179 286
Agences de voyage	16 289 880	4 480 244
Location de voiture	24 574 216	9 343 138
Autres Tourisme	6 262 076	2 071 989
Commerce et service		
Commerce	135 855 467	60 995 872
Transport	45 672 376	18 911 352
Audio-visuel	351 065	106 339
Professions libérales	23 179 919	10 533 726
Autres Services	102 242 226	51 937 764
Total	<u>650 678 163</u>	<u>267 444 996</u>

5.2 : Analyse par type de matériel

Les immobilisations destinées à la location, se détaillent par type de matériel, comme suit :

	Valeur brute	Encours (a)
Matériel de transport léger	176 074 181	68 720 859
Matériel de transport léger Utilitaire	28 695 643	15 908 339
Matériel de transport lourd	107 302 548	32 933 702
Matériel BTP	69 802 712	19 997 496
Equipement industriel	96 432 325	30 974 187
Equipement informatique	7 536 585	2 535 708
Autres	50 662 925	39 629 610
Sous total	<u>536 506 920</u>	<u>210 699 902</u>
Immeubles de bureaux	35 833 635	16 014 739
Immeubles industriels ou commerciaux	78 337 607	40 730 355
Total	<u>650 678 163</u>	<u>267 444 996</u>

(a) Valeur comptable nette compte non tenu des régularisations des amortissements inclus dans les loyers perçus d'avance à la clôture de l'exercice.

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

L'analyse des immobilisations financières se présente comme suit :

	<u>30/06/2007</u>	<u>30/06/2006</u>	<u>31/12/2006</u>
Titres mis en équivalence	8 051 767	9 154 665	9 388 582
Titres immobilisés	9 551 004	9 637 996	9 863 046
Prêts au personnel	904 009	962 499	804 744
Dépôts et cautionnements versés	22 426	44 720	33 040
<u>Total brut</u>	<u>18 529 206</u>	<u>19 799 880</u>	<u>20 089 412</u>
Provisions pour dépréciation des titres immobilisés	(714 002)	(216 727)	(203 001)
Provisions pour dépréciation des dépôts et cautionnements	(17 880)	(17 880)	(17 880)
Provisions pour dépréciation des comptes prêts au personnel	(1 596)	(9 906)	(1 596)
<u>Total brut</u>	<u>17 795 728</u>	<u>19 555 367</u>	<u>19 866 935</u>

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES (suite)

Les titres mis en équivalence s'analysent au 30 juin 2007 comme suit :

<u>Emetteur</u>	<u>Coût d'acquisition</u> (a)	<u>Ecart d'acquisition</u> (b)	<u>Quote-part dans les réserves</u>	<u>Quote-part dans les résultats</u>	<u>Valeur des titres mis en équivalence</u>	<u>% détenu</u> (a)
* Tuninvest Sicar	1 931 664	(69 463)	220 824	249 298	2 332 322	36,51%
* Tunisie Sicar	879 990	0	66 978	152 882	1 099 850	44,00%
* Tunisie Valeurs	915 165	0	282 992	303 614	1 501 770	30,00%
* Tuninvest International Sicar	1 287 500	0	35 892	348 175	1 671 567	25,75%
* Tuninvest Innovations Sicar	1 500 000	0	(59 722)	5 980	1 446 258	27,27%
	<u>6 514 318</u>	<u>(69 463)</u>	<u>546 964</u>	<u>1 059 949</u>	<u>8 051 767</u>	

(a) Compte tenu des effets des participations indirectes

(b) Classé parmi les immobilisations incorporelles

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES (suite)

Les titres immobilisés s'analysent au 30 juin 2007 comme suit :

<u>Emetteur</u>	<u>Nombre d'action</u>	<u>Valeur nominale</u>	<u>Montant total</u>	<u>Date souscription</u>	<u>Observation</u>
- B.T.S	500	10	5 000	1997	
- S T I F	1	10	10	2000	
- Société moderne de titrisation	500	100	50 000	2002	
- Esprit	5 000	10	50 000	2003	
- Polyclinique La Marsa	420	100	99 540	2005	
- HOLDEFI	44 762		812 886	2006	
- Tourisme Balnéaire et Saharien	8 688	10	86 880	2000	(*)
- AVITOP	3 366	10	33 660	2001	(*)
- S.T.P.A	1 720	500	860 000	2003	(*)
- GAN	8 333	10	83 330	2003	(*)
- Etablissement Abdelmoula	8 740	27	233 358	2004	(*)
- Hotel GRANADA	83 334	10	833 340	2004	(*)
- Société Hasdrubal Thalassa Hotels	863	1 000	863 000	2005	(*)
- Société Agricole Saouef	100 000	10	1 000 000	2005	(*)
- Société Consortium des Immobilières Maghrébines	10 000	100	1 000 000	2005	(*)
- Société Méhari Hammamet	3 000	100	300 000	2005	(*)
- Société KOKET	2 000	100	200 000	2006	(*)
- Société BYZACENE	3 000	100	300 000	2006	(*)
- Société PROMOTEL	3 250	100	325 000	2006	(*)
- Société ALMES	100 000	10	1 000 000	2007	(*)
- PALMA	980	500	490 000	2005	(*)
- Sté de Promotion Touristique Douz Hôtel	450	500	225 000	2005	(*)
- C I M	7 000	100	700 000	2007	(*)
			9 551 004		

(*) Ayant fait l'objet de contrats de portage

NOTE 7 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des clients se présente comme suit :

	<u>30/06/2007</u>	<u>30/06/2006</u>	<u>31/12/2006</u>
<u>Clients ordinaires</u>			
- Impayés	4 606 697	5 592 414	5 223 915
- Intérêts de retard à facturer	10 398	19 710	24 824
<u>Montant brut</u>	<u>4 617 095</u>	<u>5 612 124</u>	<u>5 248 739</u>
A déduire :			
- Provisions	(1 635 266)	(2 154 086)	(1 900 053)
- Produits réservés	(793 002)	(1 183 490)	(865 903)
<u>Montant net</u>	<u>2 188 827</u>	<u>2 274 548</u>	<u>2 482 783</u>
<u>Clients litigieux</u>			
- Impayés	12 886 680	12 485 532	12 926 949
- Créances radiées	148 558	148 558	148 558
<u>Montant brut</u>	<u>13 035 238</u>	<u>12 634 090</u>	<u>13 075 507</u>
A déduire :			
- Provisions	(10 909 708)	(10 123 752)	(10 784 042)
- Produits réservés	(1 921 452)	(1 850 647)	(1 896 362)
- Provisions sur créances radiées	(148 558)	(148 558)	(148 558)
<u>Montant net</u>	<u>55 520</u>	<u>511 133</u>	<u>246 545</u>
<u>Solde des clients et comptes rattachés</u>	<u>2 244 347</u>	<u>2 785 681</u>	<u>2 729 328</u>

NOTE 8 : COMPTES COURANTS DES ADHÉRENTS ET COMPTES DES ACHETEURS

L'analyse des comptes courants des adhérents se présente au 30 juin 2007, comme suit :

	<u>30/06/2007</u>	<u>30/06/2006</u>	<u>31/12/2006</u>
Comptes des acheteurs factorés			
Comptes des acheteurs locaux	61 653 491	50 431 692	52 626 820
Comptes des acheteurs export	1 937 368	3 306 530	1 765 191
Comptes des acheteurs import	10 461 882	9 448 271	10 409 715
<u>Sous total</u>	(A) <u>74 052 741</u>	<u>63 186 494</u>	<u>64 801 726</u>
A déduire			
Provisions	(1 801 804)	(1 713 125)	(1 724 039)
<u>Montant net</u>	<u>72 250 938</u>	<u>61 473 369</u>	<u>63 077 687</u>
Comptes des adhérents			
Correspondants étrangers (FDG comptes en devise)	240 270	364 939	191 912
Fonds de garantie (*)	18 466 054	16 562 482	17 554 888
Disponible	8 857 960	3 390 628	4 386 317
<u>Sous total</u>	(B) <u>27 564 283</u>	<u>20 318 049</u>	<u>22 133 116</u>
<u>Encours de Financement des adhérents</u>	(A) - (B) <u>46 488 458</u>	<u>42 868 445</u>	<u>42 668 610</u>
(*) Compte adhérent FDG	8 004 172		
Compte adhérent Import	10 461 882		

NOTE 9 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

	<u>30/06/2007</u>	<u>30/06/2006</u>	<u>31/12/2006</u>
- Capital social (A)	28 000 000	20 000 000	27 500 000
- Réserve légale	2 637 530	2 000 000	2 000 000
- Prime d'émission	7 500 000	0	7 500 000
- Réserves affectées à l'augmentation du capital	2 000 000	0	0
- Autres réserves	3 776 843	3 776 843	3 776 843
- Ecart de conversion	(189 993)	(75 957)	(121 233)
- Quote-part dans les réserves des sociétés mises en équivalence (B)	546 964	365 488	366 553
- Dividendes reçus des filiales	1 124 047	942 202	942 202
- Résultats reportés	4 878 777	11 504 393	11 411 426
<u>Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice</u>	<u>50 274 168</u>	<u>38 512 969</u>	<u>53 375 791</u>
- Résultat net des sociétés intégrées	2 515 476	983 312	2 839 862
- Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence (B)	1 059 949	880 236	1 057 259
- Part revenant aux intérêts minoritaires	(263 259)	(303 283)	(263 810)
<u>Résultat net revenant à la société consolidante (1)</u>	<u>3 312 166</u>	<u>1 560 265</u>	<u>3 633 311</u>
<u>Total des capitaux propres avant affectation</u> (C)	<u>53 586 334</u>	<u>40 073 234</u>	<u>57 009 102</u>
Nombre d'actions (2) (D)	5 600 000	4 100 000	4 124 725
Résultat par action (1) / (2)	0.591	0.381	0.881

(A) Au 30 juin 2007, le capital social est de DT : 28.000.000 composé de 5.600.000 actions d'une valeur nominale de DT : 5 libérée en totalité.

(B) Voir note 6

(C) Voir tableau de mouvements ci-joint

(D) Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat par action ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables.

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES
PERIODE CLOSE LE 30 JUIN 2007
(exprimé en dinars)

	Capital social	Réserve légale	Réserve affectée à l'augmentation du capital	Prime d'émission	Autres réserves	Ecart de conversion	Quote-part dans les réserves des sociétés mises en équivalence	Dividendes reçus des filiales	Résultats reportés	Résultat consolidé de l'exercice	Total
Solde au 31 Décembre 2005	20 000 000	1 703 397		0	3 776 843	0	289 500	447 581	9 957 879	4 041 978	40 217 178
Augmentation de capital approuvée par l'A.G.E du 08 Juin 2006	7 500 000			7 500 000							15 000 000
Affectations approuvées par l'A.G.O du 08 Juin 2006		296 603						(447 581)	3 440 361	(3 289 383)	0
Affectation des résultats des filiales							77 053	678 205	199 398	(203 995)	750 661
Ecart de conversion						(121 233)					(121 233)
Dividendes reçus des filiales intégrées								263 997	(263 997)		0
Dividendes et tantièmes versés sur le bénéfice de 2005									(3 000 000)		(3 000 000)
Résultat consolidé de l'exercice 2006										3 633 311	3 633 311
Solde au 31 Décembre 2006	27 500 000	2 000 000		7 500 000	3 776 843	(121 233)	366 553	942 202	11 411 426	3 633 311	57 009 102
Affectations approuvées par l'A.G.O du 15/06/2007		637 530						(942 202)	3 363 451	(4 000 981)	(942 202)
Affectation des résultats des filiales							180 411	860 050	(3 569 603)	367 670	(2 161 472)
Dividendes versés sur le bénéfice de 2006									(2 500 000)		0
Sixième résolution approuvée par L'A.G.E du 08/06/2006			2 500 000								0
Ecart de conversion						(68 760)					(68 760)
Dividendes reçus des filiales intégrées								263 997	(263 997)		0
Dividendes et tantièmes versés sur le bénéfice de 2006									(3 562 500)		(3 562 500)
Sixième résolution approuvée par L'A.G.E du 08/06/2006	500 000		(500 000)								0
Résultat au 30 juin 2007										3 312 166	3 312 166
Solde 30 juin 2007	28 000 000	2 637 530	2 000 000	7 500 000	3 776 843	(189 993)	546 964	1 124 047	4 878 777	3 312 166	53 586 334

NOTE 10 : INTERETS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires se détaillent comme suit :

	<u>30/06/2007</u>	<u>30/06/2006</u>	<u>31/12/2006</u>
Intérêts minoritaires dans les capitaux propres de Tunisie Factoring			
- Dans le capital	4 070 831	1 551 552	1 601 309
- Dans les réserves	2 901 081	2 933 402	3 027 472
- Dans le résultat	(A) 68 068	328 131	586 366
Intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la MLA			
- Dans le capital	11 641 618	5 830 409	9 745 225
- Ecart de conversion	(56 165)	0	(102 262)
- Dans les réserves	(303 993)	0	0
- Dans le résultat	(A) 202 650	(15 988)	(303 994)
Intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la S.I.M.T			
- Dans le capital	339 630	329 096	339 630
- Dans les réserves	(80 111)	(60 960)	(62 911)
- Dans le résultat	(A) (7 065)	(8 242)	(17 201)
Intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la TLLD			
- Dans le capital	1 400	1 400	1 400
- Dans les réserves	(4 801)	(3 440)	(3 440)
- Dans le résultat	(A) (394)	(618)	(1 361)
<u>Total des intérêts minoritaires</u>	<u>18 772 749</u>	<u>10 884 742</u>	<u>14 810 233</u>
Part du résultat revenant aux intérêts minoritaires	(A) <u>263 259</u>	<u>303 283</u>	<u>263 810</u>

NOTE 11 : EMPRUNT

TABLEAU DES EMPRUNTS AU 30 JUIN 2007
(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements	Soldes	Fin de période	
						Echéances à plus d'un an	Echéances à moins d'un an
<u>BANQUES LOCALES</u>		<u>50 515 265</u>	<u>44 738 956</u>	<u>42 476 617</u>	<u>52 777 604</u>	<u>21 221 173</u>	<u>31 556 431</u>
* AMEN BANK	7 000 000	5 687 500	0	875 000	4 812 500	3 062 500	1 750 000
* AMEN BANK	10 000 000	3 125 000	0	1 250 000	1 875 000	0	1 875 000
* AMEN BANK (SIMT)	0	472 250	0	29 762	442 488	411 986	30 502
* STB (SIMT)	0	1 309 095	0	218 182	1 090 913	872 732	218 181
* STUSID	2 500 000	250 000	0	250 000	0	0	0
* STUSID	5 000 000	0	5 000 000	0	5 000 000	4 062 500	937 500
* BTKD	3 000 000	1 500 000	0	375 000	1 125 000	375 000	750 000
* B.E.S.T BANK	3 000 000	9 000 000	20 000 000	19 000 000	10 000 000	0	10 000 000
* A.B.C TUNISIE	3 375 000	0	3 375 000	0	3 375 000	3 375 000	0
* TRESOR TUNISIEN	14 319 000	14 319 000	0	7 000 000	7 319 000	3 319 000	4 000 000
* BANQUE DE L'HABITAT	5 000 000	2 977 420	0	353 673	2 623 747	1 878 499	745 248
* BNP (MLA) en KDA	600 000	0	363 956	0	363 956	363 956	0
* CITIBANK	3 000 000	3 000 000	0	3 000 000	0	0	0
* CITIBANK	2 000 000	2 000 000	0	2 000 000	0	0	0
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	2 000 000	0	0	0
* CITIBANK	3 000 000	0	3 000 000	3 000 000	0	0	0
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	2 000 000	0	0	0
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000
* CITIBANK	3 000 000	0	3 000 000	0	3 000 000	0	3 000 000
* CITIBANK	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000
* BTE	5 000 000	4 375 000	0	625 000	3 750 000	2 500 000	1 250 000
* EMP AMEN BANK (TF)		2 500 000		500 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000
<u>BILLETS DE TRESORERIE</u>		<u>4 000 000</u>	<u>1 000 000</u>	<u>1 000 000</u>	<u>4 000 000</u>	<u>1 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
<u>BANQUES ETRANGERES</u>		<u>53 689 939</u>	<u>8 510 301</u>	<u>6 297 886</u>	<u>55 902 354</u>	<u>43 183 262</u>	<u>12 719 092</u>
* Crédit BIRD 3678 TUN	6 000 000	2 885 108	0	236 995	2 648 113	2 174 113	474 000
* Etat (ligne BIRD 3671 TUN)	6 000 000	3 063 505	0	340 391	2 723 114	2 042 332	680 782
* Crédit FMO IV	3 000 000	1 038 000	0	519 000	519 000	0	519 000
* JEXIM BANK	1 400 000 000	6 331 029	0	703 448	5 627 581	4 220 686	1 406 895
* BEI (credit participatif)	1 279 738	804 398	0	0	804 398	804 398	0
* B.A.D	8 000 000	5 163 645	0	1 290 911	3 872 734	1 290 912	2 581 822
* BEI (MLA)	10 000 000	3 365 750	6 805 534	0	10 171 284	10 171 284	0
* FMO (MLA)	4 000 000	0	1 704 767	0	1 704 767	1 704 767	0
* Crédit FMO (TF)		1 455 000	0	291 000	1 164 000	582 000	582 000
* B.E.I	7 148 963	16 961 516	0	1 646 521	15 314 995	11 679 667	3 635 328
* PROPARCO	4 000 000	6 230 988	0	688 621	5 542 367	3 865 103	1 677 264
* OPEC FUND	4 000 000	6 391 000	0	580 999	5 810 001	4 648 000	1 162 001
TOTAL DES CREDITS BANCAIRES		108 205 204	54 249 257	49 774 503	112 679 958	65 404 435	47 275 523

NOTE 11 (Suite) : EMPRUNT

TABLEAU DES EMPRUNTS AU 30 JUIN 2007

(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements	Soldes	Fin de période	
						Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
* Emprunt obligataire 2001 II	<u>10 000 000</u>	<u>2 000 000</u>		<u>2 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
* Emprunt obligataire 2002 I	<u>15 000 000</u>	<u>3 000 000</u>		<u>0</u>	<u>3 000 000</u>	<u>0</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2002 II	<u>10 000 000</u>	<u>4 000 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000 000</u>	<u>2 000 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000 000</u>
Emprunt obligataire 2002 II TF	<u>7 000 000</u>	<u>1 400 000</u>		<u>1 400 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	
* Emprunt obligataire 2003	<u>10 000 000</u>	<u>6 000 000</u>	<u>0</u>	<u>2 000 000</u>	<u>4 000 000</u>	<u>2 000 000</u>	<u>2 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2004	<u>15 000 000</u>	<u>9 000 000</u>	<u>0</u>	<u>3 000 000</u>	<u>6 000 000</u>	<u>3 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2004 II	<u>15 000 000</u>	<u>12 000 000</u>	<u>0</u>	<u>3 000 000</u>	<u>9 000 000</u>	<u>6 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2005 I	<u>15 000 000</u>	<u>12 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>12 000 000</u>	<u>9 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt obligataire 2006 I	<u>15 000 000</u>	<u>15 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>15 000 000</u>	<u>12 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
* Emprunt subordonné remboursable" Tunisie Leas	<u>20 000 000</u>	<u>0</u>	<u>20 000 000</u>	<u>0</u>	<u>20 000 000</u>	<u>20 000 000</u>	<u>0</u>
TOTAL DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES		64 400 000	20 000 000	12 000 000	71 000 000	52 000 000	19 000 000
TOTAL GENERAL		172 605 204	74 249 257	61 774 503	183 679 958	117 404 435	66 275 523

NOTE 12 : PROVISIONS

Les provisions pour risques se détaillent par société intégrée comme suit :

	<u>30/06/2007</u>	<u>30/06/2006</u>	<u>31/12/2006</u>
- Provisions non affectées, Tunisie Leasing	419 266	419 266	419 266
- Provisions non affectées, Tunisie Factoring	1 112 282	10 148	0
<u>Total des provisions non affectées</u>	<u>1 531 548</u>	<u>429 414</u>	<u>419 266</u>
- Provisions pour risques divers, Tunisie Leasing	636 995	581 897	597 968
- Provisions pour risques de change, Maghreb Leasing Algérie	16 983	0	8 821
- Provisions pour risques divers, Tunisie Factoring	106 070	0	112 595
<u>Total des provisions pour risques</u>	<u>760 048</u>	<u>581 897</u>	<u>719 384</u>
<u>Total général</u>	<u>2 291 596</u>	<u>1 011 312</u>	<u>1 138 650</u>

NOTE 13 : IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés se détaillent par société intégrée comme suit :

	<u>30/06/2007</u>	<u>30/06/2006</u>	<u>31/12/2006</u>
- Passif d'impôt différé, Tunisie Leasing	(27 849)	(173 256)	(27 849)
<u>Total des passifs d'impôt différé</u>	<u>(27 849)</u>	<u>(173 256)</u>	<u>(27 849)</u>
- Actif d'impôt différé, Tunisie Leasing	328 638	230 760	258 695
- Actif d'impôt différé, Maghreb Leasing Algérie	44 566	0	172 844
- Actif d'impôt différé, Tunisie Factoring	56 661	50 832	38 804
- Actif d'impôt différé, Tunis Call Center	6 095	16 642	9 189
- Actif d'impôt différé, Tunis Location Longue Durée	141 564	115 923	130 620
<u>Total des actifs d'impôt différé</u>	<u>577 524</u>	<u>414 157</u>	<u>610 152</u>
<u>Total des impôts différés</u>	<u>549 675</u>	<u>240 901</u>	<u>582 303</u>

NOTE 14 : CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les concours bancaires et autres passifs financiers se détaillent comme suit :

	<u>30/06/2007</u>	<u>30/06/2006</u>	<u>31/12/2006</u>
- Echéances à moins d'un an sur emprunts obligataires	19 000 000	21 400 000	22 400 000
- Echéances à moins d'un an sur emprunts bancaires locaux	31 556 431	30 487 466	33 716 459
- Echéances à moins d'un an sur emprunts bancaires étrangers	12 719 092	10 656 602	12 849 981
- Echéances à moins d'un an sur billets de trésorerie à long terme	3 000 000		0
<u>Sous total (voir note 12)</u>	<u>66 275 523</u>	<u>62 544 068</u>	<u>68 966 440</u>
- Crédit à court terme UTB	991 288	2 250 162	958 257
- Ligne d'avance CITIBANK	7 000 000	2 900 000	0
- Billets de trésorerie	40 500 000	50 000 000	44 000 000
- Intérêts courus sur emprunts obligataires	1 883 627	1 697 812	2 178 598
- Intérêts courus sur emprunts bancaires locaux	581 073	885 623	672 990
- Intérêts courus sur emprunts bancaires étrangers	660 851	861 567	797 751
- Intérêts courus sur billets de trésorerie et autres	19 665	8 200	127 523
- Banques, découverts	14 403 749	5 915 321	7 956 569
<u>Total</u>	<u>132 315 776</u>	<u>127 062 753</u>	<u>125 658 128</u>

NOTE 15 : REVENUS DU LEASING

L'analyse des revenus du leasing se présente ainsi :

	<u>30/06/2007</u>	<u>30/06/2006</u>	<u>31/12/2006</u>
- Loyers de leasing	81 094 885	67 551 624	142 729 301
- Loyers de l'immobilier en leasing			
- Intérêts intercalaires	97 216	161 865	307 122
- Préloyers			
<u>Revenus bruts de leasing</u>	(A) <u>81 192 101</u>	<u>67 713 489</u>	<u>143 036 423</u>
- Intérêts de retard	(B) 233 015	291 498	595 995
<u>Total des autres produits</u>	<u>233 015</u>	<u>291 498</u>	<u>595 995</u>
- Produits réservés de la période			
. Intérêts inclus dans les loyers	(152 671)	(288 638)	(245 100)
. Intérêts de retard	(113 194)	(156 407)	(265 396)
- Transferts des intérêts réservés antérieurs en produits de la période			
. Intérêts inclus dans les loyers antérieurs	201 982	156 952	459 782
. Intérêts de retard antérieurs	111 696	121 465	155 957
<u>Variation des produits réservés</u>	(C) <u>47 813</u>	<u>(166 628)</u>	<u>105 243</u>
- Dotations aux amortissements des immobilisations en location	(D) (67 592 172)	(55 961 035)	(118 706 185)
<u>Total des revenus du leasing</u>	(A)+(B)+(C)+(D) <u>13 880 757</u>	<u>11 877 324</u>	<u>25 031 476</u>

NOTE 16 : REVENUS DU FACTORING

L'analyse des revenus du factoring au titre de l'exercice clos le 30 juin 2007, se présente ainsi :

	<u>30/06/2007</u>	<u>30/06/2006</u>	<u>31/12/2006</u>
- Commissions de factoring	1 157 367	1 081 384	2 104 257
- Intérêts de financement	1 925 855	1 783 823	3 698 401
<u>Total</u>	<u>3 083 222</u>	<u>2 865 207</u>	<u>5 802 658</u>

NOTE 17 : CHARGES FINANCIERES NETTES

Les charges financières se détaillent comme suit :

	<u>30/07/2007</u>	<u>30/06/2006</u>	<u>31/12/2006</u>
- Intérêts des emprunts obligataires	2 309 352	2 293 542	4 610 378
- Intérêts des emprunts bancaires locaux	1 645 969	1 841 799	3 866 908
- Intérêts des emprunts bancaires étrangers	1 523 978	1 734 183	3 432 319
- Intérêts des billets de trésorerie à long terme	11 465	8 200	102 500
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	121 583	164 306	318 933
<u>Total des charges financières des emprunts</u>	<u>5 612 347</u>	<u>6 042 030</u>	<u>12 331 038</u>
- Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs	534 640	177 618	364 851
- Intérêts bancaires et sur opérations de financement	1 297 235	1 646 710	3 007 808
- Autres	125 828	22 274	65 883
<u>Total des autres charges financières</u>	<u>1 957 703</u>	<u>1 846 602</u>	<u>3 438 542</u>
<u>Total général</u>	<u>7 570 050</u>	<u>7 888 632</u>	<u>15 769 580</u>

NOTE 18 : DOTATIONS AUX PROVISIONS

Les dotations nettes de l'exercice aux comptes de provisions se détaillent ainsi :

	<u>30/06/2007</u>	<u>30/06/2006</u>	<u>31/12/2006</u>
- Dotations aux provisions pour dépréciation des créances (Tunisie Leasing)	2 313 459	2 357 402	5 268 439
- Dotations aux provisions sur avances fournisseurs	0	337 462	0
- Reprises de provisions suite aux recouvrements de créances (Tunisie Leasing)	(1 914 505)	(1 199 542)	(2 659 800)
- Dotations aux provisions pour dépréciation des créances (Tunisie Factoring)	166 517	118 370	171 865
- Reprises de provisions suite aux recouvrements de créances (Tunisie Factoring)	(88 752)	(57 480)	(93 106)
- Créances abandonnées (Tunisie Leasing)			127 510
- Reprises de provisions suite à l'abandon de créances (Tunisie Leasing)			(127 510)
<u>Dotation nette aux provisions et résultat des créances radiées</u>	<u>476 719</u>	<u>1 556 212</u>	<u>2 687 398</u>
- Dotations aux provisions non affectées (leasing)	0	10 148	0
- Reprises sur provisions non affectées (Leasing)	0	0	0
<u>Total des dotations aux provisions</u>	<u>476 719</u>	<u>1 566 360</u>	<u>2 687 398</u>



AMC Ernst & Young
Société inscrite au tableau de l'OECT
Boulevard de la terre - Centre Urbain Nord
1003 Tunis - Tunisie
Tél : 70 749 111 Fax : 70 749 045

CABINET M.S. LOUZIR

Membre de l'ordre des experts comptables de Tunisie

Rue du Lac Victoria,
Résidence Lac 2001, Tanit Bloc A
1053, Les Berges du Lac, Tunis, Tunisie
Tél. : (216) 71 861 591- 71 861 274 - Fax. : (216) 71 861 285

TLG - GROUPE FINANCIER

AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS ARRETES AU 30 JUIN 2007

A la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de commissaire aux comptes, nous avons procédé à un examen limité des états financiers consolidés semestriels du Groupe TLG couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2007. Ces états relèvent de la responsabilité des organes de direction et d'administration de la société. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces états financiers.

Nous avons conduit cet examen en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les états financiers semestriels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais consiste à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires et nous n'exprimons pas, en conséquence, une opinion d'audit.

Les comptes au 30 juin 2007 et 30 juin 2006 de la Société Immobilière Méditerranéenne de Tunisie (SIMT), Tunisie LLD, Tunis Call Center, Tunisie Valeurs, Tunisie Sicar, Tuninvest International Sicar, et de Tuninvest Innovation Sicar, dont la contribution au résultat consolidé du semestre s'élève à 690 KDT, n'ont pas fait l'objet d'audit ou de revue limitée.

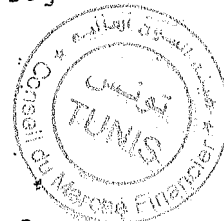
Sur la base de nos travaux et sous réserve de l'incidence éventuelle du point exposé ci-dessus, nous n'avons pas eu connaissance ou relevé d'autres éléments pouvant affecter, de façon significative, la représentation fidèle des états financiers semestriels consolidés annexés au présent avis, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention qu'un changement de la politique de provisionnement des engagements a été opéré à partir de l'exercice 2006 ainsi qu'il est indiqué dans la note aux états financiers 4.4. Les dotations aux provisions imputées sur le résultat consolidé de l'exercice correspondent désormais au coût effectif du risque estimé en application des règles prudentielles. Les données consolidées au 30 juin 2006 ont été, en conséquence, retraitées pour les besoins de la comparaison.

En résultante de ces opérations, un montant de 1 532 KDT figurant au passif du bilan au 30 juin 2007 sous la rubrique « Provisions » est devenu sans objet.

Tunis, le 11 septembre 2007

AMC Ernst & Young
Noureddine HAJJI

Cabinet M.S. Louzir
Mohamed LOUZIR

4.26– COMPORTEMENT BOURSIER DE L'ACTION TL

En date du 04/09/06, la valeur nominale de l'action Tunisie Leasing a été réduite de 10 à 5Dt. Au cours de l'année 2006, le cours du titre Tunisie LEASING a connu un bond passant de 18.8DT à 13.980DT après Split, soit l'équivalent de 27.96Dt avant Split enregistrant ainsi une performance de 69% sur l'année (incluant l'effet de l'augmentation de capital et de la distribution de dividendes).

Contrat de régulation : En application de l'article 19 de la loi 94-117 du 14/11/1994, l'AGO de la société TUNISIE LEASING tenue le 07/06/2001 a approuvé la proposition du CA relative à la mise en place d'un programme de régulation afin de réguler le cours et réduire sa fluctuation excessive. Le rachat ne concernerait que 10% du capital de la société TUNISIE LEASING. Ce programme a débuté le 19/09/2001 depuis cette date, 5 999 actions ont été rachetées dans le cadre de ce programme puis 6 416 actions ont été cédées (5 999 + 417 actions gratuites) le 23/10/2002. L'AGO du 10 /06/ 2004 a renouvelé son autorisation de rachat par la société de ses propres actions. Aucune opération n'a été réalisée dans le cadre de cette nouvelle autorisation.

Indicateurs boursiers :

Date d'introduction à la cote : 16 Mars 1992

Cours d'introduction : 17,850 D

Capitalisation boursière (au 31/12/2006): 76.890MD

Cours le plus haut ajusté en fonction du dividende et de l'augmentation de capital sur l'année 2006 : 13.180Dt

Cours le plus bas ajusté en fonction du dividende et de l'augmentation de capital sur l'année 2006 : 7.628Dt

	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006
Bénéfice Par Action (en dinars)	0,723**	0.822**	0.727
Dividende Par Action (en dinars)	1,5	1,5	0.750 ***
Date de détachement	27/05/2005	20/06/2006	25/06/2007
Nombre de titres admis (en millions)	2	2	5.5*
Nombre de titres traités (en millions)	0,275	0,404	0.819
Taux de rotation	13,75%	20,2%	14.89%
Cours fin de période (en dinars)	17,010	18,800	13.980
Capitalisation fin de période (en millions de dinars)	34,020	37,600	76.890
Dividend yield (%) (dividende/cours fin de période)	8,82%	7,98%	5.36%
PER (X) (Cours fin de période/Bénéfice par action)	9,69	11,43	19.22

* Le nombre d'actions est passé de 2millions à 4millions le 4/09/06 suite à une réduction de la valeur nominale de 10 à 5Dt et de 4millions à 5.5millions suite à l'augmentation de capital du 09/11/06.

** retraité pour des besoin de comparaison (incluant le split de 2006)

*** Dividende ajusté après réduction du nominal et distribué sur 4000 000 actions

Evolution du cours de TL depuis début 2006 au 30/06/07



Chapitre 5– ORGANES D’ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE DES COMPTES

5.1- CONSEIL D’ADMINISTRATION :

L’Assemblée Générale Extraordinaire de TUNISIE LEASING du 22 mai 2003 a décidé la séparation des fonctions de Président du Conseil d’Administration et de Directeur Général.

5.1.1- Membre des organes d’administration et de direction:

Nom ou Raison sociale	Représenté par	Qualité	Mandat	Adresse
Ahmed ABDELKEFI	Lui même	Président	2006-2008	Tunis
Amen Bank	Karim BEN YEDDER	Administrateur	2006-2008	Tunis
STUSID BANK	Abdellatif MECHAAL	Administrateur	2006-2008	Tunis
Assurances COMAR	Lotfi BELHADJ KACEM	Administrateur	2006-2008	Tunis
PARENIN	Abdelatif JERIJNI	Administrateur	2006-2008	Tunis
M. Brahim ANENE	Lui même	Administrateur	2006-2008	Tunis
M. Rachid Naceur BEN HASSINE	Lui même	Administrateur	2006-2008	Tunis
M. Ahmed BEN JEMAA	Lui même	Administrateur	2006-2008	Tunis
M. Mohamed BOURAOU	Lui même	Administrateur	2006-2008	Tunis
M. Mongi LOUKIL	Lui même	Administrateur	2006-2008	Tunis
M. Aziz MEBAREK	Lui même	Administrateur	2006-2008	Tunis
M. Fethi MESTIRI	Lui même	Administrateur	2006-2008	Tunis

5.1.2- Fonctions des membres des organes d’administration et de direction dans la société :

Président du conseil: Monsieur Ahmed ABDELKEFI

Directeur Général : Monsieur Fethi MESTIRI

Directeur Général Adjoint : Monsieur Hichem ZGHAL

5.1.3- Principales activités exercées en dehors de la société au cours des trois dernières années :

Mr Ahmed ABDELKEFI : Président du conseil des sociétés suivantes: TUNISIE VALEURS, TUNINVEST FINANCE GROUPE-TFG.

Mr Ahmed BEN JEMAA : directeur général de SMART FINANCE

Mr Brahim ANENE : directeur de PANILABO

Mr Mohamed BOURAOU : président directeur général de TUNISIE FACTORING

M. Aziz MEBAREK : directeur associé à TFG

M.Mongi LOUKIL : président directeur général de Carthage Tours et de PBHT

M. Fethi MESTIRI : président du conseil de TUNISIE SICAV et de SICAV PLUS et directeur général de TUNINVEST SICAR et de TUNINVEST INTERNATIONNAL SICAR.

M. Rachid Naceur BEN HASSINE: Néant

5.1.4- Mandats d'administrateurs les plus significatifs dans d'autres sociétés :

Membres	Mandats d'administrateurs dans d'autres sociétés
Ahmed ABDELKEFI	Société Tunisienne Financière de Participation -STFP, TUNISIE VALEURS, TUNISIE FACTORING, TFG, Tunis Call Center TCC.
M. Brahim ANENE	TUNINVEST INNOVATIONS SICAR-TPR-BANK OF AFRICA-BADIS TRADING
M. Rachid Naceur BEN HASSINE	-
M. Ahmed BEN JEMAA	SMART FINANCE
M. Mohamed BOURAOUI	TUNISIE FACTORING, SIMT, STIF
M. Mongi LOUKIL	AMEN BANK, PBHT, Palm Beach Gestion, ITI SICAF
M. Aziz MEBAREK	TFG, TUNINVEST CORPORATE FINANCE, TUNISIE FACTORING, STIF
M. Fethi MESTIRI	TUNISIE VALEURS, TUNISIE FACTORING, SICAV PLUS, SIMT, TCC, TUNISIE SICAV, STFP

5.1.5- Fonctions des représentants permanents des personnes morales administrateurs dans la société qu'ils représentent :

Membres	Représenté par	Fonction dans la société qu'il représente
Amen Bank	Karim BEN YEDDER	Secrétaire Général
STUSID BANK	Abdellatif MECHAAL	Directeur
COMAR	Lotfi BELHADJ KACEM	Directeur
PARENIN	Abdelatif JERIJNI	Président Directeur Général

5.2- INTERETS DES DIRIGEANTS DANS LA SOCIETE AU 31/12/2006:

5.2.1- Rémunérations et avantages en nature attribués aux membres des organes d'administration et de direction au 31/12/2006:

Rémunérations des membres des organes d'administration :

Les rémunérations des membres du Conseil d'Administration, constituées des jetons de présence perçus en 2006 au titre de l'exercice 2005 s'élèvent à 18 000DT. Au titre de l'exercice 2006, les rémunérations des membres du Conseil d'Administration s'élèvent à un montant global de 64 800 DT à titre de jetons de présence.

Aucun avantage en nature n'est accordé aux membres des organes d'administration.

Rémunérations du Président du Conseil d'Administration:

Les rémunérations servies au Président du Conseil d'Administration au niveau du groupe TUNISIE LEASING s'élèvent à 115 000 DT bruts au titre de l'exercice 2006 dont 86 500DT à la charge de TUNISIE LEASING, 17 250DT à la charge de TUNISIE VALEURS et 11 500DT à la charge de TFG.

Deux voitures de fonction lui sont affectées; elles présentent une valeur comptable nette de 37 472 DT au 31/12/2006.

Rémunérations des membres de direction :

Les rémunérations servies aux membres de direction s'élèvent à 200 033 DT bruts au titre de l'exercice 2006.

Deux voitures de fonction sont affectées aux membres des organes de direction et qui représentent une valeur comptable nette de 51 008 DT au 31/12/2006.

5.2.2- Prêts et garanties accordés en faveur des membres des organes d'administration et de direction au 31/12/2006:

Aucun prêt ou garantie n'a été accordé en faveur des membres des organes d'administration et de direction.

5.3- CONTROLE :

Nom	Adresse	Mandat
Société AMC ERNST&YOUNG Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par M. Noureddine HAJJI	Boulevard de la terre, centre urbain nord 1003 Tunis Tel : 70 749 111 Fax : 70 749 045 E mail : tunisoffice@tn.ey.com	2006-2008*
Cabinet M S Louzir représentée par M. Med LOUZIR, membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie	Résidence TANIT Les Berges du Lac Tel : 71 861 274 Fax : 71 861 285 E mail	2006-2008**

* mandat renouvelé par l'AGO du 8 juin 2006

** deuxième Commissaire aux comptes nommé par l'AGO du 8 juin 2006

5.4- NATURE ET IMPORTANCE DES OPERATIONS CONCLUES DEPUIS LE DEBUT DU DERNIER EXERCICE AVEC LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION OU DE DIRECTION AINSI QU'AVEC UN CANDIDAT A UN POSTE DE MEMBRE DU CONSEIL ET UN ACTIONNAIRE DETENANT PLUS DE 5% DU CAPITAL :

L'encours des concours accordés aux sociétés liées aux membres du Conseil d'Administration au 31/12/2006 est le suivant :

Administrateur	Encours de crédits accordés	Conditions
M Brahim ANANE (Sté PANILABO)	80 487 Dinars	A partir de 10.5% sur 24 mois
M Mongi LOUKIL (Sté PALM BEACH HOTEL/CARTHAGE TOURS)	277 860 Dinars	A partir de 10.5% sur 48 et 58 mois
M Ahmed ABDELKEFI (DAR EL JELD/TUNISIE VALEURS)	325 755 Dinars	11% sur 36 et 84 mois

La société entretient des relations avec les autres sociétés du groupe Amen (PARENIN, COMAR).

Chapitre 6- RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

6.1- EVOLUTION RECENTE ET ORIENTATION :

6.1.1- Evolution récente :

Les contrats approuvés en 2006 se sont élevés à 180,6 MD en progression de 7,4% par rapport à l'année précédente qui avait enregistré un taux de croissance record de 19% et ramenant notre part de marché en terme d'approbations à hauteur de 26,6%.

L'examen de la structure des approbations confirme la bonne tenue du leasing équipement (+21,4%) et du leasing auto (+10,0%).

Les mises en forces ont enregistré une hausse de 6,1% par rapport à 2005 (137 MD contre 129,2 MD) alors que le marché a progressé de 18,6% dans son ensemble contrairement à l'année précédente où la société a progressé de 18,2% alors que le marché avait régressé de 2,6%. Sur deux ans, notre progression moyenne est de 12,8% et celle du secteur est de 7,6%. La croissance a essentiellement été tirée par le leasing auto (+21,8%) et le leasing immobilier (+29,1%).

Les encours se sont élevés au 31 décembre 2006 à 230,1 MD contre 223,4 MD une année auparavant soit une évolution modérée de 3%, la part des encours dans l'immobilier ayant régressé de 28% à fin 2005 à 25% à fin 2006.

Indicateurs d'activité arrêtés au 2^{er} trimestre 2007

En milliers de dinars	30/06/2006	30/06/2007	Variation	31/12/2006
Approbations	95 808	127 219	+32.78%	180 635
Mises en force	72 612	78 312	+7.85%	137 082
Encours financiers	235 119	246 167	+4.70%	230 149
Total des engagements courants (a)*	213 128	226 075	6.07%	209 313
Total des engagements classés (b)*	40 068	37 580	-6.21%	38 987
Total des engagements (c) = (a) + (b) *	253 197	263 655	+4.13%	248 300
Ratio des engagements classés (d) = (b) / (c)	15.82%	14.25%		15.7%
Ressources d'emprunt (Long terme et court terme)	199 089	189 242	-4.95%	183 103
Capitaux propres	36 628	53 065	+44.88%	53 527
Revenus bruts de leasing	67 775	72 580	+7.09%	140 490
Revenus nets de leasing	11 972	12 605	+5.28%	24 897
Produits nets de leasing	6 455	7 418	+14.90%	12 635
Total des charges d'exploitation	2 818	3 145	+11.60%	5 681
Trésorerie nette	- 1597	-3 211	-101.06%	1 423

*compte tenu des avances et acomptes reçus des clients (cf Etats financiers, note relative à l'analyse et classification des créances sur la clientèle)

6.1.2- Orientations stratégiques:

L'exercice 2006 a été marqué par le démarrage de MAGHREB ALGERIE LEASING et par l'augmentation, en fin d'année, du capital social de 20 à 27,5 Millions DT.

Au cours de cet exercice, la société s'est engagée dans la stratégie du groupe consistant à se concentrer sur les métiers de base : le leasing, le factoring et la location longue durée et à les rapprocher de manière à développer des synergies intra-groupe à même de renforcer son action commerciale dans un contexte fortement concurrentiel.

En application de cette stratégie, la société ainsi que les autres sociétés du groupe ont adopté au cours du premier trimestre 2007 une appellation commune : TLG GROUPE FINANCIER pour mieux véhiculer une image multi-produits/ multi-pays afin de faciliter l'extension souhaitée de son activité à d'autres produits financiers et à son implantation dans d'autres pays de la région.

6.2- PERSPECTIVES D'AVENIR :

6.2.1-Hypothèses de base :

Les perspectives d'avenir de TUNISIE LEASING (2007-2011) ont été établies sur la base des états financiers au 31/12/06 et compte tenu des hypothèses suivantes :

- une croissance des mises en force de l'ordre de 14.5% en 2007 et de 8% pour les années suivantes.
- une légère diminution de la marge d'intermédiation en 2007 et le maintien de cette marge jusqu'à 2011.
- un maintien du coût des ressources additionnelles.
- une augmentation de 5 % des charges d'exploitation en 2007 et une augmentation moyenne de 8% pour les années suivantes.

Les principaux changements dans les hypothèses par rapport à celles publiées dans le document de référence (TL 2006) se résument principalement comme suit:

- Au niveau des mises en forces : les prévisions présentées au document de référence sont basées sur une évolution de 10 % des MEF alors que ces prévisions ont été revues à la hausse à l'occasion de la préparation du présent document de référence et tablent sur une croissance des MEF de 14.5 % en 2007 et 8 % les années suivantes ,de ce fait, les rubriques relatives à l'exploitation (revenus bruts de leasing et les dotations des immobilisations destinées à la location) ont été modifiées en conséquence.
- Au niveau des charges financières : il a été procédé à une actualisation du coût des ressources compte tenu du décalage enregistré au niveau de la libération du capital (Augmentation du capital de 20 à 27,5MDT), opération censée intervenir en septembre-octobre alors que les fonds n'ont été effectivement recueillis que fin décembre 2006.

La société s'engage à actualiser ses prévisions chaque année sur un horizon de 3 ans et à les porter à la connaissance des actionnaires et du public. Elle est tenue à cette occasion d'informer ses actionnaires et le public sur l'état de réalisation de ses prévisions,

l'état des réalisations par rapport aux prévisions et l'analyse des écarts seront insérés au niveau du rapport annuel.

La société s'engage à tenir une communication financière à chaque fois que cela est nécessaire et au moins une fois par an.

Evolution des mises en force

Compte tenu des mises en forces (MEF) réalisées par la société au cours des derniers exercices et des réalisations jusqu'au 31 décembre 2006, les MEF de 2006 totalisent à 136.5 MDt en évolution de 6% par rapport aux MEF de 2005 ; de 14.5% en 2007 puis une évolution de 8% est prévue à partir de 2008.

	Réalisés 2006	2007	2008	2009	2010	2011
En millions de DT	136.5*	156.3	168.8	182.3	196.8	212.6
taux d'évolution		14.5%	8%	8%	8%	8%

* Calculé sur la base de chiffres non audités, le montant des mises en force après audit s'élève à 137.1MDt

Les revenus bruts de leasing

Les revenus bruts de leasing ont été estimés sur la base des MEF antérieurs et des MEF prévues compte tenu d'un taux de placement moyen de 11.50%.

	Réalisés 2006	2007	2008	2009	2010	2011
En milliers de DT	140 490	150 767	168 592	191 201	211 588	220 984
taux d'évolution		7%	12%	13%	11%	4%

Les dotations aux amortissements des immobilisations en location

	Réalisés 2006	2007	2008	2009	2010	2011
En milliers de DT	116 293	125 394	139 609	159 339	177 760	184 575
Taux d'évolution		8%	11%	14%	12%	4%

Les charges d'exploitation

A- **Salaires** : Nous avons retenu comme hypothèse une croissance annuelle de 8% des salaires et une prime de rendement (intéressement du personnel) qui varie en fonction du résultat.

B- **Frais Généraux** : Nous avons retenu comme hypothèse une croissance de 5% en 2007 et une croissance de 8% à partir de 2008

En milliers de DT	Realisé2006	2007	2008	2009	2010	2011
Salaires	2 689	2 899	3 195	3 470	3 773	4 126
Frais généraux	2 595	2 725	2 943	3 178	3 433	3 707
Amortissements techniques	397	420	441	463	486	511
Total	5 681	6 044	6 579	7 111	7 692	8 344
taux d'évolution		6.39 %	8.85 %	8.09 %	8.17 %	8.48 %

Autres charges d'exploitation (frais généraux)

	Réalisés 2006	2007	2008	2009	2010	2011
En milliers de DT	2 595	2 725	2 943	3 178	3 433	3 707
Taux d'évolution		5%	8%	8%	8%	8%

Les provisions nettes :

Les provisions nettes ont été déterminées conformément à la politique générale de la société, soit 1% des loyers futurs, de ce fait elles évolueront comme suit :

En milliers de DT	Réalisés 2006	2007	2008	2009	2010	2011
Dotations aux provisions	5 268	5 566	6 023	6 413	6 791	7 267
Reprise sur provisions	2 660	2 793	2 933	3 079	3 233	3 395
Autres pertes ordinaires	0	0	0			
Provisions nettes	2 609	2 773	3 090	3 334	3 558	3 872
Taux d'évolution		6%	11%	8%	7%	9%

Les fonds que la société projette de lever

La structure d'endettement de la société est caractérisée par le recours au marché obligataire en premier lieu et aux emprunts bancaires et aux crédits extérieurs en second lieu.

Nous avons retenu comme hypothèse une émission annuelle de 40 millions d'emprunts obligataires pour l'exercice 2008 et suivant.

	2007	2008	2009	2010	2011
Emprunts obligataires	50 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Crédits Bancaires	25 000	20 000	20 000	20 000	25 000
Crédits Extérieurs	25 065	24 553	17 937	20 634	29 575
Total emprunts	100 065	84 553	77 937	80 634	94 575

Les conditions retenues pour les nouvelles ressources sont les suivantes :

-Durée de remboursements des crédits (5 ans pour les emprunts obligataires, 4 ans pour les autres types de crédits)

-taux moyen : le coût des nouvelles ressources est de 7% pour la période 2007-2011

Les emprunts et les concours bancaires évolueront comme suit :

	Réalisés 2006	2007	2008	2009	2010	2011
Emprunts obligataires	63 000	92 000	106 000	114 000	119 000	122 000
Emprunts bancaires et extérieurs	95 103	100 508	110 098	119 319	125 161	126 562
Total emprunts	158 103	192 508	216 098	233 319	244 161	248 562
Autres Concours bancaires et autres passifs financiers	31 307	22 620	20 252	16 283	16 767	31 603
Total	189 410	215 128	236 350	249 602	260 928	280 165
Taux d'évolution		14%	10%	6%	5%	7%

Les remboursements des emprunts :

		2007	2008	2009	2010	2011
Remboursement crédits en cours	EO	21 000	16 000	14 000	9 000	3 000
	Bancaires et billets	32 220	8 232	3 728	1 721	0
	Extérieurs	12 268	11 946	8 951	6 437	4 599
Total		65 488	36 178	26 679	17 158	7 599
Remboursement Fonds à lever	EO	0	10 000	18 000	26 000	34 000
	Bancaires & extérieurs	4 669	14 626	25 530	34 361	43 564
Total		4 669	24 626	43 530	60 361	77 564
Total général		70 157	60 804	70 209	77 519	85 163

Les charges financières

Les charges financières ont été estimées suivant l'évolution de la trésorerie et des intérêts des crédits en cours et à contracter.

	Réalisés 2006	2007	2008	2009	2010	2011
Crédits bancaires et extérieurs	6 772	6 892	7 156	7 714	7 807	8 677
Emprunts obligataires	4 751	5 672	7 593	8 346	9 130	9 157
Autres crédits à court terme	2 062	1 267	239	370	465	534
Total des charges financières	13 585	13 831	14 988	16 430	17 402	18 368

Les dotations aux amortissements des immobilisations propres

Les dotations aux amortissements des biens propres de la société totalisent 397 MDt en 2006 avec une évolution annuelle estimé à 5% à partir de 2007.

Dotations aux amortissements	Réalisés 2006	2007	2008	2009	2010	2011
En milliers de dinars	397	420	441	463	486	511
Taux d'évolution		8%	11%	14%	12%	4%

Impôts sur les Sociétés

La société procède annuellement à des opérations de réinvestissement dans une optique de payer l'impôt minimum au taux de 20%

Les dividendes

Le montant des dividendes à distribuer serait maintenu à 15% du nominal.

La rentabilité et le rendement prévisionnel

	Réalisés 2006	2007	2008	2009	2010	2011
Revenus nets de leasing	24 897	25 973	29 383	32 162	34 128	36 709
Résultat d'exploitation	4 482	4 930	5 726	6 187	6 726	7 525
Résultat net	4 001	4 040	4 661	5 014	5 445	6 084
Nombre d'actions	5 500 000	5 600 000	5 700 000	5 800 000	5 900 000	6 000 000
Bénéfice par action	0.727	0.721	0.818	0.864	0.923	1.014

6.2.2-Bilans prévisionnels :

(en milliers de dinars)

Actifs	Réalisés 2006	2007	2008	2009	2010	2011
Immobilisations corporelles et incorporelles nettes	1 007	1 087	1 196	1 333	1 497	1 636
Immobilisations destinées à la location (nette)	229 648	258 840	286 127	307 038	323 973	349 652
Immobilisations financières	26 132	26 523	24 565	23 497	22 879	21 977
Autres actifs non courants	514	486	507	555	603	634
Total des actifs non courants	257 301	286 936	312 395	332 423	348 952	373 899
Clients et comptes rattachés (net des provisions)	2 729	2 483	2 210	1 968	1 752	1 465
Autres actifs courants	5 678	4 000	3 500	3 000	3 000	3 000
Placements et autres actifs financiers	341	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Liquidités et équivalents de liquidité	4 107	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
Total des actifs courants	12 855	11 483	10 710	9 968	9 752	9 465
Total des actifs	270 156	298 419	323 105	342 391	358 704	383 364

(en milliers de dinars)

Capitaux propres et passifs	Réalisés 2006	2007	2008	2009	2010	2011
Capitaux propres						
Capital	27 500	28 000	28 500	29 000	29 500	30 000
Réserves	5 777	6 415	6 628	6 678	6 728	6 778
Prime d'émission	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Résultats reportés	8 749	8 050	7 177	7 013	7 126	7 596
Résultat net de l'exercice	4 001	4 040	4 661	5 014	5 445	6 084
Total des capitaux propres	53 527	54 005	54 465	55 204	56 299	57 958
Passifs						
Provisions	1 045	1 150	1 264	1 391	1 530	1 683
Emprunts	95 615	127 100	141 212	141 530	137 001	147 247
Autres passifs financiers	4 191	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
Fournisseurs	8 437	10 156	12 012	14 017	16 182	18 520
Autres passifs courants	13 546	13 981	15 013	18 177	19 765	21 037
Concours bancaires et autres passifs financiers	93 795	88 028	95 138	108 072	123 927	132 918
Total des passifs	216 629	244 414	268 640	287 187	302 405	325 406
Total des capitaux propres et passifs	270 156	298 419	323 105	342 391	358 704	383 364

6.2.3-Etats de résultat prévisionnels

(en milliers de dinars)

	2006 R	2007	2008	2009	2010	2011
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Revenus bruts du leasing	140 490	150 767	168 592	191 201	211 588	220 984
Interet de retard	595	600	400	300	300	300
Variation des produits réservés	105					
Dotations aux amort des immo en location	(116 293)	(125 394)	(139 609)	(159 339)	(177 760)	(184 575)
Revenus nets de leasing	24 897	25 973	29 383	32 162	34 128	36 709
Charges financières nettes	(13 585)	(13 831)	(14 988)	(16 430)	(17 402)	(18 368)
Produits des placements	1 323	1 405	1 300	1 300	1 850	2 000
PRODUITS NETS	12 635	13 547	15 695	17 032	18 576	20 341
CHARGES D'EXPLOITATION						
Charges de personnel	(2 689)	(2 899)	(3 195)	(3 470)	(3 773)	(4 126)
Autres charges d'exploitation	(2 595)	(2 725)	(2 943)	(3 178)	(3 433)	(3 707)
Autres Produits d'exploitations	521	450	200	200	200	200
Dotations aux amortissements	(397)	(420)	(441)	(463)	(486)	(511)
Dotations nettes aux prov	(2 609)	(2 773)	(3 090)	(3 334)	(3 558)	(3 872)
Dotations nette aux prov pour dép des titres	782	0				
Dotations aux provisions pour risques divers	(1 166)	(250)	(500)	(600)	(800)	(800)
Total des charges d'exploitation	(8 153)	(8 617)	(9 969)	(10 845)	(11 850)	(12 816)
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 482	4 930	5 726	6 187	6 726	7 525
Autres gains ordinaires	354	120	100	80	80	80
Autres pertes ordinaires	(3)	0	0	0	0	0
RESULTAT AVANT IMPOT	4 833	5 050	5 826	6 267	6 806	7 605
Impôt sur les bénéfices	(832)	(1 010)	(1 165)	(1 253)	(1 361)	(1 521)
RESULTAT APRES IMPOT	4 001	4 040	4 661	5 014	5 445	6 084
Eléments extraordinaires						
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	4 001	4 040	4 661	5 014	5 445	6 084

6.2.4-Etats des flux de trésorerie prévisionnels :

(en milliers de dinars)

	2006 R	2007	2008	2009	2010	2011
Flux d'exploitation						
Encaissements reçus des clients	162 614	171 696	191 688	217 220	240 345	251 002
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	(4 844)	(5 624)	(6 138)	(6 648)	(7 206)	(7 833)
Intérêts payés	(14 195)	(10 884)	(13 513)	(15 223)	(16 316)	(17 261)
Impôts et taxes payés	(6 465)	(5 455)	(5 773)	(7 386)	(8 737)	(8 519)
Décaissements provenant de l'acquisition d'immo						
destinés a la location	(152 097)	(170 156)	(183 769)	(198 470)	(214 348)	(231 495)
Encaissements provenant de la cession d'immo						
destinés a la location	10 311	10 517	10 728	10 942	11 161	11 384
Autres flux de trésorerie	2 291	(7 991)	(10 077)	(8 672)	(10 891)	(11 286)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	(2 385)	(17 897)	(16 855)	(8 237)	(5 992)	(14 008)
Flux d'investissement						
Décaissements sur acquisition d'immo						
corporelles et incorporelles	(338)	(600)	(650)	(700)	(750)	(750)
Encaissements provenant de la cession d'immo						
corporelles et incorporelles	0	100	100	100	100	100
Décaissements sur acquisition d'immo finan	(6 960)	(3 677)	(2 500)	(3 000)	(3 000)	(3 500)
Encaissements sur cession d'immo finan	2 767	2 758	4 458	4 068	3 618	4 402
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(4 531)	(1 419)	1 408	468	(32)	252
Flux de financement						
Encaissements suite à l'émission d'actions	15 000					
Dividendes et autres distributions	(2 999)	(3 563)	(4 200)	(4 275)	(4 350)	(4 425)
Encaissements provenant des emprunts	87 767	100 065	84 553	77 937	80 634	94 575
Remboursement d'emprunts	(95 778)	(70 157)	(60 804)	(70 209)	(77 519)	(85 163)
Flux liés au financement a court terme	150	(9 000)	(1 000)	4 000	6 000	6 000
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	4 140	17 346	18 549	7 453	4 765	10 987
Variation de trésorerie	(2 776)	(1 970)	3 102	(316)	(1 259)	(2 768)
Trésorerie au début de l'exercice	4 198	1 422	(548)	2 554	2 237	978
Trésorerie à la clôture de l'exercice	1 422	(548)	2 554	2 237	978	(1 790)

6.2.5— Ratios prévisionnels

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Actifs non courants/Total bilan	95.24%	96.15%	96.69%	97.09%	97.28%	97.53%
Actifs courants/Total bilan	4.76%	3.85%	3.31%	2.91%	2.72%	2.47%
Capitaux propres/Total bilan	18.33%	16.74%	15.41%	14.66%	14.18%	13.53%
Passifs non courants/Total bilan	37.33%	44.32%	45.33%	42.91%	39.73%	39.89%
Passifs courants/Total bilan	42.86%	37.58%	37.81%	40.97%	44.57%	44.99%
Passifs/Total bilan	80.19%	81.90%	83.14%	83.88%	84.30%	84.88%
Charges de personnel/Résultat d'exploitation	60.00%	58.80%	55.80%	56.09%	56.10%	54.83%
Capitaux propres/passifs non courants	32.08%	26.83%	24.79%	24.83%	25.58%	24.60%
Capitaux propres/Capitaux permanents	33.21%	27.59%	25.45%	25.51%	26.31%	25.28%
Actifs courants/Passifs courants	11.10%	10.24%	8.77%	7.11%	6.10%	5.49%
Rentabilité des fonds propres	8.08%	8.09%	9.36%	9.99%	10.71%	11.73%

6.2.6- Evolution des créances classées (en milliers de dinars)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Risque total	248 300	276 779	304 887	326 779	344 821	371 620
Provisions & agios réservés affectées	23 674	26 668	29 758	33 092	36 650	40 522
Provisions libres (non affectées)	419	419	419	419	419	419
Créances classées (B2,B3,B4)	38 987	40 500	41 500	42 500	43 500	44 500
Créances classées/ risque total	15.7%	14.6 %	13.6 %	13 %	12.6 %	12 %
Provisions/Créances classées	60.72%	65.84 %	71.71%	77.86 %	84.25 %	91.06%

6.2.7- Etat des cash-flows prévisionnels (en milliers de dinars):

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Résultat net	4 001	4 040	4 661	5 014	5 445	6 084
Dotations aux amortissements des immobilisations en location	116 293	125 394	139 609	159 339	177 760	184 575
Dotations aux amortissements	397	420	441	463	486	511
Dotations aux provisions	2 993	3 023	3 590	3 934	4 358	4 672
CASH FLOWS PREVISIONNELS	123 684	132 877	148 301	168 750	188 049	195 842

6.3- - Tableau d'amortissement des Emprunts Obligataires et Subordonnés émis par TUNISIE LEASING.

(en dinars)

Intitulé de l'émission		2006	2007e	2008e	2009e	2010e	2011e
TL 2001/1 5 ans 7,4%	Intérêts	148 000					
	Capital	2 000 000					
TL 2001/2 5ans 7,4%	Intérêts	296 000	148 000				
	Capital	2 000 000	2 000 000				
TL 2002/1 5ans 7,4%	Intérêts	444 000	222 000				
	Capital	3 000 000	3 000 000				
TL 2002/2 5ans 7,4%	Intérêts	444 000	296 000	148 000			
	Capital	2 000 000	2 000 000	2 000 000			
TL 2003/1 5ans 7,4%	Intérêts	592 000	444 000	296 000	148 000		
	Capital	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000		
TL 2004/1 5ans 7,4%	Intérêts	888 000	666 000	444 000	222 000		
	Capital	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000		
TL 2004/2 5ans 7%	Intérêts	1 050 000	840 000	630 000	420 000	210 000	
	Capital	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	
TL 2005/1 5ans 7%	Intérêts	1 050 000	840 000	630 000	420 000	210 000	
	Capital	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	
TL 2006/1 5ans 6,5%	Intérêts		975 000	780 000	585 000	390 000	195 000
	Capital		3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
TLS 2007/1 5ans 6,5%	Intérêts			975 000	780 000	585 000	390 000
	Capital			3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS		24 912 000	25 431 000	22 903 000	19 575 000	13 395 000	6 585 000
Cash Flows Prévisionnels		123 300 000	132 627 000	147 729 000	169 566 000	186 873 000	195 193 000
Remb/CFP		20.20%	19.17%	15.50%	11.54%	7.17%	3.37%



TUNISIE LEASING

Avis des commissaires aux comptes sur les informations financières prévisionnelles de la période allant de 2007 à 2011

Juillet 2007



AMC Ernst & Young
Société inscrite au tableau de l'OECT
Boulevard de la terre - Centre Urbain Nord
1003 Tunis - Tunisie
Tél : 70 749 111 Fax : 70 749 045

CABINET M.S. LOUZIR

Membre de l'ordre des experts comptables

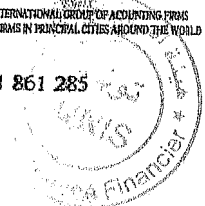
Rue du Lac Victoria,
Résidence Lac 2001, Tanit Bloc A
1053, Les Berges du Lac, Tunis, Tunisie

Tél. : (216) 71 861 591- 71 861 274 - Fax. : (216) 71 861 285

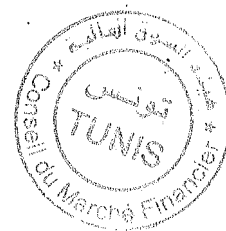
A Member of



THE INTERNATIONAL GROUP OF ACCOUNTING FIRMS
MEMBER FIRMS IN PRINCIPAL CITIES AROUND THE WORLD



I - AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES





Avis des commissaires aux comptes sur les informations financières prévisionnelles de la période allant de 2007 à 2011

Nous avons examiné les données prévisionnelles de la société Tunisie Leasing pour la période allant de 2007 à 2011 dans le cadre du prospectus d'émission d'emprunt obligataire (telles qu'annexées au présent avis). Ces prévisions et les hypothèses sur la base desquelles ont été établies, relèvent de la responsabilité de la direction.

Nous avons effectué notre examen selon les normes de la profession applicables à l'examen d'informations financières prévisionnelles. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'apprécier si les hypothèses retenues par la direction et sur lesquelles se basent les informations prévisionnelles sont raisonnables, de vérifier la traduction chiffrée de ces hypothèses et de s'assurer que les informations prévisionnelles sont correctement présentées et qu'elles sont préparées de manière cohérente avec les états financiers historiques.

Sur la base de notre examen des éléments corroborant les hypothèses retenues par la direction, rien ne nous est apparu qui nous conduit à penser que celles-ci ne constituent pas une base raisonnable pour les prévisions. A notre avis, les prévisions sont correctement préparées sur la base des hypothèses décrites et elles sont synthétisées dans un bilan, un état de résultat et un état de flux de trésorerie établis conformément aux normes comptables applicables en Tunisie.

Nous rappelons que s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations sont susceptibles d'être différentes des prévisions, parfois de manière significative, dès lors que les événements ne se produisent pas toujours comme prévu.

Tunis, le 31 Juillet 2007

Les commissaires aux comptes

AMC Ernst & Young

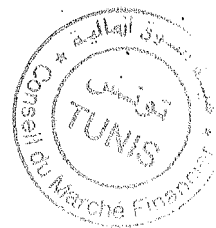
Noureddine HAJJI

Cabinet M.S.Louzir

Mohamed LOUZIR



II - INFORMATIONS FINANCIERES PREVISIONNELLES



ETATS FINANCIERS PREVISIONNELS

2006 - 2011

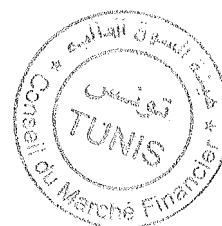
- BILANS PREVISIONNELS
- ETATS DE RESULTATS PREVISIONNELS
- ETAT DES FLUX DE TRESORERIE PREVISIONNELS



BILANS PREVISIONNELS

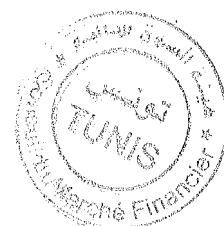
Actifs (en KDT)	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Immobilisations corporelles et incorporelles nettes	1 007	1 087	1 196	1 333	1 497	1 636
Immobilisations destinées à la location (nette)	229 648	258 840	286 127	307 038	323 973	349 652
Immobilisations financières	26 132	26 523	24 565	23 497	22 879	21 977
Autres actifs non courants	514	486	507	555	603	634
Total des actifs non courants	257 301	286 936	312 395	332 423	348 952	373 899
Clients et comptes rattachés (net des provisions)	2 729	2 483	2 210	1 968	1 752	1 465
Autres actifs courants	5 678	4 000	3 500	3 000	3 000	3 000
Placements et autres actifs financiers	341	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Liquidités et équivalents de liquidité	4 107	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
Total des actifs courants	12 855	11 483	10 710	9 968	9 752	9 465
Total des actifs	270 156	298 419	323 105	342 391	358 704	383 364

Capitaux propres et passifs (en KDT)	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Capitaux propres						
Capital	27 500	28 000	28 500	29 000	29 500	30 000
Réserves	5 777	6 415	6 628	6 678	6 728	6 778
Prime d'émission	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Résultats reportés	8 749	8 050	7 177	7 013	7 126	7 596
Résultat net de l'exercice	4 001	4 040	4 661	5 014	5 445	6 084
Total des capitaux propres	53 527	54 005	54 466	55 204	56 299	57 958
Passifs						
Provisions	1 045	1 150	1 264	1 391	1 530	1 683
Emprunts	95 615	127 100	141 212	141 530	137 001	147 247
Autres passifs financiers	4 191	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
Fournisseurs	8 437	10 156	12 012	14 017	16 182	18 520
Autres passifs courants	13 546	13 981	15 013	18 177	19 765	21 037
Concours bancaires et autres passifs financiers	93 795	88 028	95 138	108 072	123 927	132 918
Total des passifs	216 629	244 414	268 639	287 187	302 405	325 406
Total des capitaux propres et passifs	270 156	298 419	323 105	342 391	358 704	383 364



ETATS DE RESULTATS PREVISIONNELS

Etats de résultats (en KDT)	Réalisé 2006	2007	2008	2009	2010	2011
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Revenus bruts du leasing	140 490	150 767	168 592	191 201	211 588	220 984
Intérêt de retard	595	600	400	300	300	300
Variation des produits réservés	105	0	0	0	0	0
Dotations aux amortissements des immobilisations en location	(116 293)	(125 394)	(139 609)	(159 339)	(177 760)	(184 575)
Revenus nets de leasing	24 897	25 973	29 383	32 162	34 128	36 709
CHARGES FINANCIERES NETTES	(13 585)	(13 831)	(14 988)	(16 430)	(17 402)	(18 368)
Produits des placements	1 323	1 405	1 300	1 300	1 850	2 000
PRODUITS NETS	12 635	13 547	15 695	17 032	18 576	20 341
CHARGES D'EXPLOITATION						
Charges de personnel	(2 689)	(2 899)	(3 195)	(3 470)	(3 773)	(4 126)
Autres charges d'exploitation	(2 595)	(2 725)	(2 943)	(3 178)	(3 433)	(3 707)
Autres Produits d'exploitations d'exploitation	521	450	200	200	200	200
Dotations aux amortissements	(397)	(420)	(441)	(463)	(486)	(511)
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	(2 609)	(2 773)	(3 090)	(3 334)	(3 558)	(3 872)
Dotations nette aux provisions pour dépréciation des titres	782	0	0	0	0	0
Dotations aux provisions pour risques divers	(1 166)	(250)	(500)	(600)	(800)	(800)
Total des charges d'exploitation	(8 153)	(8 617)	(9 969)	(10 845)	(11 850)	(12 816)
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 482	4 930	5 726	6 187	6 726	7 525
Autres gains ordinaires	354	120	100	80	80	80
Autres pertes ordinaires	(3)	0	0	0	0	0
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT	4 833	5 050	5 826	6 267	6 806	7 605
Impôt sur les bénéfices	(832)	(1 010)	(1 165)	(1 253)	(1 361)	(1 521)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOT	4 001	4 040	4 661	5 014	5 445	6 084
Eléments extraordinaires	0	0	0	0	0	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	4 001	4 040	4 661	5 014	5 445	6 084



ETATS DES FLUX DE TRESORERIE PREVISIONNELS

Flux de flux de trésorerie (en KDT)	Réalisé 2006	2007	2008	2009	2010	2011
Flux de trésorerie liés à l'exploitation						
Encaissements reçus des clients	162 614	171 696	191 688	217 220	240 345	251 002
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	(4 844)	(5 624)	(6 138)	(6 648)	(7 206)	(7 833)
Intérêts payés	(14 195)	(10 884)	(13 513)	(15 223)	(16 316)	(17 261)
Impôts et taxes payés	(6 465)	(5 455)	(5 773)	(7 386)	(8 737)	(8 519)
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations destinés à la location	(152 097)	(170 156)	(183 769)	(198 470)	(214 348)	(231 495)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations destinés à la location	10 311	10 517	10 728	10 942	11 161	11 384
Autres flux de trésorerie	2 291	(7 991)	(10 077)	(8 672)	(10 891)	(11 286)
Flux de trésorerie provenant de (affectée à) l'exploitation	(2 385)	(17 897)	(16 855)	(8 237)	(5 992)	(14 008)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(338)	(600)	(650)	(700)	(750)	(750)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	100	100	100	100	100
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	(6 960)	(3 677)	(2 500)	(3 000)	(3 000)	(3 500)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	2 767	2 758	4 458	4 068	3 618	4 402
Flux de trésorerie provenant des (affectée aux) activités d'investissement	(4 531)	(1 419)	1 408	468	(32)	252
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						
Encaissements suite à l'émission d'actions	15 000	0	0	0	0	0
Dividendes et autres distributions	(2 999)	(3 563)	(4 200)	(4 275)	(4 350)	(4 425)
Encaissements provenant des emprunts	87 767	100 065	84 553	77 937	80 634	94 575
Remboursement d'emprunts	(95 778)	(70 157)	(60 804)	(70 209)	(77 519)	(85 163)
Flux liés au financement à court terme	150	(9 000)	(1 000)	4 000	6 000	6 000
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	4 140	17 346	18 549	7 453	4 765	10 987
Variation de trésorerie	(2 776)	(1 970)	3 102	(316)	(1 259)	(2 769)
Trésorerie au début de l'exercice	4 198	1 422	(548)	2 554	2 237	978
Trésorerie à la clôture de l'exercice	1 422	(548)	2 554	2 237	978	(1 790)



HYPOTHESES RETENUES
POUR L'ELABORATION
DES PROJECTIONS FINANCIERES
2007 - 2011



I- CADRE DE L'ELABORATION DES PROJECTIONS

Les projections financières 2007-2011 de la société ont été élaborées dans le cadre du prospectus d'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 15 MDT tel qu'approuvé par le conseil d'administration du 4 mai 2007.

Les prévisions pour la période ont été établies sur la base des états financiers arrêtés au 31 décembre 2006.

II- LES HYPOTHESES D'ACTIVITE PREVISIONNELLE

1- Mises en force :

Compte tenu des mises force (MEF) réalisées par la société au cours des derniers exercices et des réalisations jusqu'au 30 juin 2007, les MEF de 2007 ont été estimées à 156,3 MDT en évolution de 14,5 % par rapport aux MEF de 2006 puis une évolution annuelle de 8% est prévue à partir de 2008.

(En MDT)	Rechts 2006	2007	2008	2009	2010	2011
	136,5	156,3	168,8	182,3	196,8	212,6
Taux d'évolution		14,5%	8%	8%	8%	8%

2- Revenus bruts de leasing et dotations aux amortissements des immobilisations en location

Les revenus bruts de leasing ont été estimés sur la base des MEF antérieures et des MEF prévues compte tenu d'un taux de placement moyen de 11,5% semblable au taux de placement réalisé au cours de 2006.

Les revenus bruts et les dotations sont calculés en utilisant une pondération produits (Auto (LA); Equipement (LE); Immobilier (LI)) suivante et des taux moyens de placement suivants:

Type Leasing	Pondération	Taux de placement
LA - TPE (très petites entreprises)	17%	14%
LA - Autres	25%	11,2%
LE	43%	11%
LI	15%	10,7%
	100%	11,5%



Évolution des revenus bruts de leasing

(En KDT)	Rechts 2006	2007	2008	2009	2010	2011
	140 490	150 767	168 592	191 201	211 538	220 984
Taux d'évolution		7%	12%	13%	11%	4%

Évolution des amortissements des immobilisations destinées à la location

(En KDT)	Revue 2006	2007	2008	2009	2010	2011
	116 293	125 394	139 609	159 339	177 760	184 575
Taux d'évolution		8%	11%	14%	12%	4%

3- Emprunts :

Nouvelles ressources

La structure d'endettement de la société est caractérisée par le recours au marché obligataire en premier lieu et aux emprunts bancaires et aux crédits extérieurs en second lieu.

Les emprunts que la société projette de lever, pour la période 2007-2011, se détaillent comme suit :

(En KDT)	2007	2008	2009	2010	2011
Emprunts obligataires	50 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Crédits Bancaires	25 000	20 000	20 000	20 000	25 000
Crédits Extérieurs	25 065	24 553	17 937	20 634	29 575
Total emprunts	100 065	84 553	77 937	80 634	94 575

Les conditions retenues pour les nouvelles ressources sont les suivantes :

- Durée de remboursement des crédits :

- 5 ans pour les emprunts obligataires
- 4 ans pour les autres types de crédits

- Taux moyen : le coût des nouvelles ressources est de 7% pour la période 2007-2011.

Encours des emprunts et des concours bancaires

Sur la période 2007-2011, l'encours des emprunts et des concours bancaires existants et à contracter évoluera comme suit :

(En KDT)	Revue 2006	2007	2008	2009	2010	2011
Emprunts obligataires	63 000	92 000	106 000	114 000	119 000	122 000
Emprunts bancaires et extérieurs	95 103	100 508	110 098	119 319	125 161	126 562
Total emprunts	158 103	192 508	216 098	233 319	244 161	248 562
Autres Concours bancaires et autres passifs financiers	31 307	22 620	20 252	16 283	16 767	31 603
Total	189 410	215 128	236 350	249 602	260 928	280 165
Taux d'évolution		14%	10%	6%	5%	7%



Remboursements de l'encours des emprunts existants et des emprunts à contracter

Sur la période 2007-2011, le remboursement de l'encours des emprunts existants et à contracter évoluera comme suit :

(En KDT)		2007	2008	2009	2010	2011
Remboursement des emprunts existants	EO	21 000	16 000	14 000	9 000	3 000
	Bancaires	32 220	8 232	3 728	1 721	0
	Extérieurs	12 268	11 946	8 951	6 437	4 599
Total		65 488	36 178	26 679	17 158	7 599
Remboursement des emprunts à contracter	EO	0	10 000	18 000	26 000	34 000
	Bancaires & extérieurs	4 669	14 626	25 530	34 361	43 564
Total		4 669	24 626	43 530	60 361	77 564
Total général		70 157	60 804	70 209	77 519	85 163

4- Charges financières

Pour la détermination des charges financières afférentes à l'encours des emprunts existants, il a été appliqué durant la période 2007-2011 les conditions contractuelles.

Les charges financières au titre des emprunts existants et des nouveaux emprunts évolueront comme suit sur la période 2007-2011 :

(En KDT)	Réalisé 2006	2007	2008	2009	2010	2011
Crédits bancaires et extérieurs	6 772	6 892	7 156	7 714	7 807	8 677
Emprunts obligataires	4 751	5 672	7 593	8 346	9 130	9 157
Autres crédits à CT	2 062	1 267	239	370	465	534
Total charges financières	13 585	13 831	14 988	16 430	17 402	18 368

5- Autres charges d'exploitation

Sur la période 2007-2011, les autres charges d'exploitation évolueront comme suit :

(En KDT)	Réalisé 2006	2007	2008	2009	2010	2011
	2 595	2 725	2 943	3 178	3 433	3 707
Taux d'évolution		5%	8%	8%	8%	8%

6- Provisions nettes sur créances :

Sur la période 2007-2011, le coût du risque est estimé à 1% des loyers futurs, de ce fait les dotations nettes évolueront comme suit :



(En KDT)	Réalisé 2006	2007	2008	2009	2010	2011
Dotations aux provisions	5 269	5 566	6 023	6 413	6 791	7 267
Reprises sur provisions	2 660	2 793	2 933	3 079	3 233	3 395
Provisions nettes	2 609	2 773	3 090	3 334	3 558	3 872
Taux d'évolution		6%	11%	8%	7%	9%

7- Dotations aux amortissements des immobilisations propres

Les dotations aux amortissements des biens propres de la société sont estimées à 420 KDT pour 2007 avec une évolution de 5% à partir de 2008 :

(En KDT)	Réalisé 2006	2007	2008	2009	2010	2011
Dotations aux amortissements	397	420	441	463	486	511
Taux d'évolution		6%	5%	5%	5%	5%

8- Impôts sur les Sociétés

La société estime procéder annuellement à des opérations de réinvestissement dans le cadre d'une politique de dégrèvement aboutissant au paiement de l'impôt minimum au taux de 20%.

9- Dividendes

Il a été prévu de maintenir une distribution annuelle des dividendes au taux de 15. % du nominal, pour la période 2007-2011.

10- Rentabilité et rendement prévisionnel

La rentabilité et le rendement prévisionnel des capitaux propres se détaillent comme suit sur la période 2007-2011 :

	Réalisé 2006	2007	2008	2009	2010	2011
Revenus nets de leasing (en KDT)	24 897	25 973	29 383	32 162	34 128	36 709
Résultat d'exploitation (en KDT)	4 482	4 930	5 726	6 187	6 726	7 525
Résultat net (en KDT)	4 001	4 040	4 661	5 014	5 445	6 084
Nombre d'actions	5 500 000	5 600 000	5 700 000	5 800 000	5 900 000	6 000 000
Résultat par action (en DT)	0,727	0,721	0,818	0,864	0,923	1,014

